

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXVII

1936

N^{os} 3856-3882

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 3856. — Espagne et France :	
Convention de commerce et de navigation, protocole et annexes ; arrangement complémentaire avec annexes ; et arrangement relatif aux transferts de fonds. Signés à Madrid, le 21 décembre 1935	9
N^o 3857. — Belgique et Honduras :	
Convention additionnelle étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi le Traité d'extradition du 19 avril 1900 entre les deux pays. Signée à Guatémala, le 17 juin 1933	69
N^o 3858. — Suède et Turquie :	
Accord commercial, avec annexes. Signé à Ankara, le 27 février 1936	75
N^o 3859. — Suède et Turquie :	
Accord de clearing. Signé à Ankara, le 27 février 1936	83
N^o 3860. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Turquie :	
Accord concernant le commerce et les paiements, avec annexes, protocole et protocole de signature. Signés à Angora, le 4 juin 1935... ..	91
N^o 3861. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exploitation de services aériens au-dessus de territoires britanniques et portugais en Afrique. Lisbonne, le 24 octobre 1935	133
N^o 3862. — Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Commonwealth d'Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine et Inde et France :	
Convention relative aux sépultures militaires. Signée à Berlin, le 20 décembre 1935... ..	141

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXVII

1936

Nos. 3856-3882

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3856. — Spain and France :	
Convention of Commerce and Navigation, Protocol and Annexes ; Additional Arrangement, with Annexes ; and Arrangement relating to the Transfer of Funds. Signed at Madrid, December 21st, 1935	9
No. 3857. — Belgium and Honduras :	
Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of April 19th, 1900, between the Two Countries. Signed at Guatemala, June 17th, 1933	69
No. 3858. — Sweden and Turkey :	
Commercial Agreement, with Annexes. Signed at Ankara, February 27th, 1936... ..	75
No. 3859. — Sweden and Turkey :	
Clearing Agreement. Signed at Ankara, February 27th, 1936	83
No. 3860. — Great Britain and Northern Ireland and Turkey :	
Agreement respecting Trade and Payments, with Annexes, Protocol and Protocol of Signature. Signed at Angora, June 4th, 1935... ..	91
No. 3861. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Operation of Air Services over British and Portuguese Territories in Africa. Lisbon, October 24th, 1935	133
No. 3862. — Germany, Great Britain and Northern Ireland, Canada, Commonwealth of Australia, New Zealand, Union of South Africa and India and France :	
Agreement in regard to War Graves. Signed at Berlin, December 20th, 1935	141

	Pages
N° 3863. — Estonie et Hongrie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, signée à Tallinn, le 8 août 1934, et échange de notes y relatif de la même date	153
N° 3864. — République Argentine et Chili :	
Convention en vue de coopérer à l'œuvre de la Société des Nations pour la répression du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, signée à Buenos-Ayres, le 2 juillet 1935, et échange de notes y relatif, Buenos-Ayres, le 29 octobre 1935, et Santiago, les 13 et 14 décembre 1935	173
N° 3865. — Tchécoslovaquie et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux. Signé à Moscou, le 8 juin 1935	181
N° 3866. — France et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial. Paris, le 18 janvier 1936	197
N° 3867. — Roumanie et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant la libération des dépôts et le règlement des obligations résultant des titres et de leurs coupons, et protocole annexe. Signés à Bucarest, le 5 décembre 1930	205
N° 3868. — Roumanie et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises entre les créanciers ou débiteurs tchécoslovaques et débiteurs ou créanciers roumains, et protocole final. Signés à Bucarest, le 5 décembre 1930	221
N° 3869. — Roumanie et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la répartition du patrimoine des caisses tutélaires et à la libération des dépôts des pupilles et des personnes interdites. Signée à Bucarest, le 5 décembre 1930	231
N° 3870. — Roumanie et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant le partage des biens des circonscriptions administratives (districts, comitats, villes et villages) divisés par la frontière. Signée à Bucarest, le 22 décembre 1930	243
N° 3871. — Roumanie et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant le dédommagement pour les forêts d'Etat « Huta » situées dans la région de Remete-Franzensthal (département de Maramures), signé à Bucarest, le 22 décembre 1930, et protocole additionnel à cet accord, signé à Bucarest, le 20 juin 1934	257
N° 3872. — Roumanie et Tchécoslovaquie :	
Arrangement concernant la liquidation réciproque des créances et des obligations résultant de l'administration des mines de sel d'Akna-Slatina du 1 ^{er} juin 1919 jusqu'au 1 ^{er} juillet 1920, avec annexe. Signés à Bucarest, le 22 décembre 1930... ..	263

	Page
No. 3863. — Estonia and Hungary :	
Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, signed at Tallinn, August 8th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	153
No. 3864. — Argentine Republic and Chile :	
Convention concerning Co-operation in the Work of the League of Nations for the Suppression of the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs, signed at Buenos Aires, July 2nd, 1935, and Exchange of Notes relating thereto, Buenos Aires, October 29th, 1935, and Santiago, December 13th and 14th, 1935	173
No. 3865. — Czechoslovakia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Agreement regarding the Exchange of Parcels by Parcel Post. Signed at Moscow, June 8th, 1935 [... ..	181
No. 3866. — France and Sweden :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Arrangement. Paris, January 18th, 1936...	197
No. 3867. — Roumania and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Release of Deposits and the Settlement of Liabilities arising out of Securities and their Coupons, with Protocol-Annex. Signed at Bucharest, December 5th, 1930	205
No. 3868. — Roumania and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Settlement of Debts and Claims in Former Austro-Hungarian Crowns between Czechoslovak Creditors or Debtors and Roumanian Debtors or Creditors, and Final Protocol. Signed at Bucharest, December 5th, 1930	221
No. 3869. — Roumania and Czechoslovakia :	
Convention concerning Apportionment of the Assets of Guardianship Funds and Liberation of Deposits of Wards and Persons under Legal Disability. Signed at Bucharest, December 5th, 1930	231
No. 3870. — Roumania and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Allocation of the Property of Administrative Units (Districts, Counties (Comitats), Towns and Villages) intersected by the Frontier. Signed at Bucharest, December 22nd, 1930	243
No. 3871. — Roumania and Czechoslovakia :	
Agreement regarding Compensation for the " Huta " State Forests situated in the Region of Remete-Franzensthal (District of Maramures), signed at Bucharest, December 22nd, 1930, and Additional Protocol to this Agreement, signed at Bucharest, June 20th, 1934	257
No. 3872. — Roumania and Czechoslovakia :	
Arrangement concerning the Reciprocal Settlement of Claims and Liabilities resulting from the Administration of the Salt Mines of Akna-Slatina from June 1st, 1919, to July 1st, 1920, with Annex. Signed at Bucharest, December 22nd, 1930	263

	Pages
N° 3873. — Finlande et Islande :	
Convention concernant le règlement pacifique des différends. Signée à Tingvellir, le 27 juin 1930	271
N° 3874. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc. :	
Traité concernant la protection des institutions artistiques et scientifiques et des monuments historiques. Signé à Washington, le 15 avril 1935	289
N° 3875. — Etats-Unis d'Amérique et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Echange de notes concernant l'exécution des commissions rogatoires. Moscou, le 22 novembre 1935	303
N° 3876. — Etats-Unis d'Amérique et Honduras :	
Accord commercial, avec annexes. Signé à Tégucigalpa, le 18 décembre 1935	313
N° 3877. — Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, etc. :	
Protocole pour reconnaître à la Cour permanente de Justice internationale la compétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit international privé. Signé à La Haye, le 27 mars 1931	341
N° 3878. — France et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Accord commercial provisoire, et protocoles complémentaires N ^{os} 1, 2 et 3. Signés à Paris, le 11 janvier 1934	349
N° 3879. — Autriche et Etat de la Cité du Vatican :	
Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Rome, le 23 mars 1935, et le Vatican, le 23 mars 1935	385
N° 3880. — Autriche et Monaco :	
Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Paris, le 7 février 1936	389
N° 3881. — France et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Traité d'assistance mutuelle, et protocole de signature. Signés à Paris, le 2 mai 1935... ..	395
N° 3882. — Norvège et Venezuela :	
Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation. Signé à La Haye, le 13 mai 1935	407

	Page
No. 3873. — Finland and Iceland :	
Convention regarding the Pacific Settlement of Disputes. Signed at Thingveller, June 27th, 1930	271
No. 3874. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc. :	
Treaty on the Protection of Artistic and Scientific Institutions and Historic Monuments. Signed at Washington, April 15th, 1935	289
No. 3875. — United States of America and Union of Soviet Socialist Republics :	
Exchange of Notes concerning the Execution of Letters Rogatory. Moscow, November 22nd, 1935... ..	303
No. 3876. — United States of America and Honduras :	
Commercial Agreement, with Annexes. Signed at Tegucigalpa, December 18th, 1935... ..	313
No. 3877. — Austria, Belgium, Denmark, Spain, Estonia, etc. :	
Protocol recognising the Competence of the Permanent Court of International Justice to interpret the Hague Conventions on Private International Law. Signed at The Hague, March 27th, 1931	341
No. 3878. — France and Union of Soviet Socialist Republics :	
Provisional Commercial Agreement, and Complementary Protocols Nos. 1, 2 and 3. Signed at Paris, January 11th, 1934	349
No. 3879. — Austria and Vatican City State :	
Exchange of Notes regarding the Reciprocal Abolition of Passport Visas. Rome, March 23rd, 1935, and the Vatican, March 23rd, 1935	385
No. 3880. — Austria and Monaco :	
Exchange of Notes regarding the Reciprocal Abolition of Passport Visas. Paris, February 7th, 1936	389
No. 3881. — France and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Mutual Assistance, and Protocol of Signature. Signed at Paris, May 2nd, 1935... ..	395
No. 3882. — Norway and Venezuela :	
Treaty of Arbitration, Judicial Settlement and Conciliation. Signed at The Hague, May 13th, 1935	407

N° 3856.

ESPAGNE ET FRANCE

Convention de commerce et de navigation, protocole et annexes; arrangement complémentaire avec annexes; et arrangement relatif aux transferts de fonds. Signés à Madrid, le 21 décembre 1935.

SPAIN AND FRANCE

Convention of Commerce and Navigation, Protocol and Annexes; Additional Arrangement, with Annexes; and Arrangement relating to the Transfer of Funds. Signed at Madrid, December 21st, 1935.

N^o 3856. — CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE. SIGNÉE A MADRID, LE
21 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 mars 1936.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, animés du même désir de développer les relations économiques entre l'Espagne et la France, ont décidé de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

M. MARTINEZ DE VELASCO, ministre d'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. G. BONNET, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries ou des possessions espagnoles, énumérés à la liste A annexée au présent accord, seront admis à leur importation en France ou dans les colonies et possessions françaises qui ont le même régime douanier que la métropole, au bénéfice du tarif minimum, c'est-à-dire des taux les plus réduits tant en ce qui concerne les droits et taxes à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer, qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établis ou pourrait établir.

Le traitement de la nation la plus favorisée qu'implique l'octroi du tarif minimum pour les articles énumérés à ladite liste A, n'autorise pas cependant l'Espagne à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France pourrait accorder à ses protectorats, ainsi que du régime tarifaire spécial qui résulterait des ententes économiques qu'elle pourrait éventuellement conclure ou de celui qu'elle pourrait accorder temporairement à certains produits dont l'importation est destinée à faciliter des règlements financiers.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises, protectorats et pays sous mandat énumérés à la liste B annexée au présent accord, bénéficieront à leur importation en Espagne et dans les îles Baléares des taux et des régimes

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3856. — CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN SPAIN AND FRANCE. SIGNED AT MADRID, DECEMBER
21ST, 1935.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Convention took place March 13th, 1936.

THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being equally desirous of promoting economic relations between Spain and France, have decided to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

Monsieur MARTINEZ DE VELASCO, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur G. BONNET, Minister of Commerce and Industry ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Such natural or manufactured products originating in or coming from Spain, the Balearic Islands, the Canaries or the Spanish possessions, as are enumerated in List A annexed to the present Agreement shall, on importation into France or the French colonies and possessions having the same Customs regime as the mother-country, be liable to the minimum tariff, *i. e.* the lowest rates both as regards the duties and charges on imports at present established, or which France may eventually substitute therefor, and as regards the surcharges, coefficients or other temporary increases which France has established or may in future establish.

The most-favoured-nation treatment implicit in the granting of the minimum tariff for the articles enumerated in the said List A shall not, however, justify Spain claiming the benefit of the preferences which France may grant to her protectorates or the special tariffs resulting from the economic agreements which she may eventually conclude or those which she may temporarily grant for certain products, the importation of which is intended to facilitate financial settlements

Article 2.

Such natural or manufactured products originating in or coming from France, the French colonies or possessions, protectorates or mandated territories, as are enumerated in List B annexed to the present Agreement shall, on importation into Spain and the Balearic Islands, enjoy the.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les plus favorables que le Gouvernement espagnol accorde ou pourrait accorder à un pays étranger quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle, sans que la France puisse toutefois réclamer le bénéfice du traitement préférentiel que l'Espagne a établi ou pourrait établir en faveur des produits portugais et des produits originaires et en provenance de la zone espagnole du Maroc et de ses colonies.

L'application du traitement de la nation la plus favorisée pour les produits inclus à la liste B s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes du tarif espagnol ainsi que des dispositions d'application de ce tarif.

Il est entendu, d'une manière générale, que le traitement réservé à la France en toutes matières, s'applique à l'ensemble du territoire douanier français.

Article 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de France, des colonies, protectorats et possessions français non repris à la liste B, seront soumis à leur importation en Espagne et dans les îles Baléares aux droits du deuxième tarif de l'Arancel.

Article 4.

L'Espagne pour les produits énumérés à la liste A, la France pour les produits énumérés à la liste B visée aux articles précédents s'accordent réciproquement le bénéfice des taux les plus favorables qui pourraient résulter éventuellement de modifications apportées à la nomenclature douanière ou de spécialisations introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

Article 5.

Les produits originaires et en provenance de France, des colonies et possessions françaises seront soumis à leur importation dans les îles Canaries et possessions espagnoles du Nord de l'Afrique, au régime des ports francs et taxes ou contributions en vigueur et jouiront, pendant la durée du présent traité, de tous les avantages que l'Espagne accorde ou pourrait accorder à un pays tiers.

Les produits d'origine et de provenance françaises importés directement dans les îles Canaries, après avoir acquitté les droits d'entrée dans les ports francs établis par le décret du 20 mars 1900, jouiront du même traitement que les marchandises espagnoles pour tout ce qui a trait aux taxes et droits locaux, provinciaux et municipaux.

Il en sera de même pour les marchandises d'origine et de provenance françaises importées dans les ports francs de l'Afrique du Nord.

Article 6.

Seront considérées comme effectuées en droiture les importations par la voie de l'Espagne des produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des îles Baléares et des possessions espagnoles de la côte du Maroc.

Pour être admis au bénéfice du transport en droiture, les produits originaires et en provenance des îles Canaries qui toucheraient un port espagnol, ne pourront y subir de rupture de charge que sous la surveillance des autorités douanières qui certifieront l'identité de la marchandise, et ils devront arriver en France ou dans les colonies, possessions et protectorats français accompagnés d'un connaissement direct émis dans le pays d'origine.

benefit of the most favourable rates and tariffs, autonomous or conventional, which the Spanish Government accords or may accord in future to any foreign country, provided that France shall not be entitled to claim the benefit of such preferential treatment as Spain has enacted, or may in future enact, in favour of Portuguese products or products originating in or coming from the Spanish zone of Morocco or the Spanish colonies.

Most-favoured-nation treatment shall, as regards the products enumerated in List B, be understood as implying immediate and unconditional admission to the benefit of any reduction or exemption in respect of the duties and charges of the Spanish tariff or of the regulations contained therein.

It shall be understood generally that the treatment accorded to France in all respects shall apply to French Customs territory generally.

Article 3.

Natural or manufactured products originating in or coming from France or the French colonies, protectorates, or possessions not included in List B shall, on importation into Spain or the Balearic Islands, be liable to the duties in the second Arancel tariff.

Article 4.

Spain, in the case of the products enumerated in List A, and France, in the case of the products enumerated in List B referred to in the above Articles, shall grant one another the benefit of the most favourable rates which may eventually follow modifications made in Customs nomenclature or special classifications introduced in the tariffs as a result of administrative or legislative measures or conventions concluded with other Powers.

Article 5.

Products originating in or coming from France or the French colonies or possessions shall, on importation into the Canaries or Spanish possessions in North Africa, be liable to the system of free ports and taxes or contributions then in force and shall, during the period of validity of the present Treaty, enjoy the benefit of all the advantages which Spain grants, or may in future grant, to a third country.

Products of French origin or provenance imported direct into the Canaries after paying the import duties in the free ports as laid down in the Decree of March 20th, 1900, shall be treated in the same way as Spanish goods in respect of local, provincial, or municipal charges and dues.

The same shall apply to goods of French origin or provenance imported into the free ports of North Africa.

Article 6.

Natural or manufactured products originating in or coming from the Balearic Islands or the Spanish possessions on the Moroccan coast imported through Spain shall be regarded as direct imports.

In order to be treated as direct transport, products originating in or coming from the Canaries but passing through a Spanish port may only have their bulk broken at such port under the supervision of the Customs authorities, who shall certify the identity of the goods, and they must reach France or the French colonies, possessions, or protectorates accompanied by a through bill of lading issued in the country of origin.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits et taxes d'exportation actuellement en vigueur ou qu'elles pourraient instituer à l'avenir.

Article 8.

Les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays importés sur le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit vers quelque destination que ce soit, ne seront soumis à aucun droit de douane ou à aucun droit intérieur autre que les taxes existantes dans chacun des deux pays ou tous autres droits et taxes exclusivement destinés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration que peut imposer le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent dans leurs territoires d'outre-mer qui ont un régime douanier spécial le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les tarifs d'importation et d'exportation et, en général, toutes facilités douanières.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation de toute faveur, privilège ou abaissement dans les droits d'octroi, d'accise et tous droits accessoires ou locaux à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage, pour les marchandises mentionnées ou non dans la présente convention, qu'elle a accordés ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre Puissance.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti à chacune des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités de douane.

Les marchandises originaires et en provenance des territoires, possessions, colonies, protectorats et pays sous mandat de chacune des Hautes Parties contractantes, bénéficieront, à titre de réciprocité, dans les territoires, colonies, protectorats et pays sous mandat de l'autre Partie, du traitement national en ce qui concerne les droits et taxes intérieurs (droits de consommation, d'octroi, d'enregistrement, de circulation, taxes locales, etc.), de quelque nature que ce soit.

Les produits et spécialités pharmaceutiques français importés ou fabriqués, préparés ou conditionnés en Espagne seront soumis aux mêmes droits, taxes, charges et règlements que les produits pharmaceutiques espagnols. Réciproquement, les produits pharmaceutiques espagnols bénéficieront en France des mêmes avantages.

Les moûts sulfités, les vins ordinaires, y compris les vins moelleux, les mistelles et les vins de liqueur espagnols ne seront, en dehors des droits de douane, soumis qu'aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins français similaires.

Article 11.

Tous les produits originaires et en provenance de Tunisie seront admis en Espagne, aux îles Baléares, aux îles Canaries et dans les possessions espagnoles au régime prévu par la présente convention pour les produits originaires et en provenance de France.

Tous les produits originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries ou des possessions espagnoles seront, à leur importation en Tunisie, admis au bénéfice des taux les plus favorables que la Tunisie accorde ou pourrait accorder à des Puissances étrangères quelconques, sans pouvoir toutefois réclamer les avantages réservés en matière tarifaire à la France, à ses colonies, possessions, pays de protectorat ou pays de mandat.

Article 7.

The High Contracting Parties shall grant one another most-favoured-nation treatment in respect of the export dues and charges at present in force or which they may in future introduce.

Article 8.

The products of the soil or industry of either of the two countries imported into the territory of the other and intended to be warehoused or conveyed in transit to any destination whatsoever shall not be liable to any Customs duty or inland duty other than the charges existing in each of the two countries or any other duties and charges intended solely to defray the cost of supervision and administration due to transit, without prejudice, however, to any revenue charges that might be levied in respect of transactions relating to such goods during their warehousing or transport.

Article 9.

The High Contracting Parties shall, in their overseas territories which have a special Customs regime, grant one another most-favoured-nation treatment in respect of import and export tariffs and, generally, all Customs facilities.

Article 10.

Each High Contracting Party undertakes to give the other the benefit, immediately and without compensation, of any privilege, favour, or reduction it accords, or may in future accord, to any other Power in the matter of *octroi*, excise, and all accessory or local dues on the import, export, re-export, transit, or warehousing of goods, whether mentioned or not in the present Convention.

Most-favoured-nation treatment is also guaranteed to each High Contracting Party in respect of the transhipment of goods and the observance of Customs formalities.

Goods originating in or coming from the territories, possessions, colonies, protectorates or mandated territories of either High Contracting Party shall, in the territories, colonies, protectorates, and mandated territories of the other Party be granted reciprocal national treatment in respect of any internal dues and charges whatsoever (consumption, *octroi*, registration, and transport dues, local dues, etc.).

French pharmaceutical products and specialities imported or manufactured, prepared or packed in Spain shall be liable to the same duties, dues, charges and regulations as Spanish pharmaceutical products. Conversely, Spanish pharmaceutical products shall in France enjoy the same privileges.

Sulphated must, table wines including mellow wines, "mistelle" wines, and Spanish liqueur wines shall be liable, apart from the Customs duties, only to the same inland duties and charges as similar French wines.

Article 11.

All products originating in or coming from Tunisia shall be treated in Spain, the Balearic Islands, the Canaries and Spanish possessions in the manner laid down by the present Convention for products originating in or coming from France.

All products originating in or coming from Spain, the Balearic Islands, the Canaries or Spanish possessions shall, on import into Tunisia, be accorded the benefit of the most favourable rates which Tunisia accords or may in future accord to any foreign Powers, provided always that they shall not be entitled to the benefit of the tariff privileges reserved for France, her colonies, possessions, protectorates, or mandated territories.

Les produits originaires et en provenance des territoires sur lesquels la France exerce un mandat dévolu par la Société des Nations bénéficieront, à leur importation en Espagne et dans les îles Baléares, de tous les avantages prévus par la présente convention pour les produits français.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation, par l'importateur, d'une déclaration officielle constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine, établis conformément au modèle annexé à la présente convention sous le N° 1, seront délivrés, soit par la chambre de commerce du pays expéditeur et de la nationalité de ce pays, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé ; le visa d'un représentant consulaire du pays destinataire pourra être exigé. Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés de ce visa, à condition d'être revêtus de cachets indélébiles dont les deux pays se communiqueront le modèle.

Toutefois, les produits portant des marques nationales ou des marques collectives ou particulières, garanties par le pays exportateur et admises préalablement par le pays destinataire, pourront être exemptés de la justification d'origine. A cet effet, lesdites marques seront communiquées par les représentants diplomatiques du pays exportateur au gouvernement du pays destinataire qui notifiera son acceptation.

Les colis postaux seront dispensés de la justification d'origine.

Quand le certificat d'origine sera exigé pour des produits en provenance des territoires, colonies, possessions, protectorats et pays sous mandat, ce document pourra être visé, le cas échéant, soit dans un port de la métropole, soit dans tout autre port situé sur la route normale suivie par l'expédition et où réside un agent consulaire du pays importateur.

Les marchandises provenant des îles Canaries, ainsi que des ports francs de l'Afrique du Nord, devront être accompagnées à leur importation en France, d'un certificat d'origine visé par les autorités consulaires françaises. Les certificats d'origine délivrés par les douanes espagnoles seront légalement valables, à condition d'être revêtus de cachets indélébiles dont l'administration espagnole communiquera le modèle au Gouvernement français.

Article 13.

a) Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre Haute Partie contractante contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant et en réprimant, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, soit sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce, et comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.

b) Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à mettre ou à maintenir en vigueur toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine de tous produits y compris les produits vinicoles de l'autre Partie contractante, pour autant que ces appellations lui aient été notifiées et qu'elles soient dûment protégées dans le pays de production. La notification devra viser les documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront de leur droit auxdites appellations.

Seront, notamment, interdits et réprimés par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient, soit sur les fûts, bouteilles, emballages

Products originating in or coming from the territories over which France exercises a mandate conferred by the League of Nations shall, on importation into Spain and the Balearic Islands, enjoy all the advantages laid down in the present Convention for French products.

Article 12.

Each High Contracting Party may, in order to determine the origin of the products imported, insist on the importer submitting an official declaration certifying that the article imported is a national product or manufacture or is to be regarded as such in view of the transformation which it has undergone in the country from which it arrives.

Certificates of origin, drawn up on the lines of the specimen form No. 1 annexed to the present Convention, shall be issued either by the Chamber of Commerce of the forwarding country and of that country's nationality or by any other organisation or association which the country of destination has approved ; the visa of a consular representative of the country of destination may be insisted on. The certificates of origin issued by the Customs authorities shall not require such a visa, provided they bear indelible stamps, specimens of which shall be communicated to one another by the respective countries.

Nevertheless, products bearing national marks or collective or special marks, guaranteed by the exporting country and previously approved of by the country of destination, may be exempted from proof of origin. To this end the said marks shall be communicated by the diplomatic representatives of the exporting country to the Government of the country of destination which shall notify its approval.

No proof of origin shall be required in the case of postal packets.

When a certificate of origin is required for products coming from territories, colonies, possessions, protectorates or mandated territories, this document may be visaed, if necessary, either in a port of the home country or in any other port situated on the normal route taken by the consignment, in which a consular agent of the importing country resides.

Goods coming from the Canaries or from the free ports of North Africa must, on importation into France, be accompanied by a certificate of origin visaed by the French consular authorities. Certificates of origin issued by the Spanish Customs shall be legally valid if they bear indelible stamps, a specimen of which shall be communicated to the French Government by the Spanish authorities.

Article 13.

(a) Each High Contracting Party undertakes effectively to safeguard the natural or manufactured products originating in the territory of the other High Contracting Party against unfair competition in commercial transactions, more particularly by prohibiting or suppressing, by seizure and all other suitable penalties, the importation and exportation as well as the manufacture, transport, warehousing, sale and offer for sale of all products designated by marks, names, inscriptions or signs of any kind either on the products themselves, their immediate make-up or outside packing, or in the invoices, waybills, bills of lading, advertising matter or other trade literature, and constituting either directly or indirectly a false indication of the origin, kind, nature or specific qualities of the said products.

(b) Each of the High Contracting Parties undertakes to adopt or continue to take all necessary measures to prevent in its territory the improper use of geographical appellations of origin of all the products, including the products of the grape, of the other Contracting Party, provided such appellations have been notified and are duly protected in the country of production. Notification shall include the official documents accompanying the products forwarded and proving their right to the said appellations.

Steps shall in particular be taken, by seizure or other suitable forms of penalty, to prohibit and forbid the import, export, warehousing, manufacture, transport, sale or offer for sale of the aforesaid products when any marks, names, inscriptions or signs equivalent to false appellations

ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce s'y rapportant, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant de fausses appellations d'origine.

Les mesures visées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, à la diligence de l'administration ou à la requête du ministère public, conformément aux législations respectives de chacune des Hautes Parties contractantes, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation d'origine pour désigner des produits y compris les produits vinicoles, autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs tels que « genre », « type », « façon », « rival », etc., ou d'une autre indication régionale spécifique ou autre.

c) Chacune des Hautes Parties contractantes assurera, sur son propre territoire, la protection des appellations d'origine notifiées par elle à l'autre Haute Partie contractante dans des conditions telles que soit assurée la qualité des produits exportés avec lesdites appellations.

Les engagements stipulés aux articles ci-dessus sont pris à titre de réciprocité absolue, de telle sorte que le fait par l'une des Hautes Parties contractantes de ne pas assurer par sa législation la protection des appellations d'origine dans les conditions prévues auxdits articles permettra à l'autre Partie contractante de se considérer de plein droit, comme déliée de ses obligations en ce qui concerne lesdites appellations.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse délivrés par des laboratoires officiels de l'autre pays, comme preuve que les produits naturels d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes conserve le droit de faire procéder, en cas de suspicion de fraude, à toutes vérifications utiles nonobstant la production du certificat d'analyse ci-dessus prévu.

Lorsque le certificat d'analyse attestera en outre que les produits naturels qui y sont visés ont droit à une appellation d'origine reconnue par la législation de leur propre pays, ces produits seront dispensés à l'importation dans l'autre pays de la production du certificat d'origine prévu à l'article 12 de la présente convention. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes précautions nécessaires pour garantir l'identité de la marchandise exportée et celle de l'échantillon soumis à l'analyse.

La procédure établie par chaque gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons, ainsi que les modèles de certificats, seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

La liste des laboratoires officiels chargés dans chaque pays de la délivrance des certificats d'analyse sera notifiée par chacun des gouvernements à l'autre dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 15.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'un des deux pays qui prouvent, par la présentation de leur carte de légitimation industrielle conforme au modèle annexé à la présente convention et délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les

of origin appear either on the casks, bottles, packages or cases containing them or in the invoices, waybills, bills of lading, advertising matter or other trade literature relating thereto.

The aforesaid measures shall be taken in the territory of each High Contracting Party either on the initiative of the administrative authorities or on the motion of the Public Prosecutor, in accordance with the law of the High Contracting Party concerned or on the initiative of an interested party, private individual, trade union or association belonging to one of the High Contracting Parties.

The prohibition to use an appellation of origin to describe products, including products of the grape, other than those properly entitled to it, shall continue to apply even when the real origin of the products is stated or the false appellations are accompanied by such qualifying expressions as "kind", "type", "manner", "rival", etc., or other specific local description.

(c) Each High Contracting Party shall, in its own territory, protect the appellations of origin notified by it to the other High Contracting Party in such a manner as to guarantee the quality of the products exported under such appellations.

The undertakings specified in the above Articles are given on an entirely reciprocal basis. Accordingly, the fact of one High Contracting Party not giving legislative protection to appellations of origin, as laid down in the said Articles, shall justify the other Contracting Party in considering itself *ipso facto* released from its obligations in respect of such appellations.

Article 14.

The High Contracting Parties respectively undertake to recognise the certificates of analysis issued by official laboratories of the other country as evidence that the natural products, originating in the country issuing the certificate of analysis and imported into the territory of the other country, comply with the provisions of the latter country's domestic legislation.

Each High Contracting Party retains the right, where abuse is suspected, to have any necessary investigations made, even though the aforesaid certificate of analysis is produced.

When the certificate of analysis further certifies that the natural products therein referred to are entitled to an appellation of origin recognised by the legislation of their own country, such products, on importation into the other country, shall not require the certificate of origin referred to in Article 12 of the present Convention. The High Contracting Parties agree to take all necessary precautions to guarantee the identity of the goods exported and the sample submitted for analysis.

The procedure laid down by each Government for the taking of samples, in the conditions above described, and the specimen forms of certificates, shall be notified to, and approved by, the other country.

The list of official laboratories responsible in each country for issuing certificates of analysis shall be notified by each Government to the other as soon as possible after the present Convention comes into effect.

Article 15.

The merchants, manufacturers and other business men of either country who, by submitting a commercial identity card on the lines of the specimen annexed to the present Convention, issued by the competent authorities of their country, prove that they are authorised to carry on their trade or industry in that country and that they pay the taxes and dues laid down by its laws, shall have the right, personally or by means of travellers in their employ, to make purchases in the territories of the other Contracting Party from merchants or producers or in public places of sale. They may also accept orders, on the strength of samples or otherwise, from merchants or

négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans l'un, ni dans l'autre cas, ils ne seront astreints à acquitter une taxe spéciale.

Les voyageurs de commerce français et espagnols munis de la carte de légitimation auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de tout autre droit assimilé, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation, qui seront importés, comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce, seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) au bureau de douane de l'entrée, du montant des droits applicables, soit par une caution valable, réserve faite dans tous les cas de l'accomplissement, s'il y a lieu, des formalités de la garantie des ouvrages en platine, en or et en argent.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai réglementaire, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer que les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés à l'importation ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Il ne sera exigé de l'importateur aucuns frais à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'un des deux pays contractants se rendant aux foires et marchés sur les territoires de l'autre à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues sur ces derniers.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chacune des Hautes Parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 16.

Les marchandises de grande vitesse ou de petite vitesse non destinées à l'Espagne et parvenues par erreur à Irun, Canfranc, Puigcerda ou Port-Bou, devront être rapatriées, exemptes de tous droits, dans le plus bref délai. Il en sera de même, réciproquement, pour les marchandises non destinées à la France et parvenues par erreur à Hendaye, Canfranc, la Tour-de-Carol ou Cerbère.

En attendant leur rapatriement, ces marchandises seront signalées aux administrations douanières des deux pays et conservées dans des locaux dont le service de douanes aura le libre accès et la surveillance.

Lorsque les marchandises exportées de France en Espagne et restées au pouvoir ou sous la surveillance des services des douanes espagnoles n'auront pas été retirées par leur destinataire, elles pourront être renvoyées en France sur demande de l'expéditeur sans avoir à acquitter en Espagne les droits du tarif douanier. Lorsque des marchandises exportées d'Espagne et restées au pouvoir ou sous la surveillance des douanes françaises n'auront pas été retirées par leur destinataire, elles pourront être renvoyées en Espagne, sur demande de l'expéditeur sans avoir à acquitter en France les droits du tarif douanier.

other persons who, for the purpose of their trade or industry, use goods corresponding to those samples. In neither case shall they be liable to pay a special tax.

French and Spanish commercial travellers holding identity cards shall be entitled to carry with them samples or specimens but not goods.

The Contracting Parties shall notify one another as to the authorities responsible for issuing the identity cards and of the regulations with which travellers must comply in the exercise of their trade.

Objects liable to Customs duty or any other similar charge, except goods not allowed to be imported, which are imported as samples or specimens by commercial travellers, shall, in both countries, be admitted free of import and export duty, provided such articles are re-exported within the statutory time-limit, and provided there is no doubt as to the identity of the articles imported and re-exported, through whatever office they are exported.

The re-exportation of samples or specimens shall, in both countries, be guaranteed either by depositing at the import Customs office the (cash) amount of the duty payable or by giving a proper bond, always provided that any formalities for guaranteeing articles made of platinum, gold, or silver are complied with.

As soon as the statutory time-limit has expired, the amount of duty, whether deposited or guaranteed, shall revert to the Treasury or be collected for its account, unless it is proved that the samples or specimens have been re-exported within that time-limit.

If, before the expiry of the statutory time-limit, the samples or specimens are submitted to a Customs office open for the purpose in order to be re-exported, such office must see that the articles submitted to it are really those in respect of which the import permit has been issued. If there is no doubt on this point, the office shall certify the re-export and refund the amount of the duty deposited on importation or take the necessary steps to release the bond.

No charge shall be made to the importer, apart from stamp duties, for the issue of the certificate or permit or for the affixing of marks to check the identity of the samples or specimens.

Nationals of either High Contracting Party travelling to fairs or markets in the territory of the other Party in order to carry on their business or market their goods shall in both cases be treated as nationals and shall not be liable to higher dues than those levied on the latter.

The above provisions shall not apply to travelling salesmen nor to peddlars or persons canvassing for orders from parties not engaged in industry or trade, each High Contracting Party reserving full freedom for its own legislation in respect of such salesmen, peddlars and canvassers.

Article 16.

Merchandise sent by fast or slow goods train which is not intended for Spain but has, by mistake, arrived at Irun, Canfranc, Puigcerda or Port-Bou, must be sent back free of all duty at the earliest possible moment. The same shall apply conversely to goods not intended for France which have, by mistake, arrived at Hendaye, Canfranc, la Tour-de-Carol or Cerbère.

Pending their return, such goods shall be reported to the Customs authorities of the two countries and kept in premises freely accessible to, and supervised by, the Customs Department.

When goods sent from France to Spain which are left under the orders or supervision of the Spanish Customs authorities have not been taken up by the consignee, they may be sent back to France at the request of the consignor without having to pay Customs duties in Spain. When goods sent from Spain which are left under the control or supervision of the French Customs have not been claimed by the consignee, they may be sent back to Spain at the request of the consignor without having to pay Customs duties in France.

Article 17.

Le Gouvernement espagnol prendra les initiatives nécessaires pour assurer aux sociétés françaises et aux sociétés espagnoles comprenant des éléments français, la réciprocité du régime auquel sont soumises en France les sociétés espagnoles ainsi que les sociétés françaises à intérêts espagnols.

Entre temps, il examinera les cas d'espèce qui lui seront soumis afin d'étendre aux sociétés françaises intéressées les avantages déjà concédés à d'autres sociétés étrangères.

Une commission franco-espagnole qui devra se réunir dans le plus bref délai, déterminera le régime applicable aux sociétés civiles ainsi qu'aux particuliers, commerçants et industriels.

Article 18.

Sous condition de réciprocité, chacune des Hautes Parties contractantes assurera aux navires de l'autre Partie, dans les ports maritimes placés sous sa souveraineté, son autorité ou sa protection et dans ses eaux territoriales, le même traitement, à tous égards, qu'aux navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement s'applique notamment à la liberté d'accès des ports, à leur utilisation, à la complète jouissance des commodités accordées à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leurs marchandises ou leurs passagers, aux facilités de toutes sortes relatives à l'attribution de places à quai, au chargement et au déchargement, aux droits et taxes de toute nature applicables aux navires, à leurs marchandises ou à leurs passagers (tels que droits de douane ou assimilés, droits d'octroi ou de consommation, frais accessoires) perçus ou non pour le compte du gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne restreignent aucunement la liberté des autorités compétentes d'un port maritime dans l'application des mesures qu'elles jugent convenable de prendre en vue de la bonne administration du port, pourvu que ces mesures soient conformes au principe de l'égalité de traitement tel qu'il est défini ci-dessus.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement national pour les navires qui assurent un service entre les ports espagnols et ceux de l'Afrique du Nord en ce qui concerne le transport des passagers de toutes classes, y compris les émigrants.

En ce qui concerne le transport des passagers et émigrants pour d'autres destinations, elles s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée. Toutefois, pour les voyageurs transatlantiques de retour, les bateaux français transportant des émigrants espagnols rapatriés ne seront pas assujettis à avoir à bord du personnel espagnol, à l'exception d'une infirmière dans le cas prévu à l'article III du règlement d'émigration actuellement en vigueur.

En vue d'éviter toutes difficultés entre elles en matière de navigation maritime, les Hautes Parties contractantes s'engagent à ouvrir dans un délai de deux mois à compter de la signature de la présente convention une négociation complémentaire de caractère technique, qui aura pour objet d'établir entre les deux pays un accord fondé sur un traitement strictement réciproque.

Au cas où dans un délai de trois mois à compter de leur ouverture les négociations visées ci-dessus n'auraient pas abouti, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'appliquer sur son territoire les mesures nécessaires pour établir l'équivalence de traitement entre ses navires et ceux de l'autre Partie.

Chacun des gouvernements s'engage, d'autre part, à faire les démarches nécessaires auprès des compagnies de navigation de sa nationalité intéressées au trafic de l'Afrique du Nord et des îles Canaries, en vue d'obtenir qu'elles règlent d'un commun accord et au mieux de leurs intérêts les conditions dans lesquelles s'effectue ce trafic.

Article 17.

The Spanish Government shall take the necessary steps to grant French companies, and Spanish companies with French shareholders, the same treatment as is given in France to Spanish companies and French companies with interests in Spain.

It shall meanwhile examine the concrete cases laid before it with a view to extending to the French companies concerned the privileges already granted to other foreign companies.

A Franco-Spanish Commission, which shall meet at the earliest possible moment, shall lay down the regulations applicable to companies under civil law and to private persons, traders and manufacturers.

Article 18.

Subject to reciprocity, each High Contracting Party shall extend to the vessels of the other Party in the maritime ports under its sovereignty, authority or protection, and in its territorial waters, the same treatment in all respects as to the vessels of the most-favoured nation. This equal treatment shall more particularly apply in respect of free access to harbours, their utilisation, the full use of the conveniences extended to shipping, commercial operations affecting the vessels, their goods or passengers, facilities of all kinds as regards the allocation of berths, loading and discharging, any dues and charges applicable to vessels, their goods or passengers (such as Customs or similar duties, *octroi* or consumption dues, subsidiary charges) whether levied or not on behalf of the Government, public authorities, holders of concessions, or institutions of any kind.

The provisions of the above paragraph shall in no way affect the liberty of the competent authorities of a seaport to take such steps as they think desirable for the proper administration of the harbour, provided that such measures are consistent with the principle of equality of treatment as above defined.

Article 19.

The High Contracting Parties shall grant one another national treatment in respect of vessels trading between Spanish and North African ports as regards the transport of all classes of passengers including emigrants.

In the case of the transport of passengers and emigrants to other destinations, they shall grant one another most-favoured-nation treatment. Nevertheless, in the case of returning transatlantic passengers, French vessels transporting repatriated Spanish emigrants shall not be obliged to have a Spanish crew on board, with the exception of a nurse in the case laid down in Article III of the current Emigration Regulations.

To obviate any difficulties arising between them in respect of shipping, the High Contracting Parties undertake to open, within two months from the signature of the present Convention, further negotiations of a technical nature for the conclusion between the two countries of an agreement based on strictly reciprocal treatment.

Should the aforesaid negotiations not be successful within three months after their opening, each High Contracting Party reserves the right to take, in its own territory, the necessary steps to ensure equal treatment of its vessels with those of the other Party.

Each Government further undertakes to make the necessary representations to its own shipping companies trading with North Africa and the Canaries with a view to regulation by the latter of the conditions of such traffic by joint agreement and in the most advantageous manner.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner à leurs administrations des instructions pour qu'elles coopèrent, dans le cadre de leur législation respective, à la recherche de la contrebande lorsqu'il y aura indice ou suspicion de fraude.

Article 21.

La présente convention, qui prendra effet à dater du 23 décembre 1935, restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936.

Elle sera prorogée par voie de tacite reconduction et par périodes trimestrielles. Elle pourra être dénoncée à tout moment sur préavis de deux mois à l'expiration du premier terme d'un an.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 21 décembre 1935.

(Signé) Georges BONNET.

(Signé) MARTINEZ DE VELASCO.

PROTOCOLE

Primo.

Les plantes médicinales d'origine et de provenance françaises seront importées en Espagne sans aucune formalité que celles qui sont propres au régime douanier. Les plantes médicinales d'origine et de provenance espagnoles seront importées en France sans autre formalité que celles qui sont propres au régime douanier.

Secundo.

L'emploi des désignations « fleur de soufre », « soufre en fleur », « soufre sublimé », sera réservé, tant en France qu'en Espagne, au « soufre distillé » et ne pourra, en aucun cas, être employé pour le soufre broyé.

LISTE A

Numéros du tarif français	Désignation des articles	Numéros du tarif français	Désignation des articles
1	Chevaux de toutes catégories.	17 <i>ter</i>	Charcuterie.
1 <i>bis</i>	Chevaux de boucherie.	18	Volailles mortes et pigeons morts.
2	Mules et mulets.	18 <i>bis</i>	} Gibier mort, lapins et tortues morts.
3	Baudets-étalons.	18 <i>ter</i>	
4	Bœufs.	18 <i>quater</i>	
5	Vaches.	20 <i>bis</i>	Boyaux.
6	Taureaux.	23	Laines en masses et en peaux.
14	Gibier vivant.	24	Crins bruts, préparés ou frisés.
14 <i>bis</i>	Tortues vivantes.	25	Poils.
14 <i>ter</i>	Volailles.	26	Plumes.
14 <i>quater</i>	Pigeons vivants.	27	Soies.
14 <i>quinquies</i>	Lapins domestiques vivants.	29	Poil de Messine.
15	Animaux non dénommés.	30 A et E	Graisses animales autres que de poisson : suif, autres.
17 et 17 <i>bis</i>	Viandes salées ou préparées.		

Article 20.

The High Contracting Parties undertake within the framework of their respective laws to instruct their authorities to co-operate in suppressing smuggling when there is any evidence or suspicion of fraud.

Article 21.

The present Convention shall come into force on December 23rd, 1935, and shall remain in force until December 31st, 1936.

It shall be prolonged by tacit consent from quarter to quarter. It may be denounced at any moment at two months' notice, after the expiry of the first period of one year.

Done at Madrid, in duplicate, this 21st day of December, 1935.

(Signed) Georges BONNET.

(Signed) MARTINEZ DE VELASCO.

PROTOCOL.

I.

Medicinal plants of French origin or provenance shall be imported into Spain without other formality than that required under Customs regulations. Medicinal plants of Spanish origin or provenance shall be imported into France without other formality than those required under Customs regulations.

II.

The use of the descriptions "flowers of sulphur", "sulphur flowers", "sublimated sulphur" shall, both in France and in Spain, be reserved for "distilled sulphur" and shall in no case be used for powdered sulphur.

LIST A.

French tariff No.	Designation of goods	French tariff No.	Designation of goods
1	Horses of all kinds.	17 <i>ter</i>	Pork-butchers' wares.
1 <i>bis</i>	Horses intended for slaughter.	18	Poultry, dead, and pigeons, dead.
2	Mules.	18 <i>bis</i>	Game, dead, rabbits and tortoises, dead.
3	Ass-stallions.	18 <i>ter</i>	
4	Oxen.	18 <i>quater</i>	Guts.
5	Cows.	20 <i>bis</i>	
6	Bulls.	23	Wool, in the mass and on the skin.
14	Game, live.	24	Horse-hair, raw, prepared or curled.
14 <i>bis</i>	Tortoises, live.	25	Hair.
14 <i>ter</i>	Poultry.	26	Feathers.
14 <i>quater</i>	Pigeons, live.	27	Bristles.
14 <i>quinquies</i>	Domestic rabbits, live.	29	Worm gut.
15	Animals not specially mentioned.	30 A and E	Animal fat, other than fish oils ; tallow, other.
17 and 17 <i>bis</i>	Meat, salted or prepared.		

Numéros du tarif français	Désignation des articles	Numéros du tarif français	Désignation des articles
Ex 33	Cire brute.	110	Huiles fixes y compris les huiles d'olive.
34 bis	(Eufs de vers à soie.	Ex 112	Huiles volatiles ou essence de bergamote, de citron, d'orange et de mandarine, thymol, résinoïdes, eugénol, safrol, isosafrol, carbures terpénés.
Ex 36	Fromages à pâte molle bénéficiant d'appellations d'origine.	114	Gommes à l'état naturel.
38	Miel.	115	Gemmes, résines, etc.
39	Engrais azotés organiques.	115 bis	Goudrons.
40	Os calcinés à blanc.	115 ter	Huile de résine.
41	Noir d'os (noir animal).	115 quater	Résineux exotiques autres que de pin et de sapin, etc.
42	Oreillons.	116	Essence de térébenthine.
43	Autres produits et dépouilles d'animaux bruts.	124	Jus ou suc de réglisse.
Ex 45	Poissons de mer.	Ex 126	Racines autres.
46	Poissons secs, salés ou fumés.	Ex 126 bis	Herbes, fleurs et feuilles non dénommées.
47	Poissons conservés.	126 ter	Ecorces.
48	Huîtres.	127	Fruits et graines.
49	Homards et langoustes, crevettes.	128 et 128 bis	Bois ronds bruts non équarris, équarris, sciés.
50	Moules et autres coquillages pleins.	129	Pavés en bois.
51	Graisse de poisson.	130	Merrains.
52	Blanc de baleine et de cachalot.	131	Bois en éclisses.
53	Rogues de morue et de maquereau.	132	Bois feuillard et échalas.
54	Fanons de baleine bruts.	133	Perches, étançons, etc.
61	Autres substances animales brutes.	Divers	Bois injectés, etc.
62	Dents d'éléphants.	134	Liège brut, râpé ou en planches.
64 bis	Caséine durcie.	135	Bûches, fagots et bourrées (le même bois transporté par des bêtes de trait pourvu qu'il vienne directement de la forêt).
65	Coquillages.	141	Coton.
66	Os et sabots de bétail.	141 bis	Déchets de coton et de fils de coton.
Ex 67	Cornes de bétail brutes.	142	Lin brut.
Ex 68	Froment, épeautre et méteil en grains.	145	Joncs, roseaux bruts, etc.
Ex 69	Avoine en grains.	147	Ecorces de tilleul pour cordages.
Ex 70	Orge en grains.	148	Coques de coco et Calebasses vides.
Ex 71	Seigle en grains.	149	Grains durs à tailler.
Ex 72	Mais en grains.	150	Garance.
Ex 73	Sarrasin en grains.	151	Curcuma.
76 bis	Millet.	152	Quercitron.
Ex 77	Pâtes alimentaires.	153	Lichens tinctoriaux.
79	Riz.	154	Ecorces à tan.
80	Légumes secs.	155	Sumac, fustet, épine-vinette.
81	Marrons, châtaignes.	156 bis	Safran.
82	Dari, millet et alpiste.	158	Légumes.
83	Pommes de terre.	164	Fourrages.
84	Fruits de table frais, etc.	164 bis	Levures.
85	Fruits secs ou tapés.	170 bis	Produits et déchets végétaux non dénommés.
86	Fruits de table confits ou conservés.	171	Vins.
Ex 87	Anis, fruits à distiller : baies de myrtille, airelles, prunelles et figues de cactus.	171 bis	Vinaigre.
Ex 88	Graines d'arachides.	171 ter	
93 et 93 bis	Sirups, bonbons, confiserie.	172	
95	Confitures.		
95 bis	Cuites de fruits, pulpes de fruits (y compris les oreillons).		
100	Piment.		
109	Tabac.		

French tariff No.	Designation of goods	French tariff No.	Designation of goods
ex 33	Beeswax, crude.	110	Fixed oils, including olive oil.
34 <i>bis</i>	Silkworms' eggs.		
ex 36	Cheese, soft, possessing an appellation of origin.	ex 112	Volatile oils or essences of bergamot, lemon, orange and mandarine, thymol, resinoids, eugenol, safrol, isosafrol, terpened carbides.
38	Honey.		
39	Organic nitrogenous fertilisers.	114	Gums in the natural state.
40	Bones, calcined, white.	115	Gums, resins, etc.
41	Bone-black (animal black).	115 <i>bis</i>	Tar.
42	Parings and gluestock.	115 <i>ter</i>	Oil of resin.
43	Other raw animal products and wastes.	115 <i>quater</i>	Exotic resins, other than of pine and fir, etc.
ex 45	Fish, sea water.		
46	Fish, dried, salted or smoked.	116	Essence of turpentine.
47	Fish, preserved.	124	Liquorice juice.
48	Oysters.	ex 126	Roots, other.
49	Lobsters, prawns and shrimps.	ex 126 <i>bis</i>	Herbs, flowers and leaves, not specially mentioned.
50	Mussels and other shellfish.		
51	Fish oils.	126 <i>ter</i>	Peels and barks.
52	Spermaceti.	127	Fruits and seeds.
53	Roe of cod and of mackerel.	128 and 128 <i>bis</i>	Logs, rough, not squared, squared, sawn.
54	Whalebone, rough.	129	Paving blocks.
61	Other animal substances in the rough.	130	Stave wood.
62	Elephants' tusks.	131	Splints.
64 <i>bis</i>	Casein, hardened.	132	Hoop wood and poles.
65	Shells.	133	Perches, props, etc.
66	Bones and hoofs of cattle.	Miscellaneous	Impregnated wood, etc.
ex 67	Horns of cattle, rough.	134	Cork, crude, rasped or in slabs.
ex 68	Wheat, spelt and meslin, in the grain.	135	Logs, brush and firewood (the same wood transported by draught animals, if it comes direct from the forest).
ex 69	Oats, in the grain.		
ex 70	Barley, in the grain.	141	Cotton.
ex 71	Rye, in the grain.	141 <i>bis</i>	Waste of cotton and cotton yarns.
ex 72	Maize, in the grain.		
ex 73	Buckwheat, in the grain.	142	Flax, raw.
76 <i>bis</i>	Millet.	145	Canes and reeds, raw, etc.
ex 77	Alimentary pastes.	147	Lime bark for rope-making.
79	Rice.	148	Coconut shells and empty calabashes.
80	Pulse.		
81	Chestnuts.	149	Hard seeds for carving purposes.
82	Dari, millet and canary seed.	150	Madder.
83	Potatoes.	151	Turmeric.
84	Table fruits, fresh, etc.	152	Quercitron.
85	Fruits, dried or drained.	153	Dye lichens.
86	Table fruits, candied or preserved.	154	Tan barks.
		155	Sumac, fustic, barberry.
ex 87	Aniseed, fruits for distillation; myrtleberries and red bilberries, sloes and prickly pears.	156 <i>bis</i>	Saffron.
		158	Vegetables.
ex 88	Ground-nuts.	164	Fodder.
93 and 93 <i>bis</i>	Syrups, bonbons, confectionery.	164 <i>bis</i>	Yeast.
95	Preserves.	170 <i>bis</i>	Vegetable products and refuse not specified.
95 <i>bis</i>	Fruit stews (<i>cuites de fruits</i>), fruit pulp (including parings).		
		171	
100	Pimento.	171 <i>bis</i>	Wines.
109	Tobacco.	171 <i>ter</i>	
		172	Vinegar.

Numéros du tarif français	Désignation des articles	Numéros du tarif français	Désignation des articles
173	Hydromel.	218	Limailles et battitures de fer.
173 bis	Boissons de raisins secs et toutes autres boissons non dénommées.	219	Chutes, ferrailles.
174	Alcools, eaux-de-vie et autres.	219 bis	Déchets de fer.
174 bis	Liqueurs.	220	Mâchefer et scories.
174 quater	Eaux minérales.	Ex 221	Minerai de cuivre.
Ex 175	Marbres bruts et sciés.	Ex 222	Galènes non argentifères, plomb argentifère et non argentifère en saumons.
178 bis	Abrasifs.	Ex 223	Minerai d'étain.
178 ter	Pierres à aiguiser.	Ex 224	Blende, calamine calcinée, zinc en saumons et laminé.
178 quater	Kaolin.	Ex 225	Minerai de nickel.
179	Pierres et terres, servant aux arts et métiers, non dénommées, dolomie comprise.	226	Mercure natif.
179 ter	Pierre ponce.	Ex 227	Minerai d'antimoine, antimoine sulfuré, fondu.
179 quinquies	Ardoises.	228	Arsenic.
180 et 180 bis	Briques.	230	Bismuth (étain de glace).
181 et 181 bis	Tuiles ordinaires.	231	Manganèse.
181 ter	Pierres de construction brutes.	232	Cobalt (minerai).
182	Pavés en pierre naturelle.	233	Minerais non dénommés.
183	Pierres concassées.	011	Nitrate de potasse naturel.
183 bis	Plâtre.	012	Nitrate de potasse de transformation.
184	Chaux.	014 à 016	Ammoniaque.
184 bis	Ciment.	038 à 042	Cyanures, ferri et ferrocyanures et sulfocyanures de potassium et de soude.
185	Autres matériaux.	046 à 047	Chlorates et perchlorates.
187	Marne.	059 et 060	Oxygène comprimé et eau oxygénée.
188	Glace (eau congelée).	066 à 068	Phosphates et acides glycéro-phosphoriques.
188 bis	Pyrites de fer.	069	Silicates de potasse et de soude.
Ex 189	Houille.	073 à 074	Acide sulfurique et sulfureux.
190	Graphites autres.	083 à 084	Alumine anhydre et hydrate d'alumine.
Ex 191	Goudron minéral.	087 à 088 bis	Sulfate d'alumine et aluns.
192	Bitumes.	094	Composés de l'argent.
193	Bitumes (roches et mastic).	0104 et 0105	Sels de bismuth.
Ex 193 bis	Jais.	0117 et 0118	Oxydes de cobalt.
195	Or : minerai brut.	0121 à 0125	Sels de cuivre.
Ex 200	Argent brut en masses, etc.	0130	Oxydes de fer.
Ex 201	Cendres d'orfèvre.	0131	Sulfate de fer.
202	Aluminium.	0141 et 0142	Bioxyde de manganèse.
203	Minerai de fer.	0146 bis	Nitrate de thorium, de cérium et autres sels de terres rares.
204	Fonte.	Ex 0151	Minium, litharge.
205	Ferro-alliages.	0160	Cendres végétales.
205 bis	Fer et acier en lingots.	0161	Salins de betteraves.
206	Blooms, billettes, etc.	0162	Cendres de varechs.
207	Fer et acier laminé.	0164 et 0165	Chlorure de sodium.
207 bis	Acier fin pour outils.	0173 à 0178	Sels de zinc, de titane et lithopone.
207 ter	Aciers spéciaux.	0179	Huile de houille.
207 quater	Fer ou acier machine.	0180	Benzols.
et quinquies	Feuillards laminés à chaud.	0196	Glycérine.
208	Feuillards laminés à froid.	0200	Acétone.
209	Tôles.	0214	Acide formique et formiates.
209 bis	Tôles d'acier ou nickel.		
210	Bandes laminées à chaud.		
210 bis	Rails.		
210 ter	Essieux.		
213			
215			
216			
217			

French tariff No.	Designation of goods	French tariff No.	Designation of goods
173	Mead.	218	Filings and scales of iron.
173 bis	Beverages of raisins and all other beverages not specified.	219	Waste, scrap-iron.
174	Spirits, brandy and other.	219 bis	Iron waste.
174 bis	Liqueurs.	220	Dross and slag.
174 quater	Mineral waters.	ex 221	Copper ore.
ex 175	Marble, rough or sawn.	ex 222	Galena, non-argentiferous, lead, argentiferous and non-argentiferous, in pigs.
178 bis	Abrasives.	ex 223	Tin ore.
178 ter		ex 224	Blende, calcined calomine, zinc in pigs and rolled.
178 quater	Sharpening-stones.	ex 225	Nickel ore.
179	Kaolin	226	Mercury, native.
179 ter	Stones and earths for arts and crafts, not specially mentioned, including dolomite.	ex 227	Antimony ore, antimony grey ore, smelted.
179 quinquies	Pumice-stone.	228	Arsenic.
180 and 180 bis	Slates.	230	Bismuth (tin-glass).
181 and 181 bis	Bricks.	231	Manganese.
181 ter	Tiles, common.	232	Cobalt (ore).
182	Building stone, rough.	233	Ores not specially mentioned.
183	Paving-stones.	011	Nitrate of potassium, natural.
183 bis	Broken stones.	012	Nitrate of potassium, transformed.
184	Plaster.	014 to 016	Ammonia.
184 bis	Lime.	038 to 042	Cyanides, ferricyanides and ferrocyanides, and sulphocyanides of potassium and sodium.
185	Cement.	046 to 047	Chlorates and perchlorates.
187	Other materials.	059 and 060	Compressed oxygen and peroxide of hydrogen.
188	Marl.	066 to 068	Phosphates and glycerophosphoric acids.
188 bis	Ice.	069	Silicate of potassium or sodium.
ex 189	Iron pyrites.	073 to 074	Sulphuric and sulphurous acid.
190	Coal.	083 to 084	Alumina, anhydrous, and hydrate of alumina.
ex 191	Graphite, other.	087 to 088 bis	Sulphate of alumina and alums.
192	Coal tar.	094	Silver compounds.
193	Bitumen.	0104 and 0105	Salts of bismuth.
ex 193 bis	Bitumen (rock and cement, "mastic").	0117 and 0118	Oxides of cobalt.
195	Jet.	0121 to 0125	Salts of copper.
ex 200	Gold ; crude ore.	0130	Oxides of iron.
ex 201	Silver, crude, in lumps, etc.	0131	Sulphate of iron.
202	Goldsmiths' dross.	0141 and 0142	Bioxide of manganese.
203	Aluminium.	0146 bis	Nitrate of thorium, cerium and other salts of rare earths.
204	Iron ore.	ex 0151	Minium and litharge.
205	Cast-iron.	0160	Ashes, vegetable.
205 bis	Ferro-alloys.	0161	Salts of beetroot.
206	Iron and steel, in ingots.	0162	Kelp ashes.
207	Blooms, billets, etc.	0164 and 0165	Chloride of sodium.
207 bis	Iron and steel, rolled.	0173 to 0178	Salts of zinc, titanium and lithopone.
207 ter	Fine steel for tools.	0179	Coal oil.
207 quater	Special steel.	0180	Benzols.
and quinquies		ex 0151	Glycerine.
208	Machine iron or steel.	0200	Acetone.
209	Hoop iron, hot-rolled.	0214	Formic acid and formiates.
209 bis	Hoop iron, cold-rolled.		
210	Sheet-iron.		
210 bis	Steel or nickel sheets.		
210 ter	Bands, hot-rolled.		
213	Rails.		
215	Axles.		
216			
217			

Numéros du tarif français	Désignation des articles	Numéros du tarif français	Désignation des articles
0215 et 0216	Acide tartrique et tartrates.	420 à 420 <i>ter</i>	Dentelles et passementerie.
0230 à 0233	Acide citrique et citrates.	430 et 431	Toiles cirées.
0376	Caséine durcie.	432 à 435	Tissus mélangés (coton dominant).
0377	Extraits de noix de galle, etc.	438 à 441 <i>ter</i>	Tissus de laine.
0378	Extraits de quebracho.	442	Tapis de laine.
0379	Engrais phosphatés.	443 à 444	Bonneterie et passementerie de laine.
0380	Engrais azotés.	447	Châles.
Ex 0381	Carvacrol-Eucalyptol.	451	Couvertures de laine.
283 à 292	Teintures préparées.	454	(Tapis de laine mélangée.
301 <i>ter</i>	Terres serpentines.	459	Tissus de laine mélangée, autres que tapis.
307	Talc pulvérisé.	460	Soieries.
303 et 304	Ocres.	461 A	Vêtements, pièces de lingerie.
308	Couleurs.	461 F	Papier ou cartes (papier à cigarettes).
311	Parfumeries.	464 <i>quater</i>	Papiers non dénommés à la forme ou à la main, etc.
312	Savons, autres que de parfumerie.	466 et 466 <i>bis</i>	Lincrusta et similaires.
314	Savons, autres que de parfumerie.	468	Livres en langues française et étrangères.
316	Médicaments composés n. d.	Ex 469	Journaux et périodiques.
321 à 323	Bougies, cires, acides stéariques et chandelles.	469 <i>bis</i>	Gravures en une seule couleur.
331 à 332	Poteries et autres produits réfractaires.	469 <i>ter</i>	Photographies.
333	Tuyaux de drainage.	470	Photogravures.
334	Pots à fleurs.	471	Imprimés en tous genres.
335	Pipes de terre.	472	Cartes géographiques.
342	Carreaux et pavés céramiques.	476	Musique gravée ou imprimée.
347	Carreaux et pavés céramiques.	480 à 483	Peaux préparées.
347 <i>bis</i>	Porcelaine.	484	Chaussures.
349 à 349 <i>quater</i>	Pièces pour l'électricité.	491	Gants.
351 et 351 <i>bis</i>	Verres bruts, coulés et pièces pour l'électricité.	Ex 492	Maroquinerie.
Ex 358	Verres à vitres.	494	Valises, sacs à main.
359 à 359 <i>quinquies</i>	Perles.	495	Pelleteries ouvrées et confectionnées.
363 à 364	Bouteilles.	495 <i>bis</i>	Orfèvrerie et joaillerie.
367 à 367 <i>bis</i>	Fils de lin, de chanvre, de ramie.	496	Monnaies.
368 à 371	Fils polis, ficelles et cordages.	522	Ouvrages dorés ou argentés.
376	Fils de coton pur.	Ex 523	Machines agricoles.
377 à 378	Fils d'alpaga.	Ex 524 <i>bis</i> E	Machines à coudre, bâtis et transmission, têtes de machines, y compris les parties nickelées pesant moins de 25 kilos.
379 à 381	Fils de poils.	526 et 526 <i>quinquies</i>	Appareils électrotechniques (téléphones).
385 et 385 <i>bis</i>	Fils de soie.	534	Chaudières, etc.
393 et 393 <i>bis</i>	Linoléum.	537	Ressorts en acier pour carrosseries.
Ex 398	Velours et tissus mélangés de lin.	539 et 540	Outils emmanchés ou non.
398 <i>bis</i>	Sacs vides.	545 à 546 <i>bis</i>	Clichés, planches pour l'impression.
404	Sacs importés pleins.	Ex 549	Broches à tricoter, poinçons, etc.
405	Tissus de coton écru.	560	Lames de rasoir.
406	Tissus de coton blanchi (tarif minimum pour le droit et la surtaxe).		Ancre, etc.
407	Tissus de coton teints.		
409 et 410	Tissus de coton imprimés.		
414	Velours de coton,		
418	Basins damassés et linge de table.		
419	Couvertures.		
	Bonneterie de coton, bonneterie dite de fil, fil de Perse ou fil d'Ecosse purs ou mélangés.		

French tariff No.	Designation of goods	French tariff No.	Designation of goods
0215 and 0216	Tartaric acid and tartrates.	420 to 420 <i>ter</i>	Lace and trimmings.
0230 to 0233	Citric acid and citrates.	430 and 431	Oilcloth.
0376	Casein, hardened.	432 to 435	Mixed tissues (cotton predominating).
0377	Extracts of gallnuts, etc.	438 to 441 <i>ter</i>	Tissues of wool.
0378	Extracts of guebracho.	442	Carpets of wool.
0379	Phosphated fertilisers.	443 to 444	Hosiery and trimmings of wool.
0380	Nitrogenous fertilisers.		
ex 0381	Carvacrol-Eucalyptol.		
283 to 292	Prepared dyes.	447	Shawls.
301 <i>ter</i>	Serpentine earths.	451	Blankets, woollen.
307	Talc, pulverised.		Carpets of mixed wool.
303 and 304	Ochres.	454	Tissues of mixed wool, other than carpets.
308	Colours.		Tissues of silk.
311	Perfumery.	459	Clothing, underclothing.
312	Soaps, other than perfumed.	460	Paper or paper board (cigarette paper).
314	Spices, prepared.	461 A	Paper not specified, made in moulds or by hand.
316	Compound medicines, not specified.	461 F	Lincrusta and the like.
321 to 323	Candles, wax, stearic acid, and tallow candles.	464 <i>quater</i>	Books in French or in foreign languages.
331 to 332	Fire-proof pottery and other fire-proof products.	466 and 466 <i>bis</i>	Newspapers and periodicals.
333	Drain-pipes.	468	Engravings of one colour.
334	Flowerpots.	ex 469	Photographs.
335	Tobacco pipes of clay.	469 <i>bis</i>	Photo-engravings.
342	Ceramic paving-tiles and blocks.	469 <i>ter</i>	Printed matter of all kinds.
347	Porcelain.	470	Maps.
347 <i>bis</i>	Articles for electricity.	471	Music, engraved or printed.
349 to	Glass, rough-cast, and articles for electricity.	472	Skins and hides, prepared.
349 <i>quater</i>	Window glass.	476	Footwear.
351 and 351 <i>bis</i>	Glass beads.	480 to 483	Gloves.
ex 358	Bottles.	484	Wares of Morocco leather ("maroquinerie").
359 to	Yarns of flax, hemp, ramie.	491	Valises, handbags.
359 <i>quinquies</i>	Glazed yarn, twine and cordage.	ex 492	Fur skins, worked or made up.
363 to 364	Yarns of pure cotton.	494	
367 to 367 <i>bis</i>	Alpaca yarns.	495	Gold or silversmiths' wares, jewellery.
368 to 371	Yarns of animal hair.		Coins.
376	Silk yarns.	495 <i>bis</i>	Articles, gilt or silvered.
377 to 378	Linoleum.	496	Agricultural machines.
379 to 381	Velvets and mixed tissues of linen.	522	Sewing machines, frames and transmission gear, machine heads, including the nickelled parts weighing less than 25 kg.
385 and 385 <i>bis</i>	Sacks, empty.	ex 523	Electro-technical apparatus (telephones).
393 and 393 <i>bis</i>	Sacks imported full.	ex 524 <i>bis</i> E	Boilers, etc.
ex 398	Tissues of unbleached cotton.	526 and	Steel springs for carriages.
398 <i>bis</i>	Tissues of bleached cotton (minimum tariff for the duty and surtax).	526 <i>quinquies</i>	
404	Dyed cotton tissues.	534	
405	Printed cotton tissues.		
406	Cotton velvets.	537	Tools, with or without handles.
407	Dimity, damask and table-linen.	539 and 540	Stereotype blocks, plates for printing.
409 and 410	Blankets.		Knitting needles, punches, etc.
414	Hosiery of cotton, so-called hosiery of thread ("dite de fil"), Persian thread, Scotch thread, pure or mixed.	545 to 546 <i>bis</i>	Razor blades.
418		ex 549	Anchors, etc.
419		560	

Numéros du tarif français	Désignation des articles	Numéros du tarif français	Désignation des articles
563	Clous et crampons.	Ex 604	Guitares et autres instruments à cordes, castagnettes.
567 et 567 bis	Tubes en fer ou acier.	606 à 612	Ouvrages de sparterie : tresses, nattes, etc.
568	Articles de ménage.	613	Cordages de sparte.
578	Ouvrages en zinc.	614 ter	Voitures automobiles.
580 et 581	Armes de guerre et armes de commerce.	620	Ouvrages en caoutchouc.
590 à 594 bis	Meubles.	625 à 627	Feutres autres et chapeaux de feutre.
595	Futailles vides, montées ou démontées.	Ex 627 bis	Chapeaux et casquettes de drap et de soie.
596 et 596 bis	Balais.	629	Corail taillé.
597	Pièces de charpente.	631 et 631 bis	Fanons de baleine et baleines de corne.
599	Sabots.	632, 633 et 633 bis	Lièges.
600	Bois rabotés, rainés, etc.	643	Eventails.
601	Portes, fenêtres, etc.	Ex 644	Brosserie commune.
601 bis	Bois filés.	646 et 646 bis	Bimbeloterie et jouets.
603 ter	Manches d'instruments agricoles en bois.	649	Cheveux ouvrés.
603 quinquies	Cylindres ou planches en bois pour l'impression des papiers peints.	654	Objets de collection.

LISTE B

Classe I. — 5 à 13 inclus, 16 à 19 inclus, 21, 22, 25, 27, 28, 29, 32 ; 45 à 48 inclus ; 50 ; 54 ; 57 à 63 inclus, 64, 65 à 68 inclus, 70 ; 71 ; 72 ; 74 à 77 inclus, 83 à 89 inclus, 90 à 95 inclus.

Classe II. — 96, 97, 98 99, 100, 101 ; 102 à 109 inclus ; 111 à 113 inclus ; 115 à 122 inclus ; 123 à 130 inclus ; 131 à 150 inclus.

Classe III. — 151 à 160 inclus, 161, 162 à 171 inclus, 175 à 181 inclus, 182 ; 183 ; 184 à 199 inclus ; 202 à 206 inclus, 207 ; 211, 212, 213, 214 à 216 inclus, 218.

Classe IV. — 223 à 225 inclus, 226, 227, 228, 229, 233 à 237 inclus, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249 ; 250 ; 251 ; 252 à 258 inclus ; 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270 à 287 inclus, 288 ; 289 à 300 inclus ; 301 ; 302 à 308 inclus ; 309, 310, 311 à 314 inclus, 315 à 328 inclus, 329, 330, 331 à 342 inclus, 343 à 362 inclus, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 373 à 376 inclus, 377, 378 à 380 inclus, 381, 382 à 394 inclus, 398 à 444 inclus, 445, 452 à 454 inclus, 456, 457, 458 à 460 inclus, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468 à 471 inclus, 477, 478, 479, 483, 488 à 492 inclus.

Classe V. — 493 à 501 inclus, 502 à 502 bis, 503 à 505 inclus, 506, 507, 508, 509 à 519 inclus, 520, 521, 522, 523 à 530 inclus, 531 à 536 inclus, 537 à 544 inclus, 548 à 560 inclus, 563, 566 à 576 inclus, 577, 578 à 606 inclus, 615 à 623 inclus, 624 à 651 inclus, 654 à 665 inclus ; 669 à 696 inclus, 699, 700 à 711 inclus, 713, 716, 717, 720 à 724 inclus, 726 à 733 inclus, 738 à 748 inclus, 756, 766 à 782 inclus, 784.

Classe VI. — 785 à 787 inclus, 789 à 801 inclus, 803, 804, 806 à 810 inclus, 815 à 852 inclus, 854, 855, 856, 857, 859 à 884 inclus, 886, 887, 889, 890, 892 à 903 inclus, 905 à 915 inclus, 919 à 923 inclus, 925 à 930 inclus, 931, 932 à 944 inclus, 946, 948 à 952 inclus, 954 à 976 inclus, 979, 981 à 989 inclus, 992 à 994, 996, 1000, 1001, 1006, 1008, 1012, 1020.

Classe VII. — 1025 à 1035 inclus, 1047 à 1050 inclus, 1060, 1061, 1069 à 1073 inclus, 1076 à 1082 inclus, 1084, 1085, 1086, 1087, 1098 à 1101 inclus.

Classe VIII. — La classe entière.

Classe IX. — 1181 à 1210 inclus, 1212.

French tariff No.	Designation of goods	French tariff No.	Designation of goods
563	Nails and cramps.	ex 604	Guitars and other stringed instruments, castanets.
567 and 567 bis	Tubes of iron or steel.	606 to 612	Sparterie wares : plaits, matting, etc.
568	Household wares.	613	Cordage of esparto.
578	Zinc manufactures.	614 <i>ter</i>	Automobile vehicles.
580 and 581	Arms of war and arms of commerce.	620	Rubber manufactures.
590 to 594 bis	Furniture.	625 to 627	Felt, other, and felt hats.
595	Casks, empty, fitted together or not.	ex 627 bis	Hats and caps of cloth and silk.
596 and 596 bis	Brooms.	629	Coral, cut.
597	Builders' wood.	631 and 631 bis	Whale fins and busks of horn.
599	Wooden shoes.	632, 633 and 633 bis	Cork.
600	Wood, planed, grooved, etc.	643	Fans.
601	Doors, windows, etc.	ex 644	Brushmakers' wares, common.
601 bis	Wood thread.	646 and 646 bis	Toys.
603 <i>ter</i>	Handles for agricultural implements of wood.	649	Hair (human) worked up.
603 <i>quinquies</i>	Cylinders or plates of wood for printing wallpaper.	654	Articles for collections.

LIST B.

Class I. — 5 to 13 inclusive, 16 to 19 inclusive, 21, 22, 25, 27, 28, 29, 32; 45 to 48 inclusive; 50 54; 57 to 63 inclusive, 64, 65 to 68 inclusive, 70; 71; 72; 74 to 77 inclusive, 83 to 89 inclusive, 90 to 95, inclusive.

Class II. — 96, 97, 98, 99, 100, 101; 102 to 109 inclusive; 111 to 113 inclusive; 115 to 122 inclusive; 123 to 130 inclusive; 131 to 150 inclusive.

Class III. — 151 to 160 inclusive, 161, 162 to 171 inclusive, 175 to 181 inclusive, 182; 183; 184 to 199 inclusive; 202 to 206 inclusive, 207; 211, 212, 213, 214 to 216 inclusive, 218.

Class IV. — 223 to 225 inclusive, 226, 227, 228, 229, 233 to 237 inclusive, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249; 250; 251; 252 to 258 inclusive; 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270 to 287 inclusive, 288; 289 to 300 inclusive; 301; 302 to 308 inclusive; 309, 310, 311 to 314 inclusive, 315 to 328 inclusive, 329, 330, 331 to 342 inclusive, 343 to 362 inclusive, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 373 to 376 inclusive, 377, 378 to 380 inclusive, 381, 382 to 394 inclusive, 398 to 444 inclusive, 445, 452 to 454 inclusive, 456, 457, 458 to 460 inclusive, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468 to 471 inclusive, 477, 478, 479, 483, 488 to 492 inclusive.

Class V. — 493 to 501 inclusive, 502 to 502 bis, 503 to 505 inclusive, 506, 507, 508, 509 to 519 inclusive, 520, 521, 522, 523 to 530 inclusive, 531 to 536 inclusive, 537 to 544 inclusive, 548 to 560 inclusive, 563, 566 to 576 inclusive, 577, 578 to 606 inclusive, 615 to 623 inclusive, 624 to 651 inclusive, 654 to 665 inclusive; 669 to 696 inclusive, 699, 700 to 711 inclusive, 713, 716, 717, 720 to 724 inclusive, 726 to 733 inclusive, 738 to 748 inclusive, 756, 766 to 782 inclusive, 784.

Class VI. — 785 to 787 inclusive, 789 to 801 inclusive, 803, 804, 806 to 810 inclusive, 815 to 852 inclusive, 854, 855, 856, 857, 859 to 884 inclusive, 886, 887, 889, 890, 892 to 903 inclusive, 905 to 915 inclusive, 919 to 923 inclusive, 925 to 930 inclusive, 931, 932 to 944 inclusive, 946, 948 to 952 inclusive, 954 to 976 inclusive, 979, 981 to 989 inclusive, 992 to 994, 996, 1000, 1001, 1006, 1008, 1012 1020.

Class VII. — 1025 to 1035 inclusive, 1047 to 1050 inclusive, 1060, 1061, 1069 to 1073 inclusive, 1076 to 1082 inclusive, 1084, 1085, 1086, 1087, 1098 to 1101 inclusive.

Class VIII. — The whole class.

Class IX. — 1181 to 1210 inclusive, 1212.

Classe X. — 1220 à 1226 inclus, 1227, 1228, 1231 à 1261 inclus, 1263 à 1277 inclus.

Classe XI. — 1278 à 1283 inclus, 1284, 1285 à 1288 inclus, 1289, 1290, 1291, 1296 à 1298 inclus, 1299, 1302, 1303, 1306 à 1320.

Classe XII. — 1321 à 1327, 1329 à 1331 inclus, 1333, 1337 à 1345 inclus, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1354, 1356, 1364, 1374 à 1377 inclus, 1379, 1380, 1382 à 1384 inclus, 1387, 1389 à 1392 inclus, 1395, 1396 à 1399 inclus, 1401 à 1405 inclus, 1407 à 1417 inclus, 1418, 1420 à 1432 inclus, 1434, 1435.

Classe XIII. — 1442 à 1447 inclus, 1458 à 1466 inclus, 1469, 1470 à 1477 inclus, 1479 à 1483 inclus, 1485, 1486, 1489 à 1516 inclus, 1518 à 1530 inclus, 1532, 1537, 1538, 1539.

MODÈLE N° 1.

CERTIFICAT D'ORIGINE

Nous (autorité qui délivre le certificat) (1), certifions que M..... { Producteur ou fabricant (2).
Fondé de pouvoir de M.....
domicilié à (2)
Négociant patenté (2).

domicilié à, a déclaré devant nous, sous sa responsabilité, que les marchandises ci-dessous désignées sont d'origine ou de fabrication (française ou espagnole), conformément aux documents dignes de foi qui nous ont été présentés par l'expéditeur (3). Ces marchandises sont envoyées à, à la consignation de M....., commerçant ou industriel à, par les voies de terre ou navire

Nombre et catégories des colis	Marques et numéros	Poids brut et net en kilogrammes et valeur	Espèce des marchandises

Ainsi affirmé sous ma responsabilité.

....., le
(Signature du déclarant.)

Confirmé par nous (autorité qui délivre le certificat), qui attestons en outre que la vente des marchandises désignées ci-dessus a été effectivement conclue en ce pays.

(Date et signature de l'autorité qui délivre le certificat.)

Vu au consulat de pour légalisation de la présente signature.

(Date, signature et sceau du consulat.)

(1) Les certificats seront délivrés, soit par l'autorité diplomatique ou consulaire, soit par les ministères du commerce ou de l'agriculture, soit par la chambre de commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

(2) Rayer les mentions inutiles.

(3) Quand le certificat sera levé par le producteur ou fabricant, ainsi que par son fondé de pouvoir, on supprimera les mots : « Conformément aux documents dignes de foi qui nous ont été présentés par l'expéditeur ».

Class X. — 1220 to 1226 inclusive, 1227, 1228, 1231 to 1261 inclusive, 1263 to 1277 inclusive.

Class XI. — 1278 to 1283 inclusive, 1284, 1285 to 1288 inclusive, 1289, 1290, 1291, 1296 to 1298 inclusive, 1299, 1302, 1303, 1306 to 1320.

Class XII. — 1321 to 1327, 1329 to 1331 inclusive, 1333, 1337 to 1345 inclusive, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1354, 1356, 1364, 1374 to 1377 inclusive, 1379, 1380, 1382 to 1384 inclusive, 1387, 1389 to 1392 inclusive, 1395, 1396 to 1399 inclusive, 1401 to 1405 inclusive, 1407 to 1417 inclusive, 1418, 1420 to 1432 inclusive, 1434, 1435.

Class XIII. — 1442 to 1447 inclusive, 1458 to 1466 inclusive, 1469, 1470 to 1477 inclusive, 1479 to 1483 inclusive, 1485, 1486, 1489 to 1516 inclusive, 1518 to 1530 inclusive 1532, 1537, 1538, 1539.

SPECIMEN FORM NO. I.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

We (the authority issuing the certificate) (1) certify that M..... { Producer or manufacturer (2).
 { Authorised representative of M....
 { domiciled at (2)
 { Licensed merchant (2).
 domiciled at, has declared before us on his responsibility that the under-mentioned goods are of (French or Spanish) origin or manufacture, as stated in the certified documents submitted to us by the consignor (3). These goods are sent to for M..... merchant or manufacturer at by land or by water

Number and category of packages	Marks and numbers	Gross and net weight in kilogrammes and in value	Description of the goods

Certified on my responsibility.

.....
 (Signature of the person making the declaration.)

Confirmed by us (the authority issuing the certificate), who further declare that the above-mentioned goods have actually been sold in this country.

.....
 (Date and signature of the authority issuing the certificate.)

Seen at the Consulate of for the legalisation of the present signature.

.....
 (Date, signature and seal of the Consulate.)

(1) The certificates will be issued either by the diplomatic or consular authority or by the Ministries of Commerce or Agriculture or by the Chamber of Commerce within whose area the consignor resides, or by any other organ or group approved of by the country of destination.

(2) Words which do not apply should be struck out.

(3) When the certificate is taken out by the producer or manufacturer or by his authorised representative, the words "as stated in the certified documents submitted to us by the consignor" should be deleted.

MODÈLE N° 2.

CERTIFICAT D'ANALYSE

NOM DU LABORATOIRE

Certificat d'analyse d'un envoi de..... { vin } destiné à l'exportation en territoire français.
 { moût }
 { mistelle }

Nom et domicile de l'expéditeur	Nombre, classe, marque et numérotage des différents récipients et emballages	Poids brut en kilogrammes	Indication de la provenance (province, commune, etc.), couleur, année, etc.	Description ou copie du plombage officiel

L'établissement soussigné, dûment autorisé :

Certifie :

1° Qu'il a analysé, conformément aux prescriptions conventionnelles, un échantillon de prélevé sur (fûts, foudres, wagons-réservoirs, etc.).

2° Que le liquide contenu dans les différents récipients ou emballages où a été prélevé l'échantillon analysé, est de la même nature que ledit échantillon

3° Qu'immédiatement après le prélèvement les récipients ont été fermés avec apposition du plomb ci-dessus décrit.

4° Qu'il ressort de l'analyse, en tenant compte des caractéristiques et de la provenance, que le n'est ni mouillé, ni alcoolisé et est conforme aux autres prescriptions de la législation française.

5° (En ce qui concerne uniquement les vins ordinaires.) Que la quantité d'acide sulfurique par litre de liquide ne dépasse pas l'acide contenu dans deux grammes de sulfate neutre de potasse.

6° Que la quantité d'alcool contenue dans le est de degrés (2) (effectifs) et de degrés en puissance et que le rapport alcool extrait est de (3).

A, le 19...

(Signature et fonction de l'auteur du certificat.)

(Timbre.)

(1) Énoncer l'espèce du vin (vin ordinaire, rouge et blanc, ou vin de liqueur).

(2) Énoncer le degré alcoolique avec les dixièmes de degré pour les vins au-dessus de 12 degrés.

(3) Renseignement à fournir uniquement pour les vins ordinaires.

SPECIMEN FORM NO. 2.

CERTIFICATE OF ANALYSIS.

NAME OF LABORATORY

Certificate of analysis of a consignment of..... { wine
 must } for export to French territory.
 mistelas..... }

Name and domicile of consignor	No., class, mark and numbering of the various receptacles and packages	Gross weight in kilo-grammes	Provenance (province, commune, etc.), colour, year, etc.	Description or copy of official seal

The undersigned establishment, duly authorised :

Certifies :

- (1) That it has analysed, in accordance with the conventional provisions, a sample of taken from (casks, hogsheads, tank wagons, etc.).
- (2) That the liquid contained in the various receptacles or packages from which the sample analysed was taken is of the same nature as the said sample
- (3) That immediately after the sample was taken the receptacles were closed and sealed with the above-mentioned seal.
- (4) That the analysis shows, having regard to its characteristics and provenance, that the has not been either watered or fortified and complies with the other requirements of French legislation.
- (5) (For table wine only.) That the quantity of sulphuric acid per litre of liquid does not exceed the acid contained in two grammes of neutral potassium sulphate.
- (6) That the quantity of alcohol contained in the is degrees (2) (actual) anddegrees (potential), and that the corresponding alcohol extract is (3)

..... 19...

(Signature and official status of the person issuing the certificate.)

(Stamp.)

- (1) State type of wine (table wine, red or white, or liqueur wine).
- (2) State degree of alcohol in tenths of a degree for wines over 12 degrees.
- (3) To be filled in for table wine only.

MODÈLE N° 3.

CARTE DE LÉGITIMATION

CHAMBRE DE COMMERCE DE

Carte de légitimation pour voyageur de commerce.

Valable pour l'année 19...

BON POUR L'ESPAGNE.

N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M., né à
demeurant à, rue, N°, possède (1)
à, sous la raison de commerce
est commis voyageur au service de la maison, à
qui possède (1), à sous raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la maison dont il s'agit, il est certifié que ladite maison est autorisée à pratiquer son industrie et son commerce à et y paye les contributions légales à cet effet.

....., le

(Signature du chef de la maison) (2).

Signalement du porteur

Age.....
Taille.....
Cheveux.....
Signes particuliers.....

(Photographie du porteur.)

(Signature du porteur.)

Cette pièce doit être établie en double expédition.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel, et la rubrique 2 lorsqu'il s'agit d'un commis voyageur.

(1) Indication de la fabrique ou du commerce.

(2) Signature à faire légaliser.

ARRANGEMENT

COMPLÉMENTAIRE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. SIGNÉ A MADRID, LE 21 DÉCEMBRE 1935.

Le présent arrangement complémentaire entre la France et l'Espagne a pour objet la fixation des contingents à l'importation, les modalités de contingentement, le régime applicable au dédouanement de certaines marchandises, les abaissements de droits, les achats de tabacs, le régime des colis postaux, etc. Il a été établi en tenant compte du régime douanier et fiscal actuellement en vigueur en France et en Espagne. Chaque pays conserve la liberté de prendre les mesures d'ordre général qui lui paraîtraient nécessaires pour sauvegarder ses intérêts économiques essentiels. Il

SPECIMEN FORM No. 3.

IDENTITY CARD.

CHAMBER OF COMMERCE OF

Identity Card for Commercial Travellers.

Valid for the year 19...

VALID FOR SPAIN.

Number of the card.....

It is hereby certified that the holder of this card, M..... born at
 residing at street No. owns (1)
 at name of firm
 is a commercial traveller in the service of the firm at.....
 which owns (1) at name of firm

As the holder of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm in question, it is certified that the firm is authorised to carry on its industry and its business at and pays there the taxes prescribed by law for this purpose.

.....
(Signature of the head of the firm) (2).

Description of holder.

Age.....
 Height
 Colour of hair
 Special peculiarities

(Photograph of holder.)

(Signature of holder.)

This document must be made out in duplicate.

N. B. — Only heading 1 of this form should be filled up in the case of the head of a commercial or industrial establishment and heading 2 in the case of a commercial traveller.

-
- (1) Name of the factory or business.
 (2) Signature to be legalised.

ADDITIONAL ARRANGEMENT

BETWEEN FRANCE AND SPAIN. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 21ST, 1935.

The object of the present Additional Arrangement between France and Spain is to determine the import quotas and application thereof, the method of clearing certain goods through the Customs, the reductions of duties, the purchase of tobacco, the treatment of postal packages, etc. It has been established on the basis of the Customs and fiscal regime at present in force in France and Spain. Each country retains the right to adopt such general measures as it may consider necessary to safeguard its essential economic interests. It is understood that in the event of any change

reste entendu qu'en cas de changement du régime résultant du présent accord ou de modifications dans les résultats de son application susceptibles d'apporter une altération grave à l'ensemble des relations commerciales entre les deux pays, la Partie qui s'estimera lésée se réserve le droit de demander l'ouverture de pourparlers en vue de motiver sa réclamation et d'obtenir, le cas échéant, une compensation équitable.

Si un accord n'a pu intervenir dans un délai de quinze jours à dater de la demande présentée par la Partie dont il s'agit, celle-ci pourra appliquer de son propre chef les dispositions d'ordre général dont la répercussion sera d'une même importance.

Le présent accord étant établi sur la base des conditions monétaires actuelles des Hautes Parties contractantes, toute modification de ces conditions donnera à la Partie qui s'estimera lésée le droit de reprendre sa liberté d'action, après s'être mise en rapports avec l'autre Partie.

Article premier.

Les pourcentages suivants des contingents globaux sont réservés aux importations espagnoles en France pendant la durée du présent arrangement.

Numéros du tarif	Nomenclature	Pourcentage annuel
		p. 100
I bis	Chevaux destinés à la boucherie	4
9	Moutons	3,3
14 quater	Pigeons vivants	3
Ex 17 ter	Charcuterie fabriquée, non compris les pâtés de foie, saucissons	2,5
Ex 45	Produits de pêche étrangère, poissons d'eau douce frais : truites : Jusqu'à 30 centimètres	3
	Plus de 30 centimètres	11,3
Ex 45	Poissons frais fins	9,5
	Poissons frais communs	4,59
Ex 46	Poissons secs, salés, fumés « autres »	45,87
Ex 47	Poissons conservés, marinés, ou autrement préparés : sardines	19,84
Ex 47	Conserves de poisson « autres »	4,97
Ex 80	Lentilles	3
84 A	Bananes	95
115	Gemmes, térébenthine	36
116	Essence térébenthine	6,6
128	Bois	0,16
Ex 158 C	Tomates assaisonnées ou non	2,3
Ex 314	Piments	59
369 et 371	Fils de coton retors jusqu'à 81.000 mètres	22,27
369 et 371	Fils de coton retors, plus de 81.000 mètres	22,28
419	Bas et chaussettes de coton pesant plus de 1 kg. par douzaine de paires	9,5
419	Bas et chaussettes pesant 1 kg. ou moins par douzaine	8,8
Ex 459 D	1° Tissus en soie ou bourre de soie (bas de soie artificielle, pesant plus de 500 grammes avec ou sans agrément)	13
	2° Pesant 500 grammes ou moins par douzaine de paires avec ou sans agrément	16
Ex 460	Vêtements, pièces de lingerie et autres accessoires du vêtement, etc., pour femmes, fillettes et enfants	0,5
461 F	Papiers non dénommés, etc.	0,41
476 A	Peaux tannées de chèvres et chevreaux	5
476 A	Peaux tannées de moutons	57
476 ter	Peaux corroyées de chèvres, chevreaux	10
481 C	Chaussures en cuir pour femmes	9
634 ter A	Instruments de dessins, pièces détachées	50

in the regime resulting from the present Agreement, or of any modification in the result of its application likely to bring about a drastic alteration in the general commercial relations between the two countries, the Party which considers that its interests have been injured reserves the right to ask for the opening of negotiations with a view to setting forth its claims and, if these are justified, obtaining equitable compensation.

If no agreement is reached within fifteen days of the date of the request submitted by the Party in question, the latter shall be entitled of its own initiative to adopt general measures to the same effect.

As the present Agreement is based on existing conditions in respect of the currencies of the High Contracting Parties, any change in these conditions shall give the Party which considers that its interests have been injured the right to resume its freedom of action after getting into touch with the other Party.

Article I.

The following percentages of the aggregate quotas shall be reserved for Spanish imports into France for such time as the present Arrangement is in force.

Tariff No.	Designation of goods	Annual percentage
1 bis	Horses intended for slaughter	4
9	Sheep	3.3
14 quater	Pigeons, live	3
ex 17 ter	Pork-butchers' produce, not including liver pâtés or sausages	2.5
ex 45	Products of foreign fisheries, freshwater fish, fresh ; trout :	
	Up to 30 centimetres	3
	Over 30 centimetres	11.3
ex 45	Fresh fish, fine	9.5
	Fresh fish, common	4.59
ex 46	" Other " fish, dried, salted, smoked	45.87
ex 47	Fish, preserved, pickled or otherwise prepared ; sardines	19.84
ex 47	" Other " preserved fish	4.97
ex 80	Lentils	3
84 A	Bananas	95
115	Gum-resins, turpentine	36
116	Essence of turpentine	6.6
128	Woods	0.16
ex 158 C	Tomatoes, seasoned or not	2.3
ex 314	Pimentos	59
369 and 371	Cotton yarns, twisted, up to 81,000 metres	22.27
369 and 371	Cotton yarns, twisted, over 81,000 metres	22.28
419	Stockings and socks of cotton, weighing more than 1 kg. per dozen pairs	9.5
419	Stockings and socks, weighing 1 kg. or less per dozen	8.8
ex 459 D	(1) Tissues of silk or floss silk (artificial silk hosiery weighing more than 500 grammes with or without ornamentation)	13
	(2) Weighing 500 grammes or less per dozen pairs with or without ornamentation	16
ex 460	Clothing, underclothing and other accessory articles for clothing, etc., for women, girls and children	0.5
461 F	Paper, not specified, etc.	0.41
476 A	Tanned goat and kid skins	5
476 A	Tanned sheepskins	57
476 ter	Curried goat and kid skins	10
481 C	Leather footwear for women	9
634 ter A	Drawing instruments, component parts	50

Les pourcentages trimestriels suivants des contingents globaux seront réservés aux importations espagnoles en France pendant la durée du présent accord :

		1	2	3	4
Ex 84 A	Pommes et poires	0,2	0,1	8,3	2,6
Ex 84 A	Abricots, brugnons, pêches, prunes, raisins de table, cerises, fraises, coings, amandes, groseilles, cassis	35	82,5	41,6	76,5
	Oranges	96,2	97,2	86,5	84,1
	Mandarines et satsumas (1)	98	37,3	—	99,85
Ex 158	Oignons	0,6	0,1	11,5	1,6
Ex 158	Légumes frais	57,8	80,1	14,7	43
170 A	Plantes vivantes de serre	—	0,5	—	—
170 F	a) Plantes de pépinières à racines nues	1,5	3,4	—	0,3
170 F	b) Plantes de pépinières en mottes	8,9	2,5	2,5	0,4
158 A	Tomates fraîches	Un contingent de 40.000 quintaux métriques à importer du 1 ^{er} janvier 1936 au 1 ^{er} mai 1936.			

(1) Il est entendu que sur le contingent de mandarines, un 5 % pourra être utilisé pour des importations de clémentines.

Article 2.

L'importation en France des bananes, oranges douces et amères, mandarines et clémentines et satsumas (ex 84 A du tarif douanier) originaires et en provenance d'Espagne, aura lieu au vu d'un certificat de contingentement délivré par les autorités espagnoles et visé par les services de l'attaché commercial de France à Madrid.

L'administration espagnole prend l'engagement de maintenir les courants commerciaux normaux.

La taxe de licence de 75 fr. par 100 kg. instituée le 27 avril 1935 sur les bananes en régime ou détachées (N° ex 84 A du tarif français) sera ramenée à 20 fr. si ces produits sont importés sous emballage de bois français et à 25 fr. dans les autres cas.

Article 3.

La gestion des contingents attribués à l'Espagne en ce qui concerne le N° ex 45 du tarif français (poissons frais de mer ou conservés à l'état frais par un procédé frigorifique) et le N° 46 (poissons secs salés ou fumés « autres ») est laissée à l'administration espagnole conformément aux modalités prévues à l'annexe X du présent arrangement.

La répartition du contingent attribué à l'Espagne sera effectuée suivant le tableau ci-après :

Pourcentage des contingents de poissons de mer.

Numéros du tarif	Catégories	Mois					
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Ex 45	Poissons fins	9,45	9,45	9,92	9,72	9,2	9,3
»	Poissons « autres espèces »	4,85	1,98	2,42	5,67	5,4	7,07
46	Poissons secs, salés ou fumés « autres »	26,88	26,67	25,40	28,25	31,84	46,08

The following quarterly percentages of the aggregate quotas shall be reserved for Spanish imports into France during the period of validity of the present Agreement :

		1	2	3	4
ex 84 A	Apples and pears.	0.2	0.1	8.3	2.6
ex 84 A	Apricots, nectarines, peaches, plums, table grapes, cherries, strawberries, quinces, almonds, red currants, black currants .	35	82.5	41.6	76.5
	Oranges	96.2	97.2	86.5	84.1
	Mandarines and satsumas (1)	98	37.3	—	99.85
ex 158	Onions	0.6	0.1	11.5	1.6
ex 158	Fresh vegetables	57.8	80.1	14.7	43
170 A	Live hothouse plants	—	0.5	—	—
170 F	(a) Nursery plants with uncovered roots	1.5	3.4	—	0.3
170 F	(b) Nursery plants covered with balls of earth	8.9	2.5	2.5	0.4
158 A	Fresh tomatoes.	A quota of 40,000 metric quintals to be imported from January 1st, 1936, to May 1st, 1936.			

(1) It is understood that 5 per cent of the quota for mandarines may be used for imports of clementines.

Article 2.

The importation into France of bananas, sweet and bitter oranges, mandarines, clementines and satsumas (ex 84 A of the Customs tariff), originating in and coming from Spain, shall be allowed on production of a quota certificate issued by the Spanish authorities and visaed by the French Commercial Attaché's office at Madrid.

The Spanish Administration agrees to keep to the normal currents of trade.

The licence duty of fr. 75 per 100 kg. established on April 27th, 1935, on bananas in bunches or loose (No. ex 84 A of the French tariff) shall be reduced to fr. 20, if those products are imported in French crates, and to fr. 25 in other cases.

Article 3.

As regards No. ex 45 of the French tariff (Sea-water fish, fresh, or fish preserved in a fresh state by a freezing process) and No. 46 ("Other" dried, salted or smoked fish), the quotas accorded to Spain shall be administered by the Spanish authorities in accordance with the procedure laid down in Annex X to the present Arrangement.

The quota accorded to Spain shall be allocated in accordance with the following table :

Percentage of Quotas of Sea-water Fish.

Tariff number	Category	Month					
		January	February	March	April	May	June
ex 45	Fish, fine	9.45	9.45	9.92	9.72	9.2	9.3
"	Fish, "other kinds"	4.85	1.98	2.42	5.67	5.4	7.07
46	"Other" dried, salted or smoked fish	26.88	26.67	25.40	28.25	31.84	46.08

Numéros du tarif	Catégories	Mois					
		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Ex 45	Poissons fins	9,4	9,12	9,5	9,6	9,54	9,54
»	Poissons « autres espèces » . . .	7,57	8,59	7,28	4,18	3,82	6,8
46	Poissons secs, salés ou fumés « autres »	63,95	65,93	64,51	55,81	54,40	47,12

Article 4.

La gestion du contingent octroyé à l'Espagne jusqu'à concurrence de 50 p. 100 en ce qui concerne le N° ex 47, poissons conservés, marinés ou autrement préparés, est laissée à l'administration espagnole conformément aux modalités définies à l'annexe Y du présent arrangement.

Le délai de validité des autorisations d'importation des conserves de poissons en France est fixé à 90 jours.

Quand le bureau de douane intéressé aura constaté que des licences n'ont pas été utilisées à l'expiration de ce délai, qu'il s'agisse de celles qui ont été délivrées par le Gouvernement espagnol ou de celles qu'aura délivrées le Gouvernement français, lesdites autorisations seront, dans un délai de 60 jours au maximum après la date de l'expiration, renvoyées au Ministère de la Marine marchande et les quantités qui y figurent seront reportées au trimestre suivant en vue d'une nouvelle répartition. Il est entendu que la clause ci-dessus ne s'appliquera qu'aux licences délivrées tant par le Gouvernement français que par le Gouvernement espagnol, à partir du 1^{er} janvier 1936.

Le Gouvernement espagnol aura le soin de distribuer les autorisations d'importation françaises non utilisées et le Gouvernement français les autorisations d'importation espagnoles non utilisées.

Toutefois, la part reversible d'un trimestre sur un trimestre suivant ne devra pas excéder 10 p. 100 du contingent total ouvert pour le trimestre de report.

Article 5.

Les produits pour lesquels l'Espagne bénéficie d'un contingent devront être importés directement en France.

Les produits bénéficiant d'un contingent à l'importation en Espagne ou en France devront être respectivement originaires et en provenance de France (territoire douanier français, colonies, protectorats et pays sous mandat) ou d'Espagne (territoire péninsulaire, îles Baléares, îles Canaries, colonies et protectorats).

Article 6.

Les vins de liqueur bénéficiant légalement d'une appellation d'origine espagnole (Malaga, Jerez, Alicante, etc.), originaires et en provenance d'Espagne, jouiront du régime le plus favorable que la France a accordé ou pourrait accorder à l'avenir aux vins de liqueur (vinos generosos) d'autres pays.

Article 7.

Le contingent de vins, de vins mutés au soufre et de moûts accordé à l'Espagne, sera fixé pour chaque campagne viticole à 70 p. 100 du contingent total et réparti suivant les pourcentages ci-après, les licences étant gérées par l'administration espagnole :

Octobre-décembre, 30 p. 100.

Janvier-mars, 35 p. 100.

Avril-juin, 25 p. 100.

Juillet-septembre, 10 p. 100.

Les quantités n'ayant pas été importées pendant un trimestre seront reportables sur les trimestres suivants.

Tariff number	Category	Month					
		July	August	September	October	November	December
ex 45	Fish, fine	9.4	9.12	9.5	9.6	9.54	9.54
"	Fish, "other kinds"	7.57	8.59	7.28	4.18	3.82	6.8
46	"Other" dried, salted or smoked fish	63.95	65.93	64.51	55.81	54.40	47.12

Article 4.

As regards No. 47 (Fish, preserved, pickled or otherwise prepared), up to 50 % of the quota accorded to Spain shall be administered by the Spanish authorities in accordance with the procedure laid down in Annex Y to the present Arrangement.

The period of validity of the licences to import preserved fish into France is fixed at ninety days.

When the Customs office concerned finds that the licences, whether those issued by the Spanish Government or those issued by the French Government, have not been utilised by the end of that period, the said licences shall within sixty days at the latest from the date of their expiry, be returned to the Ministry of Merchant Marine, and the quantities specified therein shall be carried forward to the following quarter with a view to their re-allotment. It is understood that the foregoing clause shall apply solely to licences issued either by the French Government or by the Spanish Government on or after January 1st, 1936.

The Spanish Government shall be responsible for distributing unused French import licences and the French Government for distributing unused Spanish import licences.

Nevertheless, the percentage which may be carried forward from one quarter to the next shall not exceed ten per cent of the total quota for the quarter to which it is carried forward.

Article 5.

Products in respect of which Spain is accorded a quota shall be imported direct into France.

Quota products imported into Spain or France must originate in and come from France (French Customs territory, colonies, protectorates and mandated territories) or Spain (Peninsular territory, Balearic Islands, Canary Islands, colonies and protectorates), respectively.

Article 6.

Liqueur wines legally entitled to a Spanish appellation of origin (Malaga, Sherry, Alicante, etc.) originating in and coming from Spain shall be accorded the most favourable treatment which France grants, or may in future grant, to liqueur wines (*vinos generosos*) from other countries.

Article 7.

The quota of wines, wines the fermentation of which has been arrested by the use of sulphur and musts granted to Spain shall be fixed for each wine harvest at 70 % of the total quota and allocated according to the following percentages, the licences being administered by the Spanish authorities :

October-December 30 %.
 January-March 35 %.
 April-June 25 %.
 July-September 10 %.

Quantities not imported during one quarter shall be carried forward to the following quarters.

Les moûts de raisins ou les vins importés pouvant être employés pour l'élaboration des mistelles, des vins médicamenteux, des vins de liqueur et des apéritifs à base de vin, n'entreront pas en ligne de compte pour le blocage.

Si, à l'avenir, le Gouvernement français venait à déposer un projet de loi tendant à autoriser le coupage des vins d'un pays tiers avec les vins français, il s'engage à déposer, en même temps, un projet de loi tendant à accorder, dans les mêmes conditions, le bénéfice du coupage aux vins d'origine et de provenance espagnoles.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer qu'en vertu de l'égalité de traitement découlant de l'article premier de la Convention consulaire du 7 janvier 1862, les Espagnols résidant en France et les Français résidant en Espagne ne pourront pas être soumis, en ce qui concerne les demandes et l'octroi de licences pour l'importation, à des conditions différentes de celles qui sont imposées aux nationaux. Ils bénéficieront des mêmes avantages.

Article 9.

En ce qui concerne le dédouanement des cuites et pulpes de fruits (art. ex 86 C du tarif français), le Gouvernement français déclare que la législation en vigueur est la suivante : les cuites et pulpes de fruits sont admises à l'importation en boîtes de tout poids ; pour la teneur en sucre de ces produits, la limite est actuellement de 10 p. 100 en principe ; mais elle est, en fait, portée à 20 p. 100 toutes les fois que, d'après le conditionnement ou les dossiers produits, ces marchandises sont manifestement destinées à servir de matière première à la confiture.

Article 10.

Tant que subsistera en France le régime actuel des prohibitions de sortie des ferrailles, le Gouvernement français s'efforcera, dans l'attribution des licences, de tenir le plus grand compte des besoins de l'industrie espagnole.

A cet effet, et compte tenu des circonstances actuelles, il fixe à 20.000 tonnes le contingent applicable à l'Espagne pendant l'année à courir à dater de l'entrée en vigueur du présent arrangement.

Article 11.

Il reste entendu, d'une façon générale, aussi bien pour les articles du tarif français que pour ceux du tarif espagnol auxquels se réfère le présent arrangement, qu'au cas où ils ne sont pas précédés de la mention « Ex », la concession spécifiée comprend la totalité des articles sans caractère limitatif. Par contre, en ce qui concerne les numéros du tarif précédés de la mention « Ex », il est entendu que leurs indications ont un caractère limitatif, les avantages y accordés restant réservés uniquement aux produits nommément désignés.

Article 12.

Pendant la durée du présent arrangement, les produits ci-après originaires et en provenance d'Espagne bénéficieront à leur importation en France des droits du tarif minimum.

Numéros du tarif français	Nomenclature
Ex 89	Graines de betteraves.
Ex 112	Huiles volatiles ou essences toutes autres (romarin, thym, etc.).
Ex 175	Marbres sculptés, polis, moulurés ou autrement ouvrés.
212	Fils de fer et d'acier.
222	Plomb.

Grape-musts or imported wines which can be used for the preparation of mistelas, medicinal wines, liqueur wines and appetisers with a wine base shall not be included in calculating the quota.

If in the future the French Government introduces a bill to authorise the dilution of wines of a third country with French wines, it undertakes at the same time to introduce a bill providing for their dilution under the same conditions with wines of Spanish origin and provenance.

Article 8.

The High Contracting Parties agree that in virtue of the equal treatment provided for by Article 1 of the Consular Convention¹ of January 7th, 1862, Spaniards residing in France and Frenchmen residing in Spain may not, as regards applications for, and the granting of, import licences be subjected to different conditions from those imposed on nationals, but shall enjoy the same advantages.

Article 9.

As regards clearance through the Customs of fruit stews and pulp (item ex 86 C of the French tariff), the French Government declares that the existing legislation provides that fruit stews and pulp may be imported in tins of any weight ; as regards the sugar content of these products, the present limit is in principle 10 % ; in practice, however, this is increased to 20 % whenever the get-up of the product or the documents produced show that it is obviously intended as raw material for jam manufacture.

Article 10.

So long as the present prohibition to export scrap iron remains in force in France, the French Government shall endeavour, when granting licences, to take account as far as possible of the requirements of Spanish industry.

To this end, and having regard to present circumstances, it fixes at 20,000 tons the quota applicable to Spain during the year starting from the date of the entry into force of the present Arrangement.

Article 11.

It is understood that in general as regards both the items in the French tariff and the items in the Spanish tariff covered by the present Arrangement, in cases where they are not preceded by the word "ex", the concession specified covers the whole of those articles without any restriction. On the other hand, as regards tariff items preceded by the word "ex", it is understood that the privileges granted are confined to the products specifically mentioned.

Article 12.

During the period of validity of the present Arrangement, the following products originating in and coming from Spain shall on their importation into France be liable to the minimum tariff duties.

French tariff number	Description of goods
ex 89	Beet seeds.
ex 112	All other volatile oils or essences (rosemary, thyme, etc.).
ex 175	Marble (carved, polished, moulded or otherwise worked).
212	Iron and steel wire.
222	Lead.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 52, page 139.

Article 13.

Les pourcentages suivants seront réservés aux importations de marchandises françaises indiquées ci-après :

Numéros du tarif	Nomenclature	Pourcentage
132	Charbon de bois	100 p. 100 de la moyenne des importations françaises des trois dernières années.
211	Suif non ouvré	100 p. 100.
212	Autres graisses animales	100 p. 100.
804	Huiles d'origine animale impures	80 p. 100.
Ex 996	Palmistes	25 p. 100 du contingent global de l'article 996.

Article 14.

Les dispositions suivantes ont été convenues entre les Hautes Parties contractantes pour la gestion des contingents de fruits autres que les agrumes et les bananes et de légumes autres que les tomates en provenance des Canaries importés d'Espagne en France d'une part, et de charbon de bois (N° 132), suif non ouvré (N° 211), autres graisses animales (N° 212), huiles d'origine animale impures (N° 804) d'autre part, importés de France en Espagne :

Importation en France de fruits et légumes. — L'organisme compétent de l'administration espagnole notifiera à l'administration française les pourcentages pour chaque espèce de fruits et légumes attribués à chaque centre de production espagnole, sur la part revenant à l'Espagne dans les contingents globaux.

Tenant compte de cette notification, l'administration française répartira en conséquence le contingent attribué à l'Espagne et communiquera la liste des importateurs français habilités.

Aucune importation de marchandises ci-dessus visées ne pourra avoir lieu si, en même temps que les licences délivrées par l'administration française, les certificats de qualité délivrés par les autorités espagnoles portant les mentions correspondantes ne sont pas également présentés.

Importation en Espagne de charbon de bois, etc. — L'administration espagnole communiquera aux services de l'attaché commercial de France à Madrid, la liste des importateurs espagnols habilités et les quantités attribuées à chacun d'eux.

Article 15.

Pour les marchandises indiquées ci-dessous, dont l'entrée en Espagne est limitée, la part des importations françaises sera fixée d'après les pourcentages suivants des contingents globaux arrêtés pour l'année 1936.

Numéros du tarif	Nomenclature	Pourcentage du contingent global
1327	Morue	15 p. 100.
1432	Œufs frais	15 p. 100.
1418	Fromage	50.000 kilos.

Pour tous les autres produits actuellement contingentés ainsi que pour ceux qui viendraient à être contingentés par la suite, la part de la France sera au moins égale au pourcentage que représenteraient ses importations pendant l'année 1934, par rapport au contingent global.

Article 13.

The following percentages shall be reserved for imports of French goods mentioned below :

Tariff number	Description of goods	Percentage
132	Charcoal.	100 % of the average French imports for the last three years.
211	Tallow, unmanufactured	100 %.
212	Other animal fats	100 %.
804	Crude oils of animal origin	80 %.
ex 996	Palm kernels	25 % of the aggregate quota for item 996.

Article 14.

The following provisions have been agreed upon between the High Contracting Parties for the administration of quotas for fruit other than fruits of the citrus kind and bananas, and vegetables other than tomatoes coming from the Canaries and imported from Spain into France on the one hand, and charcoal (No. 132), tallow, unmanufactured (No. 211), other animal fats (No. 212), crude oils of animal origin (No. 804) on the other, imported from France into Spain.

Importation of fruit and vegetables into France. — The competent organ of the Spanish Administration shall notify the French Administration of the percentages for each kind of fruit and vegetables allotted to each Spanish centre of production out of the Spanish share of the aggregate quotas.

On receipt of this notification, the French Administration shall allot the quota assigned to Spain and shall communicate the list of authorised French importers.

None of the above-mentioned goods may be imported unless certificates of quality issued by the Spanish authorities and bearing the relevant particulars are submitted at the same time as the licence issued by the French Administration.

Importation of charcoal, etc., into Spain. — The Spanish Administration shall communicate to the office of the French Commercial Attaché at Madrid the list of authorised Spanish importers and the quantities allotted to each.

Article 15.

As regards the following goods, the importation of which into Spain is restricted, the proportion of French imports shall be fixed according to the following percentages of the aggregate quotas for the year 1936 :

Tariff number	Description of goods	Percentage of aggregate quota
1327	Godfish	15 %.
1432	Fresh eggs	15 %.
1418	Cheese.	50,000 kg.

As regards all other products in respect of which quotas are at present, or may hereafter be, imposed, France's share shall be at least equal to the percentage of the aggregate quota represented by her imports in 1934.

Article 16.

Gestion des contingents :

a) Les contingents suivants seront gérés par la France qui délivrera les licences pour l'entrée en Espagne :

Numéros du tarif espagnol	Nomenclature
729-30 729-30 bis 729-30 ter	Automobiles.

Les licences des importations indiquées ci-dessus devront être visées par les services de l'attaché commercial d'Espagne à Paris.

Numéros du tarif espagnol	Nomenclature
1327	Morues.
98	Traverses.
99	Bois en grumes et poteaux de mines.
101	Planches de plus de 40 millimètres d'épaisseur.
102	Planches jusqu'à 40 millimètres d'épaisseur.
1329, 1331, 1332, 1333, 1334	Poissons frais et salés, crustacés et mollusques.
1432	Oeufs frais.

b) Les contingents suivants seront gérés par l'Espagne :

Numéros du tarif espagnol	Nomenclature
132	Charbon de bois.
211	Suif non ouvré.
212	Autres graisses animales.
804	Huiles d'origine animale impures.
Ex 996	Palmiste.
1418	Fromages.

Article 17.

Un contingent de 60 p. 100 de traverses (art. 98), de 50 p. 100 de bois en grumes et poteaux de mine (art. 99), de 15 p. 100 de planches de plus de 40 millimètres d'épaisseur (art. 101), de 15 p. 100 de planches jusqu'à 40 millimètres d'épaisseur (art. 102), est réservé à la France sur le contingent global des importations desdits articles.

Les contingents globaux seront calculés sur la base de la moyenne des importations pendant les années 1931 à 1933 pour les articles 98, 99 et 102 et de la moyenne des importations pendant les années 1932 à 1934 pour l'article 101.

Article 16.

Administration of quotas :

(a) The following quotas shall be administered by France, which shall issue licences for their importation into Spain :

Spanish tariff number	Description of goods
729-30 729-30 bis 729-30 ter	Automobiles.

Licences to import the goods above mentioned shall be visaed by the office of the Spanish Commercial Attaché in Paris.

Spanish tariff number	Description of goods
1327	Codfish.
98	Railway sleepers.
99	Undressed timber and pit-props.
101	Planks exceeding 40 mm. in thickness.
102	Planks not exceeding 40 mm. in thickness.
1329, 1331, 1332, 1333, 1334	Fish, fresh and salted, shell-fish.
1432	Fresh eggs.

(b) The following quotas shall be administered by Spain :

Spanish tariff number	Description of goods
132	Charcoal.
211	Tallow, unmanufactured.
212	Other animal fats.
804	Crude oils of animal origin.
ex 996	Palm kernels.
1418	Cheese.

Article 17.

A quota of 60 % for railway sleepers (item 98), 50 % for undressed timber and pit-props (item 99), 15 % for planks exceeding 40 mm. in thickness (item 101), 15 % for planks not exceeding 40 mm. in thickness (item 102) shall be reserved for France out of the aggregate quota for imports of the said articles.

The aggregate quotas shall be calculated on the basis of the average imports during the years 1931 to 1933 in respect of items 98, 99 and 102 and the average imports during the years 1932 to 1934 in respect of item 101.

Article 18.

Les marchandises indiquées ci-dessous seront admises à l'importation en Espagne aux droits réduits indiqués ci-après, sans caractère de consolidation :

Numéros du tarif	Nomenclature	Unité	Droit
Ex 76	Verres de lunetterie	Kilo	22,50
Ex 88	Isolateurs en faïence ou en porcelaine pesant 1 kilo et plus par unité	100 kilos	32
Ex 151	Chevaux, étalons de race pure de plus de trois ans	Unité.	20
Ex 153	Chevaux de trait (percherons) et postiers bretons de plus de trois ans, ces derniers pour un contingent de 300 unités	Unité	180
157	Mules et mulets de plus de deux ans	Unité	34,50
158	Mules et mulets jusqu'à deux ans	Unité	12
Ex 256	Ferro-tungstène	100 kilos	6,50
Ex 363	Scies et lames de scies reprises dans cet article	100 kilos	47,60
Ex 684	Lunettes	Kilo	22,50
Ex 1016	Extraits de chêne et de châtaignier	100 kilos	15
Ex 1252	Tissus entièrement en laine, d'un poids de 70 à 100 grammes par mètre carré ne dépassant pas 85 centimètres de largeur, non compris les lisières, dits mousselines, écrus, teints ou imprimés	Kilo	16
1306	Velours de soie	Kilo	40,50
Ex 1331	Pibales (angulas)	100 kilos	20
1392	Cognacs et armagnacs	Hectolitre	24,50
1395	Champagne	Litre	2,50
(1) 1418	Fromage fabriqué exclusivement avec du lait de brebis, à moisissures internes, affiné en caves froides naturelles et d'un poids variant entre 2 kilos et 2 kilos 500, conditions remplies par le fromage de Roquefort	Kilo	1

(1) Dans la limite du contingent de 50 tonnes prévu pour les fromages français.

Article 19.

1° L'importation des voitures automobiles (art. 729-730, 729-730 bis, 729-730 ter) est contingentée.

Le poids du contingent global à importer pendant l'année 1936 sera égal au poids des voitures importées pendant l'année 1934.

Aucune importation ne sera effectuée hors contingent. Le Gouvernement espagnol se réserve, toutefois, la faculté, dans le cas où 90 p. 100 du contingent de 1936 viendrait à être épuisé deux mois avant la fin dudit exercice, d'ouvrir un contingent supplémentaire. La somme du contingent supplémentaire et du reliquat du contingent principal sera au plus égale au chiffre qui résulterait, pour la période restant à courir, de l'application normale du seul contingent principal.

2° Les parts réservées aux importations des voitures d'origine, de provenance, de construction, de marques françaises sur le contingent global de la période restant à courir en 1935 et sur le contingent global de l'année 1936, seront égales aux importations de ces mêmes voitures pendant les périodes correspondantes de l'exercice 1934.

La part de la France dans le contingent global supplémentaire sera fixée dans les mêmes conditions que la part qui lui est réservée dans le contingent global principal.

3° L'administration française, ou tout organisme qu'elle désignera à cet effet, assurera la répartition du contingent et délivrera les licences qui devront être visées par les services de l'attaché commercial à l'Ambassade d'Espagne, à Paris.

Article 18.

The following goods may be imported into Spain at the reduced duties specified hereunder, which shall not, however, be regarded as consolidated :

Tariff number	Description of goods	Unit	Duty
ex 76	Optical glass	kg.	22.50
ex 88	Insulators of faience or porcelain weighing 1 kg. or more each	100 kg	32
ex 151	Horses, thoroughbred stallions more than 3 years' old . . .	each	20
ex 153	Draught-horses (<i>percherons</i>) and Breton post-horses more than 3 years' old, the latter for a quota of 300 units . .	each	180
157	Mules more than 2 years' old	each	34.50
158	Mules up to 2 years' old	each	12
ex 256	Ferro-tungsten	100 kg.	6.50
ex 363	Saws and saw-blades included in this item	100 kg.	47.60
ex 684	Spectacles	kg.	22.50
ex 1016	Oak and chestnut extracts	100 kg.	15
ex 1252	Fabrics of pure wool, weighing from 70 to 100 grammes per square metre, not exceeding 85 cm. in width without the selvages, known as muslins, natural, dyed or printed . .	kg.	16
1306	Silk velvets	kg.	40.50
ex 1331	Pibales (eels)	100 kg.	20
1392	Cognac and Armagnac	hectolitre	245
1395	Champagne	litre	2.50
(1) 1418	Cheese made exclusively from sheeps' milk, mouldy inside, ripened in naturally cold cellars, the weight varying between 2 kg. and 2.500 kg., as for instance Roquefort . .	kg.	1

(1) Within the limits of the quota of 50 tons fixed for French cheese.

Article 19.

1. The importation of motor vehicles (items 729-730, 729-730 *bis*, 729-730 *ter*) shall be subject to quotas.

The weight of the aggregate quota to be imported during 1936 shall be equal to the weight of the vehicles imported during 1934.

No imports shall be allowed outside the quota. Nevertheless, the Spanish Government reserves the right, in the event of 90 % of the 1936 quota being exhausted two months before the end of that year, to open a supplementary quota. The sum of the supplementary quota and the balance of the principal quota shall be at least equal to the figure resulting, for the remainder of the period, from the normal application of the principal quota alone.

2. The proportion of the aggregate quota for the remainder of 1935 and of the aggregate quota for 1936, reserved for imports of vehicles of French origin, provenance, construction and make shall be equal to the imports of the said vehicles during the corresponding periods of 1934.

France's share of the aggregate supplementary quota shall be fixed under the same conditions as the share of the principal aggregate quota reserved for her.

3. The French Administration or such other body as it may appoint for the purpose shall be responsible for allotting the quota and issuing the licences, which shall be visaed by the Commercial Attaché's office at the Spanish Embassy in Paris.

4° Les droits prévus pour les articles 729-730, 729-730 *bis*, 729-730 *ter* par l'Arrangement complémentaire du 23 octobre 1931 seront applicables aux importations françaises sans caractère de consolidation.

A l'exception des bonifications douanières prévues par le décret du Gouvernement espagnol du 3 juillet 1931 (loi du 16 septembre 1931) et par le décret du 10 décembre 1931, les charges de toute nature sur les véhicules automobiles d'origine, de provenance, de construction et de marques françaises frappant directement ou indirectement lesdits véhicules, soit au moment de l'importation, soit postérieurement à cette importation, ne pourront être autres ou plus élevées que celles qui frappent les véhicules ou les parties de véhicules bénéficiant du traitement le plus favorable, quelles que soient les conditions dans lesquelles ces véhicules, parties ou pièces sont importés.

Les véhicules d'origine, de provenance, de construction et de marques françaises, ne pourront être l'objet d'aucune discrimination de quelque nature que ce soit, par rapport aux véhicules de toutes autres origine et provenance, quelles qu'aient été les conditions d'importation de ces derniers.

5° Les véhicules automobiles à moteur d'origine, de provenance, de construction et de marques françaises importés par les bureaux de douane d'Irun et de Port-Bou, autres que ceux à moteurs employant des combustibles liquides légers et repris à l'article 731 de l'arancel, seront soumis, pendant la durée du présent arrangement, au droit de l'article ex 731 à raison de peseta-or : 0,50 par kilogramme, dans la limite annuelle de 150 unités.

Article 19 bis.

Le Gouvernement espagnol ayant décidé, par voie autonome, d'unifier les conditions de dédouanement des voitures automobiles pour que les enveloppes et chambres à air montées sur les voitures importées soient soumises aux droits applicables auxdites voitures, il est convenu que ces nouvelles dispositions s'appliqueront aux voitures et châssis d'origine, de provenance, de construction et de marques françaises (art. 729/30, 729/30 *bis*, 729/30 *ter*).

Pour le dédouanement, il sera procédé comme suit :

a) Le classement des voitures dans l'une des catégories *a, b, c, d, e, f*, de l'article du tarif espagnol applicable sera effectué d'après le poids réel de la voiture complète, roue de secours comprise, ainsi que les cinq enveloppes et chambres à air :

b) Les enveloppes et chambres à air seront ensuite pesées à part, et leur poids sera multiplié par le coefficient fixé pour chacune des catégories *a, b, c, d, e, f*, de l'article du tarif applicable, d'après la liste ci-après :

Art. 729 et 730. — Châssis avec moteur :

a) Coefficient pour les chambres	6
Coefficient pour les enveloppes	4
b) Coefficient pour les chambres	5
Coefficient pour les enveloppes	3
c) Coefficient pour les chambres	4
Coefficient pour les enveloppes	2
d) Coefficient pour les chambres	3
Coefficient pour les enveloppes	2
e) Coefficient pour les chambres	2
Coefficient pour les enveloppes	1
f) Coefficient pour les chambres	1
Coefficient pour les enveloppes	1

Art. 729 et 730 *bis*. — Automobiles avec carrosseries ouvertes.

a) Coefficient applicable aux chambres	5
Coefficient applicable aux enveloppes	4
b) Coefficient applicable aux chambres	4
Coefficient applicable aux enveloppes	3
c) Coefficient applicable aux chambres	4
Coefficient applicable aux enveloppes	2

4. The duties laid down for items 729-730, 729-730 *bis*, 729-730 *ter*, in the Additional Arrangement of October 23rd, 1931, shall apply to French imports, which shall not, however, be regarded as consolidated.

With the exception of the Customs rebates provided for by the Decree of the Spanish Government of July 3rd, 1931 (Law of September 16th, 1931), and the Decree of December 10th, 1931, the charges of every kind on motor vehicles of French origin, provenance, construction and make, levied directly or indirectly on the said vehicles either at the time of their import or subsequently, may not be other or higher than those levied on vehicles or parts of vehicles enjoying most favourable treatment, irrespective of the conditions under which such vehicles or parts thereof were imported.

No discrimination of any kind may be exercised against vehicles of French origin, provenance, construction and make, as compared with the treatment of vehicles of any other origin and provenance, irrespective of the conditions under which the latter were imported.

5. Motor vehicles fitted with an engine of French origin, provenance, construction and make, imported through the Customs offices of Irun or Port Bou, other than those fitted with engines for which light liquid fuel is used and included in item 731 of the Customs tariff, shall be liable, during the period of validity of the present Arrangement, to the same duty as item ex. 731 at the rate of 0.50 gold peseta per kilogramme, within the annual limit of 150 units.

Article 19 *bis*.

As the Spanish Government has decided of its own accord to standardise the conditions for the Customs clearance of motor vehicles so that inner tubes and outer covers affixed to the vehicles imported may be liable to the duties applicable to the said vehicles, it is agreed that these provisions shall apply to vehicles and frames of French origin, provenance, construction and make (items 729-730, 729-730 *bis*, 729-730 *ter*).

The clearance procedure shall be as follows :

(a) The classification of vehicles into one of the categories (a), (b), (c), (d), (e), (f) of the relevant item of the Spanish tariff shall be effected according to the actual weight of the complete vehicle, including the spare wheel and also the five inner tubes and outer covers.

(b) The inner tubes and outer covers shall then be weighed separately and their weight multiplied by the coefficient fixed for each of the categories (a), (b), (c), (d), (e) and (f) of the relevant tariff item in accordance with the following list :

Items 729 and 730. — Frames with engine :

(a)	Coefficient for outer covers	6
	» » inner tubes	4
(b)	» » outer covers	5
	» » inner tubes	3
(c)	» » outer covers	4
	» » inner tubes	2
(d)	» » outer covers	3
	» » inner tubes	2
(e)	» » outer covers	2
	» » inner tubes	1
(f)	» » outer covers	1
	» » inner tubes	1

Item 729 and 730 *bis*. — Automobiles with open bodies :

(a)	Coefficient applicable to outer covers	5
	» » » inner tubes	4
(b)	» » » outer covers	4
	» » » inner tubes	3
(c)	» » » outer covers	4
	» » » inner tubes	2

d) Coefficient applicable aux chambres	3
Coefficient applicable aux enveloppes	2
e) Coefficient applicable aux chambres	2
Coefficient applicable aux enveloppes	1
f) Coefficient applicable aux chambres	1
Coefficient applicable aux enveloppes	1

Art. 729 et 730 *ter*. — Automobiles avec carrosseries fermées.

a) Coefficient applicable aux chambres	5
Coefficient applicable aux enveloppes	3
b) Coefficient applicable aux chambres	5
Coefficient applicable aux enveloppes	3
c) Coefficient applicable aux chambres	4
Coefficient applicable aux enveloppes	2
d) Coefficient applicable aux chambres	3
Coefficient applicable aux enveloppes	2
e) Coefficient applicable aux chambres	2
Coefficient applicable aux enveloppes	1
f) Coefficient applicable aux chambres	1
Coefficient applicable aux enveloppes	1

c) Le poids ainsi obtenu sera ajouté au poids réel de la voiture tel qu'il est défini à l'alinéa a), et le poids total constituera le poids légal d'après lequel sera calculée la somme à payer selon le tarif applicable.

Article 20.

La compagnie fermière des tabacs achètera aux producteurs algériens une quantité annuelle de 2.500 tonnes de tabac en feuilles. Une moitié de cette quantité sera achetée avant le mois de mai et l'autre avant le mois de novembre.

Le transport de ces tabacs sera effectué 50 p. 100 sous pavillon espagnol et 50 p. 100 sous pavillon français.

Les modalités d'application du présent article, ainsi que les dispositions que les deux gouvernements auront à prendre pour assurer la répression de la contrebande sur la frontière terrestre et dans les ports de la Méditerranée feront l'objet d'un arrangement spécial entre les Hautes Parties contractantes qui devra intervenir avant le 1^{er} janvier 1936.

Article 21.

Les colis postaux d'origine et de provenance françaises pesant jusqu'à 20 kilos, à destination de Madrid ou de Barcelone, seront acheminés directement sur Madrid et Barcelone où ils pourront être dédouanés, soit par les destinataires, soit par leurs mandataires dûment autorisés. Ils resteront soumis aux règles et conditions établies par les conventions internationales en vigueur en la matière et bénéficieront de tous les avantages et facilités qui y sont inscrits. Ils seront exempts des formalités d'enregistrement à l'importation (registro de importaciones), des taxes créées à l'occasion de cet enregistrement, de toutes taxes ou droits spéciaux. Le paiement des marchandises importées par colis postaux sera exempté des dispositions prises pour régler les sorties de capitaux, jusqu'à concurrence de 1.000 pesetas ou 2.000 francs par colis. Les colis postaux seront exemptés de la justification d'origine.

Le Gouvernement de la République espagnole autorisera l'admission temporaire et la circulation sur ses réseaux des cadres (containers) et des wagons à essieux interchangeable et de tout matériel utilisé pour faciliter le transport des marchandises entre la France et l'Espagne sans transbordement à la frontière.

Pour les colis postaux ainsi transportés, les garanties et formalités exigibles à la frontière devant être les mêmes que celles qui sont actuellement appliquées en France pour l'importation des colis postaux, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République espagnole feront auprès des compagnies de chemin de fer intéressées les démarches nécessaires

(d)	Coefficient applicable to outer covers	3
»	» » inner tubes	2
(e)	» » outer covers	2
»	» inner tubes	1
(f)	» » outer covers	1
»	» inner tubes	1

Items 729 and 730 *ter.* — Automobiles with closed bodies.

(a)	Coefficient applicable to outer covers	5
»	» » inner tubes	3
(b)	» » outer covers	5
»	» inner tubes	3
(c)	» » outer covers	4
»	» inner tubes	2
(d)	» » outer covers	3
»	» inner tubes	2
(e)	» » outer covers	2
»	» inner tubes	1
(f)	» » outer covers	1
»	» inner tubes	1

(c) The weight thus obtained shall be added to the actual weight of the vehicle as defined in paragraph (a), and the total weight shall constitute the legal weight on which the sum payable according to the relevant tariff shall be calculated.

Article 20.

The Tobacco Monopoly Company shall purchase from Algerian producers an annual quantity of 2,500 tons of leaf tobacco. One half of this quantity shall be purchased before the month of May, and the other half before the month of November.

50 % of this tobacco shall be carried under the Spanish flag and 50 % under the French flag.

The conditions of application of the present Article and the measures which the two Governments may have to take to suppress smuggling on the land frontier and in the Mediterranean ports shall form the subject of a special arrangement between the High Contracting Parties to be concluded before January 1st, 1936.

Article 21.

Postal packages of French origin and provenance weighing up to 20 kg. sent to Madrid or Barcelona shall be despatched direct to Madrid or Barcelona where they can be cleared either by the consignors or by their duly authorised agents. They shall be subject to the rules and conditions laid down in the international conventions now in force which govern the matter, and shall enjoy all the advantages and facilities provided for therein. They shall be exempted from the import registration formalities (*registro de importaciones*), from the charges in respect of such registration, and from all special charges or duties. The provisions regulating the export of capital shall not apply to the payment of goods imported in postal packages, up to the amount of 1,000 pesetas or 2,000 francs per package. No proof of origin shall be required in respect of postal packages.

The Government of the Spanish Republic shall authorise the temporary admission and circulation on its railways of containers and wagons with interchangeable axles, and any rolling-stock used for the purpose of facilitating the transport of goods between France and Spain without the changing of wagons at the frontier.

In the case of postal packages transported in this way, as the guarantees and formalities required at the frontier are to be the same as those at present required in France for the importation of postal packages, the Government of the French Republic and the Government of the Spanish Republic shall make the necessary representations to the railway companies concerned with a view

pour qu'un accord intervienne en vue de la construction et de l'emploi des wagons à essieux interchangeables et des containers.

En attendant que l'emploi du matériel précité puisse être effectué, le transbordement aux frontières sera fait sans aucune attente.

Article 22.

Il est entendu que les droits inscrits à la liste « B » de l'Arrangement du 23 octobre 1931, pour les numéros 691, 691 bis, 692, 721, 722, 723, 729 et 730, 729 et 730 bis, 729 et 730 ter, 1288, 1289, 1290, 1325, 1325 bis, 1500 et 1501 du tarif douanier espagnol sont maintenus aux exportations françaises pendant toute la durée du présent arrangement.

Il est également entendu que la liste « A » annexée à la Convention de commerce et de navigation en date du présent jour est complétée par l'addition des articles 476 A, 476 B, 476 C, 476 bis et 476 ter et que l'ex 461 de la liste « A » précitée s'applique non seulement aux articles 461 A et 461 F qui figurent sur ladite liste, mais aussi aux articles 461 C, 461 G et 461 I. Les articles 359 *quinquies* et 363 bis sont également inscrits à la liste « A ».

Article 23.

Les sérums et vaccins d'origine et de provenance françaises remplissant les conditions exigées pour la vente en France, seront admis à l'importation en Espagne sans aucune restriction spéciale.

Les sérums et vaccins d'origine et de provenance espagnoles remplissant les conditions exigées pour la vente en Espagne, seront admis en France sans aucune restriction spéciale.

Il est entendu que les dispositions prévues tant à la convention qu'à l'arrangement complémentaire pour les produits pharmaceutiques sont applicables aux produits vétérinaires.

Article 24.

Le présent arrangement sera mis en application provisoire à dater du 23 décembre 1935. Il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936. Il sera prorogé par tacite reconduction à moins qu'une des Hautes Parties contractantes n'ait fait connaître un mois avant la date à laquelle il doit prendre fin son intention de le dénoncer.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 21 décembre 1935.

(Signé) G. BONNET.

(Signé) MARTINEZ DE VELASCO.

ANNEXE X

PROCÉDURE A SUIVRE PAR L'ESPAGNE

pour l'administration de son contingent de poissons frais de mer (N° ex 45) et de poissons secs, salés ou fumés « autres » (N° ex 46).

Les importations en France de poissons de mer frais ou conservés par un procédé frigorifique (N° ex 45 du tarif douanier français) et celles de poissons secs, salés ou fumés « autres » (N° ex 46 du tarif douanier français) ne pourront avoir lieu qu'accompagnées d'un certificat d'exportation délivré par le Gouvernement espagnol.

Ce certificat, dont le modèle est ci-joint, portera un numéro d'ordre et indiquera : la nature de la marchandise, la quantité (poids brut), le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire, le bureau de douane français de frontière ou de destination chargé du dédouanement. Ce bureau de douane retiendra, après dédouanement, le certificat d'exportation et le comparera avec la copie qui sera directement envoyée par l'administration espagnole au bureau de douane français en

to the conclusion of an agreement for the construction and use of wagons with interchangeable axles and containers.

Until such time as the above-mentioned rolling-stock is able to be brought into use, the removal of goods from one wagon to another at the frontier shall take place without any delay.

Article 22.

It is understood that the duties included in List "B" of the Arrangement of October 23rd, 1931, for items 691, 691 *bis*, 692, 721, 722, 723, 729 and 730, 729 and 730 *bis*, 729 and 730 *ter*, 1288, 1289, 1290, 1325, 1325 *bis*, 1500 and 1501 of the Spanish Customs tariff shall apply to French exports during the whole period of validity of the present Arrangement.

It is further understood that List "A" annexed to the Convention of Commerce and Navigation dated this day, shall be supplemented by the addition of items 476 A, 476 B, 476 C, 476 *bis* and 476 *ter*, and that item ex. 461 in the said List "A" shall apply not only to items 461 A and 461 F included in the said List, but also to items 461 C, 461 G and 461 I. Items 359 *quinquies* and 363 *bis* shall also be included in List "A".

Article 23.

Sera and vaccines of French origin and provenance fulfilling the conditions required for sale in France may be imported into Spain without any special restriction.

Sera and vaccines of Spanish origin and provenance fulfilling the conditions required for sale in Spain may be imported into France without any special restriction.

It is understood that the provisions laid down for pharmaceutical products both in the Convention and in the Additional Arrangement shall apply to veterinary products.

Article 24.

The present Arrangement shall come into force provisionally on December 23rd, 1935. It shall remain in force until December 31st, 1936. It shall be renewed by tacit consent unless either of the High Contracting Parties one month before the date of its expiry signifies its intention of denouncing it.

Done at Madrid, in duplicate, this 21st day of December, 1935.

(Signed) G. BONNET.

(Signed) MARTINEZ DE VELASCO.

ANNEX X.

PROCEDURE TO BE FOLLOWED BY SPAIN

for the Administration of its Quota of Fresh Sea-water Fish (No. ex 45) and "Other" Dried, Salted or Smoked Fish (No. ex 46).

The importation into France of sea-water fish, fresh or preserved by a freezing process (No. ex 45 of the French Customs tariff) and of "Other" dried, salted or smoked fish (No. ex 46 of the French Customs tariff) shall be allowed only if accompanied by an export certificate issued by the Spanish Government.

This certificate, a specimen of which is attached, shall bear a serial number and shall specify the nature of the goods, the quantity (gross weight), the name and address of the consignor and the consignee, and the French Customs office at the frontier or place of destination through which the goods will be cleared. After clearing the goods, this Customs office shall keep the export certificate and compare it with the copy sent direct by the Spanish administration to the French

question le jour même de sa délivrance. Chaque irrégularité que ce bureau constatera sera communiquée immédiatement par ce bureau au Ministère français de la Marine marchande qui, à son tour, avertira l'Ambassade d'Espagne à Paris.

Un relevé des certificats délivrés par l'administration espagnole sera, à la fin de chaque mois, transmis par l'administration espagnole au Ministère de la Marine marchande.

Les certificats d'exportation seront signés par un fonctionnaire du Ministère de l'Industrie et du Commerce espagnol.

Le modèle de cette signature ainsi que la liste des bureaux de douane par lesquels les marchandises contingentées seront importées seront communiqués au service français intéressé.

Le Gouvernement espagnol s'engage à ne pas délivrer de certificat d'exportation pour des quantités supérieures aux contingents mensuels fixés par l'administration française.

Celle-ci se réserve d'ailleurs le droit de prononcer l'épuisement desdits contingents lorsque les quantités allouées à l'Espagne seront atteintes.

Le Gouvernement espagnol prend, en outre, l'engagement de ne pas utiliser en exportations de sardines et de thon les quantités qui lui sont allouées en supplément des contingents de poissons frais de mer « autres » ouverts jusqu'ici à l'Espagne.

RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

CERTIFICAT DE CONTINGEMENT

POUR L'IMPORTATION EN FRANCE DE POISSONS DE MER FRAIS ET DE POISSONS SECS SALÉS
OU FUMÉS « AUTRES » D'ORIGINE ESPAGNOLE.

Nom ou raison sociale
demeurant à
..... est autorisé à exporter en France, à destination de
demeurant à, les poissons de mer frais, secs, salés ou fumés d'origine espagnole
ci-après désignés qui font en France l'objet de mesures de contingentement et qui seront importés par
le bureau de douane de

Numéros du tarif	Dénomination des espèces d'après le tarif douanier français	Quantités en kilogrammes		Marques
		Poids brut	Poids net	
Ex 45	Barbues	} Poissons fins, frais	.....	.....
	Bars .....		.....	.....
	Esturgeons .....		.....	.....
	Mulets ou mucés...		.....	.....
	Rougets barbés ...		.....	.....
	Soles .....		.....	.....
	Surmulets .....		.....	.....
Ex 45	Turbots .....	.....	.....	.....
	Autres espèces .....	.....	.....	.....
Ex 46	.....	.....	.....	.....
	Poissons secs, salés, fumés, autres .....	.....	.....	.....

Nombre total des unités d'emballage

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce certifie que les quantités ci-dessus ont été comprises dans les limites du contingent alloué à l'Espagne.

Madrid, le 1935.

Valable le jour de la délivrance et les jours suivants.

Customs office in question on the day of issue. Any irregularity discovered by the said Customs office shall at once be communicated by it to the French Ministry of Merchant Marine which, in its turn, shall notify the Spanish Embassy in Paris.

A return of the certificates issued by the Spanish Administration shall be transmitted at the end of each month by the Spanish Administration to the Ministry of Merchant Marine.

The export certificates shall be signed by an official of the Spanish Ministry of Industry and Commerce.

A specimen of this signature and the list of Customs offices through which the quota goods are to be imported shall be communicated to the competent French service.

The Spanish Government undertakes not to issue export certificates for quantities in excess of the monthly quota fixed by the French Administration.

The latter also reserves the right to state that the said quotas are exhausted when the quantities allotted to Spain have been used up.

The Spanish Government likewise undertakes not to utilise for the export of sardines and tunny-fish the quantities allotted to it over and above the quotas for "other" fresh sea-water fish so far granted to Spain.

SPANISH REPUBLIC.

MINISTRY FOR INDUSTRY AND COMMERCE.

QUOTA CERTIFICATE

FOR THE IMPORTATION INTO FRANCE OF FRESH SEA-WATER FISH AND "OTHER" DRIED, SALTED OR SMOKED FISH OF SPANISH ORIGIN.

Name or name of firm
 residing at
 is authorised to export to France, consigned to
 residing at the under-mentioned fresh, dried, salted or smoked sea-water fish
 of Spanish origin the importation of which into France is subject to quota, the which will be imported
 through the Customs office at

Tariff number	Kind of fish according to the French Customs tariff	Quantities in kg.		Marks
		Gross weight	Net weight	
ex 45	Brill	} fine fish, fresh	.....	.....
	Bass .....		.....	.....
	Sturgeons .....		.....	.....
	Mullet or grey mullet ...		.....	.....
	Red mullet .....		.....	.....
	Soles .....		.....	.....
	Surmullet .....		.....	.....
ex 45	Turbot .....	}	.....	.....
	Other kinds .....		.....	.....
ex 46	.....	}	.....	.....
	Other dried, salted or smoked fish .....		.....	.....

Total number of packages in units
 The Ministry for Industry and Commerce certifies that the above-mentioned quantities come within the limits of the quota allotted to Spain.

Madrid 1935.

Valid on the day of issue and the following days.

ANNEXE Y

PROCÉDURE A SUIVRE PAR L'ESPAGNE

pour l'administration de 50 p. 100 de son contingent de conserves de poissons.

Les demandes d'autorisations devront être établies en quatre exemplaires conformes au modèle ci-joint. Ce modèle est voisin de celui adopté pour les licences délivrées par le Gouvernement français. Il comporte cependant deux cases supplémentaires, l'une permettant le visa de l'organisme espagnol chargé de la répartition de la part du contingent laissée à l'Espagne, l'autre, réservée au visa des autorités espagnoles, en l'espèce l'Ambassade d'Espagne à Paris.

Après avoir revêtu ce document de son visa, l'Ambassade d'Espagne à Paris devra transmettre les quatre exemplaires au Ministère de la Marine marchande qui contrôlera les quantités, enregistrera, numérotera et visera les autorisations d'importation jusqu'à concurrence des quantités totales dont l'Espagne a la libre administration. Un exemplaire de ce document sera conservé au Ministère de la Marine marchande et les trois autres transmis à la Direction générale des douanes. Les trois exemplaires reçus par cette administration recevront les destinations suivantes :

Un exemplaire sera conservé par elle pour son contrôle, un deuxième sera adressé au bureau des douanes chargé du dédouanement de la marchandise et un troisième sera transmis à l'Ambassade d'Espagne à charge par elle de le transmettre à l'intéressé.

DEMANDE D'AUTORISATION D'IMPORTATION

DE CONSERVES DE SARDINES D'ESPAGNE.

M
 Demeurant à (adresse complète)
 Pays d'origine : Espagne.
 Nature de la marchandise : conserves de sardines.
 Poids brut et poids net (en toutes lettres)
 Point d'entrée en France (bureau de dédouanement)
 Nom de l'expéditeur
 Nom du destinataire
 Nom du transitaire

(Date, signature et cachet du demandeur.)

Visa

Visa des autorités espagnoles.

(Indiquer ici le nom de l'organisme espagnol chargé de la délivrance des licences.)

Visa des autorités françaises.

ANNEX Y.

PROCEDURE TO BE FOLLOWED BY SPAIN

for the Administration of 50 % of its Quota of Preserved Fish.

Requests for authorisations must be made out in four copies in accordance with the attached specimen form. This specimen form is similar to that adopted for licences issued by the French Government, but contains two extra divisions, one for the visa of the Spanish organ responsible for allotting the proportion of the quota to be administered by Spain, and the other for the visa of the Spanish authorities (in this particular case, the Spanish Embassy in Paris).

After visaing this document, the Spanish Embassy in Paris shall transmit the four copies to the Ministry of Merchant Marine which shall check the quantities, and shall register, number and visa the import authorisations up to the total quantities which can be freely administered by Spain. One copy of this document shall be kept in the Ministry of Merchant Marine, the other three being transmitted to the General Directorate of Customs. The three copies received by the latter shall be dealt with as follows :

One copy shall be kept by it for checking purposes. A second copy shall be sent to the Customs office responsible for clearing the goods. A third copy shall be transmitted to the Spanish Embassy, which shall be requested to forward it to the person concerned.

REQUEST FOR AN AUTHORISATION TO IMPORT

PRESERVED SARDINES FROM SPAIN.

M
 Residing at (full address)
 Country of origin : Spain.
 Nature of goods : Preserved sardines.
 Gross weight and net weight (in words)
 Place at which the goods will enter France (Customs clearing office)
 Name of consignor
 Name of consignee
 Name of transit agent

(Date, signature and seal of the applicant.)

Visa.....

Visa of the Spanish authorities.

(Insert the name of the Spanish authority responsible for issuing licences.)

Visa of the French authorities.

AMBASSADE DE FRANCE
A MADRID.

MADRID, le 21 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations engagées entre nos deux gouvernements, le Gouvernement de la République espagnole a exprimé le désir qu'un poste d'inspection phytosanitaire soit créé à Canfranc, en vue de faciliter les importations en France de fruits et légumes en provenance d'Espagne.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement français, désireux de répondre favorablement à la requête du Gouvernement espagnol, envisage la création d'un poste d'inspection phytosanitaire à Canfranc, pendant la période comprise entre le 1^{er} avril et le 30 septembre inclus.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Georges BONNET.

Son Excellence
M. Martinez de Velasco,
Ministre d'Etat
de la République espagnole.

ARRANGEMENT

RELATIF AUX TRANSFERTS DE FONDS. SIGNÉ A MADRID, LE 21 DÉCEMBRE 1935.

1^o Les sociétés, les commerçants et les particuliers sont autorisés à envoyer en France les fonds nécessaires à leurs opérations (achats de marchandises, exploitation des brevets, redevances industrielles ou commerciales, frêts, assurances, concours techniques, etc.) sur production de justifications : certificats délivrés par le service du « Registro de Importaciones » (enregistrement des importations en vue du contrôle des demandes de sorties de fonds), et visés par les douanes importatrices, pour les achats de marchandises, présentation des contrats dans tous les autres cas.

2^o Les envois de fonds égaux ou inférieurs à 500 pesetas ou 1.000 francs, seront effectués librement par mandats-poste internationaux ou par chèque.

3^o Les envois de fonds motivés par le paiement de marchandises importées en consignation seront autorisés sur présentation par une banque opérant en Espagne choisie par l'expéditeur ou par le destinataire des fonds, d'un certificat délivré par le service du « Registro de Importaciones » (enregistrement des importations en vue du contrôle des demandes de sorties de fonds) et visé par les douanes importatrices constatant l'entrée desdites marchandises. Ces envois de fonds pourront être faits en une fois pour la valeur totale desdites marchandises, ou par fractions.

4^o Les importations en provenance de France bénéficieront, pour l'assurance des taux de change, des conditions en vigueur à la date de la signature du présent arrangement et pour toute sa durée.

5^o Les capitaux importés à partir du 13 juin 1935 par des ressortissants français pourront être librement réexportés à tout moment, en totalité ou par fractions. Pour bénéficier de cette disposition, les intéressés devront avoir signalé ou signaler aux autorités compétentes le montant, les modalités et l'objet des envois de fonds.

FRENCH EMBASSY,
MADRID.

MADRID, *December 21st, 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In the course of the negotiations instituted between our two Governments, the Government of the Spanish Republic expressed the desire that a phytosanitary inspection station should be established at Canfranc with a view to facilitating the importation into France of fruit and vegetables coming from Spain.

I have the honour to inform Your Excellency that the French Government, being anxious to accede to the Spanish Government's request, proposes to establish a phytosanitary inspection station at Canfranc during the period from April 1st to September 30th inclusive.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Georges BONNET.

His Excellency

Monsieur Martinez de Velasco,
Minister for Foreign Affairs
of the Spanish Republic.

ARRANGEMENT

RELATING TO THE TRANSFER OF FUNDS. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 21ST, 1935.

1. Companies, traders and private individuals shall be authorised to remit to France the funds required for their transactions (purchase of goods, utilisation of patents, industrial or commercial charges, freights, insurance, technical assistance, etc.) on production of vouchers; certificates issued by the Registro de Importaciones service (registration of imports with a view to the supervision of applications to export funds) and visaed by the importing Customs offices for the purchase of goods; production of contracts in all other cases.

2. Remittances of funds not exceeding 500 pesetas or 1,000 francs may be sent without any formality by international postal order or by cheque.

3. Remittance of funds for the payment of goods imported on consignment shall be authorised on presentation by a bank operating in Spain selected by the consignor or the consignee of the funds, of a certificate issued by the Registro de Importaciones service (registration of imports with a view to the supervision of applications to export funds) and visaed by the importing Customs offices, testifying to the import of the said goods. One remittance may be made for the total value of the said goods, or the sum may be split up.

4. As regards the insurance of exchange rates, the conditions in force on the date of signature of the present Arrangement shall apply to imports from France for the whole period of its validity.

5. Capital imported on or after June 13th, 1935, by French nationals may be freely re-exported at any time in a lump sum or in instalments. In order to benefit by this provision, the persons concerned must notify or have notified the competent authorities of the amount and object of the remittance and the method by which it will be effected.

6° Si les envois de fonds sont motivés par des créances antérieures à la mise en vigueur de la réglementation actuelle ou pour lesquelles la production des justificatifs réglementaires ne pourrait être effectuée, ils pourront être autorisés sur présentation des factures au service compétent. En cas de doute, l'administration espagnole, en plus des justifications qu'elle pourrait être amenée à demander au débiteur, pourra exiger la production d'une attestation établie par la Chambre de commerce compétente du pays du créancier constatant que la créance est justifiée par l'examen de la comptabilité dudit créancier.

7° Le transfert en France du montant des coupons, dividendes, loyers, bénéfices et tous autres revenus, sera autorisé, l'administration compétente pourra exiger, dans les cas donnant lieu à un doute, la justification du revenu et de la domiciliation du destinataire des fonds.

8° Toutes les demandes de sorties de fonds à destination de la France pour le règlement d'opérations commerciales pourront être présentées à l'administration espagnole, au nom du destinataire domicilié en France, par un établissement financier opérant en Espagne.

9° Les mesures prises pour arrêter, restreindre ou contrôler les sorties de fonds, qu'elles s'appliquent directement auxdites sorties de fonds ou aux opérations commerciales qui les motivent, ne donneront lieu à la perception d'aucune taxe, impôt ou droit spécial autre que la rémunération qui serait strictement nécessaire aux prestations de service. Aucune taxe spéciale, même ayant ce dernier caractère, ne sera appliquée aux colis postaux.

10° En plus des sommes dont l'exportation est autorisée pour les voyageurs se rendant à l'étranger, les touristes qui se rendent en France, ainsi que les personnes devant faire un séjour dans une station thermale ou climatique française, seront autorisés à emporter sous une forme quelconque (chèques, lettres de crédit, etc.), une somme supplémentaire de 1.000 pesetas par mois et par personne, pour une durée de trois mois. Les bénéficiaires des présentes conditions devront justifier la durée de leur séjour en France.

11° Les ressortissants français établis en Espagne qui abandonnent définitivement le territoire espagnol, pourront transférer leurs avoirs en France sur justification de leurs droits.

Article 12. — Le présent arrangement restera en vigueur pendant toute la durée de l'Arrangement commercial complémentaire entre la France et l'Espagne en date de ce jour.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 21 décembre 1935.

(Signé) G. BONNET.

(Signé) MARTINEZ DE VELASCO.

Copia certificada conforme :
Madrid, 31 de enero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

6. If the remittances are intended for the settlement of debts incurred prior to the entry into force of the present regulations or in respect of which the requisite vouchers cannot be produced, they may be authorised if the invoices are presented to the competent service. In doubtful cases the Spanish Administration, in addition to the vouchers which it may require the debtor to produce, may ask him for a certificate drawn up by the competent Chamber of Commerce of the country in which the creditor resides testifying to the existence of the debt as proved by its examination of the creditor's accounts.

7. The transfer to France of the amount of coupons, dividends, rents, profits and any other income shall be authorised ; in doubtful cases the competent Administration may require proof of the income and of the domicile of the consignee of the funds.

8. All applications for the export of funds to France for the settlement of commercial transactions may be submitted to the Spanish Administration on behalf of the consignee domiciled in France by a financial establishment operating in Spain.

9. The measures taken to stop, restrict or control the export of funds, whether they apply directly to the said export of funds or to the commercial transactions to which they relate, shall not give rise to the collection of any special charge, tax or duty other than the remuneration which is strictly necessary for the performance of the service. No special charge, even of this latter character, may be levied on postal packages.

10. In addition to sums the export of which is authorised for travellers going abroad, tourists proceeding to France and also persons intending to stay at a French spa or health resort shall be authorised to take with them in any form (cheques, letters of credit, etc.) an additional sum of 1,000 pesetas per month per person for a period of three months. Persons benefiting by these provisions shall give proof of the length of their sojourn in France.

11. French nationals settled in Spain who leave Spanish territory for good may transfer their assets to France on giving proof of their rights.

Article 12. — The present Arrangement shall remain in force during the whole period of validity of the Additional Commercial Arrangement between France and Spain dated this day.

Done at Madrid, in duplicate, this 21st day of December, 1935.

(Signed) G. BONNET.

(Signed) MARTINEZ DE VELASCO.

N° 3857.

BELGIQUE ET HONDURAS

Convention additionnelle étendant
au Congo belge et aux territoires
du Ruanda-Urundi le Traité d'ex-
tradition du 19 avril 1900 entre les
deux pays. Signée à Guatémala,
le 17 juin 1933.

BELGIUM AND HONDURAS

Additional Convention regarding the
Application to the Belgian Congo
and to the Territories of Ruanda-
Urundi of the Extradition Treaty
of April 19th, 1900, between the
Two Countries. Signed at Guate-
mala, June 17th, 1933.

N^o 3857. — CONVENTION ¹ ADDITIONNELLE ÉTENDANT AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI LE TRAITÉ D'EXTRADITION DU 19 AVRIL 1900 ENTRE LA BELGIQUE ET LE HONDURAS. SIGNÉE A GUATÉMALA, LE 17 JUIN 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention additionnelle a eu lieu le 19 mars 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS, ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations le Traité² d'extradition entre la Belgique et le Honduras du 19 avril 1900, et les protocoles additionnels à ce traité ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

S. E. M. Alphonse VAN BIERVLIET, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS :

S. E. M. le Docteur Luciano MILLA CISNEROS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la République de Honduras du 19 avril 1900 et les protocoles additionnels à ce traité s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, sera faite par voie diplomatique ou consulaire.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Guatémala, le 25 septembre 1935.
Entrée en vigueur le 25 janvier 1936.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXIX, page 521.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3857. — ADDITIONAL CONVENTION ² REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY OF APRIL 19TH, 1900, BETWEEN BELGIUM AND HONDURAS. SIGNED AT GUATEMALA, JUNE 17TH, 1933.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Additional Convention took place March 19th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS, having deemed it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, in respect of which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, the Extradition Treaty ³ between Belgium and Honduras of April 19th, 1900, and the Additional Protocols to that Treaty, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Monsieur Alphonse VAN BIERVLIET, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS :

His Excellency Dr. Luciano MILLA CISNEROS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Honduras of April 19th, 1900, and the Additional Protocols to that Treaty shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

The request for the extradition of a person who has taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through diplomatic or consular channels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Guatemala, September 25th, 1935. Came into force January 25th, 1936.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 92, page 1129.

Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 19 avril 1900 ; toutefois dans les cas urgents prévus à l'article 7 du traité, l'arrestation provisoire de l'inculpé devra également être effectuée sur avis donné directement au Ministère de la Justice de la République de Honduras, par le gouverneur général du Congo belge, et *vice versa*, de l'existence d'un mandat d'arrêt.

Article 3.

Pour l'application du Traité du 19 avril 1900, des protocoles additionnels à ce traité et de la présente convention :

1^o Il faut entendre par nationaux et sujets belges, les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; y sont assimilés les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

2^o Seront considérées comme crimes, les infractions aux lois du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de cinq ans de servitude pénale, et, comme délits, celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications échangées à Guatémala le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 19 avril 1900 entre la Belgique et la République du Honduras.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Guatémala, le 17 juin 1933.

(L. S.) (s.) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (s.) L. MILLA CISNEROS.

This procedure shall be followed in every case in which it is prescribed by the Extradition Treaty of April 19th, 1900 ; nevertheless, in the urgent cases referred to in Article 7 of the Treaty, the accused person shall be provisionally arrested on direct notification to the Ministry of Justice of the Republic of Honduras by the Governor-General of the Belgian Congo, or *vice versa*, of the existence of a warrant for arrest.

Article 3.

For the purposes of the Treaty of April 19th, 1900, the Protocols additional thereto and the present Convention :

(1) The term " Belgian nationals and subjects " shall be held to mean Belgian citizens and nationals (*ressortissants*) of the Belgian Congo ; the nationals (*ressortissants*) of Ruanda-Urundi shall be assimilated thereto ;

(2) Offences against the laws of the Belgian Congo or of Ruanda-Urundi punishable with more than five years' penal servitude shall be deemed to be crimes, and those punishable with more than two months' penal servitude shall be deemed to be delicts.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Guatemala as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties and shall remain in force for the same period as the Extradition Treaty of April 19th, 1900, between Belgium and the Republic of Honduras.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Guatemala, this 17th day of June, 1933.

(L. S.) (Signed) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (Signed) L. MILLA CISNEROS.

N° 3858.

SUÈDE ET TURQUIE

Accord commercial, avec annexes.
Signé à Ankara, le 27 février 1936.

SWEDEN AND TURKEY

Commercial Agreement, with Annexes. Signed at Ankara, February 27th, 1936.

N° 3858. — ACCORD ¹ COMMERCIAL ENTRE LA SUÈDE ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A ANKARA, LE 27 FÉVRIER 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 mars 1936.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du même désir de consolider et de développer les échanges commerciaux entre leurs pays respectifs, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les produits d'origine et de provenance suédoises énumérés sur la liste 1 ci-jointe seront admis en Turquie, à la libre importation, et ceux indiqués sur la liste 2, également ci-annexée, à une importation limitée. Les exportations suédoises bénéficieront de plus du régime général d'importation en vigueur en Turquie.

Article 2.

Les produits d'origine et de provenance turques entreront en Suède sans être soumis à aucune mesure de contingentement.

En cas de modification de ce système les clauses du présent accord seront réadaptées d'un commun accord aux circonstances nouvelles.

Article 3.

Les paiements des échanges intervenus conformément aux dispositions du présent accord seront effectués suivant les clauses de l'Accord ² de clearing signé aujourd'hui.

Article 4.

Les certificats d'origine des marchandises turques et suédoises importées dans les deux pays seront établis suivant le modèle ci-inclus. La partie B de ces certificats sera estampillée par les douanes du pays destinataire et rendue par ses soins à l'établissement où il aura à effectuer le versement.

Le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie se transmettront réciproquement, le plus vite possible, la partie estampillée des certificats en annexant ces documents aux avis de versement prévus à l'article 5 de l'Accord de clearing suédois-turc signé en date de ce jour. Lesdits certificats d'origine seront délivrés par les autorités compétentes des deux pays.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1936.

² Voir page 83 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3858. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, FEBRUARY 27TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 23rd, 1936.

THE ROYAL GOVERNMENT OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of strengthening and developing trade between their respective countries, have agreed as follows :

Article 1.

Products originating in and coming from Sweden, mentioned in the attached List 1, shall be admitted into Turkey without restriction, and those indicated in the attached List 2 shall be admitted in limited quantities. Swedish exports shall further receive the benefit of the general import régime in force in Turkey.

Article 2.

Products originating in and coming from Turkey shall enter Sweden without being subjected to any quota restrictions.

In the event of this system being modified, the Articles of the present Agreement shall, by mutual consent, be altered to correspond to the new circumstances.

Article 3.

Payments for trade transacted in conformity with the provisions of the present Agreement shall be made in accordance with the Articles of the Clearing Agreement ³ signed this day.

Article 4.

Certificates of origin for Turkish and Swedish goods imported into the two countries shall be drawn up according to the attached model. Part B of the certificates shall be stamped by the Customs authority of the country of destination and returned by it to the establishment at which payment shall be made by that country.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Republic of Turkey shall, as soon as possible, send one another the stamped parts of the certificates, attaching these documents to the notice of payment indicated in Article 5 of the Clearing Agreement between Sweden and Turkey signed this day. The said certificates of origin shall be issued by the competent authorities of the two countries.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force March 1st, 1936.

³ See page 83 of this volume.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Le présent accord est conclu pour une durée de dix mois, à partir du 1^{er} mars 1936. Il pourra être prorogé par tacite reconduction pour des périodes de même durée sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Fait en double exemplaire, à Ankara, le 27 février 1936.

(Signé) N. MENEMENCIOGLU.

(Signé) W. WINTHER.

LISTE I.

L'importation en Turquie des marchandises originaires de la Suède rentrant sous les positions ci-dessous sera admise sans aucune sorte de restriction ni limitation.

Numéro du tarif	Numéro du tarif	Numéro du tarif
66 a)	534	648 a), b)
89	538 a), b), c), d), e), f)	649 d)
327 a)	539 a), b), c), d), e), f)	651 *
328 a)	544 a)	652 *
330 a)	551 b)	656 *
332	552 b)	657 *
342 a), b)	555 a), b)	658 *
390 b)	557 a), b)	659 *
444	558 a), b)	660 *
481 c) *	563	661
488 a), b)	564	662
505	565	663
517	570 b), d)	664
520 a), b)	598	665
523 a), 1, 2	618	666 *
524	619	667 b)
528 a), b)	633	709 a)
529 b)		

* L'importation des marchandises tombant sous les positions 481 c), 651, 652, 656, 657, 658, 659, 660 et 666 ci-haut énumérées est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministère turc de l'Economie nationale toutes les fois qu'il s'agirait de machines servant à l'industrialisation du pays. Les autres articles qui, sans pouvoir servir à l'industrialisation du pays, tombent sous ces mêmes positions seront expressément désignés et ajoutés à une liste B.

Sera affranchie de limitations, l'importation des marchandises indiquées sur cette liste qui devra être préparée et élargie au fur et à mesure sur la demande de la Légation de Suède et l'assentiment du Ministère de l'Economie nationale.

N. M.

W. W.

LISTE 2.

Liste des marchandises suédoises contingentées.

Numéro du tarif turc	Contingent en kg. de dix mois	Numéro du tarif turc	Contingent en kg. de dix mois
106 b), c)	4.167	341 c)	66.667
231	6.667	447 a)	50.000
306 a)	10.000	b)	8.333
324 a)	70.833	529 c)	58.333
b)	70.833	532 c)	333.333
c)	300.000	533	8.333
331	5.000	541 a)	108.333
337	5.000	b), c)	16.667

N. M.

W. W.

Article 5.

The present Agreement shall be concluded for a period of ten months as from March 1st, 1936. It may be prolonged by tacit consent for periods of the same duration, subject to three months' notice before the expiry of the current period.

Done in duplicate at Ankara, the 27th day of February, 1936.

(Signed) N. MENEMENCIOLU.

(Signed) W. WINTHER.

LIST I.

The importation into Turkey of goods originating in Sweden, coming under the following items, shall be subject to no restriction or limitation.

Tariff Number	Tariff Number	Tariff Number
66 (a)	534	648 (a), (b)
89	538 (a), (b), (c), (d), (e), (f)	649 (d)
327 (a)	539 (a), (b), (c), (d), (e), (f)	651 *
328 (a)	544 (a)	652 *
330 (a)	551 (b)	656 *
332	552 (b)	657 *
342 (a), (b)	555 (a), (b)	658 *
390 (b)	557 (a), (b)	659 *
444	558 (a), (b)	660 *
481 (c) *	563	661
488 (a), (b)	564	662
505	565	663
517	570 (b), (d)	664
520 (a), (b)	598	665
523 (a) 1, 2	618	666 *
524	619	667 (b)
528 (a), (b)	633	709 (a)
529 (b)		

* The importation of goods under the items 481 (c), 651, 652, 656, 657, 658, 659, 660 and 666 mentioned above is subject to preliminary authorisation by the Turkish Ministry of National Economy whenever machines for the industrialisation of the country are concerned. Other articles which, without being able to serve for the industrialisation of the country, come under these headings, shall be expressly indicated and added to a List B.

The importation of the goods mentioned in this list, which shall be gradually prepared and extended at the request of the Swedish Legation and with the authorisation of the Ministry of National Economy, shall be exempt from all limitations.

N. M.

W. W.

LIST 2.

List of Swedish goods subject to quota restrictions.

Number of Turkish Tariff	Quota in kg. for ten months	Number of Turkish Tariff	Quota in kg. for ten months
106 (b), (c)	4,167	341 (c)	66,667
231	6,667	447 (a)	50,000
306 (a)	10,000	(b)	8,333
324 (a)	70,833	529 (c)	58,333
(b)	70,833	532 (c)	333,333
(c)	300,000	533	8,333
331	5,000	541 (a)	108,333
337	5,000	(b), (c)	16,667

N. M.

W. W.

CERTIFICAT D'ORIGINE

PARTIE A

N°

Expéditeur :	Destinataire :
Nom	Nom
Domicile	Domicile
Rue	Rue

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre de colis :

Marque N°

Poids {	brut	kg.
	net	kg.

Valeur :

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et de provenance de
 et que ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial
 suédois-turc en date du 27 février 1936.

....., le 193.....

CERTIFICAT D'ORIGINE

PARTIE B

N°

Reprise de la formule ci-dessus.

Cette partie portera le même numéro que la partie A, sera estampillée par les douanes et rendue
 à l'importateur afin d'être remise à la banque où s'effectuera le versement.

N. M.

W. W.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
 au Ministère royal des Affaires étrangères,
 le 19 mars 1936.

Le Chef des Archives,
 Torsten Gihl.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

PART A.

No.

Consignor :

Consignee :

Name

Name

Residing at.....

Residing at.....

Street

Street

Nature of goods :

Method of packing :

Number of packages :

Marks No.

Weight {	Gross	kg.
	Net	kg.

Value :

Means of dispatch :

Certified that the goods specified above have their origin in and come from
and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Commercial Agreement between
Sweden and Turkey of February 27th, 1936.

....., the 193...

CERTIFICATE OF ORIGIN.

PART B.

No.

Counterfoil of the above form.

This part shall have the same number as Part A, and shall be stamped by the Customs and returned
to the importer in order to be sent to the Bank where payment shall be made.

N. M.

W. W.

N° 3859.

SUÈDE ET TURQUIE

Accord de clearing. Signé à Ankara,
le 27 février 1936.

SWEDEN AND TURKEY

Clearing Agreement. Signed at
Ankara, February 27th, 1936.

N^o 3859. — ACCORD¹ DE CLEARING ENTRE LA SUÈDE ET LA
TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 27 FÉVRIER 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 mars 1936.

Afin de faciliter le règlement des paiements entre les deux pays LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les paiements résultant des échanges de marchandises entre la Suède et la Turquie seront effectués suivant les règles et les modalités stipulées dans les articles ci-après.

Article 2.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises d'origine et de provenance turques à importer en Suède devra être réglée par le versement de la somme due à la Sveriges Riksbank en sa qualité de caissier du Clearingkontoret.

Le Clearingkontoret créditera les sommes encaissées sur un compte global, en couronnes suédoises et non productif d'intérêts, qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 3.

Toute créance commerciale résultant d'achats de marchandises suédoises à importer en Turquie devra être réglée par le versement de la somme due à la Banque centrale de la République de Turquie.

La Banque centrale de la République de Turquie créditera les sommes encaissées sur un compte global, en couronnes suédoises et non productif d'intérêts, qui sera ouvert par ses soins au nom du Clearingkontoret.

Article 4.

La conversion des couronnes suédoises en livres turques et des livres turques en couronnes suédoises sera effectuée d'après les derniers cours connus d'achat et de vente de la Banque centrale de la République de Turquie.

Au cas où les factures ne seraient pas libellées en couronnes suédoises ou en livres turques les encaissements se feront après conversion de la devise en cause en couronnes suédoises d'après les derniers cours connus de Londres.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3859. — CLEARING AGREEMENT² BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, FEBRUARY 27TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 23rd, 1936.

With a view to facilitating payment transactions between the two countries, THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

Article 1.

Payments in connection with exchanges of goods between Sweden and Turkey shall be made in conformity with the regulations and forms hereinafter provided.

Article 2.

All commercial claims arising in connection with purchases of goods of Turkish origin and provenance for importation into Sweden shall be settled by the payment of the amount due to the Sveriges Riksbank (Swedish State Bank) as the bank of the Clearingkontoret (Clearing Office).

The Clearingkontoret shall credit the amounts received to a pooled account in Swedish crowns, not carrying interest, to be opened in its books in favour of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi (Central Bank of the Turkish Republic).

Article 3.

All commercial claims arising in connection with purchases of Swedish goods for importation into Turkey shall be settled by the payment of the amount due to the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi.

The Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi shall credit the amounts received to a pooled account in Swedish crowns, not carrying interest, to be opened in its books in favour of the Clearingkontoret.

Article 4.

The conversion of Swedish crowns into Turkish pounds and of Turkish pounds into Swedish crowns shall be at the latest available buying and selling rates of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi.

Where invoices are made out in currencies other than the Swedish crown or the Turkish pound, the amounts received shall be converted into Swedish crowns at the latest available London rates.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 1st, 1936.

La Banque centrale de la République de Turquie avertira télégraphiquement la Sveriges Riksbank de tout changement de ces cours d'achat et de vente.

Article 5.

La Banque centrale de la République de Turquie et le Clearingkontoret s'avertiront réciproquement le plus vite possible des versements qui leur seront effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre le paiement au vendeur intéressé.

Les paiements aux ayants droit seront effectués, pour les exportateurs en Suède par le Clearingkontoret, et pour les exportateurs en Turquie par la Banque centrale de la République de Turquie. Ils seront effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus à l'alinéa précédent et dans les limites des disponibilités des comptes globaux susvisés.

Article 6.

Les frais et commissions dus par les exportateurs suédois à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants en Suède, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays, seront réglés par voie de clearing.

Toutefois, les deux institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 7.

Chaque gouvernement prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à employer le système de clearing tel qu'il a été exposé dans le présent accord.

Article 8.

Les 40 % de toutes sommes versées à la Sveriges Riksbank pour le compte du Clearingkontoret seront portés automatiquement dans un compte spécial en couronnes suédoises auprès de la Sveriges Riksbank et seront mis à la libre disposition de la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 9.

Si, dans les relations d'affaires entre deux Parties contractantes, dont l'une établie en Suède et l'autre établie en Turquie, la possibilité se présentait d'une compensation directe de créances résultant d'achats et de ventes réciproques de marchandises, il sera loisible à la Banque centrale de la République de Turquie et au Clearingkontoret d'autoriser cette compensation.

Article 10.

Les contre-valeurs des marchandises suédoises importées en Turquie pendant la durée de l'Accord¹ de clearing du 19 juin 1934 ainsi que les contre-valeurs des marchandises afférentes à des contrats de livraison passés avant l'entrée en vigueur du présent accord et libellés en francs français continueront à être versées au crédit du compte « Francs français » du Clearingkontoret auprès de la Banque centrale de la République de Turquie, conformément aux dispositions dudit accord.

Les sommes ainsi versées au compte « Francs français » du Clearingkontoret et le solde créditeur accusé par ledit compte au moment de l'entrée en vigueur du présent accord seront réglés aux ayants droit en Suède par le Clearingkontoret en suivant l'ordre chronologique des versements et dans les limites du compte « Couronnes suédoises » qu'il aura ouvert sur ses livres au nom de la Banque centrale de la République de Turquie conformément à l'article 2 du présent accord.

¹ Vol. CL, page 413, de ce recueil.

The Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi shall advise the Sveriges Riksbank by telegraph of all changes in the buying and selling rates in question.

Article 5.

The Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi and the Clearingkontoret shall advise one another as quickly as possible of all payments received. All advices of payments received shall contain the requisite particulars in regard to the date and source of the payments received, in order to enable payment to be made to the creditors concerned.

Payments to creditors shall be made in the case of exporters in Sweden by the Clearingkontoret, and in the case of exporters in Turkey by the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi, in the chronological order of the payments received to which the preceding paragraph relates, as and when the necessary funds are available in the pooled accounts.

Article 6.

Payment for charges and commissions due by Swedish exporters to their representatives in Turkey, or by Turkish exporters to their representatives in Sweden, in connection with goods transactions between the two countries shall be made through the clearing, provided always that the two clearing institutions shall be entitled to check the character and control the use of the sums so paid and to satisfy themselves that they represent the true amount of the charges and commissions concerned.

Article 7.

Both Governments undertake to take the necessary steps to compel their respective importers to have recourse to the clearing system for which the present Agreement provides.

Article 8.

40 per cent of all amounts paid in to the Sveriges Riksbank for account of the Clearingkontoret shall be carried automatically to a special account in Swedish crowns at the Sveriges Riksbank, and shall be placed at the free disposal of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi.

Article 9.

Where business relations between two parties established in Sweden and Turkey respectively afford opportunity for direct compensation of claims in connection with purchases and sales of goods by the two parties, it shall be open to the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi and the Clearingkontoret to authorise such direct compensation.

Article 10.

Payments for Swedish goods imported into Turkey during the period covered by the Clearing Agreement¹ of June 19th, 1934, and payments for goods for delivery under contracts concluded before the entry into force of the present Agreement and made out in French francs, shall continue to be credited to the "French franc" account of the Clearingkontoret with the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi in accordance with the provisions of the former Agreement.

The sums so paid into the "French franc" account of the Clearingkontoret, and all such balance as there may be to the credit of the said account at the date of entry into force of the present Agreement, shall be paid out by the Clearingkontoret to the Swedish creditors entitled thereto in the chronological order of the payments received, as and when the necessary funds are available in the "Swedish crown" account to be opened by the Clearingkontoret in favour of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi under Article 2 of the present Agreement.

¹ Vol. CL, page 413, of this Series.

La conversion des francs français en couronnes suédoises sera effectuée d'après les cours cotés par la Sveriges Riksbank le jour du paiement.

Toutefois, afin de faciliter dans la mesure du possible l'exécution technique des opérations concernant la liquidation du solde créditeur du compte « Francs français » du Clearingkontoret les encaissements effectués en Suède pour compte de la Banque centrale de la République de Turquie seront portés, conformément aux dispositions de l'Accord de clearing du 19 juin 1934, au crédit du compte « Francs français » de cette dernière auprès du Clearingkontoret, et cela à concurrence du solde créditeur du compte « Francs français » du Clearingkontoret auprès de la Banque centrale de la République de Turquie constaté au moment de l'entrée en vigueur du présent accord.

La Banque centrale de la République de Turquie indiquera au Clearingkontoret le solde qui existe sur ses registres en faveur de cette dernière dès la signature de l'accord.

Les encaissements dépassant cette limite seront portés au crédit du compte « Couronnes suédoises » de la Banque centrale de la République de Turquie conformément à l'article 2.

Les sommes en francs français qui seront encaissées par la Banque centrale de la République de Turquie en faveur du Clearingkontoret, conformément aux deux premiers paragraphes du présent article, après le 1^{er} mars 1936, seront payées aux ayants droit par le Clearingkontoret par le débit du compte « Couronnes suédoises » de la Banque centrale de la République de Turquie.

Le Clearingkontoret indiquera sur ses notes de débit relatives aux paiements visés à l'alinéa précédent, l'équivalent en francs français des couronnes suédoises versées aux ayants droit en Suède, et la Banque centrale de la République de Turquie débitera de ce même montant le compte « Francs français » du Clearingkontoret pour désintéresser l'exportateur turc.

Article II.

Le présent accord est conclu pour une durée de dix mois à partir du 1^{er} mars 1936. Il pourra être prorogé par tacite reconduction pour des périodes de même durée, sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

A l'expiration du présent accord les importateurs de l'un des deux pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre pays, devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations selon les dispositions du présent accord, jusqu'à l'amortissement total des créances correspondant à ce solde. De même les contre-valeurs des marchandises importées à crédit au cours de la validité de présent accord et antérieurement à sa résiliation continueront à être versées au compte de clearing.

Fait en double exemplaire, à Ankara, le 27 février 1936.

(Signé) N. MENEMENCIUGLU.

(Signé) W. WINTHER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 19 mars 1936.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

The conversion of the French francs into Swedish crowns shall be at the rates quoted by the Sveriges Riksbank on the date of payment.

Nevertheless, in order to facilitate as far as possible the technical operations involved in the liquidation of the credit balance of the "French franc" account of the Clearingkontoret, the amounts received in Sweden for account of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi shall be credited, in accordance with the provisions of the Clearing Agreement of June 19th, 1934, to the "French franc" account of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi with the Clearingkontoret up to the amount of the credit balance of the "French franc" account of the Clearingkontoret with the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi as at the date of entry into force of the present Agreement.

The Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi shall advise the Clearingkontoret as to the balance in its books in favour of the latter as on the date of signature of the present Agreement.

Any sums received above this amount shall be credited to the "Swedish crown" account of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi in accordance with Article 2.

Sums in French francs received by the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi for account of the Clearingkontoret, in accordance with the first two paragraphs of the present Article, after March 1st, 1936, shall be paid out to the creditors entitled thereto by the Clearingkontoret and debited to the "Swedish crown" account of the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi.

The Clearingkontoret in debiting the payments to which the preceding paragraph relates shall give particulars on the debit-notes of the French franc equivalent of the Swedish crown amounts paid out to the creditors in Sweden; and the Turkiye Jumhuriyeti Merkez Bankasi shall debit the "French franc" account of the Clearingkontoret with the like amounts in discharge of the Turkish exporters' liabilities.

Article II.

The present Agreement is concluded for a period of ten months as from March 1st, 1936. It may be prolonged by tacit consent for periods of like duration, in default of three months' notice being given before the expiry of the current period.

On the expiry of the present Agreement, the importers of whichever of the two countries has a balance in its favour shall continue to make payment for their imports in accordance with the provisions of the present Agreement, until such time as the whole of the claims represented by the balance in question are liquidated. Similarly, payment for goods imported on credit during the period covered by the present Agreement, and before the lapse of the same, shall continue to be made through the clearing account.

Done in duplicate at Ankara, this 27th day of February, 1936.

(Signed) N. MENEMENCIUGLU.

(Signed) W. WINTHER.

N° 386o.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET TURQUIE**

Accord concernant le commerce et
les paiements, avec annexes, proto-
cole et protocole de signature.
Signés à Angora, le 4 juin 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND TURKEY**

Agreement respecting Trade and
Payments, with Annexes, Protocol
and Protocol of Signature. Signed
at Angora, June 4th, 1935.

No. 3860. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT
IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT
RESPECTING TRADE AND PAYMENTS. SIGNED AT ANGORA,
JUNE 4TH, 1935.

*English and Turkish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs
in Great Britain. The registration of this Agreement took place March 23rd, 1936.*

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY, desiring to facilitate the commercial relations
between the two countries and having regard to the exceptional economic conditions which have
made it necessary for Turkey to apply to all other countries the principle of the balance of payments,
have agreed as follows :

Article 1.

1. The United Kingdom goods enumerated in the First Schedule to this Agreement will
be permitted to be imported into Turkey without any restriction as to quantity, and the United
Kingdom goods enumerated in the Second Schedule to this Agreement will be permitted to be
imported into Turkey up to the quantities specified in the Schedule for each article.

2. United Kingdom goods other than those specified in the preceding paragraph will enjoy
the benefit of the general quota régime in force in Turkey.

3. In addition :

(a) All United Kingdom goods landed on Turkish territory before the 15th May,
1935, and not cleared through the Turkish Customs at that date, and

(b) All United Kingdom goods, other than goods prohibited to be imported under
the general quota régime in force, landed on Turkish territory between the 15th May,
1935, and the date of the coming into force of this Agreement, and not cleared through
the Turkish Customs at the latter date,

owing to insufficiency or absence of quotas will be permitted to be imported into Turkey, when
this Agreement comes into force, without any restriction as to quantity and independently of the
provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article.

With regard to (a) and (b) above, goods of the kinds enumerated in the List " V " annexed
to the Turkish Decree No. 2/2004 of the 17th February, 1935, will only be permitted to be imported
into Turkey under permits issued by the Turkish Government Departments concerned.

Article 2.

The Government of the United Kingdom undertake that, in the event of their deciding to
regulate the quantity of the imports into the United Kingdom of any agricultural products of

¹ The exchange of ratifications took place at London, October 11th, 1935.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

N° 3860. — ¹TÜRKİYE HÜKÛMÊTİ İLE MÛTTEHİD KIRALLIK HÜKÛMÊTİ ARASINDA TİCARET VE TEDİYATA MÛTEDAİR ANLAŞMA. 4 HAZİRAN 1935 TARİHİNDE ANKARADA İMZALANMIŞTIR.

Textes officiels anglais et turc communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 mars 1936.

TÜRKİYE CÛMHURİYETİ HÜKÛMÊTİ ile BÜYÜK BRİTANYA VE ŞİMALI İRLANDA MÛTTEHİD KIRALLIĞI HÜKÛMÊTİ, iki memleket arasında ticarî münasebatı kolaylaştırmak arzusu ile ve Türkiyeyi diğer memleketlere tediyeye muvazenesi esasını tevbika sevkedenden istisnâ şeraiti iktisadiyeyi nazarı dikkate alarak aşağıdaki hükümleri kararlaştırmışlardır :

Madde 1.

1. Bu anlaşmaya bağlı birinci listede sayılı Müttehid Kırallık emtiası miktarı itibarile bilâ tahdid Türkiyeye ithal edilebilecek ve bu anlaşmağa bağlı ikinci listede sayılı Müttehid Kırallık emtiası mezkûr ikinci listede gösterilen her maddeye aid kontenjan miktarı dahilinde Türkiyeye ithal edilebilecektir.

2. Müttehid Kırallık emtiasından olup yukarıki fıkrada gösterilmeyen eşya Türkiye'de mer'î umumî kontenjan rejiminden istifade edecektir.

3. Bunlara ilâveten :

(a) 15 mayıs 1935 tarihinden evvel Türk arazisine çıkarılan ve bu tarihte kontenjanın kifayetsizliği veya mefkudiyetinden dolayı Gümrükten geçirilmemiş olan bilcümle Müttehid Kırallık emtiası ; ve

(b) 15 mayıs 1935 tarihile bu anlaşmanın mer'iyete vaz'ı tarihi arasında Türk arazisine çıkarılan ve kontenjanın kifayetsizliği veya mefkudiyetinden dolayı bu son tarihte gümrükten geçirilmemiş olan ve halen mer'iyette bulunan umumî kontejan rejimi ile ithalleri memnu bulunmayan her nevi Müttehid Kırallık emtiası, işbu anlaşmanın mer'iyete vaz'ı tarihinden itibaren miktar itibarile bilâ tahdid ve bu maddenin bir ikinci fıkralarındaki hükümlere tâbi olmaksızın Türkiyeye ithal edilebilecektir.

Yukarıdaki (a) ve (b) bendlerine gelince, 17 şubat 1935 tarih ve 2/2004 sayılı Türk kararnamesine merbut V listesinde sayılı sınıflara dahil olan mallar alâkadar Vekâletlerin müsaadesine iktiran etmek şartile Türkiyeye ithal olunabilecektir.

Madde 2.

Müttehid Kırallık Hükûmeti, Türkiye'nin her nevi ziraî mahsulünün Müttehid Kırallığa vaki ithalât miktarını kontrola karar verdiği takdirde, müsaade olunacak ecnebi ithalâtında Türkiyeye

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 11 octobre 1935.

Turkey, they will not make allocations between countries of total permitted imports without first giving the Turkish Government an opportunity of discussing the matter with a view to the allocation to Turkey of an equitable share of the permitted foreign imports.

Article 3.

United Kingdom goods purchased by the Turkish Government or by the Departmental and Municipal Authorities in Turkey will be permitted to be imported into Turkey without any restriction as to quantity, provided that the importation of goods of the kind in question is not prohibited under the general quota régime in force, and provided that any necessary prior permit from the Turkish Government Department concerned is obtained.

Article 4.

1. The Turkish goods enumerated in the Third Schedule to this Agreement shall not on importation into the United Kingdom from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in that Schedule.

2. The Turkish Government will consider sympathetically any proposal of the Government of the United Kingdom for replacing in whole or in part by specific duties any of the *ad valorem* duties or by an *ad valorem* duty the specific duty set out in the said Schedule.

Article 5.

1. All United Kingdom goods exported to Turkey after the coming into force of the present Agreement must, in order to be permitted to enter Turkey, be accompanied by a certificate of origin in duplicate, conforming to the specimen annexed to this Agreement, issued by a Chamber of Commerce or other competent authority in the United Kingdom and visaed by a Turkish Consul.

2. The certificate of origin will indicate the f.o.b. value of the goods in the United Kingdom.

3. One copy of the certificate of origin will be stamped by the Turkish Customs and sent to the Central Bank of Turkey, which will make payment to persons in the United Kingdom to whom the payments for the goods are due in accordance with the provisions of Articles 6 and 7 of this Agreement.

Article 6.

1. The undermentioned sums due from persons in Turkey to persons in the United Kingdom shall be deposited in Turkish pounds on the due date in a special account at the Central Bank of Turkey :

(a) The balance remaining to be paid under the exchange of Notes of the 1st April, 1935, between His Majesty's Ambassador at Angora and the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Turkey, for United Kingdom goods of the kinds enumerated in List " A " annexed to Turkish Decree No. 148 and exported from the United Kingdom before the 15th February, 1935 ;

(b) Sums due in respect of United Kingdom goods imported into Turkey under the provisions of paragraph 3 of Article 1 of this Agreement ; and

(c) Sums due in respect of United Kingdom goods exported to Turkey after the coming into force of this Agreement.

2. The sums in Turkish pounds thus deposited will remain blocked in favour of persons in the United Kingdom entitled thereto until such time as transfer to such persons is effected through the sub-Account A referred to in Article 7. Any difference of exchange between the day of deposit and the day of transfer will, except in the case of payments in respect of the goods referred to in

muhiik bir hisse ayırmak maksadile meseleyi münakaşa etmek fırsatını Türk Hükümetine evvelce bahşetmeden ithaline müsaade olunan emtia yekünü üzerinden memleket başına kontenjan tahsis etmemeyi taahhüd eder.

Madde 3.

Türkiye Hükümeti veya Türkiye vilâyet veyahut belediye daireleri tarafından satın alınan Müttehid Kırallık emtiası mer'i bulunan umumî kontenjan rejimile işbu emtiannın ithaline memnuiyet vazedilmemiş olması ve icab eden bilcümle müsaadelerin Türkiye Hükümeti alâkadar dairesinden önceden istihsal edilmiş bulunması şartile miktar itibarile hiç bir tahdide tâbi tutulmasızın Türkiyeye ithal edilebilecektir.

Madde 4.

1. Bu anlaşmaya bağı üçüncü listede sayılan Türk malları, nereden gelirse gelsin, Müttehid Kırallığa ithallerinde mezkûr listede gösterilen rüsum veya mükellefiyetlerden başkasına veya daha fazlasına tâbi tumulmıyacaktır.

2. Türkiye Hükümeti mezkûr listede zikrolunan ad valorem rüsumun spécifique resimlere veya spécifique resmin ad valorem resme tamamen veya kısmen kaim olması için Müttehid Kırallık Hükümeti tarafından vaki olacak her teklifi hayırhahlıkla tetkik edecektir.

Madde 5.

1. Bu anlaşmanın mer'iyete vazından sonra Türkiyeye ihrac edilecek olan bilcümle Müttehid Kırallık emtiasına, Türkiyeye ithal edilabilmeleri için, işbu anlaşmağa merbut nümuneve tevfiikan iki nüsha olarak tanzim olunmuş bir menşe şahadetnamesi terfik olunacaktır ; bu şahadetname Müttehid Kırallık dahilinde bir ticaret odası veya diğér salâhiyettar bir makam tarafından verilecek ve bir Türk konsolosu tarafından vize edilmiş bulunacaktır.

2. İşbu menşe şahadetnameleri bu malların Müttehid Kırallıktaki Fob kıymetini gösterecektir.

3. Menşe şahadetnamesinin bir nüshası Türk Gümrükleri tarafından damgalandıktan sonra Türkiye Cümhuriyeti Merkez Bankasına gönderilecektir ; mezkûr Banka, bunun üzerine, işbu anlaşmanın 6 ve 7 nei maddeleri hükümlerine tevfiikan eşya bedellerinin kendilerine tesviyesi lâzımgelen Müttehid Kırallıktaki eşhasa tediye de bulunacaktır.

Madde 6.

1. Türkiyedeki eşhasın Müttehid Kırallıktaki eşhasa borçlu bulunduğu atideki mebalğî, vadelerinin hulûlünde, Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasında hususî bir hesaba Türk lirası olarak yatırılacaktır :

(a) Türkiye Cümhuriyeti Hariciye Vekilile Ankaradaki Haşmetli Kırıl Hazretlerinin Büyük Elçisi arasında teati olunan 1 nisan 1935 tarihli notalar münderecatına tevfiikan 148 numaralı Türk kararnamesine merbut A listesinde münderiç eşya sınıflarına dahil olup 15 şubat 1935 den evvel Müttehid Kırallıktan ihrac edilen Müttehid Kırallık emtiası için tediyesi icab eden bakıye.

(b) Bu Anlaşmanın birinci maddesinin üçüncü fıkrası hükümlerine göre Türkiyeye ithal edilen Müttehid Kırallık emtiası mukabilinde vacibüttekiye mebalğî ; ve

(c) Bu Anlaşmanın mer'iyete vaz'ından sonra Türkiyeye müteveccihen ihrac edilen Müttehid Kırallık emtiası için tediyesi icab eden mebalğî.

2. Bu suretle Türk lirası olarak yatırılan mebalğî, Müttehid Kırallıktaki hak sahibi eşhas lehine, 7 nci maddede yazılı A talî hesabından mezkûr eşhasa transferleri zamanına kadar bloke kalacaktır Depo tarihile transfer tarihi arasındaki bilûmum şanj farkı, bu maddenin birinci fıkrasının (a) bendinde zikrolunan mallar mukabilinde yapılacak tediye müstesna olmak üzere Türkiyedeki

sub-heading (a) of paragraph 1 of this Article, be credited or debited to the debtor in Turkey, who will thus pay the full sterling amount due.

Article 7.

1. All sums due from persons in the United Kingdom to persons in Turkey in respect of Turkish goods imported into the United Kingdom shall be payable in sterling on the due date to a bank in the United Kingdom designated by the Central Bank of Turkey, and shall thereupon be credited to a special non-interest-bearing account (hereinafter referred to as the "Sterling Account") to be opened by the Central Bank of Turkey at the said bank. The Turkish Government will do their best to secure that any such sums which, notwithstanding the provisions of this paragraph, are paid direct to persons in Turkey shall also be credited to the Sterling Account, it being understood that the Turkish Government will not be liable in this connection for any loss arising out of difference of exchange between the date of payment of any sum and the date it is credited to the Sterling Account.

2. Of the sums received into the Sterling Account, 70 % will be transferred to a sub-Account A and the remaining 30 % to a sub-Account B.

3. The sums referred to in Article 6 of this Agreement shall be transferred in sterling to the persons in the United Kingdom entitled thereto in the chronological order of their deposit, and within the limits of the sums available in sub-Account A.

4. The sums transferred to sub-Account B shall be at the free disposal of the Central Bank of Turkey.

Article 8.

1. The Turkish Government will arrange that the persons in Turkey referred to in paragraph 1 of Article 7 of this Agreement shall notify their respective debtors in the United Kingdom that the debts for which they are liable will be deemed to have been satisfied by payment in accordance with that paragraph.

2. The United Kingdom Government will take steps to bring the above procedure to the knowledge of the persons concerned in the United Kingdom and will use their influence to promote the general adoption of the procedure.

Article 9.

The Central Bank of Turkey will, at the end of each month, supply to the bank in the United Kingdom selected by the Central Bank of Turkey for the purposes of Article 7 of this Agreement full particulars of the amounts deposited in the Central Bank in accordance with Article 6 of this Agreement and of the amounts still awaiting transfer to persons in the United Kingdom. The said bank in the United Kingdom will be authorised to communicate these particulars and also the details of sub-Account A to the United Kingdom Government.

Article 10.

Any sums standing to the credit of sub-Account A or sub-Account B on the termination of this Agreement will be utilised as provided in paragraphs 3 and 4 of Article 7 of this Agreement.

Article 11.

1. Subject to the provisions of paragraphs 2 and 3 of this Article, the Turkish goods enumerated in the Fourth Schedule to this Agreement and any United Kingdom goods will be permitted to be the subject of private compensation transactions between persons in Turkey and persons in the United Kingdom.

borçlunun matlubuna veya zimmetine kaydedilecek ve bu suretle Türk borçlusu borcunun tamamını İngiliz lirası üzerinden tesviye etmiş olacaktır.

Madde 7.

1. Müttehid kiralıktaki eşhas tarafından Türkiyedeki eşhasa, mezkûr Kırallığa bilfiil ithal olunan Türk emtiası mukabilinde tediyesi lâzımgelen bilûmum mebalîğ Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası tarafından gösterilecek Müttehid Kırallık dahindeki bir bankaya, vadesinin hulûlü tarihinde, İngiliz lirası olarak tediyeye olunacak ve bunun üzerine mezkûr Bankada Cümhuriyet Merkez Bankası tarafından küşadedilecek olan ve aşağıda « İngiliz lirası hesabı » olarak zikredilen faizsiz hususî bir hesaba matlub kaydolunacaktır. Türkiye Hükûmeti bu kısma dahil olan bütün mebalîğ işbu fıkra ahkâmına rağmen Türkiyedeki eşhasa doğrudan doğruya tediyesi halinde, mezkûr mebalîğ de İngiliz lirası hesabına matlub kaydolunmasını temin için elden geleni yapmağa gayret edecektir; şurası mukarrerdirki, bundan dolayı Türk Hükûmeti bu mebalîğ tarihi tediyesi ile İngiliz lirası hesabına matlub kaydolunacağı tarih arasındaki kambiyo farından hiç bir veçhile zarardide olmayacaktır.

2. İngiliz lirası hesabına yatırılmış olan mebalîğ % 70 i talî bir A hesabına ve bakiye % 30 da talî bir B hesabına naklolunacaktır.

3. Anlaşmanın 6 ncı maddesinde zikrolunan mebalîğ, tarihi tediyeleri sırasile, Müttehid Kırallık dahilindeki hak sahibi eşhasa ve A talî hesabında mevcut akçe müsaadesi dairesinde İngiliz lirası olarak devrolunacaktır.

4. Talî B hesabına naklolunan mebalîğ Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasının serbest tasarrufunda bulunacaktır.

Madde 8.

1. İşbu anlaşmanın 7 nci maddesinin 1 inci fıkrasında tasrih olunan Türkiyedeki eşhasın Müttehid Kırallıktaki borçlularına, mezkûr fıkra ahkâmına tevfikan yapılmış olan tediyatla borçlarının tasfiye edilmiş telâkki olunacağını tebliğ etmeleri için Türkiye Hükûmeti muktezasını yapacaktır.

2. Müttehid Kırallık Hükûmeti sözü geçen muameleyi Kırallık dahilindeki alâkadarların ittilârına isal etmek maksadile tedabir ittihaz edecek ve bu usulün umum tarafından kabulünü teşvik etmek için nüfuzunu istimal edecektir.

Madde 9.

Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası, her ay nihayetinde, Müttehid Kırallık dahilinde tayin etmiş olduğu Bankaya, işbu anlaşmanın 7 nci maddesindeki maksadın temini için anlaşmanın 6 ncı maddesi ahkâmı dairesinde Merkez Bankasına yatırılan mebalîğ ve kezalik Müttehid Kırallıktaki hak sahiblerine nakledilecek paraların tafsilâtı tammesini bildirecektir. Müttehid Kırallıktaki mezkûr Banka Kırallık Hükûmetine bu tafsilâtı ve talî A hesabı tafsilâtını tebliğe mezun olacaktır.

Madde 10.

A veya B talî hesapları matlubatında mûnderiç, kâffe mebalîğ işbu itilâfın inkızasında 7 nci maddenin 3 ve 4 üncü fıkraları şeraiti dairesinde kullanılacaktır.

Madde 11.

1. İşbu maddenin 2 ve 3 üncü fıkraları hükümleri mahfuz kalmak şartile bu itilâfa bağı 4 üncü listede tadad olunan Türk emtiası ile Müttehid Kurallığın bilcümle emtiası, Türkiyedeki eşhas ile mezkûr Kırallıktaki eşhas arasında hususî takas muamelesine mevzu teşkil edebilecektir.

2. In respect of each transaction under paragraph 1 of this Article, the f.o.b. value of the United Kingdom goods imported into Turkey shall not exceed 70 % of the f.o.b. value of the Turkish goods imported into the United Kingdom, the balance of 30 % being payable by the persons in the United Kingdom concerned into the sub-Account B referred to in Article 7 of this Agreement.

3. Such private compensation transactions will be subject to any quantitative restrictions on imports which are or may be imposed in conformity with the provisions of Articles 1 and 2 of this Agreement, and also subject to the laws and regulations in the United Kingdom and Turkey affecting the goods concerned.

Article 12.

1. The Treaty¹ of Commerce and Navigation, signed at Angora, on the 1st March, 1930, shall be amended by the deletion of Article 16, and by the substitution of the following for the first two paragraphs of Article 39 thereof :

“ Article 39.

“ The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications, and shall remain in force until terminated by either High Contracting Party by a two months' notice given through the diplomatic channel, provided that no such notice shall take effect while the Agreement signed at Angora on the 4th day of June, 1935, relating to trade and payments, is still in operation. ”

2. Subject to the two amendments mentioned in the preceding paragraph of this Article, the said Treaty will remain in force until terminated by a fresh notice given in accordance with the amended text of Article 39 thereof.

Article 13.

1. It is understood that in this Agreement the term “ foreign imports ” means imports from countries not being territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

2. For the purposes of the present Agreement :

(a) “ Persons ” means individuals, firms and corporations (including State organisations and institutions).

(b) “ Turkish goods ” means goods produced or manufactured in Turkey.

(c) “ United Kingdom goods ” means goods produced or manufactured in the United Kingdom.

Article 14.

The present Agreement shall be ratified and shall enter into force immediately on the exchange of ratifications. It shall remain in force for nine months after the date of its coming into force and, unless two months before the expiry of the said period of nine months notice of termination shall have been given by one of the contracting Governments to the other, the Agreement shall remain in force until the expiry of two months from the date on which a notice of termination is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have fixed thereto their seals.

Done at Angora the 4th day of June, 1935, in duplicate in English and Turkish, both texts being equally authentic.

(L. S.) Percy LORAINE.

(L. S.) N. MENEMENCIÖGLÜ.

¹ Vol. CVIII, page 407, of this Series.

2. İşbu maddenin birinci bendinde derpiş olunan her muamelelerin ifasında, Türkiyeye ithal olunan Müttehid Kırallık emtiasının Fob kıymeti mezkûr Kırallık ülkesine ithal olunan Türk mallarının Fob kıymetinin % 70 ini aşmıyacak ve bakiye % 30 u işbu itilâfın 7 nci maddesinde zikrolunan B talî hesabına Müttehid Kırallıktaki alâkadar eşhas tarafından tediye olunacaktır.

3. Bu kabil hususî takas muameleleri işbu itilâfın birinci ve ikinci maddesi ahkâmı mucibince vaz edilmiş veya vazedilebilecek miktar itibarile her türlü ithalât tahdidatına ve mezkûr eşyaya müteallik Türkiye ve Müttehid Kırallık dahilindeki kavanin ve nizamât ahkâmına tâbi tutulacaktır.

Madde 12.

1. Ankarada 1 mart 1930¹ de imza olunan Ticaret ve Seyrisefain muahedesinin 16 nci maddesinin hazfı ve 39 uncu maddesinin ilk iki fıkrasının yerine aşağıdaki hükümlerin ikamesi suretile tadil edilecektir.

« *Madde 39.*

« İşbu Muahede tasdik edilecek ve tasdiknameler mümkün olan en kısa bir müddet zarfında Ankarada teati edilecektir. Tasdiknamelerin teatisinden sonra muahedename hemen mer'iyete girecek ve Yüksek Âkid Taraflardan biri veya diğerrinin diplomasi yolile iki ay evvel yapacağı fesih ihbarına kadar mer'iyette kalacaktır ; ancak, bu ihbar 4 haziran 1935 tarihinde Ankarada imzalanan Ticaret ve Tediyeata dair anlaşmanın mer'iyette kaldığı müddet zarfında tesirini icra etmiyecektir. »

2. İşbu maddenin evvelki fıkrasında iki noktadan yapılan tadilât mahfuz kalmak kaydile mezkûr muahede 39 uncu maddesinin muaddel hükümlerine tevfikân yeni bir ihbardan sonra inkıza müddetine kadar mer'iyette kalacaktır.

Madde 13.

1. Şurası mukarrerdir ki işbu anlaşmada « Ecnebi ithalâtı » tabirinden maksad, Haşmetli Büyük Britanya, İrlanda ve Denizler ötesindeki İngiliz Dominyonları Kıralı, Hindistan İmparatorunun hakimiyeti, metbuiyeti (souveraineté), himayesi veya mandası altında bulunan araziden maada memleketler ithalâtıdır.

2. İşbu anlaşmanın tatbikatında :

(a) « Eşhas » Devlet teşkilâtı ve müessesatı dahil olmak üzere ferdleri, firmaları ve korporasyonları ifade eder.

(b) « Türk emtiası » Türkiyede istihsal veya imal edilen emtiayı ifade eder.

(c) « Müttehid krallık emtiası » Müttehid Krallıkta istihsal veya imal edilen emtiayı ifade eder.

Madde 14.

İşbu anlaşma tasdik edilecek ve tasdiknamelerin teatisinden sonra hemen mer'iyete girecektir. Mer'iyete vaz'ı tarihinden itibaren bu anlaşma dokuz ay müddetle mer'iyette kalacaktır. Mezkûr dokuz aylık müddetin inkızasından iki ay evvel Âkid Hükümetlerden biri tarafından diğerrine anlaşmanın feshi ihbar edilmediği takdirde böyle bir ihbarın y apılacağı tarihten itibaren iki aylık bir müddetin inkızasına kadar anlaşma mer'iyette kalacaktır.

Yukarıdaki ahkâmı tasdikân vaziülimaza salâhitdar murahhaslar işbu anlaşmayı imza etmişler ve mühürlemişlerdir.

Ankarada 4 haziran 1935 tarihinde, her iki metin aynı derecede muteber olmak üzere, Türkçe ve İngilizce olarak tanzim edilmiştir.

(L. S.) Percy LORAINÉ.

(L. S.) N. MENEMENÇIOĞLU.

¹ Vol. CVIII, page 407, de ce recueil.

FIRST SCHEDULE. ¹

* As regards items marked with an asterisk, paragraph 5 of the Turkish Decree No. 2/2004 of the 17th February, 1935, provides that the necessary import permit must be obtained before the order for the goods is placed.

Number in Turkish Tariff	Article
31	Animal fats for industrial use, n.e.s., and other animal fats, n.e.s.
32	Fatty acids, n.e.s.
*71 C	Chemical fertilisers (under permit from Ministry of Agriculture).
89	Transmission belting, hose and other leather wares used in machinery (combined or not with other articles).
98 A	Merino and cheviot :
	(1) In the grease.
	(2) Washed.
	(3) Carded.
	(4) Dyed.
102	Wool and hair yarn of all kinds, including knitting or weaving yarn on reels.
ex 112	Woollen bands and bags used in crushing mills, woollen machine belting, teazle.
132 B	Rayon yarns, dyed or not, including those made up for retail sale.
*ex 218	Whisky, and gin (under permit from the Ministry of Customs and Monopolies).
230	Linseed oil, boiled or not.
ex 295	All kinds of wooden looms, isolators of accumulators and parts.
330	Copying papers, and carbon papers.
335	Sensitised paper (all thicknesses).
*339	Playing cards (under permit of Ministry of Customs and Monopolies).
349	Text-books, newspapers, periodicals, catalogues and price-lists (in all languages).
*359	Commercial registers, cheque-books, and other books, pocket-books, scribbling pads, albums, blotters and blotting pads; index and other files and book covers (including those with addresses and numbers) (under permit of Ministry of National Economy).
366	Cotton yarn, unbleached, single :
	B. Over No. 14 up to No. 24 English.
	C. Over No. 24 English.
367	Cotton yarn, unbleached, twisted.
368	Cotton yarn, bleached, single or twisted.
369	Cotton yarn, dyed or printed, single or twisted.
ex 370 B	Cotton yarn, mercerised, bleached or not, or dyed, single or twisted : Over No. 20 English.
371	Cotton thread, bleached, unbleached, dyed, twisted or otherwise, put up for retail sale on reels or spindles, or in balls or small skeins, or made up in other forms.
372	Cotton yarns for nets and twine.
380 B	Bobbinet (tulle for curtains and other made-up tulle), bleached, unbleached or dyed.
417	Tissues of hemp, jute, ramie or other vegetable materials, n.e.s., dyed or natural colour.
443	Articles of rubber for dental purposes, whether mixed with colours, metal powder or other materials, or not.
444	Plates, tapes, sheets, rods, pipes, in vulcanised rubber, including those combined with common metals or other materials.

¹ " n.e.s. " means " not elsewhere specified in the Tariff. "

BİRİNCİ LİSTE.

Yanlarında * işareti bulunan tarife numaralarına giren eşya, 17/2/1935 tarih ve 2/2004 sayılı kararnamenin 5 inci maddesi hükümlerine göre siparişlerinden evvel aid oldukları Vekâletlerden izin almak suretile ithal olunabilir.

Türk tarife N°.	Eşya
31	Sanayide müstamel ve tarifenin başka yerlerinde zikrolunmıyan diğer hayvanî yağlar
32	Hamızatı şahmiye (tarifenin başka yerlerinde zikredilmeyen).
*71 C	Kimyevî gübreler (Ziraat Vekâleti müsaadesile).
89	Makina kayışı, hortum ve makinalarda müstamel sair deri ve kösele mamulâtı (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb).
98 A	Merinos ve şevyot : 1. Kirli. 2. Yıkanmış. 3. Taranmış. 4. Boyanmış.
102	Hernevi yünden ve kıldan iplik (örme ve dokuma makinaları için masuraya sarılı iplikler de dahildir).
ex 112	Yalnız bant halinde tasir bezleri ve torbaları, makina kolanları ve kartları.
132 B	Sun'î ipekten boyalı ve boyasız iplik ve ibrişim (müfredat üzere satılabilecek şekildedekiler de dahildir).
*ex 218	Viski, Cin (Gümrük ve İnhisarlar Vekâleti müsaadesile).
230	Beziryığı (kaynamış ve kaynamamış).
ex 295	Yalnız ağaçtan hernevi dokuma tezgâhı ve akümülatör mücceridleri ve aksanı.
330	Kopye ve yazı çoğaltma kâğıdları.
335	Hassas kâğıd (her kalınlıkta).
*339	Oyun kâğıdı (Gümrük ve İnhisarlar V. müsaadesile).
349	Mekteb kitablari, gazeteler, mevkut mecmualar, kataloklar, fii cari cetvelleri (hangilisanda olursa olsun).
*359	Ticaret defterleri, çek defterleri ve sair defterler, karneler, bloknot albümler, buvarlar yazı altlığı (sumen) klasörler, kitab ve evrak için kaplar (adresli numaralı olanlar da dahildir) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
366	Kasarsız, yalın kat (tek telli) pamuk ipliği : B. 14 den yukarı 24 İngiliz numarasına kadar (24 numara dahildir). C. 24 İngiliz numarasından yukarı.
367	Kasarsız, bükülmüş, pamuk ipliği (iki veya daha ziyade telli).
368	Kasarlı pamuk ipliği (tek veya daha ziyade telli).
369	Boyalı, istampalı (tek veya ziyade telli) pamuk ipliği.
ex 370 B	Parlak (mersörize) kasarlı, kasarsız veya boyalı (tek veya daha ziyade telli) pamuk ipliği (yalnız 20 numaradan yukarı olanlar).
371	Müfredat üzere satılabilecek hale getirilmiş pamuk iplikleri (kasarlı, kasarsız, boyalı, bükülmüş bükülmemiş) (ağaç makara, ufak çile, yumak, zivana, vesair şekillerde).
372	Pamuk ağ ipliği ve sicim.
380 B	Tül-bobino (perdelik tül vesair surette fasone tüller) (kasarsız, kasarlı veya boyalı).
417	Kendir, jüt, rami ve tarifede gayri mezkûr sair mevaddı nebatiyeden mensucat ve mamulâtı (rengi tabiide veyahud boyalı).
443	Dişçilikte müstamel lâstik, kauçuk ve mamulâtı (boya, madenî toz ve sair mevad ile mahlût olsun olmasın).
444	Vülkanize kavuçuktan levha, yaprak şerit, çubuk boru ve bunların adi maadin veya mevaddé saire ile müretteb olanları).

Number in Turkish Tariff	Article
445	Inner tubes and outer covers and solid tyres of rubber for bicycles, automobiles, carriages and other similar vehicles (combined or not with other materials) : A. Inner tubes and outer covers. B. Solid tyres.
446	Elastic tissues, tissues dipped in rubber, coated with rubber on one side or inside, or glued on rubber.
449	Other rubber articles, n.e.s., combined or not with other materials.
452	Linoleum and camptulicon for covering floors, in rolls or pieces.
453	Oilcloth for covering walls and shelves, tables or furniture, in rolls or pieces.
454	Oilcloth of all kinds for bookbinding purposes, oilcloth for drawing and engineering purposes, and other similar thin oilcloth.
ex 471	Bleaching earth, china clay, felspar and refractory earths.
477 D	Asbestos, bitumen and similar materials, and articles thereof, in the form of cord, string, thread, strips, salmastra, pipes, belting, including those containing common materials such as rubber or fibre or common metals, or paper, cardboard, plaster of Paris, cement, colours.
*481 C	Refractory bricks and tiles (under permit of the Ministry of National Economy).
489	Artificial teeth of porcelain, enamel and the like.
501	Photographic plates and clichés, including those which are exposed.
519	Pure steel and special steels.
520	All kinds of iron and steel squares, rounds, ovals, angles, bars, and joints of various kinds, n.e.s., including those perforated or painted with one coat : A. Plain.
523	Plates of sheet-iron and steel (plain or corrugated) and hoop iron and strip : A. Plain. B. Galvanised with copper, tin, zinc, nickel, lead or aluminium, or oxidised. C. Painted with designs, stamped, painted, and lacquered.
524 B	Iron or steel wire, galvanised with copper, tin, zinc, nickel, lead or aluminium, or oxidised ; including such wire cut to specified lengths.
526 C	Underground and submarine electric cables covered with any kinds of material.
527	Iron ropes and cables, including those containing fibre.
529	Pipes, conduits, joints of all kinds (including those enamelled, or insulated by means of tarred cloth, etc.) : *A. Of cast iron. B. Of wrought iron or steel. C. Of galvanised iron.
530	Axles, springs of all kinds, wheels, tyres, and other iron parts of transport vehicles, plain or painted one coat.
531	Heavy wares of cast iron or iron, such as vats, crucibles, poles, plates (perforated or otherwise), railway points and signals, parts of buildings, whether assembled or not ; sheet iron cut or stamped for use in reinforced concrete ; heavy iron wares for ships, railways, buildings and similar purposes (except finished machine parts).
533	Iron screws, nuts and bolts.
536	Safes of iron, combined or not with other materials.
538	Hand tools of all kinds of iron (with or without handle) : A. Saws of all kinds, including saw blanks and double-handed saws. B. Files. C. Shovels, pick-axes, choppers, pitchforks, hoes, spades, anvils, hammers over 250 grammes, rakes, trowels, cold chisels, stonemasons' chisels. D. Shears for agricultural purposes, pruning knives, sickles, scythes, wool shears, tin cutters, vices, tongs, adzes, planes and other carpenters' and joiners' tools, n.e.s.

Türk tarife No.	Eşya	
445	Bisiklet, otomobil, araba, vesair vesaiti nakliye tekerleklerine mahsus iç ve dış lâstikleri ve şeritleri. (Mevaddı saire ile müretteb ve gayri müretteb) : A. İç ve dış lâstikleri. B. Şeritler.	
446	Alastik mensucatla lâstiğe batırılmış veya bir tarafına veyahut arasına lâstik sürülmüş veyahut lâstik yapıştırılmış mensucat.	
449	Tarifenin başka yerlerinde zikredilmeyen sair kauçuk mamulâtı (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb).	
452	Yere sermeğe mahsus linoleom, kaptolikan, muşambaları (parça veya top halinde).	
453	Duvar, raf, sofrası, ve mobilya örtmeğe ve kaplamağa mahsus muşambalar (parça veya top halinde).	
454	Mücellid muşambası (her nevi) mühendis ve resim muşambaları ve emsali sair ince muşambalar.	
ex 471	Yalnız tasfiye toprağı, kaolin, feldspat ve ateş toprağı.	
477 D	Asbestos (amyant), bitümen ve müşabihleri ve bunların mamulâtı (terkibinde veya nescinde kauçuk veya elyaf veyahut maadini adiyeler bulunanlar ve kâğıd, mukavva, alçı, çimento ve boya gibi mevaddı adiyeler ile mahlûtan mamul olanlar da dahildir) (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb) (iplik, sicim, ip, halat, salmastra, şerit, hortum ve karniş halinde).	
*481 C	Pişmiş kilden ve topraktan ateş tuğlası ve kiremit (İktisad Vekâleti müsaadesile).	
489	Porselenden, mineden, ve emsalinden sun'î dişler.	
501	Fotograf camı (üzerinde resim olanlar da dahildir).	
519	Halis çelik ve hususî çelikler.	
520 A	Her nevi demir veya çelik (dört köşe, yuvarlak, beyzî, köşeli, çubuk, veyahud köşebent E, T, V, L, Z, I, şeklinde ve tarifenin başka yerlerde zikrolunmayan sair şekillerde) (delikli ve astar boyalı olanlar da dahildir) (adileri).	
523	Demir veya çelik saç levhalar (düz veya oluklu) ve çemberlik veya şerit : A. Adileri. B. Bakır, kalay, çinko, nikel, kurşun, aluminyum, galvanizli veya oksitli. C. Resimli, istampalı, boyalı ve lâke.	
524 B	Demir veya çelik tel, muayyen uzunluklarda kesilmiş olanlar da dahildir. (Bakır, kalay, çinko, nikel, kurşun, alüminyum, galvanizli ve oksitli.)	
526 C	Toprak ve su altı elektrik kabloları (her nevi mevaddı ile mücehhez).	
527	Demir ip veya halat (örgüsünde veya içinde mevaddı lifiye olanlar da dahildir).	
529	Fonttan, demir veya çelikten künk, boru, her nevi raptiyeleri ve bunların kapakları (sırlı veya katranlı bez ve saire ile tecrid edilmiş olanlar da dahildir) : *A. Dökme (font) (İktisad Vekâleti müsaadesile). B. Demir veya çelikten. C. Her nevi madenle galvanizli.	
530	d	Vesaiti nakliye dingilleri, yayları (her şekilde), tekerlekleri, ve tekerlek çemberleri vesair aksamı (astar boyalı olsun olmasın).
521	Fonttan, demirden kaba mamulât ezcümle: Çanak, pota, direk, delinmiş ve delinmemiş levhalar, demiryolu makasları ve işaretleri, inşaatta müstamel çatılmış ve çatılmamış aksam, betonlarda müstamel kesilmiş, zımbalanmış saç levhaları, tekemmül etmiş alâti mihanikiye aksamından maada gemi, demiryol, ebniye vesaire için zikredilmeyen sair kaba mamulât.	
533	Demir vide, civata, somun ve somun pulları (rondelâ).	
536	Demirkasa (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb).	
538	Her nevi demirden el alâti (saplı veya sapsız) : A. Hernevi destere, dişli dişsiz (Hizarlar dahildir). B. Eğe. Kürek, kazma, balta, yaba, çapa, bel, örs, 250 gramdan fazla sıklığı olan çekiciler, tırmık, mala, küskü, taşçı makkap ve kaşıkları. D. Her nevi ziraatte müstamel makas, bağbıçağı, orak, tırpan, koyun kırpma ve tenekeci makasları, menzene, kısıkaç, keser, rende ve başka yerlerde zikredilmeyen dülger ve doğramacı alâti.	

Number in Turkish Tariff	Article
	H. Gimlets, rules, compasses, thread-cutters, screw-drivers, pincers, hammers up to 250 grammes, cutting and chasing chisels, awls and hand drills.
539	V. Other tools, n.e.s. Cutlery, such as knives, paper cutters, swords, pocket-knives, forks, spoons, scissors, hair-clippers, razors, safety razors, manicure implements, nutcrackers, corkscrews and similar articles : H. Combined or not with other materials other than gold, platinum, silver, tortoise-shell, ivory, mother-of-pearl, nickel, white metal or galalith. V. Blades for scissors and safety razors.
545	Pins and needles : A. Needles for hand sewing, sewing machines, embroidery and knitting needles (including those with gilt heads). B. Pins, safety pins, crochet hooks, knitting needles, hairpins, packing needles, fish hooks. C. Needles and pins combined or headed with glass, celluloid, galalith, mother-of-pearl, amber, shell, ivory or other similar materials.
546	Steel pen nibs.
551 B	Drums, casks, cylinders, gasometers, tanks, buoys, and the like, of iron, combined or not with other materials, painted or galvanised.
552	Ironmongery, n.e.s., such as kitchen utensils, table ware, coffee and tea sets, lamps and parts, laundry irons, coffee mills, mincers, taps, pails, baths, lavatory fittings, weights, shovels and tongs, animal bells, bits, and bottle capsules and similar articles ; combined or not with other materials :
	A. Plain. B. Painted, varnished, polished or galvanised.
555 A	Copper sheets, rods, plates, of all shapes ; plain.
557 A	Pipes, joints and parts of pipes, of copper, plain or coloured.
558 H	Copper wire and cables used for electric current (including those mixed with other metal wire) : (1) Insulated with rubber, gutta-percha, paper, asbestos, etc. (2) Insulated with silk, or artificial silk, including those insulated with silk mixed with other materials. (3) Armoured, after insulation, with tubes of lead or iron or other material.
565	Hollow-ware and hardware of copper, such as furniture, door and window fittings, snaffles, bits, spurs, bells, taps, furniture nails, hand tools, bedsteads, and other similar articles, combined or not with other materials : A. Plain or coloured. B. Polished, nickelled or oxidised.
574 B	Zinc and zinc alloys in ingots.
ex 577 B	Tin and tin alloys in ingots, bars, plates, including solder, but not including scrap.
ex 579 B	Tubes for paste and creams ; metal capsules, coloured or not, with or without inscriptions, for medicinal preparations.
606	Gramophones, phonographs and graphophones.
607 D (1)	Gramophone records and cylinders of any material (recorded).
607 H (1)	Gramophone needles of common metals.
607 Z	Unspecified parts of musical instruments.
617 B	Exposed photographic and cinematograph films and plates.
618	Telegraph and telephone apparatus and parts, excepting wire, and automatic telephone switchboard frames.
619	Receiving and transmitting apparatus for wireless telegraphy and telephony and parts thereof.
632	Weighing machines.

Türk tarife No.	Eşya
	H. Burgu, cetvel, pergel, çap ölçüsü, yiv açan aletler, tornavida, kerpeten, 250 grama kadar sıklığı olan çekiçler, hak ve oyma kalemleri, her nevi bız, el mak-kableri.
539	V. Zikredilmeyen sair alât. Bıçakçılık eşyası ezcümle : Bıçak, kâğıd bıçağı, kılıç, çakı, çatal, kaşık, makas, makinalı, saç makası, ustura, makinalı ustura tırnak tuvaleti edevatı, fındık kıran, tirbüşon, ve emsali : H. Sair mevad ile müretteb veya gayri müretteb.
545	V. Makinalı makas ve usturaların yedek yüzleri. İğneler : A. El ve makina iğneleri, dikiş ve nakış ve örgüler için (başları yıldızlı olanlarda dahildir). B. Toplu iğne, çengel iğne, tığ, çorap şişi, firkete, çuvaldız, ve olta iğnesi. C. Cam, sellüloid, galalit, sedef, kehribar, bağa, fildişi ve diğer adi mevaddan başlı veyahut bunlarla müretteb iğneler.
546	Demir kalem uçları.
551 B	Demir bidon ve fıçı, üstüvane gazometre, hazine, şamandıra ve emsali (mevaddı saire ile müretteb ve gayri müretteb) (boyalı galvanizli).
552	Tarifenin başka yerlerinde zikredilmeyen demirden hırdavatçılık eşyası ezcümle : mutbak takımı, sofrta takımı, kahve ve çay takımları, lâmba ve aksamı, ütü, kahve değirmenleri, et makinası, musluk kova, banyo, aptesane levazımatı, dirhemler, ateş kürek ve maşaları, hayvan çanları, üzengi, şişe kapsülleri ve emsali ve mamulâtı (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb) : A. Adileri. B. Boyalı, cilâlı, sırlı, veyahut sair madenle galvanizli.
555 A	Bakır lâma, çubuk (maktarı her şekilde) tahta veya yaprak halinde (adileri).
557 A	Bakır boru, boru raptiyesi ve aksamı (her nevi) (adı ve boyalı).
558 H	Bakırdan cereyanı elektrikide müstamel tel ve kablolar (diğer madeni tellerle mahlût olanlar da dahildir) : 1. Lâstik, gütaperka, kâğıt, asbestos vesaire ile tecrid edilmiş. 2. İpek veya sun'î ipek ile tecrid edilmiş (mevaddı saire ile mahlût ipekli olanlar da dahildir). 3. Tecrid edildikten sonra ayrıca kurşun veya demir borularla veya sair suretle mücehhez.
565	Bakırdan çilingir ve hırdavatçı eşyası ezcümle : mobilya kapı ve pencere edevatı, gem, mahmuz, zil çingirak, musluk, yorgancı çivileri, el aletleri, mobilya ve karyola ve sair emsali (mevaddı saire ile müretteb ve gayri müretteb) : A. Adi veya boyalı. B. Cilâlı veya nikel yıldızlı veya oksitli.
574 B	Külçe halinde tutya (çinko) ve halitası.
ex 577 B	Külçe çubuk, tahta, halinde kalay ve halitası (lehim dahil köhne mamulât hariçtir).
ex 579 B	Yalnız pasta ve krem tüpleri ve tıbbî müstahzarlara aid yazılı yazısız boyalı boyasız kapsüller.
606	Gramofon, fonograı, grafefon.
607 D 1	Gramofon, fonograı, grafefon plâkları ve kovanları (her şekilde ve neden mamul olursa olsun) (dolu).
607 H 1	Gramofon iğneleri (adi madenlerden).
607 Z	Başka yerde zikrolunmıyan alâtı musikiye aksamı teferruatı ve yedek parçaları.
617 B	Sinematograı ve fotoğraı film ve pelikülleri (dolu).
618	Telli teleğraı ve telefon makineleri ve aksamı fenniyesi (tellerle, piller ve otomatik telefon santralının mesned çerçeveleri hariçtir).
619	Telsiz teleğraı ve telefon mürsile ve ahize makineleri ve bunların eçhize ve aksamı fenniyesi.
632	Alâtı vezniye.

Number in Turkish Tariff	Article
*634	Instruments and apparatus not elsewhere specified in the Tariff (under permit of the Ministry of National Economy).
*645	Detonators and percussion caps (under permit of the Ministry of Customs and Monopolies).
*649	Machines driven by any kind of motive power, including boilers (under permit of the Ministry of National Economy).
*651	Engines, driven by water, compressed air, petrol, benzine, petroleum derivatives or by other fuels (except electric engines), whether mounted or not (under permit of the Ministry of National Economy).
*652	Electric motors and dynamos, A.C. and D.C., transformers, commutators, resistances, coils, magnetos, sparking plugs, convertors, distributors, fans, suction pumps, and similar appliances and apparatus, mounted or otherwise (under permit of the Ministry of National Economy).
653 A	Accumulators and plates.
*657	Textile machines and parts, such as combing, carding, cutting, picking, twisting, dyeing, and drying machines, mounted or unmounted (under permit of the Ministry of National Economy).
*658	Machines for turning, sawing, planing, beating, wire-drawing, steam-hammers, nail and tin box making machines, glass-making machines, cement-making machines, cement moulds, stone-breaking machines, and other machines for making articles from metal, earth or wood, mounted or unmounted, including parts (under permit of the Ministry of National Economy).
*660	Sewing machines, for sewing clothes, hats, shoes and other articles, and embroidery or net machines, and spare parts thereof, including electric machines of these kinds, but not including needles (under permit of the Ministry of National Economy).
*661	Machines for typography, lithography, bookbinding, casting and composing type, and other printing machines, and parts thereof (under permit of the Ministry of National Economy).
663	Tables, resting boards, covers and pedestals, for sewing machines and typewriters.
*664	Agricultural machinery and implements and parts (under permit of the Ministry of Agriculture).
665	Pumps of all kinds and their parts.
*666	Milling and grinding machinery ; moulding machinery ; machines for manufacture of sugar confectionery, sausages and other foodstuffs ; ice-making, sterilising, and pasteurising machinery ; refrigerators ; bottle-washing and filling machines ; winches ; ore washers ; laundry machinery ; and parts ; and all other machinery and parts, n.e.s., mounted or unmounted (under permit of the Ministry of National Economy).
666 /1	Ball and roller bearings of all kinds.
666 /2	Mechanical parts of machines and other apparatus made of iron, steel or other ordinary metals (combined or not with other materials), and those not specified elsewhere in the Tariff :
	*A., B., C., and D. Weighing 15 kilogrammes and over (under permit of the Ministry of National Economy).
	E. and F. Weighing less than 15 kilogrammes.
667 A (1)	Passenger motorcars, weighing up to 900 kilogrammes.
679	Cycles, motorcycles and sidecars, not including toy cycles, but including vehicles for carriage of mails and goods.
*694 C 2	Anthracite dust (<i>i.e.</i> , under 10 mm.) (under permit of the Ministry of National Economy).
697	Turkey-red oil, sulphur-oleates, sulphur-resinates, prepared or not with mineral oils.
702 D	Prussian blue, and similar ferro-cyanic colours ; and ultramarine of all kinds.
703 A	Printing ink of all kinds.
703 B	Writing ink.

Türk tarife No.	Eşya
*634	Tarifenin başka yerlerinde sarahaten veya temsilen zikredilmeyen sair alât (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*645	Kapsollar (Gümrük ve İnhisarlar Vekâleti müsaadesile).
*649	Hernevi kuvvetle müteharrik makinalar (kazanlarile birlikte) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*651	Su, hava, petrol, benzin, ve petrol müştekkatı vesair kuvvetler ile (elektrik müstesnadır) müteharrik motörlar (kurulmuş veya kurulmamış (İktisad Vekâleti müsaadesile) .
*652	Elektrik môtörleri (elektro motör) dinamo (alternatif, kontinü) transformatör, komitatör, rezistans, bobin, manyeto, buji, konvertisör, distribitör, vantilâtör, vaspiratör, ve mümasilleri (kurulmuş veya kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
653 A	Akümülatör ve yedek plâkları.
*657	Kabili neşç mevaddı işliyen makinalar ve aksamı ezcümle : tarama, atma veya didikleme, koza ve çekirdek ayıklama, iplik bükme, dokuma cilâlama, kurutma, boyama, vesaire makinaları (kurulmuş, kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*658	Torna, testere, rende, zimba, hadde ve çekiç makinaları çivi, teneke, kutu makinaları, cam imalinde ve camcılıkta müstamel makineler, çimento makina ve kalıbları, taş kırma makinaları ve meadinden, topraktan ve ağaçtan eşya imalinde kullanılan sair makinalar ve aksamı (kurulmuş, kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*660	Dikiş makinaları, elbise, şapka ayakkabı vesaireyi dikmeğe mahsus, örgü işleme ve tül makinaları ve bunların makina aksamı ve yedek parçaları (iğneleri müstesnadır) (elektrikli olanlar dahil) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*661	Tipografya, litografya, mücellid hurufat dizme ve dökme makinaları ve matbaacılığa mahsus sair makinalar ve bunların aksamı (İktisad Vekâleti müsaadesile).
663	Dikiş ve yazı makinalarına aid masa, tabla, kapak ve ayakları.
*664	Her nevi ziraat makinaları ve ziraatte müstamel alât ve edevat ve bunların aksamı (Ziraat Vekâleti müsaadesile).
665	Her nevi tulumbar ve aksamı mayiat, gaz, hava vesaire için.
*666	Değirmen makinaları, hamur, makarna, şeker, sucuk, vesair mekülâtın imal ve ihzarına mahsus makinalar, buz makinaları, taktir ve tasir ve tebrit makinaları, şişeleri yıkıyan ve dolduran makinalar, vinçler, kavurucu ve öğütücü makinalar, ütü makinaları, çamaşır yıkama makinaları ve tarifede zikrolunmıyan sair bilcümle makina ve aksamı (kurulmuş ve kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile)
666/1	Bilyalı yataklar (rulman) bilyalı ve makaralı veya masaralı her nevi.
666/2	Makinaların veya cihazların mihanikî aksamı, demirden, çelikten vesair adi madenlerden (sair madenlerle müretteb olsun olmasın) tarifenin başka yerlerinde isimlerle zikredilmemiş olanlar, beher parçasının ağırlığı (İktisad Vekâleti müsaadesile) : A, B, C, D. 15 kilodan ziyade.
	E., F. 15 (hariç) kilodan az.
667/A 1	Binek otomobilleri (sikleti 900 kiloya kadar).
679	Velosipet (kaç tekerlekli olursa olsun) oyuncak velosipetler hariç ve posta paketi ve saire taşımağa mahsus velosipetler dehidirdir.
*694 C 2	Toz halinde antrasit kömürü (on milimetreden fazla olanlar parça sayılır) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
697	Türk kırmızısı yağı ve sülfoleadlar, sülfo rezinatlar, madenî yağlarla müstahzar olsun olmasın.
702 D	Prusya mavisi ve emsali ferro siyanik boyalar ve utrumer her nevi.
703 A	Matbaa mürekkebi (her nevi).
703 B	Yazı mürekkebi.

Number in Turkish Tariff	Article
703 D	Inks for pads ; typewriter ribbons ; Indian ink ; copying ink ; and other similar inks.
704	Mineral colours prepared for industrial use.
706	Synthetic organic colours (prepared with coal tar oil) ; anilines, alizarines, artificial indigo, and other unspecified kinds ; all kinds of refined natural indigo.
707	Aniline salts derived from phenol and naphthol.
709 B	Varnish, other than bronze, aluminium or colour.
710 Z	Carbonate, bicarbonate, chloride, caustic (hydric), pure permanganate, sulphate, silicate, and other salts of potassium, n.e.s.
711 H	Caustic soda, common.
711 V	Carbonate, nitrate, acetate, borate, biborate (borax), bicarbonate, chloride, pure caustic, sulphide, bi-sulphide, sulphite, bi-sulphite, hydrosulphate, hyposulphite, nitrite, pure chloride of sodium, and other salts of sodium, n.e.s.
712 A	Liquid ammonia, ammonium chloride.
725 H	Copper sulphate, unrefined, and other salts of copper.
754 T	Benzoic, butyric, hydrobromic, salicylic, citric and tartaric acids.
757 B	Ammonia, potash, soda and other alums.
*760	Preparations for the destruction of vermin, in the form of powder, paste, liquid, etc. (under permit of the Ministry of Health).
782	Lanoline, glycerine, casein.
*815 B	Medicinal gauzes (except iodised) (under permit of the Ministry of Health).
853	Serums, vaccines, chemical and medicinal products, chemico-industrial products and specialities not mentioned in the Tariff : A. Chemical and medicinal products. *B. Medicinal preparations, serums and vaccines enjoying Government import permits (under permit of Ministry of Health). C. Chemico-industrial preparations, trichlorethylene.
859	Children's toys (including those for Christmas trees) : B. Of common metals. C. Of rubber, celluloid, leather, or other common materials.
861	Articles not specified in the Tariff.

SECOND SCHEDULE.

Number in Turkish Tariff	Article	Annual Quota Metric tons
106	Unspecified tissues of wool (including knitted stuffs), pure or combined with other materials, weighing per square metre :	
	(a) Up to 200 grammes	3
	(b) From 201 grammes up to 600 grammes	5
107	Tissues of wool with warp wholly of cotton, weighing per square metre :	
	(a) Up to 200 grammes	2
	(b) From 201 grammes up to 600 grammes	2
	(c) 600 grammes or over	2

Türk tarife No.	Eşya
703 D	İstampa boyası, yazı makinası şeridi çin mürekkebi, kopya mürekkebi ve emsali mürekkebler.
704	Sanayia mahsus müstahsal madeni boyalar.
706	Uzvi, sun'î boyalar (kömür katranı yağından müstahsal) anilinler, alizarinler, sun'î çividler ve tasfiye edilmiş tabii çividler (her şekilde) ve zikredilmeyen sairleri.
707	Anilin tuzu, fenol, ve naftol, mürekkebatı (boyacılıkta kullanılan uzvi müstahzar boya bazları).
709 B	Vernik (bronzlu, alüminyumlu ve boyalılarından maadası).
710 H	Karbonat, bikarbonat, klorür, klorat, kostik (hidrik) bil kimya saf permenganat, sulfat, silikat, ve başka yerlerde zikrolunmıyan sair potasyum emlâhı.
711 H	Adi sud kostik.
711 V	Karbonat, nitrat, asetat, borat, biborat (boraks), bikarbonat, klorat, klorür, kostik saf, sülfür, sülfat, bisülfat (seldeglober), sülfid, bisülfid, hidro sülfid, hipo-sülfid, nitrit, saf klorür de sodyom ve tarifenin başka yerlerinde zikredilmeyen sair sodyum emlâhı.
712 A	Amonyak mahlülü, klor amonyom.
725 H	Sülfat (gayri saf) ve sair bakır emlâhı.
754 T	Banzoik, bütirik, brom idrik, salisilik, sitrik, tartrik hamızları.
757 B	Amonyak, potas, sud ve sair şaplar.
*760	Fare, pire, ve emsali haşerat itlâfına mahsus her nevi müstahzarat (toz, macun, mayı ve sair şekillerde) (Sihhat ve İçtimai Muavenet Vekâleti müsaadesile).
782	Lanolin, gliserin, kazein.
*815 B	Gazidrofil vesaire tıbbi gazlar (iyodlular hariçtir) (Sihhat ve İçtimai Muavenet Vekâleti müsaadesile).
853	Tarifede gayri mezkûr serom ve aşilar, ecsamı kimyeviye, eczayı tıbbiye ve müstahzeratı tıbbiye ve kimyeviyei sinaiye : A. Ecsamı kimyeviye ve eczayı tıbbiye. *B. Müstahzaratı tıbbiye ve seromlar ve aşilar (Sihhat ve İçtimai Muavenet Vekâleti müsaadesile).
853 C	Müstahzaratı kimyeviyei sinaiye, trikloretilen.
859	Sair çocuk oyuncakları (noel ağacına mahsus olanlar da dahildir) : B. Adi meadinden. C. Kauçuktan, sellüloydden, deriden vesair gayri mezkûr adi mevaddan.
861	Tarifede temsil olunmıyan eşya.

İKİNCİ LİSTE.

Türk tarife No.	Eşya.	Senelik Kontenjan. (Metrik Ton.)
106	Safi yünden mamul başka yerde zikrolunmıyan mensucat (örme kumaşlar da dahildir) (mevaddı saire ile müretteb olsun olmasın) :	
	A. Metre murabbanın sıkleti 200 grama kadar	3
	B. Metre murabbanın sıkleti 201 gramdan 600 grama kadar . . .	5
107	Arışı kâmilen pamuk yün mensucat :	
	A. Metre murabbanın sıkleti 200 grama kadar	2
	B. Metre murabbanın sıkleti 201 gramdan 600 grama kadar . . .	2
	C. Metre murabbanın sıkleti 600 gram ve ondan yukarı	2

Number in Turkish Tariff	Article	Annual Quota Metric tons
125 A (2)	Men's hats and other head-gear of wool or woollen felt, whether or not mixed with other textile materials except silk and artificial silk (combined or not with other materials)	400 Kilog.
238 A	Mustard, in powder	2
377	Cotton tissues, not bleached or dyed or printed, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	20
	F. Less than 70 grammes	20
378	Cotton tissues, bleached and not dyed, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	40
	F. Less than 70 grammes	40
379 (1)	Cotton tissues, dyed, in bales, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	20
	F. Less than 70 grammes	20
379 (2)	Yarn-dyed cotton tissues, in stripes and checks, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	20
	F. Less than 70 grammes	20
379 (3)	Cotton tissues, printed in one or more colours or mercerised (inclusive of those of which the yarns are mercerised), weighing per square metre:	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	50
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	50
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	50
	F. Less than 70 grammes	50
380 A	Tulles and muslins, plain, including those mixed or combined with metal wire	15
383	Cotton velvets of all kinds, velvet and plush tissues, and ribbons and galloons of these materials (including those combined with metal wire and all sorts of artificial beads or pearls)	1
400 A	Cotton handkerchiefs, hemmed, including those with printed borders or otherwise	500 Kilog.
413	Linen and other vegetable yarns and threads; unbleached, bleached, or dyed; made up for retail sale, on reels, or tubes or in balls or small skeins	Metric tons
		5
414 A	String, cordage and rope of linen (including those combined with metal wire), tarred or painted, up to 5 mm. in diameter	1
451	Tarpaulins for making tents, or for covering goods, including those made up	3

Türk tarife No.	Eşya	Senelik Kontenjan. (Metric Ton.)
125 A 2	Saf ipek ve sun'î ipeğin gayri mevaddı lifiye ile mahlût yün dokuma kumaş veya keçeden şapka vesair başlıklar (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb) (erkek için)	Kg. 400
238 A	Toz halinde hardal	2
377	Ham (kasarsız), boyasız, basma halinde olmiyan mensucat:	
	C. Metre murabbainın sıkleti yüz elli (dahil) gramdan (200) grama kadar olan	20
	D. Metre murabbainın sıkleti yüz (dahil) gramdan (150) grama kadar olan	20
	E. Metre murabbainın sıkleti 70 (dahildir) gramdan (100) grama kadar olan	20
	F. Metre murabbainın sıkleti 70 gramdan aşağı olan	20
378	Beyazlatılmış (kasarlı), boyasız basma halinde olmiyan mensucat :	
	C. Metre murabbainın sıkleti yüz elli (dahil) gramdan (200) grama kadar olan	20
	D. Metre murabbainın sıkleti yüz (dahil) gramdan (150) grama kadar olan	20
	E. Metre murabbainın sıkleti 70 (dahildir) gramdan (100) grama kadar olan	40
	F. Metre murabbainın sıkleti 70 gramdan aşağı olan	40
379/1	Top halinde boyalı pamuklu mensucat metre murabbainın sıkleti :	
	C. 150 (dahil) gramdan 200 Gr. kadar olan	20
	D. 100 (dahil) gramdan 150 Gr. kadar olan	20
	E. 70 (dahil) gramdan 100 Gr. kadar olan	20
	F. 70 gramdan aşağı olan	20
379/2	İpliği boyalı, yollu ve kareli pamuklu mensucat metre murabbainın sıkleti :	
	C. 150 (dahil) gramdan 200 Gr. kadar olan	20
	D. 100 (dahil) gramdan 150 Gr. kadar olan	20
	E. 70 (dahil) gramdan 100 Gr. kadar olan	20
	F. 70 gramdan aşağı olan	20
379/3	Her nevi boya ile basma haline getirilmiş bir veya müteaddit renkli olanlar ile merserize edilmiş pamuklu mensucat (ipliği merserize halinde olanlar buraya dahildir) metre murabbainın sıkleti :	
	C. 150 (dahil) gramdan 200 Gr. kadar olan	50
	D. 100 (dahil) gramdan 150 Gr. kadar olan	50
	E. 70 (dahil) gramdan 100 Gr. kadar olan	50
	F. 70 gramdan aşağı olan	50
380 A	Adi tül ve müslin, benekli ve madenî teller ile mahlût veya müretteb olanlar da dahildir	15
383	Her nevi pamuk kadife ve pelüş ve kadifeli mensucat ve bunlardan kurdele ve şerid (madenî tellerle ve her nevi pullar ve boncuklarla mahlût veya müretteb olanlar da dahildir)	1
400 A	Pamuk mendil (kenarları bastırılmış, bastırılmamış)	Kg. 500
413	Müfredat üzere satılabilecek hale getirilmiş iplikler (kasarlı, kasarsız, boyalı) (makara, ufak çile, yumak, zivana, vesaire şekillerde)	5
414 A	Sicim, ip, halat (katranlı, boyalı madenî tellerle müretteb olanlar da dahildir) (kutru 5 milimetreye kadar)	1
451	Çadır imaline ve eşya örtmiye mahsus muşambalar (mamûl hale getirilmiş olanlar da dahildir)	3

Number in Turkish Tariff	Article	Annual Quota Metric tons
535	Iron stoves, grates and braziers : (a) Electric, gas and oil stoves (wick or compression), combined or not with other materials (b) Other stoves and braziers and grates with ventilators : (1) Plain (2) Varnished or combined with other materials	I 5 5
543	Boot and shoe irons, with or without nails	10
694	Mineral fuel : B. Coke C. Anthracite : (1) Lumps	5,000 1,000
708	Creams, pastes, polishes, and similar preparations for footwear, furniture, metal, and other uses	I

THIRD SCHEDULE.

Article	Rate of Duty
Figs and fig cake	7s. per cwt.
Valonia	10 % <i>ad valorem</i>
Mohair (raw), whether cleaned, scoured or carbonised, or not	Free
Hazel nuts not in shell	10 % <i>ad valorem</i>

FOURTH SCHEDULE.

Carpets and kilims.
 Dried vegetables.
 Eggs.
 Fresh fruit.
 Gum tragacanth.
 Opium.
 Tobacco.
 Vegetable colouring materials.
 Wines and spirits.

Türk tarife No.	Eşya	Senelik Kontenjan. (Metrik Ton.)
535	Demir soba, ocak, mangal : A. Petrol, elektrik, havagazi sobaları, fitilli veya tazyikli petrol ocakları (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb)	1
	B. Sair soba ve ocaklar, vantilâtörlü ocaklar, mangal : 1. Sadeleri	5
	2. Sırlı veya mevaddı saire ile müretteb	5
543	Kundura için çivili ve çivisiz nalçalar	10
694	Mahrukatı madeniye : B. Kok kömürü	5.000 ton
	C. Antrasit kömürü : 1. Parça halinde (karışık olanlar parça addolunur)	1.000 ton
708	Kundura boya ve parafin cilâsı, ankostikler, kremler, patlar ve mümasili tertibler (deri, kundura, maden eşya, mobilya, parke ve saireyi temiz- lemek, cilâlamak ve muhafaza etmek için) toz kalıb, mayi, macun halinde	1

Not : Yukarıdaki listede yazılı tarife numaraları 1 haziran 1929 tarih ve 1499 sayılı kanuna bağlı gümrük tarifesiyle bunda değişiklikler yapan 31/5/1933 tarih ve 2255 sayılı kanuna bağlı tarifeye göre tanzim olunmuştur.

ÜÇÜNCÜ LİSTE.

Tenzilât Konsolide edilenler	Maddeler	thal Rûsumu
	İncir ve incir turtası	7/c w t. başına.
	Palamut	Kıymeti üzerinden % 10
	Tiftik (ham) yıkanmış, temizlenmiş, kavrul- muş veya kavrulmamış	Muaf.
	Kabuksuz fındık	Kıymeti üzerinden % 10

DÖRDÜNCÜ LİSTE.

Hallılar ve kilimler.
Kuru sebzeler.
Yumurta.
Taze meyve.
Kitre.
Afyon.
Tütün.
Nebatî boya maddeleri.
Şarablar ve Likörler.

ANNEX TO ARTICLE 5.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Original.)

Consignor	Consignee
Name :	Name :
Address :	Address :
Nature of the goods :	
How packed :	
Number of packages :	
Marks and Numbers :	
Weight { Gross	Kg.
{ Nett	Kg.
F.O.B. value :	
Route by which despatched :	

Certified that the goods specified above are the produce or manufacture of the United Kingdom and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Agreement relating to Trade and Payments between the Republic of Turkey and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, dated the 4th June, 1935.

(This copy must bear the same serial number as the original certificate. It will be stamped by the Customs and sent to the Central Bank of the Republic of Turkey, which will make payment to persons in the United Kingdom to whom payment for the goods is due.)

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Duplicate.)

Consignor	Consignee
Name :	Name :
Address :	Address :
Nature of the goods :	
How packed :	
Number of packages :	
Marks and Numbers :	
Weight { Gross	Kg.
{ Nett	Kg.
F.O.B. value :	
Route by which despatched :	

Certified that the goods specified above are the produce or manufacture of the United Kingdom and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Agreement relating to Trade and Payments between the Republic of Turkey and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, dated the 4th June, 1935.

5 İNCİ MADDE MERBUTU.

A.—MENŞE ŞEHADETNAMEŚİ.

(Asıl.)

Gönderen	Gönderilen
İsim :	İsim :
İkametgâh :	İkametgâh :
Sokak :	Sokak :
Emtianın cinsi :	
Anbalâjın tarzı :	
Denk adedi :	
Marka No. :	
Siklet { Gayırsaff	Kg.
{ Safi	Kg.
Kıymet (fob) :	
Sevkiyat tariki :	

Yukarıda gösterilen emtianın Müttehid Kırallık mahsulât veya masnuatından olduđu ve işbu şehadetnamenin Türkiye Cümhuriyeti Hükümeti ile Büyük Britanya ve Şimalî İrlanda Müttehid Kırallığı Hükümeti arasında ticaret ve tediyata mütedair 4 haziran 1935 tarihli anlaşma hükümlerine tevfikân verildiđi tasdik olunur.

(A işaretli menşe şehadetnamesinin numarasını taşıyan işbu şehadetname sureti, ithalâtın yapıldıđ gümrükçe damgalandıktan sonra, Türkiye ile Müttehid Kırallık arasında ticaret ve tediyata mütedair 4 haziran 1935 tarihli anlaşma hükümlerine tavfikân tediyaatın yapılabilmesi için Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasına gönderilecektir.)

B.—MENŞE ŞEHADETNAMEŚİ.

(İkinci Nüsha.)

Gönderen	Gönderilen
İsim :	İsim :
İkametgâh :	İkametgâh :
Sokak :	Sokak :
Emtianın cinsi :	
Anbalâjın tarzı :	
Denk adedi :	
Marka No. :	
Siklet { Gayırsaff	Kg.
{ Safi	Kg.
Kıymet (fob) :	
Sevkiyat tariki :	

Yukarıda gösterilen emtianın Müttehid Kırallık mahsulât veya masnuatından olduđu ve işbu şehadetnamenin Türkiye Cümhuriyeti Hükümeti ile Büyük Britanya ve Şimalî İrlanda Müttehid Krallığı Hükümeti arasında ticaret ve tediyata mütedair 4 haziran 1935 tarihli anlaşma hükümlerine tevfikân verildiđi tasdik olunur.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Agreement of this day's date between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Republic of Turkey relating to trade and payments, the undersigned, being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in this Protocol, which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

Ad *Article 6.*

(a) As regards United Kingdom goods imported into Turkey up to the date of the coming into force of the Agreement (except the goods referred to in sub-heading (a) of paragraph 1 of Article 6 of the Agreement), payments in respect of them falling due before that date will benefit by the régime in force prior to the signature of the Agreement.

(b) As regards United Kingdom goods exported to Turkey before the coming into force of the Agreement (except the goods referred to in paragraph 3 of Article 1 of the Agreement), payments falling due after the coming into force of the Agreement will benefit by the aforesaid régime up to a total amount of fifty thousand pounds sterling. The procedure laid down in paragraph 3 of Article 7 of the Agreement will apply to payments in excess of fifty thousand pounds sterling.

Done at Angora in duplicate in English and Turkish, both texts being equally authentic. the 4th day of June, 1935.

Percy LORAINE.
N. MENEMENCIOLU.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Agreement of this day's date relating to trade and payments, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to this effect, declare that they have agreed as follows :

The said Agreement shall, pending the exchange of ratifications, enter into force provisionally on the 20th day of June, 1935.

The expression " coming into force of the Agreement " in Articles 1, 5, 6 and 14 thereof and in the Protocol thereto shall be deemed to refer to the date of the provisional entry into force of the Agreement under this Protocol of Signature.

Either contracting Government may, prior to the exchange of ratifications, terminate the provisional application of the Agreement by giving the other three months' notice through the diplomatic channel.

Done in duplicate this 4th day of June, 1935, in English and Turkish, both texts being equally authentic.

Percy LORAINE.
N. MENEMENCIOLU.

PROTOKOL.

Türkiye Cümhuriyeti Hükümetile Büyük Britanya ve Şimalî İrlanda Müttehid Kırallığı Hükümeti arasında Ticaret ve tediyata dair bugünkü tarihli Anlaşmanın imzası sırasında vaziülimza salâhiyettar Murahhaslar, mezkûr Anlaşmanın mütemmim cüzünü teşkil edecek olan bu Protokol ahkâmında mutabakatlarını beyan ederler.

6 ncı maddeye müteferriian :

(a) İşbu Anlaşmanın 6 ncı maddesinin 1 inci fıkrasının (a) bendinde yazılı mallar müstesna olmak üzere, Anlaşmanın mer'iyete vazı tarihine kadar Türkiye'ye ithal edilip vadeleri Anlaşmanın mer'iyete vaz'ından evvel hulûl eden Müttehid Kırallık emtiası Anlaşmanın imzasından evvel mevcut rejimden istifade edecektir.

(b) İşbu Anlaşmanın 1 inci maddesinin 3 üncü fıkrasında yazılı mallar müstesna olmak üzere, Anlaşmanın mer'iyete vaz'ı tarihine kadar Türkiye'ye müteveccihen ihrac edilip vadeleri Anlaşmanın mer'iyete vaz'ından sonra hulûl eden Müttehid Kırallık emtiası yukarıki rejimden 50 bin İngiliz lirası miktarına kadar istifade edecektir. Anlaşmanın 7 nci maddesinin 3 üncü fıkrasında mevzuu-bahis usul 50 bin İngiliz liralık haddi tecavüz eden bu nevi malların tesviyesi için tatbik edilecektir.

Ankarada 4 haziran 1935 tarihinde, her iki metin aynı derecede muteber olmak üzere Türkçe ve İngilizce olarak tanzim edilmiştir.

Percy LORAINÉ.

N. MENEMENÇIOĞLU.

İMZA PROTOKOLÜ.

Ticaret ve tediyata dair bugünkü tarihli Anlaşmanın imzası sırasında, vaziülimza salâhiyettar Murahhaslar aşağıdaki hükümler hakkında mutabakatlarını beyan ederler :

İşbu anlaşma, tasdiknamelerin teatisine intizaren, 20 haziran 1935 tarihinde muvakkaten mer'iyete girecektir.

Bu Anlaşmanın 1, 5, 6, ve 14 üncü maddelerinde ve merbut protokoldeki » Anlaşmanın mer'iyete vaz'ı » tabirinin işbu İmza Protokolü hükümlerine tevfiikan anlaşmanın muvakkat surette mer'iyete vaz'ı tarihine taallük ettiği kabul olmuştur.

Âkid Hükümetlerden her biri diplomasi yolile diğerine üç ay evvel ihbarda bulunmak suretile tasdiknamelerin teatisinden mukaddem Anlaşmanın muvakkat surette tatbikine nihayet verebilecektir.

Ankarada 4 haziran 1935 tarihinde, her iki metin aynı derecede muteber olmak üzere, Türkçe ve İngilizce olarak tanzim edilmiştir.

Percy LORAINÉ.

N. MENEMENÇIOĞLU.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3860. — ACCORD CONCERNANT LE COMMERCE ET LES PAIEMENTS ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC. SIGNÉ A ANGORA, LE 4 JUIN 1935.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, désireux de faciliter les relations commerciales entre les deux pays, et tenant compte des circonstances économiques exceptionnelles qui ont déterminé la Turquie à appliquer à tous les autres pays le principe de l'équilibre des paiements, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les marchandises du Royaume-Uni énumérées dans la première liste jointe au présent accord seront admises à l'importation en Turquie sans aucune restriction quantitative et les marchandises du Royaume-Uni énumérées dans la deuxième liste jointe au présent accord seront admises à l'importation en Turquie jusqu'à concurrence des quantités spécifiées dans la liste pour chaque article.

2. Les marchandises du Royaume-Uni autres que celles qui sont spécifiées au paragraphe précédent bénéficieront du régime général des contingents en vigueur en Turquie.

3. En outre :

a) Toutes les marchandises du Royaume-Uni débarquées en territoire turc avant le 15 mai 1935 et dont l'expédition en douane n'avait pas eu lieu à cette date par suite de l'insuffisance ou du manque de contingent, et

b) Toutes les marchandises du Royaume-Uni autres que celles dont l'importation est interdite sous le régime général des contingents, débarquées en territoire turc entre le 15 mai 1935 et la date d'entrée en vigueur du présent accord et dont l'expédition en douane n'avait pas été effectuée à cette dernière date par suite de l'insuffisance ou du manque de contingents,

pourront être importées librement en Turquie à l'entrée en vigueur du présent accord, sans aucune restriction quantitative, indépendamment des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article.

Pour ce qui est des points a) et b) ci-dessus, les marchandises rentrant dans les catégories énumérées à la liste « V » figurant à l'annexe au décret turc N^o 2/2004 du 17 février 1935 ne seront admises à l'importation en Turquie qu'en vertu de permis délivrés par les services compétents du Gouvernement turc.

Article 2.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, au cas où il déciderait de régler la quantité des importations au Royaume-Uni de tout produit agricole de Turquie, s'engage à ne pas procéder à la répartition entre les divers pays de la quantité totale dont l'importation est autorisée, sans donner

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

au préalable au Gouvernement turc l'occasion de discuter la question en vue de l'attribution à la Turquie d'une part équitable des importations étrangères permises.

Article 3.

Les marchandises du Royaume-Uni achetées par le Gouvernement turc ou par les autorités départementales et municipales de la Turquie pourront être importées en Turquie sans aucune restriction quantitative à condition que l'importation de marchandises de cette catégorie ne soit pas interdite sous le régime général des contingents en vigueur et que toutes les autorisations préalables nécessaires aient été obtenues du service compétent du Gouvernement turc.

Article 4.

1. Les marchandises turques énumérées dans la troisième liste jointe au présent accord ne seront pas soumises à leur importation au Royaume-Uni, quel que soit le lieu d'où elles arrivent, à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite liste.

2. Le Gouvernement turc examinera avec bienveillance toute proposition du Gouvernement du Royaume-Uni tendant à remplacer, en totalité ou en partie, par des droits spécifiques l'un des droits *ad valorem* indiqués dans ladite liste, ou par un droit *ad valorem* le droit spécifique indiqué dans la même liste.

Article 5.

1. Toutes les marchandises du Royaume-Uni exportées à destination de la Turquie après l'entrée en vigueur du présent accord devront, pour être admises en Turquie, être accompagnées d'un certificat d'origine, établi en double exemplaire, conformément au modèle joint au présent accord, délivré par une chambre de commerce ou une autre autorité compétente du Royaume-Uni et visé par un consul turc.

2. Le certificat d'origine indiquera la valeur f.o.b. des marchandises dans le Royaume-Uni.

3. Un exemplaire du certificat d'origine sera timbré par les douanes turques et envoyé à la Banque centrale de Turquie, qui en se conformant aux dispositions des articles 6 et 7 du présent accord paiera la valeur des marchandises aux personnes résidant dans le Royaume-Uni auxquelles cette valeur est due.

Article 6.

1. Les sommes indiquées ci-après, dues par des personnes résidant en Turquie à des personnes résidant au Royaume-Uni, seront versées en livres turques à la date de l'échéance à un compte spécial auprès de la Banque centrale de Turquie :

a) Le solde restant à payer, conformément à l'échange de notes effectué le 1^{er} avril 1935 entre l'ambassadeur de Sa Majesté à Angora et le ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, pour les marchandises du Royaume-Uni appartenant aux catégories énumérées dans la liste « A » jointe au décret turc N^o 148 et exportées du Royaume-Uni avant le 15 février 1935 ;

b) Les sommes dues pour les marchandises du Royaume-Uni importées en Turquie conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article premier du présent accord ; et

c) Les sommes dues pour les marchandises du Royaume-Uni exportées à destination de la Turquie après l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Les sommes ainsi déposées en livres turques resteront bloquées en faveur des ayants droit résidant dans le Royaume-Uni jusqu'à ce qu'elles soient transférées à ces personnes, par l'intermédiaire du compte A mentionné à l'article 7. Toute différence de change entre le jour du dépôt et le jour du transfert, sauf s'il s'agit de paiements afférents aux marchandises mentionnées au point *a)* du paragraphe 1 du présent article, sera portée au crédit ou au débit du débiteur en Turquie, qui se trouvera ainsi avoir payé le montant intégral dû en livres sterling.

Article 7.

1. Toutes les sommes dues par des personnes résidant au Royaume-Uni à des personnes résidant en Turquie, pour des marchandises turques importées au Royaume-Uni, seront versées en livres sterling, à la date de l'échéance, à une banque du Royaume-Uni désignée par la Banque centrale de Turquie et seront portées à un compte spécial non productif d'intérêts (désigné ci-après sous le nom de « compte sterling ») que la Banque centrale de Turquie ouvrira auprès de ladite banque. Le Gouvernement turc fera tout ce qui est en son pouvoir pour que toute somme qui, en dépit des dispositions du présent paragraphe, serait payée directement à des personnes résidant en Turquie, soit également portée au compte sterling, étant entendu que le Gouvernement turc n'encourra aucune responsabilité à cet égard pour toute perte résultant d'une différence de change entre la date du paiement d'une somme quelconque et la date à laquelle elle a été portée au compte sterling.

2. Sur les sommes versées au compte sterling, 70 % seront transférés à un compte A et les 30 % restants à un compte B.

3. Les sommes mentionnées à l'article 6 du présent accord seront transférées en sterling aux ayants droit résidant dans le Royaume-Uni, dans l'ordre chronologique du dépôt de ces sommes et dans les limites des sommes disponibles au compte A.

4. Les sommes transférées au compte B seront à la libre disposition de la Banque centrale de Turquie.

Article 8.

1. Le Gouvernement turc prendra les mesures nécessaires pour que les personnes résidant en Turquie, dont il est question au paragraphe 1 de l'article 7 du présent accord, notifient à leurs débiteurs respectifs dans le Royaume-Uni que leurs dettes seront considérées comme ayant été acquittées par le paiement effectué conformément aux dispositions dudit paragraphe.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni prendra des mesures en vue de faire connaître la procédure ci-dessus aux personnes intéressées dans le Royaume-Uni et usera de son influence pour favoriser l'adoption générale de cette procédure.

Article 9.

La Banque centrale de Turquie fournira, à la fin de chaque mois, à la banque choisie par elle dans le Royaume-Uni aux fins de l'article 7 du présent accord, tous les détails des montants déposés à la Banque centrale conformément à l'article 6 du présent accord, et des montants non encore versés aux personnes résidant dans le Royaume-Uni. La banque susmentionnée du Royaume-Uni sera autorisée à communiquer ces détails, ainsi que les détails du compte A, au Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 10.

Toute somme figurant au compte A ou au compte B à l'expiration du présent accord sera utilisée comme prévu aux paragraphes 3 et 4 de l'article 7 du présent accord.

Article 11.

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, les marchandises turques énumérées dans la quatrième liste jointe au présent accord et les marchandises du Royaume-Uni de toutes catégories pourront faire l'objet de compensations privées entre des personnes résidant en Turquie et des personnes résidant au Royaume-Uni.

2. Pour chacune des opérations de compensation visées au paragraphe 1 du présent article, la valeur f.o.b. des marchandises du Royaume-Uni importées en Turquie ne devra pas dépasser 70 % de la valeur f.o.b. des marchandises turques importées au Royaume-Uni, le solde de 30 % devant être versé par les intéressés résidant au Royaume-Uni au compte B mentionné à l'article 7 du présent accord.

3. Ces compensations privées seront subordonnées à toutes les restrictions quantitatives à l'importation qui sont ou qui pourraient être imposées, conformément aux dispositions des articles 1 et 2 du présent accord ; elles seront également soumises aux lois et règlements qui, au Royaume-Uni et en Turquie, ont trait aux marchandises en question.

Article 12.

1. Le Traité de commerce et de navigation signé à Angora le 1^{er} mars 1930 sera amendé par suppression de l'article 16 et par substitution du texte suivant aux deux premiers paragraphes de l'article 39 :

« *Article 39.*

» Le présent traité sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Angora le plus tôt possible. Le traité entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au moment où il aura été dénoncé avec un préavis de deux mois notifié par la voie diplomatique par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, étant entendu qu'aucun préavis de dénonciation ne sera valable tant que l'Accord sur le commerce et les paiements, signé à Angora le 4 juin 1935, sera en vigueur. »

2. Sous réserve des deux amendements indiqués au paragraphe précédent du présent article, ledit traité restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par un nouvel avis, notifié conformément au texte amendé comme ci-dessus de l'article 39.

Article 13.

1. Il est convenu que, dans le présent accord, le terme « importations étrangères » s'entend des importations en provenance des pays qui ne sont pas des territoires placés sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

2. Aux fins du présent accord :

a) Le terme « personnes » s'entend des particuliers, des maisons de commerce et des sociétés (y compris les organisations et institutions d'Etat) ;

b) Le terme « marchandises turques » s'entend des marchandises produites ou manufacturées en Turquie ;

c) Le terme « marchandises du Royaume-Uni » s'entend des marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni.

Article 14.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications. Il restera en vigueur pendant neuf mois à compter de la date de son entrée en vigueur. Si, deux mois avant l'expiration de ladite période de neuf mois, l'un des gouvernements contractants n'a pas notifié à l'autre un préavis de dénonciation, l'accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de deux mois à compter de la date à laquelle un préavis de dénonciation aura été notifié.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Angora, le 4 juin 1935, en langues anglaise et turque, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) Percy LORAINÉ.

(L. S.) N. MENEMENCIOLU.

PREMIÈRE LISTE¹

* Pour les articles marqués d'une astérisque, le paragraphe 5 du Décret N° 2/2004 du 17 février 1935 prévoit que le permis d'importation requis doit être obtenu avant que la commande des marchandises soit passée.

Numéro du tarif turc	Articles
31	Autres graisses animales utilisées dans l'industrie et non dénommées ailleurs dans le tarif.
32	Acides gras (non dénommés ailleurs dans le tarif). ²
*71 C	Engrais chimiques, avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture.
89	Courroies de transmission, tuyaux et autres objets en cuir ou peau utilisés dans les machines (combinés ou non avec d'autres matières).
98 A	Mérinos et cheviote : 1° En suint. 2° Lavés. 3° Peignés. 4° Teints.
102	Fils de laine et de poils de toute sorte (y compris ceux bobinés pour le tricotage ou le tissage).
ex 112	Bandes et sacs en laine utilisés dans les machines à broyer, courroies en laine pour machines, cardes.
132 B	Fils et cordonnets de soie artificielle, teints ou non teints (y compris ceux conditionnés pour la vente au détail).
*ex 218	Whisky, gin (avec l'autorisation du Ministère des douanes et des monopoles).
230	Huile de lin (cuite ou non).
*ex 295	Métiers de tissage de toute sorte, isolateurs d'accumulateurs et leurs parties, uniquement en bois.
330	Papier à copier et papier carbone.
335	Papier sensible (de toutes épaisseurs).
*339	Cartes à jouer (avec l'autorisation du Ministère des douanes et des monopoles).
349	Livres scolaires, journaux, périodiques, catalogues et prix courants (en toutes langues).
*359	Registres de commerce, carnets de chèques et autres cahiers, carnets de poche, blocs, albums, buvards, sous-mains, classeurs, dossiers et couvertures pour livres (y compris ceux qui sont pourvus d'adresses et de numéros) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
366	Fils de coton, non blanchis à un bout : B. Au-dessus du N° 14 jusqu'au N° 24 anglais. C. Au-dessus du N° 24 anglais.
367	Fils de coton non blanchis, tordus (à plusieurs bouts).
368	Fils de coton blanchis (à un ou plusieurs bouts).
369	Fils de coton, teints, imprimés (à un ou plusieurs bouts).
ex 370 B	Fils de coton mercerisés, blanchis ou non ou teints (à un ou plusieurs bouts) : Au-dessus du N° 20 anglais.

Notes du Secrétariat :

¹ Cette liste, qui est extraite du tarif douanier turc, a été traduite du texte officiel turc. Les divergences entre les textes originaux turc et anglais sont indiquées en renvoi.

La même remarque s'applique aux deuxième, troisième et quatrième listes ci-dessous.

² 31. — Dans le texte anglais : « Graisses animales utilisées dans l'industrie non dénommées ailleurs dans le tarif et autres graisses animales non dénommées ailleurs dans le tarif. »

Numéro du tarif turc	Articles
371	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail, en bobines de bois, petits écheveaux, tubes, pelotes et autres formes (blanchis ou non, teints, tordus ou non) :
372	Fils de coton pour filets, ficelle de coton.
380 B	Tulle pour rideaux et autres tulles façonnés (blanchis, non blanchis ou teints).
417	Tissus et ouvrages en chanvre, jute, ramie ou autres matières végétales non dénommées dans le tarif (en couleur naturelle ou teints).
443	Articles en caoutchouc pour dentistes (mêlés ou non avec des teintures, poudres métalliques ou autres).
444	Plaques, rubans, feuilles, baguettes, tuyaux en caoutchouc vulcanisé et ces mêmes articles combinés avec des métaux communs ou autres matières.
445	Enveloppes, chambres à air et bandages pour bicyclettes, automobiles, voitures et autres moyens de transport similaires (combinés ou non avec d'autres matières). A. Enveloppes et chambres à air. B. Bandages.
446	Tissus élastiques, tissus trempés dans le caoutchouc, enduits de caoutchouc sur une face ou à l'intérieur ou collés sur du caoutchouc.
449	Autres articles en caoutchouc non dénommés ailleurs dans le tarif (combinés ou non avec d'autres matières).
452	Linoléum et camptulicon pour couvrir les planchers (en morceaux ou rouleaux).
453	Toile cirée pour tapisser les murs ou couvrir des étagères, tables ou meubles (en morceaux ou en rouleaux).
454	Toiles cirées pour relieurs (toutes sortes), toiles cirées pour dessin, pour ingénieurs et autres toiles cirées minces similaires.
ex 471	Terre à blanchir, kaolin, feldspath et terre réfractaire.
477 D	Amiante, bitume et similaires, ainsi qu'objets en ces matières (y compris ceux dans la composition ou le tissage desquels entrent du caoutchouc ou des fibres ou des métaux communs et ceux qui sont confectionnés en mélange avec du papier, du carton, du plâtre, du ciment, des couleurs ou d'autres matières communes) (combinés ou non avec d'autres matières), cordes, ficelles, fils, bandes, salmastra, tuyaux, courroies. ¹
*481 C	Objets en terre cuite, en argile cuite (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
489	Dents artificielles en porcelaine, émail et similaires.
501	Plaques et clichés photographiques.
519	Acier pur et aciers spéciaux.
520 A	Fers de toute sorte (carrés, ronds, ovales, cornières, barres, joints en E, T, V, L, Z, I et en d'autres formes non dénommés ailleurs dans le tarif) y compris les fers perforés et recouverts d'une première couche de peinture (ordinaires). ²
523	Plaques de tôle de fer ou d'acier (unies ou ondulées) et bandes pour cercles : A. Ordinaires. B. Galvanisées avec du cuivre, de l'étain, du zinc, du nickel, du plomb, de l'aluminium ou oxydées ; C. Peintes, dessinées, estampées et laquées.
524 B	Fils de fer ou d'acier galvanisés avec du cuivre, de l'étain, du zinc, du nickel, du plomb, de l'aluminium ou oxydés (y compris ceux coupés à une longueur déterminée).
526 C	Câbles électriques, souterrains ou sous-marins (armés de toutes sortes de matières).
527	Câbles et cordes en fer (y compris ceux comportant des fibres à l'intérieur ou dans leur enroulement). ³

Notes du Secrétariat :

¹ 477 D. — Les mots « combinés ou non avec d'autres matières » ne figurent pas dans le texte anglais.

² 520 A. — Les mots « en E. T. V. L. Z. I. et en d'autres formes » correspondent dans le texte anglais aux mots « de diverses sortes ».

³ 527. — Dans le texte anglais : « Câbles et cordes en fer y compris ceux qui contiennent des fibres. »

Numéro du tarif turc	Articles
529	Tuyaux de fer de toute sorte et leurs raccords (y compris les tuyaux émaillés ou isolés au moyen de toile goudronnée, etc.) : *A. En fonte (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ¹ B. En fer ou en acier. ² C. Galvanisés avec n'importe quel métal. ³
530	Essieux, ressorts de toutes formes, roues, bandages et autres parties de véhicules de transport (revêtus ou non d'une première couche de peinture).
531	Ouvrages grossiers en fonte et fer, tels que : cuves, creusets, poteaux, plaques perforées ou non, aiguilles et signaux de chemins de fer, parties montées ou non montées de constructions, plaques de tôles coupées ou embouties utilisées dans le béton armé, autres ouvrages grossiers pour bateaux, chemins de fer et constructions, à l'exclusion des parties de mécaniques finies.
533	Vis, écrous, boulons et rondelles en fer.
536	Coffres-forts en fer (combinés ou non avec d'autres matières).
538	Outils à main de toute sorte, en fer (avec ou sans manche) : A. Scies de toute sorte, à dents ou sans dents (y compris les scies à bras). B. Limes. C. Pelles, pioches, haches, bines, bêches, pics, enclumes, marteaux pesant plus de 250 gr., tridents, truelles, maillets, ciseaux et curettes de maçon. D. Sécateurs utilisés dans l'agriculture, serpes, faucilles, faux, tondeuses pour moutons, cisailles de ferblantier, étaux, pinces, hachettes, limes à bois et autres outils de charpentier et de menuisier, non dénommés ailleurs. H. Vrilles, règles, compas, calibreurs, tarauds, tournevis, tenailles, marteau pesant jusqu'à 250 gr., ciseaux à taille ou à gravure, perceuses à main et vilebrequins de toutes sortes. ⁴ V. Autres outils non dénommés.
539	Articles de coutellerie, tels que couteaux, coupe-papier, sabres, canifs, fourchettes, cuillers, ciseaux, tondeuses pour cheveux, rasoirs, rasoirs mécaniques, nécessaires pour ongles, casse-noisettes, tire-bouchons et similaires : H. Combinés ou non avec d'autres matières. ⁵ V. Lames de rechange de ciseaux et rasoirs mécaniques.
545	Aiguilles et épingles : A. Aiguilles à main, de machines, pour couture, broderie et dentelle (y compris celles à tête dorée). B. Épingles, crochets, aiguilles à tricoter, épingles à cheveux, aiguilles pour sacs, hameçons. C. Aiguilles et épingles combinées avec du verre, du celluloïd, de la galalithe, de la nacre, de l'ambre, de l'écaille, de l'ivoire ou d'autres matières communes ou avec tête de verre ou de ces mêmes matières.
546	Becs de plumes en fer.
551 B	Bidons, fûts, cylindres, gazomètres, réservoirs, bouées et similaires, en fer (combinés ou non avec d'autres matières), peints ou galvanisés.
552	Articles de quincaillerie non dénommés ailleurs dans le tarif, tels que : ustensiles de cuisine et de table, services à café et à thé, lampes et parties de lampes, fers à repas-

Notes du Secrétariat :

¹ 529 A. — Les mots « Avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale » ne figurent pas dans le texte anglais.

² 529 B. — Dans le texte anglais : « En fer forgé ou en acier. »

³ 529 C. — Les mots « avec n'importe quel métal » ne figurent pas dans le texte anglais.

⁴ 538 H. — Le mot « calibreurs » ne figure pas dans le texte anglais.

⁵ 539 H. — Dans le texte anglais : « Combinés ou non avec d'autres matières, autres que l'or, le platine, l'argent, l'écaille, l'ivoire, la nacre, le nickel, le métal blanc ou la galalithe. »

Numéro du tarif turc	Articles
552 (suite)	Articles de quincaillerie, etc. (suite) : ser, moulins à café, machines à hâcher, robinets, seaux, baignoires, objets de cabinets, pelles et pinces à feu, cloches d'animaux, étriers, capsules de bouteilles et autres articles similaires (combinés ou non avec d'autres matières) :
	A. Ordinaires. B. Peints, vernis, polis ou galvanisés avec un autre métal. ¹
555 A	Lames, baguettes, de toutes sections, plaques et feuilles de cuivre, ordinaires.
557 A	Tuyaux, raccords et parties de tuyaux, en cuivre, ordinaires ou teints.
558 H	Fils et câbles de cuivre utilisés pour le courant électrique (y compris ceux mélangés d'autres fils métalliques) :
	1 ^o Isolés avec du caoutchouc, de la gutta-percha, du papier, de l'amiante et autres. 2 ^o Isolés avec de la soie naturelle ou artificielle (y compris ceux isolés avec de la soie mélangée d'autres matières).
565	3 ^o Armés, après isolement, de tuyaux de plomb, de fer ou d'autres matières. Objets de ferronnerie et de quincaillerie, en cuivre, tels que meubles, accessoires de portes et de fenêtres, mors, éperons, sonnettes, robinets, clous de tapissier, outils à main, lits et autres similaires (combinés ou non avec d'autres matières) :
	A. Ordinaires ou teints. B. Polis, nickelés ou oxydés.
574 B	Zinc et ses alliages, en lingots.
ex 577 B	Etain et ses alliages en lingots, barres, plaques (y compris la soudure) à l'exclusion des déchets.
ex 579 B	Tubes à pâte et à crème et capsules pour préparations pharmaceutiques, avec ou sans inscription, peints ou non.
606	Gramophones, phonographes et graphophones.
607 D I	Disques et cylindres de gramophone, phonographe et graphophone de toutes formes et matières (enregistrés). ²
607 H I	Aiguilles pour gramophone, en métaux communs.
607 Z	Parties, accessoires et pièces de rechange d'instruments de musique, non dénommés ailleurs. ³
617 B	Plaques et films photographiques et cinématographiques exposés.
618	Appareils télégraphiques et téléphoniques et leurs parties (à l'exclusion des fils, des piles et des cadres d'appui de centrales téléphoniques automatiques). ⁴
619	Appareils récepteurs et émetteurs de téléphonie et de télégraphie sans fil et leurs accessoires et parties techniques.
632	Instruments de pesage.
*634	Autres instruments et appareils non désignés expressément ou par voie d'assimilation dans les autres endroits du tarif (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ⁵
*645	Amorces et détonateurs (avec l'autorisation du Ministère des douanes et des monopoles).

Notes du Secrétariat :

¹ 552 B. — Les mots : « avec un autre métal » ne figurent pas dans le texte anglais.

² 607 D I. — Dans le texte anglais : « Disques et cylindres de gramophones de toutes matières (enregistrés). »

³ 607 Z. — Les mots « accessoires et pièces de rechange non dénommés ailleurs » ne figurent pas dans le texte anglais.

⁴ 618. — Dans le texte anglais : « Appareils télégraphiques et téléphoniques et leurs parties, à l'exclusion des fils, et cadres d'appui de centrales téléphoniques automatiques. »

⁵ * 634. — Dans le texte anglais : « Instruments et appareils non dénommés ailleurs dans le tarif (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). »

Numéro du tarif turc	Articles
649	Machines actionnées par toute espèce de force motrice (avec leurs chaudières) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
651	Moteurs à eau, à air comprimé, à pétrole, à benzine ou à autres combustibles (moteurs électriques exclus) (montés ou non montés) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
652	Moteurs électriques (électromoteurs), dynamos (à courant alternatif ou continu), transformateurs, commutateurs, résistances, bobines, magnétos, bougies, convertisseurs, distributeurs, ventilateurs, aspirateurs et similaires (montés ou non montés) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
653 A	Accumulateurs et leurs plaques de rechange.
*657	Machines à travailler les matières textiles, et leurs parties, entre autres : machines à peigner, à carder ou à déchiqeter, à égrener le coton, à dévider les cocons, à tordre, à tisser, à apprêter, à sécher, à teindre et autres (montées ou non montées) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ¹
*658	Machines à tourner, à scier, à raboter, à emboutir, à tréfler, marteaux-pilons, machines à fabriquer les clous, les boîtes en fer-blanc, le verre, et machines utilisées dans la verrerie, machines pour fabriquer le ciment, les moules pour ciment, machines à concasser la pierre et autres machines et parties de machines servant à la fabrication d'objets en métal, en terre ou en bois (montées ou non montées) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
*660	Machines à coudre les vêtements, chapeaux, chaussures et autres, machines à broder ou à tulle, leurs parties mécaniques et pièces de rechange (à l'exclusion des aiguilles) (y compris les machines électriques de cette catégorie) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
*661	Machines pour la typographie, la lithographie, machines à relier, à fondre et à composer les caractères et autres machines d'imprimerie et leurs parties (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
663	Tables, plateaux, couvercles et pieds de machines à coudre et à écrire.
*664	Machines, outils et instruments de toute sorte utilisés dans l'agriculture et leurs parties (avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture).
665	Pompes de toutes espèces et leurs parties, pour liquides, gaz, air et autres. ²
*666	Machines de meunerie, machines à pétrir, à fabriquer et à préparer des pâtes, bonbons, saucisses et autres comestibles, machines à glace, à stériliser, à pasteuriser, réfrigérateurs, machines à laver et remplir les bouteilles, treuils, machines à torréfier, à moudre, machines à lessiver, à repasser et autres machines et parties non dénommées dans le tarif (montées ou non montées) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ³
666/1	Roulements à billes, à rouleaux, de toute sorte.

Notes du Secrétariat :

¹ 657. — Dans le texte anglais : « Machines à travailler les textiles et leurs parties, notamment machines à peigner, à carder, à déchiqeter, à trier, à tordre, à sécher, montées ou non (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). »

² 665. — Les mots « pour liquides, gaz, air et autres » ne figurent pas dans le texte anglais.

³ 666. — Dans le texte anglais : « Machines à moudre et à broyer ; machines à pétrir ; machines servant à la fabrication de bonbons, saucisses et autres comestibles ; machines à glaces, à stériliser et à pasteuriser ; réfrigérateurs ; machines à laver et à remplir les bouteilles ; treuils, machines à laver les minerais ; machines à lessiver et leurs parties ; ainsi que toutes autres machines et leurs parties non dénommées ailleurs dans le tarif, montées ou non montées (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). »

Numéro du tarif turc	Articles
666/2	Parties mécaniques de machines et d'appareils, en fer, en acier et en autres métaux ordinaires (combinés ou non avec d'autres matières), non mentionnées ailleurs dans le tarif (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale) pesant par pièce : A B C et D : 15 kg. et plus. E et F : Moins de 15 kg. ¹
667 A (1) 679	Automobiles pour le transport de personnes, pesant jusqu'à 900 kg. Vélocipèdes (quel que soit le nombre des roues), non compris les vélocipèdes-jouets et y compris les vélocipèdes servant au transport de paquets postaux et autres objets. ²
*694 C 2	Anthracite en poussière (au-dessus de 10 mm. il est considéré comme en morceaux) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ³
697	Huile rouge d'Andrinople et sulfo-oléates, sulfo-résinates, préparés ou non avec des huiles minérales.
702 D	Bleu de Prusse et similaires, couleurs ferro-cyaniques et bleu d'outre-mer de toute sorte.
703 A	Encre d'imprimerie (toute sorte).
703 B	Encre pour écrire.
703 D	Encre pour tampons, rubans pour machines à écrire, encre de Chine, encre à copier et autres encres similaires.
704	Couleurs minérales préparées pour l'industrie.
706	Couleurs organiques artificielles (préparées avec de l'huile de goudron de houille), anilines, alizarines, indigos artificiels et indigos naturels raffinés (toutes formes) et autres non dénommées. ⁴
707	Sels d'aniline dérivés du phénol et du naphthol (bases de couleurs organiques préparées utilisées dans la peinture). ⁵
709 B	Vernis, autres que les vernis avec bronze, aluminium ou couleur.
710 H	Carbonate, bicarbonate, chlorure, chlorate, potasse caustique (hydrate), permanganate chimiquement pur, sulfate, silicate et autres sels de potassium non dénommés ailleurs. ⁶
711 H	Soude caustique ordinaire.

Notes du Secrétariat :

¹ 666/2. — Dans le texte anglais : « Parties mécaniques de machines et appareils en fer, acier et autres métaux ordinaires (combinés ou non avec d'autres matières) et celles qui ne sont pas dénommées ailleurs dans le tarif :

* A, B, C et D : Pesant 15 kg. et plus (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).

E et F : pesant moins de 15 kg. »

² 679. — Dans le texte anglais : « Bicyclettes, motocyclettes et side-cars, non compris les vélocipèdes-jouets, mais y compris les véhicules servant au transport de sacs postaux et de marchandises. »

³ 694 C 2. — Dans le texte anglais, les mots entre parenthèses sont : « c'est-à-dire au-dessus de 10 mm. ».

⁴ 706. — Dans le texte anglais : « Couleurs organiques synthétiques (préparées avec de l'huile de goudron de houille) ; anilines, alizarines, indigo artificiel et autres non spécifiés ; toutes sortes d'indigos naturels raffinés. »

⁵ 707. — Les mots entre parenthèses ne figurent pas dans le texte anglais.

⁶ 710 H. — Dans le texte anglais : « 710 Z. »

Le mot chlorate ne figure pas dans le texte anglais.

Numéro du tarif turc	Articles
711 V	Carbonate, nitrate, acétate, borate, biborate (borax), bicarbonate, chlorate, chlorure, soude caustique pure, sulfure, sulfate, bisulfate (sel de Glauber), sulfite, bisulfite, hydrosulfite, hyposulfite, hypochlorite, silicate, phosphate, nitrite, chlorure de sodium chimiquement pur et autres sels de soude non dénommés ailleurs. ¹
712 A	Ammoniaque liquide, chlorure d'ammonium.
725 H	Sulfate (impur) et autres sels de cuivre.
754 T	Acides benzoïque, butyrique, bromhydrique, salicylique, citrique, tartrique.
757 B	Aluns d'ammoniaque, de potasse, de soude et autres aluns.
*760	Toutes préparations servant à la destruction des rats, puces et similaires, en poudre, pâte, liquide et autres formes (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale).
782	Lanoline, glycérine, caséine.
*815 B	Gazes hydrophiles et autres (à l'exclusion des gazes iodées) (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale).
853	Sérums, vaccins, produits chimiques, produits médicaux, chimico-industriels et spécialités, non mentionnés dans le tarif : A. Produits chimiques et produits médicaux. *B. Spécialités, sérums et vaccins (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale). ² C. Produits chimico-industriels, trichloréthylène.
859	Autres jouets d'enfants (y compris ceux pour arbres de Noël) : B. En métal commun. C. En caoutchouc, en celluloïd, en peau ou en d'autres matières communes.
861	Articles non spécifiés dans le tarif.

DEUXIÈME LISTE

Numéro du tarif turc	Articles	Contingent annuel en tonnes métriques
106	Autres tissus de laine pure non dénommés ailleurs (y compris les étoffes tricotées) (combinés ou non avec d'autres matières) :	
	A. Pesant jusqu'à 200 grammes au mètre carré	3
	B. Pesant de 201 à 600 grammes au mètre carré	5
107	Tissus de laine à chaîne entièrement en coton :	
	A. Pesant jusqu'à 200 grammes au mètre carré	2
	B. Pesant de 201 à 600 grammes au mètre carré	2
	C. Pesant 600 grammes et plus au mètre carré	2

Notes du Secrétariat :

¹ 711 V. — Dans le texte anglais : « Carbonate, nitrate, acétate, borate, biborate (borax), bicarbonate, chlorure, soude caustique pure, sulfure, bisulfure, sulfite, bisulfite, hydrosulfate, hyposulfite, nitrite, chlorure de sodium pur, et autres sels de sodium non dénommés ailleurs. »

² 853 B. — Dans le texte anglais : « Spécialités, sérums et vaccins faisant l'objet de permis d'importation du gouvernement (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale). »

Numéro du tarif turc	Articles	Contingent annuel en tonnes métriques
125 A (2)	Chapeaux et autres coiffures en tissus ou feutres de laine pure ou mélangée de matières textiles autres que la soie naturelle ou artificielle (combinés ou non avec d'autres matières) (pour hommes)	400 Kg.
238 A	Moutarde, en poudre	2
377	Tissus de coton non blanchis, ni teints, ni imprimés, pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	20
	F. Moins de 70 grammes	20
378	Tissus de coton, blanchis et non teints, pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	40
	F. Moins de 70 grammes	40
379 (1)	Tissus de coton, teints, en pièces, pesant par mètre carré ¹ :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	20
	F. Moins de 70 grammes	20
379 (2)	Tissus de coton dont les fils sont teints, rayés et à carreaux, pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	20
	F. Moins de 70 grammes	20
379 (3)	Tissus de coton imprimés en une ou plusieurs couleurs ou mercerisés (y compris ceux dont les fils sont mercerisés) pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	50
	D. De 100 à 150 grammes	50
	E. De 70 à 100 grammes	50
	F. Moins de 70 grammes	50
380 A	Tulles et mousselines, unis, y compris ceux mélangés ou combinés avec des fils métalliques	15
383	Velours de coton de toute sorte, velours et peluches, rubans et galons de ces étoffes (y compris ceux ornés ou combinés avec des fils métalliques ou des paillettes et perles de toute sorte)	1
400 A	Mouchoirs de coton, à bords imprimés ou non	500 Kg.
413	Fils conditionnés pour la vente au détail (blanchis, non blanchis, teints) (sous forme de bobines, petits écheveaux, pelotes, tubes et autres) ² .	5
414 A	Ficelles, cordes, câbles (y compris ceux goudronnés, teints ou mélangés avec des fils métalliques) (jusqu'à 5 mm. de diamètre) ³ .	1
451	Bâches pour confectionner des tentes ou pour couvrir des marchandises (y compris celles confectionnées)	3

Notes du Secrétariat :

¹ 379 (1). — Dans le texte anglais : « Tissus de coton, teints, en balles, pesant par mètre carré. »² 413. — Dans le texte anglais : « Fils et filés de lin et autres matières végétales conditionnés, etc. »³ 414 A. — Dans le texte anglais : « Ficelles, cordes et câbles de lin (y compris ceux mélangés avec des fils métalliques) goudronnés ou teints, jusqu'à 5 mm. de diamètre. »

Numéro du tarif turc	Articles	Contingent annuel en tonnes métriques
535	Poêles, foyers, braseros, en fer : A. Poêles à pétrole, à l'électricité, à gaz, poêles à pétrole à mèche ou à compression (combinés ou non avec d'autres matières)	1
	B. Autres foyers et poêles, foyers à ventilateur, braseros : 1° Simples.	5
	2° Vernis ou combinés avec d'autres matières.	5
543 694	Fers avec ou sans clous pour chaussures Combustibles minéraux : B. Coke	10 5.000
	C. Anthracite : 1° En morceaux (les mélangés sont considérés comme en morceaux) ¹	1.000
708	Cirages et paraffine pour chaussures, encaustiques, crèmes, pâtes et compositions similaires (pour nettoyer, polir et conserver les cuirs, chaussures, objets métalliques, meubles, parquets, etc.) en poudre, blocs, liquides ou pâtes ²	1

Note : Les numéros de tarif indiqués dans la liste ci-dessus ont été établis d'après le tarif joint à la loi N° 1499 du 1^{er} juin 1929 et le tarif joint à la loi N° 2255 du 31 mai 1933 portant amendement à la première. ³

TROISIÈME LISTE

Articles	Droits
Droits réduits ⁴ : Figues et pains de figues	7 s. par quintal
Positions consolidées ⁴ : Valonée.	10 % <i>ad valorem</i>
Laine mohair, brute, nettoyée ou grillée ou non	exempte
Noisettes décortiquées	10 % <i>ad valorem</i>

QUATRIÈME LISTE

Tapis et kilims.
Légumes secs.
Œufs.
Fruits frais.
Gomme adragante.
Opium.
Tabac.
Colorants végétaux.
Vins et spiritueux.

Notes du Secrétariat :

¹ 694 C. — Les mots entre parenthèses ne figurent pas dans le texte anglais.

² 708. — Dans le texte anglais : « Crèmes, pâtes, produits à faire briller et préparations similaires pour chaussures, meubles, métaux et pour d'autres usages. »

³ Cette note ne figure pas dans le texte anglais.

⁴ Les mots : « Droits réduits » et « Positions consolidées » ne figurent pas dans le texte anglais.

ANNEXE A L'ARTICLE 5.

CERTIFICAT D'ORIGINE
(Original.)

Expéditeur : Nom : Adresse :	Destinataire : Nom : Adresse :
Nature des marchandises : Emballage : Nombre des colis : Marques et numéros :	
Poids : { brut { net	Kg. Kg.
Valeur f.o.b. Itinéraire :	

Il est certifié que les marchandises spécifiées ci-dessus sont des produits naturels ou manufacturés du Royaume-Uni et que le présent certificat a été délivré conformément aux dispositions de l'Accord relatif au commerce et aux paiements, conclu entre la République de Turquie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 4 juin 1935.

(Le présent duplicata doit porter le même numéro d'ordre que le certificat original. Il sera estampillé par la douane et envoyé à la Banque centrale de la République de Turquie qui effectuera le paiement aux personnes résidant au Royaume-Uni auxquelles est due la valeur des marchandises.)

CERTIFICAT D'ORIGINE
(Duplicata.)

Expéditeur : Nom : Adresse :	Destinataire : Nom : Adresse :
Nature des marchandises : Emballage : Nombre des colis : Marques et numéros :	
Poids : { brut { net	Kg. Kg.
Valeur f.o.b. : Itinéraire :	

Il est certifié que les marchandises spécifiées ci-dessus sont des produits naturels ou manufacturés du Royaume-Uni et que le présent certificat a été délivré conformément aux dispositions de l'Accord relatif au commerce et aux paiements, conclu entre la République de Turquie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en date du 4 juin 1935.

PROTOCOLE

Au moment de signer l'accord conclu ce jour entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République de Turquie, relatif au commerce et aux paiements, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus des dispositions énoncées au présent protocole, qui formera partie intégrante de l'accord susmentionné.

Ad *article 6.*

a) Pour les marchandises du Royaume-Uni importées en Turquie avant la date de l'entrée en vigueur de l'accord (à l'exception des marchandises mentionnées au point *a)* du paragraphe 1 de l'article 6 de l'accord), les paiements y relatifs venant à échéance avant ladite date bénéficieront du régime en vigueur avant la signature de l'accord.

b) Pour les marchandises du Royaume-Uni exportées à destination de la Turquie avant l'entrée en vigueur de l'accord (à l'exception des marchandises mentionnées au paragraphe 3 de l'article premier de l'accord), les paiements venant à échéance après l'entrée en vigueur de l'accord bénéficieront du régime susmentionné jusqu'à concurrence d'un montant total de 50.000 livres sterling. La procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 7 de l'accord s'appliquera aux paiements en excédent de ladite somme de 50.000 livres sterling.

Fait à Angora, le 4 juin 1935, en double exemplaire, en langues anglaise et turque, les deux textes faisant également foi.

Percy LORAINE.

N. MENEMENCIOLU.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'accord de ce jour relatif au commerce et aux paiements, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus de ce qui suit :

En attendant l'échange des ratifications, ledit accord entrera provisoirement en vigueur, le 20 juin 1935.

L'expression « entrée en vigueur de l'accord » employée aux articles 1, 5, 6 et 14 de l'accord et dans le protocole y annexé s'entendra de la date de l'entrée en vigueur provisoire de l'accord, conformément au présent protocole de signature.

Chacun des gouvernements contractants pourra, avant l'échange des ratifications, mettre fin à l'application provisoire de l'accord, moyennant un préavis de trois mois notifié à l'autre gouvernement par la voie diplomatique.

Fait le 4 juin 1935, en deux exemplaires, en langues anglaise et turque, les deux textes faisant également foi.

Percy LORAINE.

N. MENEMENCIOLU.

N° 3861.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exploitation de services aériens au-dessus de territoires britanniques et portugais en Afrique. Lisbonne, le 24 octobre 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Operation of Air Services over British and Portuguese Territories in Africa. Lisbon, October 24th, 1935.

N^o 3861. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ REGARDING THE OPERATION OF AIR SERVICES OVER BRITISH AND PORTUGUESE TERRITORIES IN AFRICA. LISBON, OCTOBER 24TH, 1935.

N^o 3861. — TROCA DE NOTAS ENTRE O GOVERNO DE SUA MAJESTADE NO REINO UNIDO E O GOVERNO PORTUGUES, CONSTITUINDO UM ACÔRDO¹ RELATIVO À EXPLORAÇÃO DE SERVICOS AEREOS SOBRE TERRITORIOS BRITANICOS E PORTUGUESES EM AFRICA. LISBOA, 24 DE OUTUBRO DE 1935.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 23rd, 1936.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 mars 1936.

No. 1.

SIR C. WINGFIELD TO DR. ARMINDO MONTEIRO.

LISBON, October 24th, 1935.

M. LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency that, with the view of establishing reciprocal facilities for the operation of air services over certain British and Portuguese territories in Africa, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are willing to enter into an Agreement with the Government of the Portuguese Republic in the following terms:

(1) His Majesty's Government in the United Kingdom agree that Portuguese aircraft belonging to a Portuguese air transport company or companies designated by the Portuguese Government shall have the right to fly over and land in Northern Rhodesia on a regular air line between Mozambique and Angola.

(2) The Portuguese Government agree that British aircraft belonging to a British air transport company or companies designated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall have the right to fly over and land in Portuguese East Africa (including the territorial waters adjacent thereto) on regular air lines between British territories in East and South Africa. They also agree that British aircraft belonging to such a company or companies shall have the right to fly over and land in Portuguese

¹ Came into force October 24th, 1935.

¹ Entré en vigueur le 24 octobre 1935.

East Africa on regular air lines between Salisbury and Beira, Beira and Blantyre, and Blantyre and Salisbury.

(3) His Majesty's Government in the United Kingdom also agree that Portuguese aircraft belonging to a Portuguese air transport company or companies designated by the Portuguese Government shall have the right to fly across the Gambia on a regular air line between Portuguese Guinea and Senegal.

(4) The Portuguese Government agree that British aircraft belonging to a British air transport company or companies designated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall similarly have the right to fly on a regular air line crossing Portuguese Guinea.

(5) Each Government undertakes to notify the other Government of the date of the commencement of the operation of these air lines and of the aerodromes and landing places which it is proposed to utilise.

(6) The operation of the said air lines shall be governed by the provisions of the Convention¹ relating to the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919, and by the laws and regulations in force in the territories flown over, such laws and regulations not being inconsistent with this Agreement or the said Convention of 1919.

(7) It is understood that the concessions provided in this Agreement are not exclusive concessions. Both Governments retain full right to authorise the establishment of other air services in the African territories mentioned in the Agreement.

(8) The present arrangement shall remain in force for a period of five years and shall thereafter be terminable on one year's notice given by either Government to the other.

2. If the Portuguese Government are agreeable to the conclusion of an Agreement in the foregoing terms, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply in similar terms be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments in this matter, and that the Agreement be regarded as taking effect this day.

I avail, etc.

Charles WINGFIELD.

Nº 2.

DR. ARMINDO MONTEIRO TO SIR C. WINGFIELD.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS

LISBOA, 24 de Outubro de 1935.

LISBON, October 24th, 1935.

SENHOR EMBAIXADOR,

M. L'AMBASSADEUR,

Em resposta à Nota que V. Ex^a. se serviu dirigir-me em data de hoje, tenho a honra de comunicar a V. Ex^a que o Governo Português, no intuito de estabelecer reciprocas facilidades para a exploração de serviços aéreos sobre

In reply to the note which your Excellency addressed to me of to-day's date, I have the honour to inform you that, with the view of establishing reciprocal facilities for the operation of air services over certain British and

¹ Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, pages 438 et 441; vol. CXVII, page 54; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427; vol. CXLII, page 340; et vol. CLXIV, page 355, de ce recueil.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, page 438 and 441; Vol. CXVII, page 54; Vol. CXXXVIII, page 418 and 427; Vol. CXLII, page 340; and Vol. CLXIV, page 355, of this Series.

³ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

determinados territorios britânicos e portugueses em Africa, está igualmente disposto a celebrar com o Governo de Sua Majestade Britânica no Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte um acôrdo nos termos seguintes :

(1) O Governo de Sua Majestade no Reino Unido concorda em que aeronaves portuguesas pertencentes a uma companhia ou companhias portuguesas de transporte aéreo, designadas pelo Governo Português, tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na Rodésia do Norte, numa carreira aérea regular entre Moçambique e Angola.

(2) O Governo Português concorda em que aeronaves britânicas pertencentes a uma companhia ou companhias britânicas de transporte aéreo, designadas pelo Governo de Sua Majestade no Reino Unido, tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na Africa Oriental Portuguesa (incluindo as águas territoriais adjacentes), em carreiras aéreas regulares entre territórios britânicos na Africa Oriental e na Africa do Sul. O Governo Português concorda tambem em que aeronaves britânicas pertencentes a tal ou tais companhias tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na Africa Oriental Portuguesa em carreiras aéreas regulares entre Salisbury e Beira, entre Beira e Blantyre e entre Blantyre e Salisbury.

(3) O Governo de Sua Majestade no Reino Unido concorda igualmente em que aeronaves portuguesas pertencentes a uma companhia ou companhias portuguesas de transporte aéreo, designadas pelo Governo Português, tenham o direito de voar atravez da Gambia, numa carreira regular aérea entre a Guiné Portuguesa e o Senegal.

(4) O Governo Português concorda em que aeronaves britânicas pertencentes a uma companhia ou companhias britânicas de transporte aéreo, designadas pelo Governo de Sua Majestade no Reino Unido, tenham igualmente o direito de voar numa carreira aérea regular que atravesse a Guiné Portuguesa.

(5) Cada Governo compromete-se a notificar o outro Governo da data do inicio da exploração destas carreiras aéreas e dos aerodromos e terrenos de aterragem que pretende utilizar.

Portuguese territories in Africa, the Portuguese Government are equally willing to enter into an Agreement with His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom and Northern Ireland in the following terms :

(1) His Majesty's Government in the United Kingdom agree that Portuguese aircraft belonging to a Portuguese air transport company or companies designated by the Portuguese Government shall have the right to fly over and land in Northern Rhodesia on a regular air line between Mozambique and Angola.

(2) The Portuguese Government agree that British aircraft belonging to a British air transport company or companies designated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall have the right to fly over and land in Portuguese East Africa (including the territorial waters adjacent thereto) on regular air lines between British territories in East and South Africa. They also agree that British aircraft belonging to such a company or companies shall have the right to fly over and land in Portuguese East Africa on regular air lines between Salisbury and Beira, Beira and Blantyre, and Blantyre and Salisbury.

(3) His Majesty's Government in the United Kingdom also agree that Portuguese aircraft belonging to a Portuguese air transport company or companies designated by the Portuguese Government shall have the right to fly across the Gambia on a regular air line between Portuguese Guinea and Senegal.

(4) The Portuguese Government agree that British aircraft belonging to a British air transport company or companies designated by His Majesty's Government in the United Kingdom shall similarly have the right to fly on a regular air line crossing Portuguese Guinea.

(5) Each Government undertakes to notify the other Government of the date of the commencement of the operation of these air lines and of the aerodromes and landing places which it is proposed to utilise.

(6) A exploração das referidas carreiras aéreas será regulada pelas disposições da Convenção relativa á Regulamentação de Navegação Aérea de 13 de Outubro de 1919, e pelas leis e regulamentos em vigor nos territórios sobrevoados, quando tais leis e regulamentos não sejam contrários a este Acôrdo ou á referida Convenção de 1919.

(7) Fica entendido que as concessões previstas neste Acôrdo não teem caracter exclusivo. Ambos os Governos reservam o pleno direito de autorizarem o estabelecimento de outras carreiras aéreas nos territórios africanos mencionados no Acôrdo.

(8) O presente Acôrdo vigorará pelo prazo de cinco anos e poderá, a partir de então, ser denunciado mediante aviso prévio de um ano, feito por qualquer dos Governos ao outro.

2. Em conformidade com a proposta de V. Ex^a., que tenho a honra de aceitar, a Nota de V. Ex^a. datada de hoje e esta resposta, redigida em termos semelhantes, constituirão o Acôrdo formal dos dois Governos o qual se considera como entrando em vigor nesta data.

Aproveito, etc.

Armindo MONTEIRO.

(6) The operation of the said air lines shall be governed by the provisions of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919, and by the laws and regulations in force in the territories flown over, such laws and regulations not being inconsistent with this Agreement or the said Convention of 1919.

(7) It is understood that the concessions provided in this Agreement are not exclusive concessions. Both Governments retain full right to authorise the establishment of other air services in the African territories mentioned in the Agreement.

(8) The present arrangement shall remain in force for a period of five years and shall thereafter be terminable on one year's notice given by either Government to the other.

2. In conformity with your Excellency's proposal, which I have the honour to accept, your Excellency's note of to-day's date and this reply, written in similar terms, shall constitute a formal Agreement between the two Governments and considered as entering into force on this date.

I avail, etc.

Armindo MONTEIRO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3861. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXPLOITATION DE SERVICES AÉRIENS AU-DESSUS DE TERRITOIRES BRITANNIQUES ET PORTUGAIS EN AFRIQUE. LISBONNE, LE 24 OCTOBRE 1935.

N^o 1.

SIR C. WINGFIELD AU D^r ARMINDO MONTEIRO.

LISBONNE, le 24 octobre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en vue d'établir des facilités réciproques pour l'exploitation de services aériens au-dessus de certains territoires britanniques et portugais en Afrique, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à conclure avec le Gouvernement de la République portugaise un accord dans les termes suivants :

1^o Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient que les avions portugais appartenant à une ou à des compagnies portugaises de transports aériens désignées par le Gouvernement portugais auront le droit de survoler la Rhodésie du Nord et d'y atterrir sur le parcours d'une ligne régulière entre le Mozambique et l'Angola.

2^o Le Gouvernement portugais convient que les avions britanniques appartenant à une ou à des compagnies britanniques de transports aériens désignées par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni auront le droit de survoler l'Est africain portugais (y compris les eaux territoriales limitrophes) et d'y atterrir sur le parcours de lignes régulières entre les territoires britanniques de l'Afrique orientale et de l'Afrique du Sud. Il convient également que les avions britanniques appartenant à cette ou à ces compagnies auront le droit de survoler l'Est africain portugais et d'y atterrir sur le parcours de lignes régulières entre Salisbury et Beira, Beira et Blantyre, Blantyre et Salisbury.

3^o Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient également que les avions portugais appartenant à une ou à des compagnies portugaises de transports aériens désignées par le Gouvernement portugais auront le droit de survoler la Gambie sur le parcours d'une ligne régulière entre la Guinée portugaise et le Sénégal.

4^o Le Gouvernement portugais convient que les avions britanniques appartenant à une ou à des compagnies britanniques de transports aériens désignées par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni auront, de même, le droit de survoler la Guinée portugaise sur le parcours d'une ligne régulière traversant ce territoire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

5° Chacun des deux gouvernements s'engage à faire connaître à l'autre la date de la mise en fonctionnement de ces lignes aériennes ainsi que les aérodromes et terrains d'atterrissage qu'il se propose d'utiliser.

6° L'exploitation des susdites lignes aériennes sera régie par les clauses de la Convention relative à la réglementation de la navigation aérienne, du 13 octobre 1919, et par les lois et règlements en vigueur dans les territoires survolés, pour autant que ces lois et règlements ne sont pas incompatibles avec le présent accord ou avec ladite convention de 1919.

7° Il est entendu que les concessions prévues par le présent accord ne sont pas des concessions exclusives. Les deux gouvernements conservent, sans restriction, le droit d'autoriser l'établissement d'autres services aériens dans les territoires africains que mentionne le présent accord.

8° Le présent accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans et pourra alors prendre fin moyennant un préavis d'un an donné par l'un des deux gouvernements à l'autre gouvernement.

2. Si le Gouvernement portugais est disposé à conclure un accord dans les termes énoncés ci-dessus, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence, rédigée en termes analogues, soient considérées comme constituant un accord régulier entre les deux gouvernements en cette matière et que cet accord soit considéré comme entrant en vigueur dès ce jour.

Veuillez agréer, etc.

Charles WINGFIELD.

N° 2.

LE D^r ARMINO MONTEIRO A SIR C. WINGFIELD.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LISBONNE, le 24 octobre 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note en date de ce jour que m'a adressée Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en vue d'établir des facilités réciproques pour l'exploitation de services aériens au-dessus de certains territoires britanniques et portugais en Afrique, le Gouvernement portugais est également désireux de conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord un accord dans les termes suivants :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient que les avions portugais appartenant à une ou à des compagnies portugaises de transports aériens désignées par le Gouvernement portugais auront le droit de survoler la Rhodésie du Nord et d'y atterrir sur le parcours d'une ligne régulière entre le Mozambique et l'Angola.

2° Le Gouvernement portugais convient que les avions britanniques appartenant à une ou à des compagnies britanniques de transports aériens désignées par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni auront le droit de survoler l'Est africain portugais (y compris les eaux territoriales limitrophes) et d'y atterrir sur le parcours de lignes régulières entre les territoires britanniques de l'Afrique orientale et de l'Afrique du Sud. Il convient également que les avions britanniques appartenant à cette ou à ces compagnies auront le droit de survoler l'Est africain portugais et d'y atterrir sur le parcours de lignes régulières entre Salisbury et Beira, Beira et Blantyre, Blantyre et Salisbury.

3° Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient également que les avions portugais appartenant à une ou à des compagnies portugaises de transports

aériens désignées par le Gouvernement portugais auront le droit de survoler la Gambie sur le parcours d'une ligne régulière entre la Guinée portugaise et ce Sénégal.

4° Le Gouvernement portugais convient que les avions britanniques appartenant à une ou à des compagnies britanniques de transports aériens désignées par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni auront, de même, le droit de survoler la Guinée portugaise sur le parcours d'une ligne régulière traversant ce territoire.

5° Chacun des deux gouvernements s'engage à faire connaître à l'autre la date de la mise en fonctionnement de ces lignes aériennes ainsi que les aérodromes et terrains d'atterrissage qu'il se propose d'utiliser.

6° L'exploitation des susdites lignes aériennes sera régie par les clauses de la Convention relative à la réglementation de la navigation aérienne, du 13 octobre 1919, et par les lois et règlements en vigueur dans les territoires survolés, pour autant que ces lois et règlements ne sont pas incompatibles avec le présent accord ou avec ladite convention de 1919.

7° Il est entendu que les concessions prévues par le présent accord ne sont pas des concessions exclusives. Les deux gouvernements conservent, sans restriction, le droit d'autoriser l'établissement d'autres services aériens dans les territoires africains que mentionne le présent accord.

8° Le présent accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans et pourra alors prendre fin moyennant un préavis d'un an donné par l'un des deux gouvernements à l'autre gouvernement.

2. Conformément à la proposition de Votre Excellence, que j'ai l'honneur d'accepter, la note de Votre Excellence en date de ce jour et la présente réponse, rédigée en termes analogues, constituent un accord régulier entre les deux gouvernements et cet accord entre en vigueur dès ce jour.

Veillez agréer, etc.

Armino MONTEIRO.

N° 3862.

ALLEMAGNE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
CANADA, COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE,
UNION SUD-AFRICAINNE
ET INDE ET FRANCE

Convention relative aux sépultures
militaires. Signée à Berlin, le
20 décembre 1935.

GERMANY, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA,
NEW ZEALAND,
UNION OF SOUTH AFRICA
AND INDIA AND FRANCE

Agreement in regard to War Graves.
Signed at Berlin, December 20th,
1935.

No. 3862. — AGREEMENT ¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH AFRICA AND INDIA AND THE GERMAN AND FRENCH GOVERNMENTS IN REGARD TO WAR GRAVES. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 20TH, 1935.

English, German and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place March 23rd, 1936.

THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH AFRICA AND INDIA,

THE GERMAN GOVERNMENT

and, as regards the provisions in Articles 7 and 8 of this Agreement,

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

Have concluded, in respect of the graves of members of the Naval, Military and Air Forces of the British Empire and of Germany, the Agreement which follows :

Article I.

In this Agreement the expression " the Commission " means the Imperial War Graves Commission incorporated by Royal Charter granted by His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, on the twenty-first day of May, 1917, and established for the purpose (*inter alia*) of caring for the war graves of the British Empire all over the world.

The expression " British Military Cemeteries, Graves and Memorials " means the cemeteries and graves in German territory of members of the Naval, Military or Air Forces of the British Empire resulting from the Great War and the memorials in the said territory relating to the same, which are the subject of this Agreement.

The Commission are recognised by the German Government as the sole British Authority charged with the care of the British Military Cemeteries, Graves and Memorials.

¹ Came into force December 20th, 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3862. — VEREINBARUNG¹ ZWISCHEN DEN REGIERUNGEN DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND, VON KANADA, DES AUSTRALISCHEN BUNDES, VON NEUSEELAND, DER SÜDAFRIKANISCHEN UNION UND DER INDISCHEN REGIERUNG, UND DER DEUTSCHEN UND DER FRANZÖSISCHEN REGIERUNG ÜBER KRIEGSGRÄBER. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 20. DEZEMBER 1935.

Textes officiels anglais, allemand et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 mars 1936.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG,
DIE REGIERUNGEN DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND,
VON CANADA, DES AUSTRALISCHEN BUNDES, VON NEUSEELAND, DER SÜDAFRIKANISCHEN UNION
UND DIE INDISCHE REGIERUNG,
sowie hinsichtlich der Bestimmungen der Artikel 7 und 8 dieser Vereinbarung
DIE REGIERUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK

haben über die Gräber der Angehörigen der See-, Land- und Luftstreitkräfte Deutschlands und des Britischen Reichs die folgende Vereinbarung getroffen :

Artikel 1.

In dieser Vereinbarung bedeutet der Ausdruck „die Kommission“ die „Imperial War Graves Commission“, die durch Königliche Verordnung Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der überseeischen britischen Lande, Kaisers von Indien, vom 21. Mai 1917 anerkannt ist und (unter anderem) zum Zweck der Betreuung der Kriegsgräber des Britischen Reichs in der ganzen Welt errichtet wurde.

Unter dem Ausdruck „britische Militärfriedhöfe, -gräber und -gedenksteine“ sind die auf deutschem Gebiet liegenden, aus dem Weltkrieg stammenden Friedhöfe und Gräber der Angehörigen der See-, Land- oder Luftstreitkräfte des Britischen Reichs sowie die dazugehörigen Gedenksteine in dem genannten Gebiet zu verstehen, die Gegenstand dieser Vereinbarung sind.

Die Kommission wird seitens der Deutschen Regierung als die einzige britische Stelle anerkannt, die mit der Betreuung der britischen Militärfriedhöfe, -gräber und -gedenksteine beauftragt ist.

¹ Entrée en vigueur le 20 décembre 1935.

Article 2.

The care of German war graves is in the hands of the Official German War Graves Service ("Amtlicher Deutscher Kriegsgräberdienst"), which is referred to in this Agreement as the "Kriegsgräberdienst". The German unofficial association, the "Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge", functions in concert and in collaboration with the Kriegsgräberdienst.

Article 3.

The German Government agrees that the Commission shall be at liberty to continue as heretofore to provide themselves for the maintenance of the British Military Cemeteries situated at Cologne, Berlin (Stahnsdorf), Hamburg (Ohlsdorf), Niederzwehren (Cassel) and Zehrendorf, and to employ British subjects as custodians of the same.

The appointment of these custodians is subject to the approval of the German Government, and they shall be given a document of authorisation in which the competent authorities are expressly requested to give them all assistance necessary for carrying out their duties.

The Commission are authorized to lay out and maintain the said cemeteries in accordance with their own principles of treatment and to exercise the internal regulation and control of them.

The same right shall be accorded to the Kriegsgräberdienst, if and in so far as it decides to take over the administration of the German War Cemeteries and Graves in British territory.

Article 4.

The German Government takes due note of the existence of British War Graves in Germany, outside the limits of the cemeteries referred to in the preceding Article.

The German Government grants to the Commission full liberty to inspect the condition of the said graves from time to time. The same liberty will be granted to the Kriegsgräberdienst in respect of the German War Graves in British territory. The contracting Governments undertake to take into consideration the representations of the Commission or the Kriegsgräberdienst should any case be found where attention to any grave is considered necessary.

Article 5.

The Commission shall be at liberty to import into Germany free of Customs or import dues for use or store in Germany all monuments, such as headstones, stone, marble, or other building material, tools, appliances and stores, which may be required by the Commission in maintaining, repairing or carrying out replacements in the British Military Cemeteries, graves and memorials; and also (subject to such conditions as the competent German Authorities may consider necessary as a safeguard against the introduction of disease) all trees, shrubs, plants, seeds and bulbs required for the horticultural treatment of the same.

The Commission will use their best endeavours to ensure that the Kriegsgräberdienst shall be accorded the same rights, if and in so far as it decides to rebuild, repair or carry out replacements in the case of the German War Cemeteries and Graves in British territory.

Article 6.

Bodies of members of the Forces of the British Empire and of the German Forces buried in cemeteries or in Military graves shall not be exhumed for removal and subsequent reburial without

Artikel 2.

Die Betreuung der deutschen Kriegsgräber liegt in den Händen des „Amtlichen Deutschen Kriegsgräberdienstes“, der in dieser Vereinbarung als „Kriegsgräberdienst“ bezeichnet ist. Die deutsche nichtamtliche Vereinigung „Volkbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge“ arbeitet im Einvernehmen und im Zusammenwirken mit dem Kriegsgräberdienst.

Artikel 3.

Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass die Kommission die Freiheit haben soll, sich wie bisher auch künftig der Unterhaltung der britischen Militärfriedhöfe in Köln, Berlin (Stahnsdorf), Hamburg (Ohlsdorf), Niederzwehren (Kassel) und Zehrendorf zu widmen und britische Staatsangehörige als Wärter für diese zu verwenden.

Die Bestellung dieser Wärter bedarf der Bestätigung der Deutschen Regierung; es wird ihnen eine Bescheinigung ausgestellt werden, in der die zuständigen Stellen ausdrücklich angewiesen werden, ihnen jeden möglichen Beistand bei der Ausübung ihrer Pflichten zu gewähren.

Die Kommission ist berechtigt, die vorgenannten Friedhöfe in Übereinstimmung mit ihren eigenen Grundsätzen auszubauen und zu unterhalten und den inneren Dienst und die Kontrolle über sie auszuüben.

Dasselbe Recht soll dem Kriegsgräberdienst zustehen, wenn und insoweit er sich entschliesst, die Verwaltung deutscher Kriegsfriedhöfe auf britischem Gebiet zu übernehmen.

Artikel 4.

Die Deutsche Regierung nimmt Kenntnis von dem Bestehen britischer Kriegsgräber in Deutschland ausserhalb der Grenzen der in dem vorhergehenden Artikel genannten Friedhöfe.

Die deutsche Regierung gesteht der Kommission volle Freiheit zu, Gräber von Zeit zu Zeit auf ihren Zustand zu besichtigen. Dasselbe Recht wird dem Kriegsgräberdienst hinsichtlich der deutschen Kriegsgräber auf britischem Gebiet zugebilligt. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den Vorstellungen der Kommission bzw. des Kriegsgräberdienstes Rechnung zu tragen, wenn ein Fall festgestellt werden sollte, in dem einem Grab besondere Aufmerksamkeit zugewandt werden muss.

Artikel 5.

Die Kommission ist befugt, nach Deutschland frei von Zoll und Einfuhrgebühren alle Denkmäler, insbesondere Grabsteine, Steine, Marmor oder anderes Baumaterial und Werkzeuge zum Gebrauch und auf Vorrat einzuführen, die von der Kommission zur Unterhaltung, zur Instandsetzung und zur Ausführung von Ersatzarbeiten an den Gräbern und Denkmälern auf den britischen Militärfriedhöfen für nötig gehalten werden; das gleiche gilt (unter Berücksichtigung der Bedingungen, die die zuständigen deutschen Stellen als Schutzmassnahme gegen die Einschleppung von Krankheiten für nötig halten) für alle Bäume, Sträucher, Pflanzen, Samen und Zwiebeln, die für die gärtnerische Unterhaltung erforderlich sind.

Die Kommission wird sich dafür einsetzen, dass dem Kriegsgräberdienst dieselben Rechte zugestanden werden, wenn und insoweit er sich entschliesst, deutsche Kriegsgräber auf britischem Gebiet auszubauen, instand zu setzen oder Ersatzarbeiten an ihnen auszuführen.

Artikel 6.

Leichen von Angehörigen der Streitkräfte des Britischen Reichs und von Angehörigen der deutschen Streitkräfte, die in Friedhöfen oder in Militärgräbern bestattet sind, dürfen nicht ohne

the approval of the Commission or the Kriegsgräberdienst, as the case may be. The Governments concerned undertake to instruct the competent authorities to refuse all applications for permission for the removal of bodies unless preferred through the Commission or the Kriegsgräberdienst, as the case may be.

Article 7.

The Commission shall appoint a Mixed Committee to represent the Commission in Germany in their relations with the German Authorities, both Military and Civil, and especially to exercise in the name of the Commission the rights reserved to them under the present Agreement. This Committee shall be competent to perform, in the name of the Commission and within the limits of the powers delegated to it by the latter, all civil acts necessary to enable it to fulfil its object.

This Committee shall also be competent to act, subject to any conditions which the German Government may from time to time determine, as representative of the Kriegsgräberdienst in its relations with the Commission in matters concerning the German War Graves situated in British territory.

To facilitate the examination and solution of questions affecting the German War Graves situated in the British Cemeteries in France, it is agreed that members appointed on the recommendation of the French Government shall participate in the discussions of the Committee concerning the war graves in question.

Article 8.

The Mixed Committee shall be composed of four honorary members, of whom two shall be British and two German, and of eight official members, of whom four shall be British and four German, and it shall also include, for the consideration of the question referred to in the last paragraph of the preceding Article, one French honorary member and one French official member.

The German and French members shall be appointed on the recommendation of the German Government or the French Government, as the case may be, which shall be requested and transmitted through the diplomatic channel.

The honorary members shall be chosen from persons who have won distinction in the Army or the Navy, in letters, art or science.

The Official of the German Ministry for Foreign Affairs responsible for the Kriegsgräberdienst, the Direktor of the "Zentralnachweiseamt für Kriegerverluste und Kriegergräber" and the Bundesführer of the "Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge" shall be chosen as German official members by virtue of the administrative functions exercised by them.

The official members shall be regarded as appointed at the moment they assume office, and shall cease to form part of the Committee from the day when they vacate their said offices. The German Government and the French Government undertake to notify the Commission of all changes which may take place amongst the German and French official members.

The Commission shall select the Secretary General of the Mixed Committee.

Article 9.

The Belgian Government shall, in so far as concerns the German War Graves in British Cemeteries in Belgium, be invited to accede to this Agreement and if they agree to do so the membership of the Mixed Committee shall be increased by two Belgian members whose selection and appointment shall be made under similar conditions to those which govern the selection and the appointment of the French members.

Zustimmung der Kommission bzw. des Kriegsgräberdienstes zum Zwecke der Entfernung und nachfolgenden Wiederbestattung ausgebettet werden. Die Regierungen verpflichten sich, die zuständigen Behörden anzuweisen, alle Anträge auf Erlaubnis zur Entfernung solcher Leichen abzulehnen, wenn sie nicht durch die Kommission bzw. den Kriegsgräberdienst gestellt werden.

Artikel 7.

Die Kommission wird einen gemischten Ausschuss einsetzen, der die Kommission in Deutschland in ihren Beziehungen zu den deutschen Militär- und Zivilbehörden vertritt und der insbesondere im Namen der Kommission die Rechte ausübt, die ihr nach der gegenwärtigen Vereinbarung zustehen. Der Ausschuss ist zuständig, im Namen der Kommission und innerhalb der Grenzen der ihm von dieser erteilten Vollmacht alle Rechtshandlungen vorzunehmen, die nötig sind, um ihn zur Erfüllung seiner Aufgabe zu befähigen.

Der Ausschuss ist ferner zuständig, unter Berücksichtigung der Bedingungen, die die Deutsche Regierung von Zeit zu Zeit festsetzen kann, als Vertreter des Kriegsgräberdienstes in seinen Beziehungen zu der Kommission zu handeln, soweit Angelegenheiten in Frage stehen, die die deutschen Kriegsgräber auf britischem Gebiet betreffen.

Um die Prüfung und Lösung von Fragen zu erleichtern, die die deutschen Kriegsgräber auf britischen Friedhöfen in Frankreich betreffen, wird vereinbart, dass Mitglieder, die auf Empfehlung der Regierung der Französischen Republik ernannt werden, an den Erörterungen des Ausschusses über die in Frage stehenden Kriegsgräber teilnehmen.

Artikel 8.

Der gemischte Ausschuss soll aus vier Ehrenmitgliedern, und zwar zwei britischen und zwei deutschen bestehen, und aus acht ordentlichen Mitgliedern, von denen vier britisch und vier deutsch sein sollen; ihm sollen ferner mit Rücksicht auf die Fragen, auf die im letzten Absatz des vorhergehenden Artikels Bezug genommen ist, auch ein französisches Ehrenmitglied und ein französisches ordentliches Mitglied angehören.

Die deutschen und die französischen Mitglieder werden auf Vorschlag der Deutschen Regierung bzw. der Französischen Regierung ernannt, der auf diplomatischem Wege eingeholt und übermittelt werden soll.

Die Ehrenmitglieder sollen unter den Personen ausgewählt werden, die sich im Heer oder in der Marine, in Literatur, Kunst oder Wissenschaft ausgezeichnet haben.

Der Sachbearbeiter für den Kriegsgräberdienst im Auswärtigen Amt, der Direktor des „Zentralnachweisamts für Kriegerverluste und Kriegergräber“, der Bundesführer des „Volksbunds Deutsche Kriegsgräberfürsorge“ werden kraft des Amtes, das sie bekleiden, zu ordentlichen deutschen Mitgliedern ernannt.

Die ordentlichen Mitglieder gelten in dem Augenblick als ernannt, in dem sie das Amt übernehmen, und sollen von dem Tage an aufhören, dem Ausschuss anzugehören, an dem sie aus ihrer Stellung ausscheiden. Die Deutsche Regierung und die Französische Regierung verpflichten sich, der Kommission von allen Veränderungen Kenntnis zu geben, die hinsichtlich der deutschen und französischen ordentlichen Mitglieder eintreten.

Die Kommission wird den Generalsekretär des gemischten Ausschusses ernennen.

Artikel 9.

Mit Rücksicht auf die deutschen Kriegsgräber auf britischen Friedhöfen in Belgien wird die Belgische Regierung eingeladen werden, dieser Vereinbarung beizutreten; im Falle ihres Einverständnisses soll der gemischte Ausschuss um zwei belgische Mitglieder vermehrt werden, die unter den gleichen Bedingungen vorgeschlagen und ernannt werden, wie sie für die französischen Mitglieder gelten.

In witness whereof the undersigned, duly authorized to that effect, have signed the present Agreement in the English, German and French languages, all being of equal validity.

Done at Berlin, the 20th December, 1935, in a single copy which shall be deposited in the archives of the German Government, and of which certified copies shall be furnished to each contracting Government.

For the Government of the United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland :

Eric PHIPPS.

For the Government of Canada :

Eric PHIPPS.

For the Government of the Commonwealth of Australia :

Eric PHIPPS.

For the Government of New Zealand :

Eric PHIPPS.

For the Government of the Union of South Africa :

S. F. N. GIE.

For the Government of India :

Eric PHIPPS.

Zu Urkund dessen haben die zu diesem Zweck gehörig ermächtigten Unterzeichneten die vorliegende Vereinbarung in deutscher, englischer und französischer Sprache unterschrieben, deren Texte gleichwertig sind.

Geschehen in Berlin, den 20. Dezember 1935 in einer Urschrift, die in den Archiven der Deutschen Regierung niedergelegt und von der eine beglaubigte Abschrift jeder der vertragschliessenden Regierungen mitgeteilt werden wird.

Für die Deutsche Regierung :

B. W. VON BÜLOW.

N^o 3862. — CONVENTION ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU CANADA, DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET DE L'INDE, ET LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FRANÇAIS, RELATIVE AUX SÉPULTURES MILITAIRES. SIGNÉE A BERLIN, LE 20 DÉCEMBRE 1935.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, en ce qui concerne les dispositions des articles 7 et 8 de la présente convention,

LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE SEPTENTRIONALE, DU CANADA, DE LA CONFÉDÉRATION AUSTRALIENNE, DE NOUVELLE-ZÉLANDE, DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, et

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND

Ont conclu la convention ci-après au sujet des sépultures des marins, des militaires et des aviateurs de l'Empire britannique et de l'Allemagne.

Article premier.

Dans la présente convention, l'expression « La Commission » signifie la « Commission impériale des sépultures militaires » qui a été reconnue par charte royale de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, en date du 21 mai 1917, et qui a été instituée notamment en vue d'assurer l'entretien des sépultures militaires de l'Empire britannique dans le monde entier.

Par l'expression « cimetières, sépultures et pierres commémoratives militaires britanniques » il faut entendre les cimetières et sépultures des marins, des militaires et des aviateurs de l'Empire britannique situés en territoire allemand et provenant de la guerre 1914-1918 ainsi que les pierres commémoratives la concernant dans le territoire susdésigné, lesquels font l'objet de la présente convention.

La Commission sera considérée par le Gouvernement allemand comme le seul organisme britannique chargé de l'entretien des cimetières, sépultures et pierres commémoratives militaires britanniques.

Article 2.

L'entretien des sépultures militaires allemandes est confié au « Service officiel allemand des sépultures militaires », lequel est désigné, dans la présente convention, sous le nom de « Service des sépultures militaires ».

L'association allemande non officielle « Union nationale allemande pour l'entretien des sépultures militaires » travaillera d'accord et en collaboration avec le Service des sépultures militaires.

Article 3.

Le Gouvernement allemand reconnaît à la Commission la liberté de se consacrer dans l'avenir, comme dans le passé, à l'entretien des cimetières militaires britanniques de Cologne, Berlin (Stahnsdorf), Hambourg (Ohlsdorf), Niederzwehren (Cassel) et Zehrendorf et d'employer comme gardiens de ces cimetières des ressortissants britanniques.

Le choix de ces gardiens est soumis à l'approbation du Gouvernement allemand. Il sera délivré à ces gardiens un certificat dans lequel les autorités compétentes seront expressément invitées à leur prêter toute l'assistance possible dans l'accomplissement de leur tâche.

La Commission est autorisée à aménager et à entretenir les cimetières précités, suivant ses propres principes, et à y exercer le service intérieur et le contrôle.

Le même droit appartiendra au Service des sépultures militaires s'il décide, et dans la mesure où il le jugera à propos, de se charger de l'administration des cimetières militaires allemands en territoire britannique.

Article 4.

Le Gouvernement allemand prend note de l'existence de sépultures militaires britanniques en Allemagne en dehors des limites des cimetières désignés à l'article précédent.

Le Gouvernement allemand reconnaît à la Commission l'entière liberté d'inspecter de temps en temps l'état des sépultures. Le même droit est concédé au Service des sépultures militaires en ce qui concerne les sépultures militaires allemandes en territoire britannique. Les Gouvernements contractants s'engagent à tenir compte des observations de la Commission, ou du Service des sépultures militaires au cas où il serait constaté qu'une sépulture devrait faire l'objet d'une attention particulière.

Article 5.

La Commission est autorisée à introduire en Allemagne, pour son usage et à titre de réserve avec exonération de tout droit de douanes, tous monuments, en particulier pierres tombales, pierres, marbre ou autres matériaux de construction et tout l'outillage que la Commission jugera nécessaire à l'entretien, à la mise en état et à l'exécution de travaux de remplacement concernant les sépultures et les monuments des cimetières militaires britanniques ; il en sera de même (sous réserve des conditions jugées nécessaires par les autorités allemandes compétentes à titre de protection contre les maladies) en ce qui concerne tous les arbres, arbustes, plantes, graines et bulbes nécessaires à l'entretien horticole.

La Commission s'emploiera à faire accorder les mêmes droits au Service des sépultures militaires, s'il décide, et dans la mesure où il le jugera à propos, d'aménager, de mettre en état des sépultures militaires allemandes en territoire britannique, ou d'exécuter sur ces sépultures des travaux de remplacement.

Article 6.

Les corps des membres des armées de l'Empire britannique et des membres des armées allemandes, qui sont inhumés dans des cimetières ou dans des sépultures militaires, ne pourront, sans l'assentiment de la Commission, ou respectivement du Service des sépultures militaires, être exhumés en vue d'être emmenés et inhumés à nouveau dans la suite. Les gouvernements s'engagent à inviter les autorités compétentes à rejeter toutes demandes d'autorisation visant le transfert de ces corps, qui ne seront pas présentées par la Commission ou par le Service des sépultures militaires.

Article 7.

La Commission instituera un comité mixte qui représentera la Commission en Allemagne dans ses rapports avec les autorités civiles et militaires allemandes et qui exercera, au nom de la Commission, les droits reconnus à celle-ci par la présente convention. Le comité a qualité pour procéder, au nom de la Commission et dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués par celle-ci, à tous actes juridiques qui seraient nécessaires pour lui permettre l'accomplissement de sa tâche.

Le comité a, de plus, qualité, sous réserve des conditions que le Gouvernement allemand pourra édicter de temps en temps, comme représentant du Service des sépultures militaires dans ses rapports avec la Commission, en ce qui concerne les questions intéressant les sépultures militaires allemandes en territoire britannique.

En vue de faciliter l'étude et le règlement des questions intéressant les sépultures militaires allemandes dans les cimetières britanniques en France, il est convenu que des membres nommés sur présentation du Gouvernement de la République française prendront part aux discussions du comité, au sujet des sépultures militaires en question.

Article 8.

Le Comité mixte se composera de quatre membres d'honneur, dont deux britanniques et deux allemands, et de huit membres actifs, dont quatre devront être britanniques et quatre allemands ; eu égard aux questions qui sont envisagées au dernier alinéa de l'article précédent, le comité comprendra également un membre d'honneur français et un membre actif français.

Les membres allemands et les membres français seront nommés sur la proposition du Gouvernement allemand, ou, respectivement, du Gouvernement français, proposition qui devra être sollicitée et transmise par la voie diplomatique.

Les membres d'honneur seront choisis parmi les personnalités qui se sont distinguées dans l'armée ou la marine, dans la littérature, l'art ou la science.

Le fonctionnaire chargé du Service des sépultures militaires au Ministère des Affaires étrangères du Reich, le directeur du « Service central des renseignements sur les morts de la guerre et sur les sépultures militaires » (Zentralnachweiseamt für Kriegerverluste und Kriegergräber) et le président de l'Union nationale allemande pour l'entretien des sépultures militaires (Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge) seront, en vertu des fonctions qu'ils remplissent, nommés membres actifs allemands.

Les membres actifs seront considérés comme nommés à dater du moment où ils entreront en fonction, et ils cesseront de faire partie du comité à partir du jour où ils quitteront leurs fonctions. Le Gouvernement allemand et le Gouvernement français s'engagent à notifier à la Commission tout changement pouvant intervenir en ce qui concerne les membres actifs allemands et français.

La Commission nommera le secrétaire général du Comité mixte.

Article 9.

En raison de l'existence de sépultures militaires allemandes dans des cimetières britanniques de Belgique, le Gouvernement belge sera invité à adhérer à la présente convention ; s'il y consent, le Comité mixte sera augmenté de deux membres belges qui seront proposés et nommés dans les mêmes conditions que les membres français.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention en langue française, anglaise et allemande, chaque version ayant égale autorité.

Fait à Berlin, le 20 décembre 1935, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement allemand, et dont les copies certifiées seront remises à chacun des Gouvernements contractants.

Pour le Gouvernement de la République française :

André FRANÇOIS-PONCET.

N° 3863.

ESTONIE ET HONGRIE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, signée à Tallinn, le 8 août 1934, et échange de notes y relatif de la même date.

ESTONIA AND HUNGARY

Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, signed at Tallinn, August 8th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N^o 3863. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LE ROYAUME DE HONGRIE. SIGNÉE A TALLINN, LE 8 AOUT 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le chef de la Délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 mars 1936.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

Désireux de régler les rapports judiciaires entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transport des criminels ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence Monsieur Alexandre KISCH DE NEMESKÉR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Tallinn ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Son Excellence Monsieur Julius SELJAMAA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Article premier.

EXTRADITION.

1. Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les instances judiciaires ordinaires de l'autre Partie, pour toute infraction :

a) Si cette infraction d'après les lois des deux Etats peut entraîner une peine privative de liberté d'une année au moins ou si la personne réclamée a été condamnée pour un tel fait à une peine privative de liberté dépassant six mois ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 23 août 1935.
Entrée en vigueur le 23 novembre 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3863. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY RELATING TO EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT TALLINN, AUGUST 8TH, 1934.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 28th, 1936.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA,

Wishing to regulate the legal relations between the two States with regard to the extradition and conveyance of criminals and to the question of judicial assistance in criminal matters, have decided to conclude a Convention to this effect, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Monsieur Alexander KISCH DE NEMESKÉR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary at Tallinn ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency Monsieur Julius SELJAMAA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

Article I.

EXTRADITION.

1. The Contracting Parties undertake to surrender to each other, upon application being made, persons within the territory of the one Party who are being proceeded against or who have been sentenced by the ordinary courts of the other Party for any offence :

(a) If the offence is punishable under the laws of both States by imprisonment for at least one year, or if the person claimed has been sentenced for such an offence to more than six months' imprisonment ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, August 23rd, 1935. Came into force November 23rd, 1935.

- b) Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requis ;
- c) Si la poursuite de l'infraction n'est pas réservée par les lois de l'Etat requis à ses propres instances judiciaires.

2. L'extradition sera également accordée pour la tentative desdites infractions ou pour un acte préparatoire ou pour complicité, lorsqu'ils sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Article 2.

Les Parties contractantes n'extraderont pas leurs propres nationaux.

Article 3.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION NE PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

L'extradition ne sera pas accordée :

- a) Pour des infractions politiques ;
Elle sera accordée alors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si le fait pour lequel elle est demandée, constitue principalement un délit commun. L'Etat requis appréciera librement, dans chaque cas particulier, le caractère de l'infraction, selon les faits de la cause ; il pourra exiger de l'Etat requérant la production de tous les renseignements et justifications nécessaires sur l'état de fait.
Il est entendu qu'il ne sera pas considéré comme infraction politique l'infraction commise ou tentée contre la vie ou personne d'un chef d'Etat ou des membres de sa famille.
- b) Pour les infractions d'ordre purement militaire ;
- c) Pour les infractions de presse proprement dites ;
- d) Pour les infractions aux lois de douane, d'impôts et autres lois financières ;
- e) Pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée, s'il n'est pas vérifié que la partie lésée a demandé la poursuite ou si elle y a renoncé ;
- f) Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois de l'une des Parties contractantes, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise, avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire ou si l'on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux ;
- g) Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction, ou s'il a déjà été mis hors de cause ou gracié, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce pays ne permette la remise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux ;
- h) Pour les infractions formant, selon les lois au moins de l'une des deux Parties contractantes, une contravention.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

1. La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique. On y joindra en original ou en expédition authentique, soit un jugement rendu contre la personne réclamée, soit un mandat d'arrêt émanant d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente, soit un acte de mise en accusation. Ces actes indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination, et seront accompagnés du texte certifié conforme de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et indiquant la peine qu'elle entraîne.

2. Lorsqu'il s'agit d'infractions contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé, ou, le cas échéant, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

- (b) If the offence was committed outside the territory of the State applied to ;
 (c) If the law of the State applied to does not require the offence to be dealt with in its own courts.

2. Extradition shall also be granted in the case of attempts to commit the said offences, or preparatory acts, or aiding and abetting of offenders, when these acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

Article 2.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Article 3.

NON-EXTRADITABLE OFFENCES.

Extradition shall not be granted :

- (a) For political offences ;

It shall be granted even in cases where the offender alleges a political aim or motive if the act for which extradition is demanded constitutes primarily an ordinary offence. The State applied to shall be free to decide, according to the relevant data in each individual case, the nature of the offence ; it may request the applicant State to produce all the necessary information and evidence concerning the actual facts.

It is understood that an offence committed or attempted against the life or person of a Head of State or the members of his family shall not be considered as a political offence.

- (b) For purely military offences ;

- (c) For Press offences in the strict sense of the term ;

- (d) For offences in connection with Customs, fiscal and other financial laws ;

(e) For offences concerning which action can only be taken at the instance of the injured party, if it is not proved that the said party has taken action, or if he has abandoned his intention of doing so ;

(f) If exemption from prosecution or punishment has been acquired through lapse of time under the laws of either Contracting Party or those of the State where the offence was committed, before the accused has been arrested or summoned to appear, or if he cannot be prosecuted or the sentence enforced for other legal reasons ;

(g) If the person claimed is being proceeded against for the same offence in the country applied to, or if he has already been discharged or pardoned or sentenced or acquitted for the same offence, provided that the laws of that country do not allow of the re-opening of criminal proceedings if new information comes to light ;

(h) For offences which constitute contraventions under the laws of at least one of the Contracting Parties.

Article 4.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

1. The requisition for extradition shall be made through diplomatic channels. It shall be accompanied by the original or an authentic copy of the sentence passed on the person claimed, or by a warrant of arrest issued by a court or other competent authority, or by an indictment. These documents shall indicate briefly the offence with which he is charged, its exact nature and denomination, and shall be accompanied by a certified true copy of the criminal law of the applicant State concerning this offence, and an indication of the corresponding penalty.

2. In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused, or, in appropriate cases, of that which the criminal wished to cause, shall be stated.

3. Ces pièces à l'appui seront jointes en original ou en copies légalisées par le tribunal ou par toute autre autorité compétente de l'Etat requérant. Dans la mesure du possible il y sera joint les signalements de la personne réclamée, sa photographie, ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Article 5.

LANGUE A EMPLOYER.

Les documents mentionnés à l'article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant dans la forme requise par les lois de celui-ci et munis du sceau officiel. Ils seront accompagnés des traductions dans la langue officielle de l'Etat requis ou dans la langue française ou dans une autre langue convenue entre les Etats contractants, faites ou attestées conformes soit par l'autorité compétente soit par un interprète de l'Etat requérant qu'il soit assermenté ou officiel et qui les munira de sa signature et de son cachet.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction faisant l'objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

Article 7.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE.

1. En cas d'urgence, la personne réclamée pourra être mise provisoirement en détention, même avant que la demande d'extradition a été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le télégraphe, à condition qu'il soit fait mention d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé directement par le tribunal ou l'autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis.

2. Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie, ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

3. L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu conformément aux alinéas 1 et 2 en informe sans retard l'autorité qui a demandé cette arrestation ou bien l'autorité par laquelle cet individu est poursuivi d'après l'avis publié dans les bulletins ou registres de police, en indiquant en même temps l'endroit de sa détention.

4. Si, dans un délai de quinze jours, à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus, l'autre Partie contractante ne fait pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

3. Either the originals of these documents or copies legalised by the court or by some other competent authority of the applicant State shall be forwarded with the requisition. In so far as is possible, the description of the person claimed, his photograph, or other particulars which might serve to establish his identity, shall also be forwarded therewith.

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State, according to the form prescribed by its laws, and shall bear the official seal. They shall be accompanied by translations either in the official language of the State applied to or in French, or in another language agreed upon between the Contracting States, which has been made or certified correct by the competent authority or by a sworn or official interpreter of the applicant State, whose signature and whose seal they shall bear.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

If any doubt exists as to whether the offence in respect of which proceedings have been instituted is covered by the present Convention, explanations shall be asked for from the applicant State, and extradition shall only be granted if the explanations forthcoming remove all uncertainty.

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

Immediately upon the arrival of the requisition for extradition, accompanied by the documents specified in Articles 4 and 5, the State applied to shall take all measures necessary to secure the person claimed and to prevent his escape, provided that his extradition is not *prima facie* inadmissible.

Article 8.

PROVISIONAL ARREST.

1. In urgent cases, the person claimed may be provisionally detained, even before the requisition for extradition has been submitted, on receipt of a notification by letter or telegram, provided that mention is made of a warrant for arrest, or a sentence, and also that the nature of the offence is stated. This notification may be sent direct to the competent authorities of the State applied to by the court or competent authorities of the applicant State.

2. In the absence of such notification, the competent authorities of either of the Contracting Parties may place under provisional arrest any person discovered in their territory whose description has been given by the authorities of the other Party or who has been entered as wanted by the police in their respective reports or registers.

3. The authorities who have made an arrest in accordance with paragraphs 1 and 2 shall at once inform the authorities who desired the arrest, or those by whom the offender was being sought in accordance with the notification published in the police reports or registers, and shall specify the place of detention.

4. If, within fifteen days from the sending of this information in accordance with the above provisions, the other Contracting Party has given no indication that the extradition of the arrested person will be applied for, he may be released.

Article 9.

1. Si la demande d'extradition, accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5, n'a pas été reçue dans un délai de six semaines, à compter du jour où la communication d'arrestation prévue par l'alinéa 3 de l'article précédent a été expédiée, la personne arrêtée pourra être mise en liberté.

2. Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé. Ce délai pourra sur demande motivée être prolongé, sans toutefois que la durée totale de l'arrestation provisoire puisse dépasser deux mois.

Article 10.

DEMANDE D'EXTRADITION PRÉSENTÉE PAR PLUSIEURS ETATS.

1. Si l'extradition est demandée également par un Etat tiers, soit par plusieurs autres Etats, la Partie requise pourra préférer la demande d'extradition de l'Etat tiers ou de l'un des autres Etats, s'il estime que cette préférence satisfait mieux les intérêts de la justice répressive.

2. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

1. Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné sur le territoire de l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il s'y trouve en détention pour d'autres motifs, son extradition pourra être différée, jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, ou, en cas de sa condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine ou qu'il en ait obtenu la remise, ou bien que sa détention, occasionnée par d'autres motifs, soit terminée.

2. Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition.

Article 12.

REMISE TEMPORAIRE DE L'INDIVIDU RÉCLAMÉ.

Si l'ajournement de l'extradition mentionnée à l'alinéa 1 de l'article 11 pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant la prescription ou d'autres entraves importantes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que dans l'Etat requérant les actes de l'instruction, pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 13.

LIMITES AU DROIT D'EXTRADITION.

1. L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni condamné dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée ni livré à un pays tiers, pour des infractions (commises avant son extradition) autres que celle pour laquelle son extradition a été accordée.

2. Pour ces infractions commises avant l'extradition, l'individu extradé pourra être poursuivi, puni ou livré à un pays tiers seulement :

a) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent ultérieurement. Ce consentement ne saurait être refusé si l'extradition pour les infractions en question est prévue par la

Article 9.

1. If the requisition for extradition, accompanied by the documents in support enumerated in Articles 4 and 5, has not been received within a period of six weeks from the day when the announcement of the arrest required by paragraph 3 of the preceding Article was sent out, the arrested person may be released.

2. In cases where additional explanations have been asked for in accordance with Article 6, the arrested person may also be released if these explanations have not been given to the State applied to within the appropriate period which it specified. This period may be prolonged if a request is made for this purpose, accompanied by a statement of reasons, provided that the total period of provisional arrest does not exceed two months.

Article 10.

REQUISITIONS FOR EXTRADITION SUBMITTED BY MORE THAN ONE STATE.

1. If extradition is applied for by a third State or by several other States, the Party applied to may give preference to the requisition for extradition put forward by the third State or by one of the other States if it holds that this preference is more in accordance with the interests of justice.

2. These provisions shall in no way prejudice former undertakings assumed by one of the Contracting States with regard to other States.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

1. If a person who is claimed is being proceeded against or has been sentenced in the territory of the State applied to for an offence other than that which led to the requisition for extradition, or if he is detained there for other reasons, his extradition may be postponed until the proceedings have been terminated, or, in the event of his receiving a sentence, until he has served the same or been pardoned, or until his detention has come to an end on other grounds.

2. This postponement shall not prevent a decision being taken at once with regard to his extradition.

Article 12.

TEMPORARY SURRENDER OF THE PERSON CLAIMED.

If, however, the postponement of extradition mentioned in paragraph 1 of Article 11 could, under the laws of the applicant State, cause the proceedings to lapse through limitation or otherwise seriously hinder them, the person claimed may be temporarily surrendered, provided that there are no special reasons to the contrary and that the person surrendered is returned as soon as the preliminary investigations in the applicant State, for which the individual was temporarily required, are terminated.

Article 13.

LIMITS TO THE RIGHT OF EXTRADITION.

1. A person who has been surrendered may not be prosecuted or sentenced in the State to which extradition has been granted, or surrendered to a third country, for offences (committed before his extradition) other than that for which his extradition was granted.

2. For such offences committed before his extradition, the person surrendered can only be prosecuted, punished or surrendered to a third country :

(a) If the State which granted extradition subsequently consents. This consent cannot be withheld if extradition for the offences concerned is allowed by the present

présente convention. L'Etat qui a extradé le malfaiteur pourra exiger que le consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition avec les pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 ;

b) Si ledit individu n'a pas quitté, nonobstant le manque de tout empêchement, dans un délai de 30 jours le territoire de l'Etat auquel il a été extradé après y avoir été jugé et en cas de condamnation après y avoir subi sa peine ou après y avoir été gracié ou s'il y est retourné par la suite de son plein gré ;

c) Si la personne extradée demande spontanément à être jugée ou à subir sa peine.

L'alinéa *c)* ne sera pas applicable aux infractions énumérées à l'article 3.

3. L'Etat auquel fut accordé le consentement à l'extradition conformément à l'alinéa 2 *a)* informera l'autre Etat sur sa demande du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie légalisée du jugement.

Article 14.

TRANSIT DES CRIMINELS.

1. Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et un tiers Etat, l'autre Partie accordera, sur demande, son transport à travers son territoire.

2. Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également à ce transit.

3. Le transit sera effectué par les agents de la partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

4. Si dans le délai de trois mois, à partir du jour où l'Etat requérant a été informé que l'extradition fut accordée, celui-ci ne produit pas la preuve du consentement au transit de la part de l'Etat à travers le territoire duquel l'individu réclamé doit être transporté, l'autorisation d'extradition sera nulle.

CHAPITRE II

Article 15.

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. En matière pénale, les Parties contractantes se prêteront réciproquement assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins et des experts, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets, et elles se remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

2. L'assistance judiciaire en matière pénale pourra être refusée :

a) S'il s'agit de la poursuite ou de la condamnation d'un sujet de la Partie requise qui se trouve sur le territoire de cette Partie ;

b) Si la citation d'un témoin ou d'un expert fait prévaloir les conséquences légales de la non-comparution consistant en une peine ou une imposition de frais, ou bien un mandat d'amener ou d'arrêt ;

c) S'il s'agit d'une des infractions énumérées aux points *a)*-*d)* et *g)* de l'article 3 de cette convention ;

d) Si les lois de la Partie requise s'y opposent.

Convention. The State which surrendered the offender may require this consent to be requested in the form prescribed for requisitions for extradition, supported by the documents enumerated in Articles 4 and 5 ;

(*b*) If, despite perfect freedom of movement, the said person has not, within a period of thirty days, left the territory of the State to which he was surrendered after being tried therein, and, in the event of his receiving a sentence, after having served the same or having been pardoned, or if he subsequently returns there of his own free will ;

(*c*) If the person surrendered requests of his own accord to be tried or to serve his sentence.

Paragraph (*c*) shall not apply to the offences enumerated in Article 3.

3. The State to which consent for extradition was granted in accordance with paragraph 2 (*a*) shall inform the other State, if requested to do so, of the final result of the proceedings, by forwarding to it a legalised copy of the verdict.

Article 14.

CONVEYANCE OF CRIMINALS IN TRANSIT.

1. If the extradition of a criminal takes place between one of the Contracting Parties and a third State, the other Party shall grant permission, if requested, for him to be conveyed across its territory.

2. The provisions relating to the granting of extradition shall also apply in the case of this transit.

3. Transit shall be carried out by representatives of the Party applied to, under such conditions and in such a manner as the latter shall think fit.

4. If, within three months from the day when information that extradition has been granted reaches the applicant State, the latter has not produced proof of consent by the State across whose territory the person claimed must be conveyed, the consent previously given for extradition shall be deemed null and void.

CHAPTER II.

Article 15.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. GENERAL PROVISIONS.

1. In criminal matters the Contracting Parties shall render one another judicial assistance. In particular, they shall serve persons in their territory with notice of criminal proceedings, shall carry out preliminary investigations, such as the hearing of witnesses and experts, the legal constat, searches and seizures of objects, and shall forward to one another writs and material exhibits.

2. Judicial assistance in criminal matters may be refused :

(*a*) If applied for in connection with the prosecution or the sentencing of a national of the Party applied to who is in the territory of that Party ;

(*b*) If the summoning of a witness or an expert entails legal consequences in the event of his non-appearance, such as a penalty, or costs, or a warrant to bring him before the court or a warrant for his arrest ;

(*c*) If asked for in connection with one of the offences enumerated in points (*a*) to (*d*) and (*g*) of Article 3 of this Convention ;

(*d*) If the laws of the Party applied to do not allow of it.

La Partie requise informera l'autre Partie sans retard, du refus de la signification ou de la commission rogatoire, en lui communiquant les motifs.

3. La demande d'assistance judiciaire sera transmise par voie diplomatique. Dans des cas d'extrême urgence où toute perte de temps pourrait risquer de compromettre le résultat de la procédure pénale, les autorités poursuivantes pourront saisir directement les autorités compétentes de la Partie requise, soit afin d'obtenir l'arrestation d'un malfaiteur ou en faire constater l'identité, soit pour assurer le résultat d'une visite domiciliaire ou la saisie du corps d'infraction et des pièces à conviction.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, celle-ci transmettra, par voie officielle, la commission rogatoire à l'autorité compétente de son Etat et en informera simultanément l'autorité requérante.

Les dispositions de l'article 5 concernant la traduction s'appliquent aussi à la demande et aux pièces qui y sont annexées.

4. Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte de procédure demandé doit avoir lieu. Les procès-verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article 16.

CITATION ET COMPARUTION DES PERSONNES SE TROUVANT SUR LE TERRITOIRE DE L'AUTRE ETAT CONTRACTANT.

1. Si, dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un des Etats contractants, la comparution d'un témoin ou d'un expert, se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant, est jugée nécessaire ou désirable, les tribunaux les citent par la voie diplomatique. Les autorités compétentes de l'Etat requis leur feront notifier l'assignation en leur laissant la liberté d'y comparaître ou non.

2. Les frais de la comparution d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant. L'assignation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire, à charge de remboursement par l'Etat requérant, aussitôt que la personne citée déclarera vouloir se rendre à l'assignation.

3. Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, se trouvant dans les pays de l'une des Parties contractantes et qui, sur l'assignation prévue à l'alinéa 1, comparaitra volontairement devant les tribunaux de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte, de complicité dans les faits faisant objet du procès où il figure.

4. Ces personnes perdront toutefois cet avantage, si elles ne quittent pas, de leur propre gré, le territoire de l'Etat requérant dans les 15 jours du moment où leur présence devant les instances judiciaires n'était plus nécessaire.

5. Si le témoin cité d'après l'alinéa 1 se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'il y sera renvoyé le plus tôt possible. Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

6. Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus, le transport, aller et retour, par le territoire de l'une des Parties contractantes d'un individu détenu dans un pays tiers que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

Should the Party to which application is made refuse letters of request or the service of a document, it shall inform the other Party without delay, and state its reasons.

3. Applications for judicial assistance shall be transmitted through diplomatic channels. In extremely urgent cases in which any loss of time might compromise the result of the criminal proceedings, the prosecuting authorities may communicate direct with the competent authorities of the Party applied to, either to obtain the arrest of a criminal, or to establish his identity, or to ascertain the result of a domiciliary visit or to ensure the seizure of objects connected with the offence and material exhibits.

Should the authorities applied to not possess the necessary powers, they shall transmit the letters of request through the official channel to the competent authorities of their State, at the same time informing the applicant authorities that they have done so.

The provisions of Article 5 concerning translation shall also hold good with regard to this application and the accompanying documents.

4. In carrying out applications for judicial assistance in criminal matters, care shall be taken to observe the laws of the State in whose territory the requested proceedings are to take place. The official reports of these latter shall not be translated into the official language of the applicant State.

Article 16.

SUMMONING AND APPEARANCE OF PERSONS WHO ARE IN THE TERRITORY OF THE OTHER CONTRACTING STATE.

1. If, in a criminal case pending before the courts of one of the Contracting States, the appearance of a witness or an expert who is in the territory of the other Contracting State is thought necessary or desirable, the courts shall summon him through diplomatic channels. The competent authorities of the State applied to shall inform him of the summons, while leaving him free to comply or not.

2. Costs incurred by the appearance of a witness or expert shall be borne by the applicant State. The summons shall indicate the sum to be allotted to the witness or expert as travelling and subsistence allowances, and the amount of the advance which the State applied to can make to him, as soon as the person summoned to appear states his readiness to comply, this sum to be repaid by the applicant State.

3. No witness or expert, of whatever nationality, who may be in one or other of the Contracting States and who appears of his own free will, after being summoned as described in paragraph 1, before the courts of the other Party may be prosecuted or detained there for previous criminal acts or sentences, or for having been concerned in the acts leading up to the trial in which he appears.

4. Nevertheless, such persons will cease to enjoy this protection if they do not voluntarily leave the territory of the applicant State within fifteen days from the time when their presence in the courts is no longer necessary.

5. If the witness summoned in accordance with paragraph 1 is in custody in the territory of the State applied to, his appearance may be requested, provided that an undertaking is given to send him back as soon as possible. An application of this kind can only be refused if special considerations obtain, and in particular if the person summoned, being then in custody, expressly objects to complying.

6. In the same manner, and in accordance with the above conditions, the right of conveyance shall be granted both ways across the territory of one of the Contracting Parties in respect of a person in custody in a third country, whom the other Contracting Party desires to bring into the presence of an individual undergoing trial, or to hear as a witness.

Article 17.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

1. Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procuré par son infraction, ou bien qui peuvent servir de pièces à conviction, et cela même dans les cas où ils seraient passibles de saisie ou de confiscation.

2. Si les objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition ne pourrait être accordée ou effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets, indiqués à l'alinéa 1, que le prévenu aurait cachés dans le pays requis et qui seraient découverts ultérieurement.

3. Sont toutefois réservés les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels dans ce cas devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

4. L'Etat auquel la remise des objets, indiqués aux alinéas 1 et 2, aura été demandée, pourra les retenir provisoirement, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même en les transmettant se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant à les retourner, à son tour, dès que faire se pourra.

Article 18.

COMMUNICATIONS DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

1. Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement par voie diplomatique à la fin de chaque année les condamnations passées en force de chose jugée ou les extraits de toutes sentences définitives y compris les sentences conditionnelles prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie, pour autant qu'elles soient inscrites, d'après les lois en vigueur, dans leurs casiers ou registres judiciaires. Les infractions et contraventions mentionnées dans les alinéas *a)-d)* et *h)* de l'article 3 seront exclues de ces communications.

2. Elles se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites sentences et inscrites au casier ou dans les registres judiciaires.

3. Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires, fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande, adressée par voie diplomatique, des informations basées sur des casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers.

Article 19.

FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

1. Les frais occasionnés par la demande d'extradition, ou de toute autre assistance judiciaire en matière pénale, seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

2. Font exception, outre les frais mentionnés à l'alinéa 2, 5 et 6 de l'article 16 les indemnités pour les expertises de toute nature, de même que les frais occasionnés par la citation ou comparution des personnes se trouvant en détention sur le territoire de l'Etat requis. Ces dépenses seront remboursées par l'Etat requérant. Seront de même à la charge de l'Etat requérant les frais occasionnés par l'extradition temporaire et le retour des personnes mentionnées dans l'article 12, de même que les frais du transit et d'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

Article 17.

DELIVERY OF MATERIAL EXHIBITS.

1. The authorities of the two Contracting Parties shall deliver to one another, on request being made, articles which an accused man has obtained by his offence or those which might serve as material exhibits, this provision to apply even in cases where they would be liable to seizure or confiscation.

2. If the articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or transit, they shall as far as possible be delivered at the same time as his extradition or transit takes place. They shall be delivered even in cases where extradition cannot be granted or carried out as a result of the death or escape of the accused. All articles indicated in paragraph 1 which the accused may have hidden in the country applied to and which may be afterwards discovered shall be included.

3. Rights acquired by third parties over the articles in question shall nevertheless be respected, and the articles shall in this case be returned to the State applied to, free of charge, as soon as possible after the proceedings.

4. The State to which application has been made for the delivery of articles indicated in paragraphs 1 and 2 may retain them provisionally if it thinks them necessary for proceedings at criminal law. When delivering articles in this way, it may require their return for the same purpose, and in this case it will undertake, in its turn, to send them back as soon as it can do so.

Article 18.

COMMUNICATION OF SENTENCES AND EXTRACTS FROM LEGAL RECORDS.

1. The Contracting Parties undertake to communicate to one another through the diplomatic channel at the end of each year sentences which have become *res judicata*, or extracts from all final sentences, including suspended sentences, passed by their legal authorities on nationals of the other Party, in so far as these are entered, according to the laws in force, in their legal records or registers of the courts. The offences and contraventions mentioned in paragraphs (a) to (d) and (h) of Article 3 shall be excluded from these communications.

2. They shall also communicate to one another subsequent decisions concerning the said sentences which have been entered in the legal records or registers of the courts.

3. The authorities of one of the Contracting Parties entrusted with keeping the legal records or registers of the courts shall supply free of charge to the authorities of the other Party, upon application being made through the diplomatic channel, information with regard to particular cases based on legal records or registers of the courts.

Article 19.

COSTS OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

1. Costs arising out of requisitions for extradition or any other form of judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they have been incurred.

2. An exception shall be made, in addition to costs mentioned in paragraphs 2, 5 and 6 of Article 16, in the case of allowances paid for expert reports of any kind, and in that of costs arising out of the summoning or appearance of persons who are in custody in the territory of the State applied to. These expenses shall be repaid by the applicant State. Similarly, the applicant State shall bear expenses incurred through the temporary extradition and return of persons mentioned in Article 12, in addition to costs incurred by the transit and maintenance while in intermediate territories of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

CHAPITRE III

Article 20.

DISPOSITIONS FINALES.

1. La présente convention, rédigée en langue française sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Budapest.

2. Elle entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Tallinn, le 8 août 1934.

(Sceau) Alexandre KISCH DE NEMESKÉR, *m. p.* (Sceau) Jul. SELJAMAA, *m. p.*

ÉCHANGE DE NOTES

I.

TALLINN, le 8 août 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En procédant aujourd'hui à la signature de la Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Hongrie et la République d'Estonie, j'ai l'honneur au nom de mon gouvernement de proposer à Votre Excellence de considérer l'allemand comme la langue dont l'usage est convenu entre les Etats contractants pour les traductions prévues aux articles 5 et 15 de la convention.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

KISH, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur J. Seljamaa,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 30 avril 1936.

Szent Istvány,

*Chef de la Section des traités
du Ministère royal hongrois des Affaires étrangères.*

CHAPTER III.

Article 20.

FINAL PROVISIONS.

1. The present Convention, drawn up in French, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Budapest.

2. It shall come into force three months after the instruments of ratification have been exchanged, and shall remain in force until one of the Contracting Parties gives the other six months' notice of its intention to denounce the same.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Tallinn, this 8th day of August, 1934.

(Seal) Alexandre KISCH DE NEMESKÉR, *m. p.*

(Seal) Jul. SELJAMAA, *m. p.*

EXCHANGE OF NOTES.

I.

TALLINN, *August 8th*, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

On proceeding to-day to the signature of the Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters between the Kingdom of Hungary and the Republic of Estonia, I have the honour on behalf of my Government to propose to Your Excellency that German should be accepted as the language whose use is agreed upon between the Contracting States for the translations referred to in Articles 5 and 15 of the Convention.

I beg Your Excellency to accept the assurance of my highest consideration.

KISCH, *m. p.*

His Excellency
Monsieur J. Seljamaa,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

II.

TALLINN, le 8 août 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa lettre en date de ce jour Votre Excellence a bien voulu me proposer de considérer l'allemand comme la langue dont l'usage est convenu entre l'Estonie et la Hongrie pour les traductions prévues aux articles 5 et 15 de la Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre nos deux pays que nous venons de signer.

En prenant acte de ce qui précède, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement estonien fait sienna la proposition du Gouvernement royal.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

SELJAMAA, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur A. Kish de Nemeskér,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Hongrie
à Tallinn.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 30 avril 1936.

Szent Istvány,

*Chef de la Section des traités
du Ministère royal hongrois des Affaires étrangères.*

II.

TALLINN, *August 8th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter of to-day's date, you suggested that German should be accepted as the language whose use is agreed upon between Estonia and Hungary for the translations referred to in Articles 5 and 15 of the Convention between our two countries relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters which we have just signed.

In taking note of the above request, I have the honour to inform you that the Estonian Government accepts the proposal of the Government of Hungary.

I beg you to accept the assurance of my highest consideration.

SELJAMAA, *m. p.*

His Excellency
Monsieur A. Kisch de Nemeskér,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Hungary,
Tallinn.

N° 3864.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET CHILI

Convention en vue de coopérer à l'œuvre de la Société des Nations pour la répression du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, signée à Buenos-Ayres, le 2 juillet 1935, et échange de notes y relatif, Buenos-Ayres, le 29 octobre 1935, et Santiago, les 13 et 14 décembre 1935.

ARGENTINE REPUBLIC
AND CHILE

Convention concerning Co-operation in the Work of the League of Nations for the Suppression of the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs, signed at Buenos Aires, July 2nd, 1935, and Exchange of Notes relating thereto, Buenos Aires, October 29th, 1935, and Santiago, December 13th and 14th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3864. — CONVENIO ¹ CELEBRADO ENTRE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y CHILE PARA COOPERAR EN LA ACCIÓN DE LA SOCIEDAD DE LAS NACIONES PARA LA REPRESIÓN DEL TRÁFICO DEL OPIO Y OTRAS DROGAS NOCIVAS. FIRMADO EN BUENOS AIRES, EL 2 DE JULIO DE 1935.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République Argentine. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 31 mars 1936.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Argentine Republic. The registration of this Convention took place March 31st, 1936.

LA REPÚBLICA ARGENTINA y LA REPÚBLICA DE CHILE, aprovechando la feliz circunstancia de la presencia en la Ciudad de Buenos Aires, de Su Excelencia el señor Ministro de Relaciones Exteriores de Chile, doctor don Miguel Cruchaga Tocornal ;

Ambos Gobiernos, con el propósito de salvaguardar la salud pública mediante la represión del tráfico de estupefacientes entre uno y otro país, han designado para el efecto sus Plenipotenciarios, a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ARGENTINA :

Al señor doctor don Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro de Relaciones Exteriores y Culto ;

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE :

Al señor doctor don Miguel CRUCHAGA TOCORNAL, Ministro de Relaciones Exteriores.

Los cuales después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron en lo siguiente :

Artículo I.

Deseosos los dos Gobiernos de cooperar con empeño a la humanitaria acción que realiza la Sociedad de las Naciones por órgano de su Comité competente, para reprimir el tráfico del opio y otras drogas nocivas, consideran útil concertar con tal fin entre los dos Gobiernos medidas especiales que les permitan realizar tal acción con la eficacia deseable y en condiciones adecuadas a la contigüidad de los dos países y a la facilidad de las comunicaciones a través de su extensa frontera común.

Artículo II.

Con el objeto expresado en el Artículo I, las autoridades policiales y sanitarias de los dos países se mantendrán en contacto a fin de concertar la adopción de las medidas de vigilancia u otras que

¹ Entrée en vigueur le 11 février 1936.

¹ Came into force February 11th, 1936.

les sea posible tomar en el sentido expuesto o de proponer a los Gobiernos la dictación de nuevas disposiciones sobre el particular que parezcan necesarias o útiles.

Artículo III.

El presente Convenio regirá hasta tres meses después que una de las Partes notifique a la otra su decisión de ponerle término.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios arriba mencionados firman y sellan el presente Convenio, en doble ejemplar, a los dos días del mes de julio de mil novecientos treinta y cinco.

Hay un sello. — (*Fdo.*) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Hay un sello. — (*Fdo.*) Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.

CANJE DE NOTAS.

I.

Buenos Aires, *octubre 29 de 1935.*

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el agrado de dirigirme a V. E., remitiéndole, con la presente, copia del Convenio celebrado entre la República Argentina y la República de Chile, para la represión del tráfico de opio y otras drogas nocivas, suscripto en Buenos Aires, el 2 de julio del año en curso. Se acompaña también, copia del Decreto¹ de 31 de agosto último, por el que se aprobó el Convenio.

Estimaré a V. E. se sirva llevar a conocimiento del Gobierno de Chile la aprobación argentina del Convenio, expresándole que para nuestro país entrará en vigor ocho días después de la publicación que se hará en el Boletín Oficial, una vez que esta Cancillería conozca oficialmente la aprobación de Chile.

Saludo a V. E. con mi más distinguida consideración.

(*Fdo.*) Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto.

A S. E. el señor Federico M. Quintana,
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario
de la República en Chile.

II.

Nº 8525. .

Santiago, *diciembre 13 de 1935.*

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de acusar recibo de su atenta nota Nº 109, de fecha 29 de noviembre, relativa a la entrada en vigencia del Convenio celebrado entre Chile y la República Argentina, para la represión del tráfico del opio y otras drogas nocivas.

En respuesta, cúpleme manifestar a V. E. que el citado Convenio fué aprobado en Chile por Decreto Supremo Nº 773, de 6 de julio ppdo. y publicado en el «Diario Oficial» el 30 del mismo mes.

¹ No se reproduce.

Ruego a V. E. se sirva comunicarme, si lo tiene a bien, la fecha exacta de la entrada en vigencia en la República Argentina del Convenio del 2 de julio, para, a mi vez, poner este hecho en conocimiento de las autoridades chilenas que deben velar directamente por su aplicación.

Me valgo de esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Fdo.) Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.

Al Excelentísimo señor Federico M. Quintana,
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario
de la República Argentina.

III.

SANTIAGO, *diciembre 14 de 1935.*

SEÑOR MINISTRO :

Con referencia a la nota de esta Embajada N° 315, de 29 de noviembre ppdo., tengo el honor de remitir a V. E. copia de la comunicación recibida de la Cancillería chilena participando que el Convenio para la represión de tráfico del opio y otras drogas nocivas fué aprobado por Chile por Decreto de 6 de julio último. Al mismo tiempo ruega se le comunique la fecha exacta de la entrada en vigencia del referido Convenio en nuestro país, para los efectos de su cumplimiento en Chile.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Fdo.) F. M. QUINTANA.

A S. E. el señor Dr. Carlos Saavedra Lama,
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto,
Buenos Aires.

¹ TRADUCTION.

N^o 3864. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE CHILI EN VUE DE COOPÉRER A L'ŒUVRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS POUR LA RÉPRESSION DU TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 2 JUILLET 1935.

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE et LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, mettant à profit la circonstance heureuse de la présence à Buenos-Ayres de Son Excellence le D^r Miguel Cruchaga Tocornal, ministre des Affaires étrangères du Chili ;

Les deux gouvernements, désireux de sauvegarder la santé publique par la répression du trafic des stupéfiants entre les deux pays, ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

Le D^r Carlos SAAVEDRA LAMAS, ministre des Affaires étrangères et du Culte ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

Le D^r Miguel CRUCHAGA TOCORNAL, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Désireux de collaborer avec zèle à l'action humanitaire qu'exerce la Société des Nations, par l'organe du Comité compétent, pour réprimer le trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, les deux gouvernements estiment devoir se

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3864. — CONVENTION BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND CHILE CONCERNING CO-OPERATION IN THE WORK OF THE LEAGUE OF NATIONS FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS. SIGNED AT BUENOS AIRES, JULY 2ND, 1935.

THE ARGENTINE REPUBLIC and THE REPUBLIC OF CHILE, taking advantage of the fortunate circumstance of the presence in Buenos Aires of His Excellency Dr. Miguel Cruchaga Tocornal, Minister for Foreign Affairs of Chile ;

Being desirous of protecting public health through the suppression of the traffic in narcotic drugs between the two countries, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

Dr. Carlos SAAVEDRA LAMAS, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

Dr. Miguel CRUCHAGA TOCORNAL, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

Being desirous of co-operating zealously in the humanitarian work in which the League of Nations, through its competent Committee, is engaged, for the suppression of the traffic in opium and other dangerous drugs, the two

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

concerter, à cette fin, au sujet de mesures spéciales qui leur permettront de réaliser cette action avec l'efficacité voulue et dans des conditions répondant à la contiguïté des deux pays et à la facilité des communications à travers la frontière commune très étendue qui les sépare.

Article II.

Aux fins mentionnées à l'article premier, les autorités policières et sanitaires des deux pays se tiendront en contact en vue de se concerter sur l'adoption des mesures de surveillance et autres qu'il leur sera possible de prendre dans le sens indiqué ou de proposer aux gouvernements la promulgation de nouvelles dispositions pertinentes qui leur paraîtront nécessaires ou utiles.

Article III.

La présente convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à partir du moment où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, le 2 juillet mil neuf cent trente-cinq.

(Sceau) (Signé) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(Sceau) (Signé) Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

BUENOS-AYRES, le 29 octobre 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de remettre ci-joint à Votre Excellence copie de la Convention conclue entre la République Argentine et la République du Chili pour la répression du trafic de l'opium et

Governments consider it desirable to devise jointly for that purpose such special measures as may enable them to carry out that work with due efficacy and in conditions that are appropriate having regard to the contiguity of the two countries and the ease of communication across their lengthy common frontier.

Article II.

For the purpose stated in Article I, the police and health authorities of the two countries shall maintain contact with a view to arranging by common agreement for the introduction of such measures of supervision and such other measures as they may be able to take to attain the object indicated, or proposing to the Governments the enactment of such new provisions on the subject as may seem necessary or advisable.

Article III.

The present Convention shall remain in force until the expiration of a period of three months after either Party has notified the other of its decision to bring it to an end.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate on the second day of July, one thousand nine hundred and thirty-five.

(Seal) (Signed) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(Seal) (Signed) Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

BUENOS AIRES, October 29th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to transmit to you herewith a copy of the Convention concluded between the Argentine Republic and the Republic of Chile concerning the suppression of the traffic

autres drogues nuisibles, signée à Buenos-Ayres, le 2 juillet de l'année courante. Je transmets également copie du décret¹ du 31 août dernier portant approbation de la convention.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir porter à la connaissance du Gouvernement du Chili l'approbation par l'Argentine de la convention, en l'informant que, pour notre pays, celle-ci entrera en vigueur huit jours après la publication qui en sera faite au *Bulletin officiel*, lorsque notre Ministère des Affaires étrangères sera informé officiellement de l'approbation du Chili.

Je prie Votre Excellence, etc.

(Signé) Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Ministre des Affaires étrangères
et du Culte.

Son Excellence
Monsieur Federico M. Quintana,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de la République Argentine
au Chili.

II.

N° 8525.

SANTIAGO, le 13 décembre 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 109, du 29 novembre, relative à l'entrée en vigueur de la Convention conclue entre le Chili et la République Argentine en vue de la répression du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

En réponse, je m'empresse d'informer Votre Excellence que ladite convention a été approuvée au Chili par décret présidentiel N° 773, du 6 juillet dernier, et publié au *Journal officiel*, le 30 du même mois.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me communiquer la date exacte de l'entrée en vigueur en République Argentine de la Convention du 2 juillet afin que, de mon côté, je

en opium and other dangerous drugs, signed at Buenos Aires on July 2nd, 1935. Enclosed is also a copy of the Decree¹, dated August 31st, 1935, approving the Convention.

I shall be obliged if you will kindly acquaint the Chilean Government with the fact that the Argentine Government has approved the Convention, and inform it that the Convention will enter into force in the Argentine Republic eight days after its publication in the *Official Gazette*, which will take place when the Argentine Ministry of Foreign Affairs has been officially notified that approval has been given by Chile.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Carlos SAAVEDRA LAMAS,
Minister for Foreign Affairs
and Public Worship.

His Excellency
Monsieur Federico M. Quintana,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of the Argentine Republic
in Chile.

II.

No. 8525.

SANTIAGO, December 13th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 109, dated November 29th, with reference to the entry into force of the Convention concluded between Chile and the Argentine Republic concerning the suppression of the traffic in opium and other dangerous drugs.

In reply, I have to inform you that the Convention in question was approved in Chile by Supreme Decree No. 773, dated July 6th, 1935, and published in the *Official Gazette* on July 30th, 1935.

I shall be obliged if you will kindly inform me of the exact date of the entry into force of the Convention of July 2nd, 1935, in the Argentine Republic, so that I may in turn acquaint

¹ Non reproduit.

¹ Not reproduced.

puisse porter le fait à la connaissance des autorités chiliennes chargées de veiller directement à son application.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.

Son Excellence

Monsieur Federico M. Quintana,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de la République Argentine.

III.

SANTIAGO, le 14 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de notre Ambassade N° 315, du 29 novembre écoulé, j'ai l'honneur de remettre à Votre Excellence copie de la communication reçue de la Chancellerie chilienne, qui informe que la Convention pour la répression du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles a été approuvée par le Chili par décret du 6 juillet dernier. Elle vous prie en même temps de bien vouloir communiquer la date exacte de l'entrée en vigueur de ladite convention dans notre pays, aux fins de son application au Chili.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) F. M. QUINTANA.

Son Excellence

le Dr Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères
et du Culte,
Buenos-Ayres.

the Chilean authorities directly responsible for applying the Convention.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Miguel CRUCHAGA TOCORNAL.

His Excellency

Monsieur Federico M. Quintana,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of the Argentine Republic.

III.

SANTIAGO, December 14th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Note No. 315, dated November 29th, 1935, from this Embassy, I have the honour to transmit to you herewith a copy of the communication received from the Chilean Chancellery stating that the Convention concerning the suppression of the traffic in opium and other dangerous drugs was approved by Chile by a Decree dated July 6th, 1935. At the same time, a request is made for information regarding the exact date of the entry into force of the Convention in question in the Argentine Republic, so that effect may be given to it in Chile.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) F. M. QUINTANA.

His Excellency

Dr Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign Affairs
and Public Worship,
Buenos Aires.

N° 3865.

**TCHÉCOSLOVAQUIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

**Arrangement concernant l'échange
des colis postaux. Signé à Mos-
cou, le 8 juin 1935.**

**CZECHOSLOVAKIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

**Agreement regarding the Exchange
of Parcels by Parcel Post. Signed
at Moscow, June 8th, 1935.**

N^o 3865. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A MOSCOU, LE 8 JUIN 1935.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation permanente de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 1^{er} avril 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE d'une part et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES d'autre part, guidés par le désir de coopérer au raffermissement et au développement des relations amicales et économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un arrangement concernant l'échange des colis postaux, tant provenant de ces pays, que transitaires par leurs territoires, et ont désigné à cet effet les plénipotentiaires suivants :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Maxime LITVINOFF, membre du Comité central exécutif, commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

Les plénipotentiaires susindiqués, après l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit.

Article premier.

1^o Entre la République tchécoslovaque et l'Union des Républiques soviétiques socialistes est établi un échange régulier des colis postaux, tant ordinaires, qu'avec valeur déclarée.

2^o Cet échange sera effectué : a) par la voie territoriale, c'est-à-dire en transit par des pays intermédiaires et b) par la voie aérienne, sur les lignes aériennes reliant les aéroports des Parties contractantes.

Les voies à emprunter pour le transport des colis postaux et les bureaux d'échange des colis sont désignés par les Administrations postales des Parties contractantes qui se les notifieront mutuellement.

Les dispositions du présent arrangement s'appliquent non seulement aux colis postaux échangés directement entre les Parties contractantes, mais également aux colis postaux expédiés, conformément à l'article 2 ci-après, en transit par les pays contractants.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 31 janvier 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3865. — AGREEMENT² BETWEEN THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS REGARDING THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT MOSCOW, JUNE 8TH, 1935.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 1st, 1936.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the other part, being desirous to co-operate in consolidating and developing friendly relations and economic intercourse between their two countries, have decided to conclude an Agreement regarding the exchange of postal parcels, whether despatched from those countries or passing through them in transit, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Edouard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Maxime LITVINOFF, Member of the Central Executive Committee, People's Commissary for Foreign Affairs.

The above-mentioned Plenipotentiaries, after exchanging their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. A regular postal service for ordinary and insured postal parcels shall be established between the Republic of Czechoslovakia and the Union of Soviet Socialist Republics.

2. This service shall be effected : (a) by land, *i. e.*, in transit through intermediate countries ; (b) by air over the lines connecting the airports of the Contracting Parties.

The routes for the transport of postal parcels and the offices where they shall be exchanged shall be designated by the Postal Administrations of the Contracting Parties, who shall notify one another thereof.

The provisions of the present Agreement shall apply, not only to postal parcels exchanged direct between the Contracting Parties, but also to postal parcels sent in accordance with Article 2 hereunder in transit through the contracting countries.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, January 31st, 1936.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes garantit à l'autre la liberté de transit territorial, maritime et aérien des colis postaux par son territoire, savoir : La République tchécoslovaque accorde à l'Union des Républiques soviétiques socialistes le transit par son territoire des colis provenant et à destination des pays avec lesquels elle entretient l'échange des colis postaux ; l'Union des Républiques soviétiques socialistes accorde la liberté de transit par son territoire des colis postaux provenant et à destination des pays avec les gouvernements desquels elle a conclu un arrangement concernant l'échange des colis postaux.

Chacune des Parties contractantes n'accorde à l'autre Partie la liberté de transit aérien par son territoire des colis à destination de tiers pays que dans le cas où elle entretient elle-même avec ces tiers pays un échange aérien direct de colis postaux.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes a la faculté d'introduire, conformément à ses règlements intérieurs, des restrictions relatives au contenu des colis postaux, tant dans son échange direct, que transitaire. Ces restrictions seront communiquées par chacune des Parties contractantes à l'autre Partie en temps opportun.

Article 4.

1^o Dans l'échange réciproque entre les Parties contractantes sont admis des colis dont le poids n'excède pas 10 kg. ; le poids des colis transitaires ne peut être supérieur à 5 kg.

2^o Les dimensions des colis admis dans l'échange réciproque ne peuvent dépasser 150 cm. dans un sens, étant donné que la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, n'est pas supérieur à 300 cm.

3^o La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et doit être exprimée en monnaie du pays d'origine. Le montant de la valeur déclarée doit être converti, en outre, par l'expéditeur ou par le bureau de dépôt, en francs d'après le taux de conversion effectif.

Le montant de la valeur déclarée ne peut pas dépasser 1.000 francs.

4^o Les Administrations postales des Parties contractantes ont la faculté de modifier, d'un commun accord, les limites du poids, des dimensions et de la valeur déclarée des colis prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article.

5^o En ce qui concerne le mode du dépôt et de la livraison des colis postaux, ainsi que le mode de disposition des objets dont l'entrée est interdite ou conditionnée par des restrictions, seront appliqués les dispositions et les règlements intérieurs en vigueur dans les pays contractants, en tant qu'ils ne sont pas en contradiction avec le présent arrangement.

6^o Ne sont pas admis à l'échange entre les Parties contractantes :

- a) Les colis dont les dimensions dépassent les limites prévues au paragraphe 2 du présent article ;
- b) Les colis ayant un emballage insuffisant ;
- c) Les colis urgents ;
- d) Les colis francs de droits et ceux contre remboursement.

Toutefois, les Parties contractantes peuvent introduire à l'avenir, d'un commun accord, dans leur échange telle ou autre espèce de colis visés aux lettres a), c) et d) du présent article.

Article 5.

Chacun des pays contractants n'est tenu d'accepter au transit par son territoire, conformément à l'article 2, que les colis postaux remplissant les conditions prévues à l'article précédent, en tant

Article 2.

Each Contracting Party shall guarantee to the other Party freedom of transit through its territory by land, sea or air for postal parcels as follows : the Czechoslovak Republic grants the Union of Soviet Socialist Republics transit through its territory for postal parcels consigned to and despatched from countries with which it maintains a parcel post service ; the Union of Soviet Socialist Republics grants freedom of transit through its territory for postal parcels consigned to and despatched from countries with the Governments of which it has concluded an agreement concerning a parcel post service.

Each Contracting Party shall only grant the other Party freedom of transit by air across its territory for parcels sent to another country if it maintains a direct air service for postal parcels with that country.

Article 3.

Each Contracting Party may, in accordance with its internal regulations, introduce restrictions regarding the contents of postal parcels both in the direct and in the transit service. Such restrictions shall be notified in due course by each Contracting Party to the other.

Article 4.

1. In the direct service between the two Contracting Parties postal parcels not exceeding 10 kg. in weight shall be accepted ; the weight of postal parcels in transit shall not exceed 5 kg.

2. The dimensions of the parcels in the direct service shall not exceed 150 cm. in one dimension, the length plus the maximum girth in a direction other than lengthwise not exceeding 300 cm.

3. The insured value shall not exceed the actual value of the contents of the parcel and must be expressed in the currency of the country of origin. The insured amount must, furthermore, be converted by the sender or by the office of origin into francs at the actual rate of exchange. The insured value shall not exceed 1,000 francs.

4. The Postal Administrations of the Contracting Parties may, by mutual agreement, modify the limits of weight, dimensions and insured value of the parcels laid down in paragraphs 1, 2 and 3 of this Article.

5. As regards the handing in and delivery of postal parcels and the disposal of articles the importation of which is prohibited or subject to restrictions, the arrangements and regulations in force in the contracting countries shall be applied except where they are inconsistent with the present Agreement.

6. The following shall not be accepted for despatch from one of the contracting countries to the other :

- (a) Parcels which exceed the dimensions laid down in paragraph 2 of this Article ;
- (b) Parcels insufficiently packed ;
- (c) Urgent parcels ;
- (d) Parcels for delivery free of charge and cash-on-delivery parcels.

The Contracting Parties may, however, subsequently agree to include the above-mentioned or other parcels referred to in (a), (c) and (d) of this Article.

Article 5.

Each contracting country shall be bound to accept in transit through its own territory, in accordance with Article 2, only postal parcels which fulfil the conditions specified in the previous

que des pays tiers respectifs n'appliquent pas aux colis postaux échangés avec les Parties contractantes des restrictions plus étendues.

Article 6.

Les Parties contractantes réservent à leurs administrations postales le droit de suspendre temporairement, en cas de circonstances extraordinaires, et d'une manière générale ou partielle, l'échange des colis postaux dans l'une ou l'autre direction. L'administration postale effectuant cette mesure est tenue d'en donner immédiatement avis à l'autre administration. Dans le cas où cette mesure est prise d'urgence, l'administration postale intéressée en est immédiatement informée par télégraphe.

Ces dispositions s'appliquent également aux colis postaux transitaires.

Article 7.

1° Les colis postaux doivent être complètement affranchis par l'expéditeur lors du dépôt.

2° La taxe se compose de droits revenant à chaque administration postale participant au transport territorial ou maritime.

3° Le droit de port des colis postaux échangés directement entre les Parties contractantes par la voie territoriale est calculé comme suit :

	En faveur de la République tchécoslovaque		En faveur de l'U.R.S.S.	
	Fr.	ct.	Fr.	ct.
a) Pour les colis postaux expédiés de la République tchécoslovaque à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et <i>vice versa</i> et transportés par la partie européenne de l'Union des Républiques soviétiques socialistes :				
Jusqu'à 1 kg.	—	30	2	—
De 1 à 5 kg.	—	50	2	—
De 5 à 10 kg.	1	—	4	—
b) Pour les colis postaux expédiés de la République tchécoslovaque à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et <i>vice versa</i> et transportés par les deux parties de l'Union des Républiques soviétiques socialistes (européenne et asiatique) :				
Jusqu'à 1 kg.	—	30	4	—
De 1 à 5 kg.	—	50	4	—
De 5 à 10 kg.	1	—	8	—

4° Outre les droits prévus au paragraphe précédent, chacune des Parties contractantes est autorisée à percevoir en sa faveur le droit de port qui ne peut excéder 50 ct. par colis expédié par la voie maritime.

5° En sus des droits prévus aux paragraphes 3 et 4 du présent article, les colis-avion sont soumis à une surtaxe pour le transport aérien qui se compose de droits revenant aux Administrations postales des Parties contractantes participant au transport aérien. Cette surtaxe aérienne est calculée suivant le tableau CP 19 des dispositions internationales concernant le transport des colis postaux par la voie aérienne et indiquant les conditions auxquelles les Parties contractantes acceptent les colis-avion pour leurs pays et à destination des pays pour lesquels elles peuvent servir d'intermédiaires.

6° Le droit d'assurance pour les colis postaux avec valeur déclarée échangés entre les Parties contractantes ne peut excéder 50 ct. par 300 fr. ou une fraction de 300 fr. de la valeur déclarée ; 5 ct. en sont bonifiés en faveur du pays destinataire.

Article, provided other countries concerned do not apply more extensive restrictions to postal parcels exchanged with the Contracting Parties:

Article 6.

The Contracting Parties reserve the right of their Postal Administrations to suspend, in the event of exceptional circumstances, temporarily and either completely or partially, the exchange of postal parcels in either direction. The Postal Administration responsible for such suspension is bound to notify the other Administration immediately. If the measure is introduced at short notice, the Postal Administration affected shall at once be informed by telegram.

These provisions shall also apply to postal parcels in transit.

Article 7.

1. Postal parcels must be fully prepaid by the sender on consignment.
2. The postage is made up of sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.
3. The postage on postal parcels exchanged direct between the Contracting Parties by land shall be calculated as follows :

	Share of Czechoslovak Republic		Share of U.S.S.R.	
	Fr.	ct.	Fr.	ct.
(a) Postal parcels sent from the Czechoslovak Republic to the Union of Soviet Socialist Republics and <i>vice versa</i> , and forwarded through the European part of the Union of Soviet Socialist Republics :				
Up to 1 kg.	—	30	2	—
From 1 to 5 kg.	—	50	2	—
From 5 to 10 kg.	1	—	4	—
(b) Postal parcels sent from the Czechoslovak Republic to the Union of Soviet Socialist Republics and <i>vice versa</i> , and forwarded through both parts (European and Asiatic) of the Union of Soviet Socialist Republics :				
Up to 1 kg.	—	30	4	—
From 1 to 5 kg.	—	50	4	—
From 5 to 10 kg.	1	—	8	—

4. In addition to the charges referred to in the preceding paragraph, each Contracting Party shall have the right to collect on its behalf a postage fee not exceeding 50 centimes for each parcel sent by sea.

5. In addition to the charges specified in paragraphs 3 and 4 of this Article, postal parcels conveyed by air shall pay an air mail fee consisting of the rates accruing to the Postal Administrations of the Contracting Parties taking part in their conveyance by air. This air mail fee shall be calculated from Table CP 19 of the International Provisions regarding the Conveyance of Postal Parcels by Air, which lay down the conditions on which the Contracting Parties accept air mail parcels addressed to their own countries and to countries for which they may serve as intermediaries.

6. The insurance fee in respect of insured postal parcels exchanged between the Contracting Parties shall not exceed 50 centimes on every 300 francs or fraction of 300 francs of insured value ; 5 centimes of the amount shall be credited to the country of destination.

7° L'administration postale du pays de dépôt est autorisée de percevoir en sa faveur sur les expéditeurs des colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 ct. par colis.

Article 8.

Le droit pour le transit territorial des colis postaux revenant en faveur de la République tchécoslovaque est calculé suivant les dispositions respectives de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle, soit :

Pour les colis au poids jusqu'à 1 kg.	30 ct.
» » » de 1 à 5 kg.	50 »
» » » de 5 à 10 kg.	100 »

Le droit en faveur de l'Administration postale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pour le transit territorial des colis postaux jusqu'à concurrence de 5 kg. est fixé comme suit :

- a) 4 fr. pour le transport par une partie de l'Union des Républiques soviétiques socialistes (européenne ou asiatique) ;
- b) 8 fr. pour le transport par les deux parties de l'Union des Républiques soviétiques socialistes (européenne et asiatique) par le chemin de fer transsibérien, et 6 fr. pour le transport des colis par les deux parties de l'Union (européenne et asiatique) par la voie de l'Asie centrale.

Le droit pour le transit maritime des colis est de 50 ct. par colis.

Article 9.

1° Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination.

2° L'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir sur les destinataires pour le dédouanement des colis et leur remise à domicile un droit s'élevant à 50 ct. par colis au maximum.

Toutefois, les Administrations postales des Parties contractantes ont la faculté de modifier d'un commun accord le montant du droit prévu au présent paragraphe.

3° Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, le destinataire doit être avisé sans retard de leur arrivée. La remise d'un tel avis peut donner lieu à la perception d'une taxe spéciale qui ne peut dépasser la taxe d'une lettre ordinaire de port simple du service intérieur.

Article 10.

Le pays de destination est autorisé à percevoir un droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

Ce droit ne peut, toutefois, excéder 5 fr.

Article 11.

L'expéditeur d'un colis est tenu d'indiquer au verso du bulletin d'expédition la manière dont il devra être disposé de son envoi en cas de non-livraison.

Les demandes suivantes sont seules admises :

- a) Que le colis soit immédiatement renvoyé ;
- b) Que le colis soit réexpédié au même destinataire dans une autre localité ;
- c) Que le colis soit remis à un autre destinataire, ou
- d) Que le colis soit traité comme abandonné en faveur de l'administration postale du pays de destination.

7. The Postal Administration of the country in which the parcel was handed in may collect on its own behalf from the senders of insured parcels a despatch fee not exceeding 50 centimes per parcel.

Article 8.

The rate for the transit of postal parcels by land accruing to the Czechoslovak Republic shall be fixed in accordance with the relevant provisions of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union, namely :

For parcels up to the weight of 1 kg.	30 centimes
» » from 1 to 5 kg.	50 »
» » » 5 to 10 kg.	100 »

The fee accruing to the Postal Administration of the Union of Soviet Socialist Republics for the transit of postal parcels by land up to the weight of 5 kg. is fixed as follows :

- (a) 4 francs when sent through one part of the Union of Soviet Socialist Republics (European or Asiatic) ;
- (b) 8 francs when sent through both parts of the Union of Soviet Socialist Republics (European and Asiatic) via the Trans-Siberian Railway, and 6 francs for parcels sent through both parts of the Union (European and Asiatic) via Central Asia.

The rate for sea transit of parcels is 50 centimes per packet.

Article 9.

1. Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible and in accordance with the conditions in force in the country of destination.

2. The Postal Administration of the country of destination is authorised to collect from the addressees in respect of Customs clearance and of delivery at the addressee's residence a fee not exceeding 50 centimes per parcel.

Nevertheless, the Postal Administrations of the Contracting Parties shall have the right to modify by common agreement the amount of the fee fixed in this clause.

3. When parcels are not delivered at the addressee's residence, the addressee must be advised without delay of their arrival. A special charge, which may not exceed that for an ordinary letter in the inland service, may be collected for the delivery of such an advice.

Article 10.

The country of destination is authorised to collect a warehousing charge fixed by its legislation for parcels which are addressed "poste restante" or which are not claimed within the prescribed periods.

This charge may in no case exceed 5 francs.

Article 11.

The sender of a parcel must indicate on the back of the despatch note the manner in which it is to be disposed of if it proves to be undeliverable.

The following instructions only are admitted :

- (a) That the parcel be returned immediately ;
- (b) That the parcel be redirected to the same addressee in another locality ;
- (c) That the parcel be delivered to another addressee ; or
- (d) That the parcel be considered as left at the disposal of the Postal Administration of the country of destination.

Article 12.

Les Administrations postales des Parties contractantes ont la faculté de ne pas admettre des communications écrites sur les coupons des bulletins d'expédition.

Article 13.

En ce qui concerne le délai de conservation des colis qui pour un motif quelconque ne pouvaient être remis ou réexpédiés, sont applicables les règlements intérieurs en vigueur dans le pays de destination. Le délai de conservation passé, ils sont renvoyés au pays d'origine sans qu'un avis de non-remise soit envoyé préalablement.

Toutefois, le renvoi du colis doit avoir lieu immédiatement si l'expéditeur l'a demandé par une annotation faite en langue connue dans le pays de destination, au verso du bulletin et sur le colis (voir l'article 11).

Le renvoi des colis donne lieu à la perception sur l'expéditeur des droits ci-après : du droit de port pour le renvoi du colis, et, le cas échéant, des droits de magasinage, de réexpédition, d'assurance et de dédouanement.

Article 14.

Les Administrations postales des Parties contractantes s'engagent à intervenir auprès des services intéressés de leur pays pour que les droits de douane et autres droits non postaux relatifs aux colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs ou détruits soient annulés.

Elles doivent agir de même en ce qui concerne les colis perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article 15.

Le droit d'assurance pour les colis avec valeur déclarée transitant par les territoires des pays contractants est acquis au pays transitaire au montant de 5 ct. par 300 fr. de la valeur déclarée lors du transit territorial, et de 10 ct. lors du transit maritime.

Article 16.

Si l'état de détérioration d'un colis postal transitaire rend impossible son expédition ultérieure sans emballage, l'administration postale intermédiaire est autorisée de mettre à la charge de l'administration postale suivante les frais du emballage s'élevant à 50 ct. au maximum, payables par le destinataire. Si le colis est renvoyé au pays d'origine, le payement de ces frais incombe à l'expéditeur.

Les Administrations postales des Parties contractantes ont la faculté d'appliquer les dispositions du présent article également dans l'échange direct entre leurs deux pays.

Article 17.

1° Le transport direct et transitaire des colis et des documents y relatifs par la voie territoriale et maritime s'effectue à découvert, et non en sacs fermés.

2° Les Administrations postales des Parties contractantes se réservent le droit de modifier d'un commun accord le mode d'expédition tant de colis postaux, que des documents y relatifs.

Article 18.

Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane libellés dans la langue française. Un exemplaire de la déclaration reste à la disposition du pays transitaire. Le nombre des déclarations est fixé d'un commun accord par les Administrations postales des Parties contractantes.

Article 12.

The Postal Administrations of the Contracting Parties may refuse to allow messages to be written on the coupons of the despatch notes.

Article 13.

As regards the period for the retention of parcels which, for any reason whatsoever, could not be delivered or redirected, the internal regulations in force in the country of destination shall apply. On the expiration of this period, they shall be returned to the country of origin without any preliminary advice of non-delivery being sent.

Nevertheless, the parcel shall be returned immediately if the sender has asked for its return by means of a note written on the back of the despatch note and on the parcel (see Article 11), in a language known in the country of destination.

When parcels are returned the following charges shall be collected from the sender : return postage and any warehousing, redirection, insurance and Customs clearance charges payable.

Article 14.

The Postal Administrations of the Contracting Parties agree to urge the services concerned in their respective countries to have Customs and other non-postal charges cancelled on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the sender, or destroyed.

The same applies to cases of loss, abstraction or damage which take place in their service.

Article 15.

Of the insurance fee for insured parcels conveyed in transit through the territories of the Contracting Parties, the transit country shall receive the amount of 5 centimes per 300 francs of the insured value for transit by land and 10 centimes for transit by sea.

Article 16.

If a postal parcel conveyed in transit is so seriously damaged that it cannot be sent further without repacking, the intermediate Postal Administration shall be entitled to debit the next Postal Administration with the cost of repacking, which shall be paid by the addressee and shall not exceed 50 centimes. If the parcel is returned to the country of origin, this charge shall be payable by the sender.

The Postal Administrations of the Contracting Parties may also apply the provisions of this Article to direct exchanges between their two countries.

Article 17.

1. The direct conveyance and the conveyance in transit of parcels and of the documents relating thereto by land and by sea shall be effected "à découvert" and not in closed mails.

2. The Postal Administrations of the Contracting Parties reserve the right to modify by common agreement the method of forwarding both postal parcels and the documents relating thereto.

Article 18.

Each parcel shall be accompanied by a despatch note and Customs declarations in French. A copy of the declaration shall be kept by the country of transit. The number of declarations shall be agreed upon by the Postal Administrations of the Contracting Parties.

Article 19.

Les colis postaux renfermant des objets interdits à l'importation ou à la transmission transitaire, ne peuvent être confisqués, si leur insertion a été régulièrement indiquée dans les déclarations en douane, mais sont à renvoyer au pays d'origine.

Article 20.

1^o Si pendant le transport des colis a eu lieu la perte, la détérioration ou la spoliation, complète ou partielle de leur contenu, l'expéditeur a le droit à une indemnité correspondant au montant de la perte, de la détérioration ou du manque, si, toutefois, le dommage n'a été pas causé par la faute ou par la négligence de l'expéditeur ou ne provient pas de la nature des objets.

Cette indemnité est payée pour les colis ordinaires dans les limites fixées par l'Arrangement international concernant les colis postaux ; pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

2^o Les Administrations postales des Parties contractantes n'assument pas de responsabilité pour la perte, la spoliation ou l'avarie du colis résultant d'un cas de force majeure.

3^o L'indemnité est payée dans le pays de dépôt en monnaie de ce dernier, d'après les équivalents prévus au paragraphe 3 de l'article 4 du présent arrangement.

4^o Lorsque l'indemnité est payée par l'administration postale d'un pays pour le compte d'une autre administration, cette dernière est tenue de lui rembourser le montant payé en monnaie de l'administration débitrice, au plus tard, dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification du payement.

Article 21.

1^o Les comptes concernant l'échange direct des colis postaux sont établis mensuellement, conformément aux dispositions du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux. Les comptes avec tous les documents y afférents sont à envoyer à l'Administration postale de l'autre Partie contractante, si possible, dans le courant d'un mois et, au plus tard, six semaines après le mois auquel ces comptes se rapportent. Lesdits comptes doivent être vérifiés et retournés dans le courant d'un mois, à compter du jour de leur réception.

2^o Les totaux des comptes mensuels, arrêtés et approuvés par les Administrations postales des Parties contractantes sont à inclure par l'administration créditrice dans le compte général dressé par trimestre ; le solde de ce compte général est payable dans le délai d'un mois à compter du jour de sa réception.

Si le payement du solde n'a pas eu lieu dans le délai susindiqué, les sommes dues sont productives d'intérêts à raison de cinq pour cent l'an, à compter du jour d'expiration desdits délais.

Le payement précité doit avoir lieu dans le délai de deux mois, au plus tard, à partir du terme susvisé.

3^o Le solde résultant de la balance des comptes susmentionnés est payé à l'administration postale créditrice par l'intermédiaire de banques se trouvant dans la capitale du pays créateur dans la monnaie de ce dernier ou, après entente mutuelle, dans la monnaie d'un autre pays.

4^o Les frais de payement éventuels sont supportés par l'administration débitrice.

Article 22.

Le franc pris comme unité monétaire dans le présent arrangement est le franc-or prévu à l'article 29 de la Convention postale universelle.

Article 19.

Postal parcels containing articles the importation or conveyance in transit of which is forbidden may not be confiscated, provided the Customs declarations give a correct description of their contents, but shall be returned to the country of origin.

Article 20.

1. If the contents of a parcel have been completely or partially lost, damaged or abstracted during conveyance, the sender shall be entitled to compensation up to the amount of the loss, damage or theft, provided always that the damage is not due to the fault or negligence of the sender or to the nature of the articles sent.

Such compensation shall be paid in the case of ordinary parcels within the limits laid down in the International Parcel Post Agreement ; in the case of insured parcels, such compensation shall not exceed the insured value.

2. The Postal Administrations of the Contracting Parties shall not be responsible for the loss of a parcel or for the abstraction of or damage to its contents, if this is due to circumstances beyond their control.

3. Compensation shall be paid in the country of despatch in the currency of that country at the equivalent rates provided for in paragraph 3 of Article 4 of the present Agreement.

4. When compensation is paid by the Postal Administration of a country on behalf of another Administration, the latter shall be bound to refund the amount paid in the currency of the debtor Administration not later than two months from the date at which it was notified of the payment.

Article 21.

1. The accounts for the direct exchange of postal parcels shall be made up monthly in accordance with the Detailed Regulations for the Execution of the Parcel Post Agreement. The accounts shall be sent, with all the relevant documents relating thereto, to the Postal Administration of the other Contracting Party within one month, if possible, and not later than six weeks after the month to which the accounts relate. The said accounts must be checked and returned within one month of the date on which they are received.

2. The amounts of the monthly accounts, drawn up and approved by the Postal Administrations of the Contracting Parties, must be included by the creditor Administration in the general quarterly account, the balance of which shall be payable within one month of the date on which the account is received.

If the balance is not paid within the period indicated above, the sums due shall bear interest at the rate of 5% per annum from the expiry of the said period.

This payment must be made within two months at the most from the date referred to above.

3. The balance remaining after the above-mentioned accounts have been closed shall be paid to the creditor Postal Administration through the banks in the capital of the creditor country in the currency of the latter or, after mutual agreement, in the currency of another country.

4. Any expenses in connection with payment shall be borne by the debtor Administration.

Article 22.

The franc taken as the monetary unit in the present Agreement is the gold franc referred to in Article 29 of the Universal Postal Convention.

Article 23.

L'échange réciproque des colis postaux, tant ordinaires qu'avec valeur déclarée, entre les Parties contractantes et en transit par leurs territoires, est effectué en tout ce qui n'est pas prévu dans le présent arrangement et ce qui n'est pas en contradiction avec ses clauses, sur la base des dispositions de l'Arrangement international concernant l'échange des colis postaux, ainsi que du protocole final et du règlement d'exécution dudit arrangement.

Article 24.

Le présent arrangement sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Praha dans le plus bref délai possible.

Les dispositions du présent arrangement seront mises à exécution un mois après l'échange des instruments de ratification.

Article 25.

Le présent arrangement est conclu pour une période indéterminée : toutefois, chacune des Parties contractantes a le droit de le dénoncer moyennant un préavis de douze mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires susindiqués ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou en double exemplaire le 8 juin 1935.

(L. S.) Dr Edvard BENEŠ.

(L. S.) Maxime LITVINOFF.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 17 mars 1936.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Article 23.

The reciprocal exchange of postal parcels, whether ordinary or insured, between the Contracting Parties and in transit through their territories, shall be effected, as regards anything not provided for in the present Agreement and not inconsistent with its clauses, in accordance with the provisions of the International Parcel Post Agreement and of the Final Protocol and Detailed Regulations for the execution of that Agreement.

Article 24.

The present Agreement shall be ratified. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Prague as soon as possible.

The provisions of the present Agreement shall come into force one month after the exchange of instruments of ratification.

Article 25.

The present Agreement is concluded for an indeterminate period. Nevertheless, either of the Contracting Parties has the right to denounce it subject to twelve months' notice.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Moscow, this 8th day of June, 1935.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

(L. S.) Maxime LITVINOFF.

N° 3866.

FRANCE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial. Paris, le
18 janvier 1936.

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting a
Commercial Arrangement. Paris,
January 18th, 1936.

N^o 3866. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. PARIS, LE 18 JANVIER 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 avril 1936.

I.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 18 janvier 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement royal de Suède, également désireux de contribuer à l'instauration d'une politique économique plus libérale entre les nations par la suppression des entraves au commerce des marchandises et à la circulation des capitaux, constatant qu'aucune restriction n'est apportée en France ni en Suède au règlement des créances commerciales, que, d'autre part, la stabilité de fait du rapport entre les monnaies des deux pays permet, pour autant qu'elle sera maintenue, l'octroi réciproque de concessions en ce qui concerne l'échange des marchandises, ont décidé de conclure l'arrangement suivant, relatif à l'attribution, à la répartition et la gestion des contingents :

a) La Suède recevra sur les contingents globaux existants ou qui seraient institués, une quote-part calculée d'après le rapport du montant des importations de produits suédois à celui des importations totales des mêmes produits pendant la période de base. Ce calcul sera fait suivant les mêmes méthodes que pour tout autre pays.

b) Le Gouvernement français se réserve le droit de négocier soit avec la Suède, soit avec tout autre pays le solde du contingent global, une fois attribuée à la Suède la part qui lui est garantie par le paragraphe précédent.

c) En matière de gestion des contingents, la Suède bénéficiera, sur la demande qui en serait faite par son gouvernement, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves pour un même produit, du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers.

d) Dans le cas où les statistiques douanières françaises indiqueraient qu'un contingent intéressant la Suède est épuisé, les autorités françaises, avant de suspendre les importations de l'espèce, avertiront la légation de Suède à Paris. L'avis notifiant aux importateurs l'épuisement du contingent ne pourra être publié que dix jours au

¹ Entré en vigueur le 18 janvier 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3866. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FRENCH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL ARRANGEMENT. PARIS, JANUARY 18TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 4th, 1936.

I.

FRENCH REPUBLIC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT

OF POLITICAL AND COMMERCIAL AFFAIRS.

COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, January 18th, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

The Government of the French Republic and the Royal Government of Sweden, being equally desirous of contributing towards the establishment of a more liberal economic policy between the nations by the abolition of hindrances to the trade in goods and the circulation of capital, noting that the settlement of commercial claims is not restricted in any way in either France or Sweden, and that, moreover, the *de facto* stability of the ratio between the currencies of the two countries will, in so far as it is maintained, enable reciprocal concessions to be granted as regards the exchange of goods, have decided to conclude the following Arrangement concerning the allotting, distribution and administration of quotas :

(a) Of the aggregate quotas which are at present established or which may hereafter be established, Sweden shall receive a share calculated according to the ratio between the imports of Swedish products and the total imports of the same products during the basic period. This calculation shall be made according to the same methods as are followed in regard to any other country.

(b) The French Government reserves the right to negotiate either with Sweden or with any other country concerning the remainder of the aggregate quota, once there has been allotted to Sweden the share guaranteed to her by the preceding paragraph.

(c) As regards the administration of the quotas, Sweden shall be granted, on her Government so requesting, and under the same conditions and subject to the same reservations concerning the same product, the most favourable treatment accorded to any third country.

(d) Should the French Customs statistics show that a quota granted to Sweden has been drawn upon to its full amount, the French authorities, before suspending imports of the product concerned, shall notify the Swedish Legation in Paris. The notice informing importers that the quota has been drawn upon to its full amount shall be published not

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 18th, 1936.

moins après cet avis, ce délai devant permettre aux autorités suédoises de présenter, le cas échéant, tout renseignement statistique susceptible de modifier la décision. Dans le cas où il serait reconnu que le contingent a été effectivement épuisé, tous les dépassements constatés seraient imputés sur le contingent de la période suivante.

e) Le Gouvernement français examinera avec la plus grande bienveillance la possibilité de procéder au report d'un trimestre sur l'autre de la part non utilisée des contingents attribués à la Suède. Il appartiendra à la légation de Suède à Paris d'indiquer, à la fin de chaque trimestre, les quantités qu'elle désire voir reporter, l'Administration française ayant toutefois le droit de procéder à une vérification des chiffres qui seront produits.

f) En outre, le Gouvernement français examinera avec bienveillance les demandes tendant à permettre, dans des cas particuliers, l'utilisation anticipée, pendant un trimestre déterminé, d'une fraction des contingents afférents au trimestre suivant.

g) Les cas spéciaux provenant de différence d'interprétation technique qui pourront être signalés par la Légation de Suède à Paris seront examinés avec la plus grande bienveillance.

h) Les demandes que cette légation présenterait concernant l'attribution éventuelle de contingents supplémentaires, en tenant compte de chaque cas d'espèce et des conditions du marché français, seront instruites avec toute la bienveillance possible.

Les avantages définis ci-dessus seront accordés à la Suède à la condition que le Gouvernement royal fasse bénéficier les marchandises françaises ci-dessous énumérées des réductions tarifaires suivantes :

N° de la statistique	N° du tarif des douanes suédoises	Désignation des marchandises	Droit actuel		Droit nouveau	
			Ordinaire	Additionnel	Ordinaire	Additionnel
			En couronnes les 100 kg.			
12	7	Foie gras	100	300	100	200
151	72, 1	Dattes	25	—	10	—
282	118	Pâté de foie gras	500	—	400	—
Ex 321	Ex 143	Conserves de champignons	50	25	50	—
			En couronnes les 100 litres			
340	Ex 154	Liqueurs	250	—	175	—
350	Ex 158	Cognacs, en bouteilles . .	200	—	125	—
			En couronnes les 100 kg.			
596	Ex 264	Savons, etc., autres . . .	100	—	80	—

Si le régime défini au début de la présente lettre venait à être modifié et remplacé par un système plus restrictif ou si la relation actuellement existante entre les monnaies des deux pays venait à s'altérer profondément, les deux gouvernements sont d'accord pour estimer que cette situation justifierait l'ouverture de négociations en vue d'ajuster le présent arrangement à ce nouvel état de fait.

Il en serait de même dans le cas où une des Hautes Parties contractantes prendrait des mesures douanières ou de contingentement susceptibles de troubler sensiblement l'équilibre prévu par l'accord.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement suédois est d'accord avec le Gouvernement français sur l'adoption des dispositions dont il s'agit.

Agréé, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur Hennings,
Ministre de Suède
à Paris.

(Signé) Pierre LAVAL.

sooner than ten days after this notification, this interval being such as to enable the Swedish authorities to present, should they so desire, any statistical particulars in view of which the decision might be modified. Should it be recognised that the quota has in fact been drawn upon to its full amount, all amounts imported in excess shall be entered under the quota of the following period.

(e) The French Government will give the most favourable consideration to the possibility of carrying forward from one quarter to the next the unutilised portion of the quotas granted to Sweden. It will be for the Swedish Legation in Paris, at the end of each quarter, to state the quantities it desires to have carried forward, the French Administration retaining the right, however, to examine the figures produced.

(f) The French Government will also give favourable consideration to requests for an authorisation, in particular cases, to utilise in advance, during a given quarter, a portion of the quotas granted in respect of the following quarter.

(g) Any special cases arising from divergent technical interpretations, to which attention is drawn by the Swedish Legation in Paris, shall receive the most favourable consideration.

(h) Any requests presented by the above-mentioned Legation regarding the possible allotting of additional quotas, account being taken of the circumstances of each particular case and of the conditions obtaining on the French market, shall be most favourably examined.

The advantages defined above shall be granted to Sweden on condition that the Royal Government consents to the following reductions in Customs duties in respect of the French goods listed below :

Statistics number	Number in Swedish Customs tariff	Description of goods	Present duty		New duty	
			Ordinary	Additional	Ordinary	Additional
			In crowns per 100 kg.			
12	7	Foie gras	100	300	100	200
151	72, 1	Dates	25	—	10	—
282	118	Pâté de foie gras . . .	500	—	400	—
Ex 321	Ex 143	Preserved mushrooms. .	50	25	50	—
			In crowns per 100 litres			
340	Ex 154	Liqueurs	250	—	175	—
350	Ex 158	Cognac, in bottles . . .	200	—	125	—
			In crowns per 100 kg.			
596	Ex 264	Soaps, etc., other goods .	100	—	80	—

Should the régime defined at the beginning of the present letter be modified and replaced by a more restrictive system or should there be any drastic change in the present ratio between the currencies of the two countries, the two Governments agree that they will regard this situation as justifying the opening of negotiations with a view to the adjustment of the present Arrangement to these new conditions of fact.

The same shall also apply should either of the High Contracting Parties adopt measures in regard to Customs or quotas which are likely to disturb to an appreciable extent the equilibrium contemplated in the agreement.

I should be glad if you would be good enough to inform me whether the Swedish Government is in agreement with the French Government on the adoption of the provisions in question.

I have the honour to be, etc.

Monsieur Hennings,
Swedish Minister,
Paris.

(Signed) Pierre LAVAL.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, le 18 janvier 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant à la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

Le Gouvernement de la République française.....
..... l'équilibre prévu par l'accord.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Einar HENNINGS.

Son Excellence
Monsieur Laval,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 1^{er} avril 1936.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, *January 18th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the letter you were good enough to send me under to-day's date, I have the honour to confirm the following :

The Government of the French Republic
..... the equilibrium contemplated in the agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Einar HENNINGS.

His Excellency
Monsieur Laval,
Prime Minister, Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 3867.

**ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant la libération
des dépôts et le règlement des
obligations résultant des titres et
de leurs coupons, et protocole
annexe. Signés à Bucarest, le
5 décembre 1930.

**ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Release of
Deposits and the Settlement of
Liabilities arising out of Securities
and their Coupons, with Protocol-
Annex. Signed at Bucharest, De-
cember 5th, 1930.

N° 3867. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA LIBÉRATION DES DÉPÔTS ET LE RÈGLEMENT DES OBLIGATIONS RÉSULTANT DES TITRES ET DE LEURS COUPONS. SIGNÉE A BUCAREST, LE 5 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations et le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 avril 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désirant arriver à un accord pour la libération des dépôts et le règlement des obligations résultant des titres et de leurs coupons, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Georges G. MIRONESCO, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr Bohumil VLASÁK, ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

Article premier.

I. Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à libérer sans aucune restriction, les dépôts ouverts, fermés et les safe-dépôts qui, au jour de la présentation de la demande relative à leur libération se trouvent sur son territoire, déposés auprès des autorités de toutes sortes, des caisses d'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit ou des banquiers, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurances et autres documents, ainsi que des monnaies, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, des objets d'art — après le remboursement des frais usuels grevant ces dépôts — sous les conditions fixées dans la présente convention, et si l'existence des circonstances suivantes est prouvée :

a) Que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921 la propriété de telles personnes physiques qui, au jour de la présentation de la demande, étaient

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 26 février 1936.
Entrée en vigueur le 26 février 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3867. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE RELEASE OF DEPOSITS AND THE SETTLEMENT OF LIABILITIES ARISING OUT OF SECURITIES AND THEIR COUPONS. SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 5TH, 1930.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 6th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of arriving at an agreement for the release of deposits and the settlement of obligations in connection with securities and their coupons, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Monsieur Georges G. MIRONESCO, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

1. The Government of the Kingdom of Roumania undertakes to release unreservedly open or sealed deposits and safe deposits which, on the date upon which application is made for their release, are deposited within its territory with any authority, in State paying offices, or with notaries public, credit institutions, or bankers, in so far as such deposits contain paper securities, depositors' books, shareholders' books, founders' shares, insurance policies, or other documents, or coin, precious metals, whether minted or unminted (worked or unworked), pearls and precious stones, or objects of art — after payment of the usual costs chargeable on such deposits — subject to the conditions laid down in the present Convention, provided that the following circumstances can be proved :

(a) That the aforesaid securities or valuables were, on July 26th, 1921, the property of natural persons who, on the date of the application, were Czechoslovak nationals in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, February 26th, 1936. Came into force February 26th, 1936.

ressortissants tchécoslovaques, en vertu du Traité de Saint-Germain, respectivement de Trianon, et qui n'ont aucun domicile sur le territoire du Royaume de Roumanie.

Concernant la libération, il ne sera fait aucune différence si le propriétaire a acquis la nationalité tchécoslovaque en vertu des dispositions des Traités de Saint-Germain ou de Trianon, respectivement en vertu des conventions conclues ou à conclure sur la base de ces traités, *ipso facto*, ou par suite d'une autorisation officielle, conformément à l'article 76 du Traité de Saint-Germain ou à l'article 62 du Traité de Trianon, ou par voie d'option.

b) Ou bien, que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues, dont le siège se trouvait le 26 juillet 1921 sur le territoire de la République tchécoslovaque. Les paragraphes 5 et 6 de cet article stipulent dans quelle mesure cette disposition doit être appliquée aux legs, donations, bourses, fondations, aux municipes et aux communes.

Si les valeurs en dépôt se trouvaient déposées depuis le 26 juillet 1921, sans interruption, auprès d'un des dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, comme dépôt d'un ressortissant tchécoslovaque, aucune autre preuve de propriété ne sera plus nécessaire. Les contre-preuves sont admissibles. Quant aux valeurs acquises jusqu'au 1^{er} mars 1919, les listes de recensement, dressées en vue de l'impôt sur la fortune, suffiront pour faire preuve de leur acquisition. (Ordonnance du Gouvernement de la République tchécoslovaque du 12 mars 1919, N^o 126, Recueil des lois et ordonnances.) Quant à toutes les autres valeurs la preuve de pleine validité sera faite par des certificats officiels, livres de commerce ou autres preuves admissibles d'après les lois du pays.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à libérer même d'autres dépôts, si des preuves de pleine validité seront produites de la manière susmentionnée.

Si, d'après les dispositions de la présente convention, des cas quelconques n'auraient pas trouvé de solution, le Gouvernement du Royaume de Roumanie donnera le plus tôt possible, une suite satisfaisante aux demandes qui lui seront présentées.

2. Le Gouvernement du Royaume de Roumanie n'est pas obligé à libérer les dépôts de telles personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues, auxquels, par la suite, en vertu des Traités de Saint-Germain et de Trianon, ou en vertu d'autres conventions à conclure sur la base de ces traités entre les deux Etats, le caractère de sujets roumains doit leur être attribué.

En ce qui concerne les valeurs appartenant à une Caisse des orphelins (Caisse des tutelles) ou administrées par une telle caisse, une convention spéciale sera conclue.

3. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées sur le territoire roumain, mais sont gardées hors du territoire de l'Etat roumain, le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à admettre, respectivement à prendre, des mesures afin que les documents de disposition nécessaires soient dressés, respectivement remis, et à faire toutes les interventions et facilités nécessaires pouvant servir aux propriétaires pour recouvrer la possession de leurs dépôts.

4. Les valeurs à libérer au sens de cet article, ne pourront être soumises ni à un impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque. Elles seront également exemptées d'autres mesures de l'administration de l'Etat, pouvant mettre obstacle ou rendre la libération impossible. Toutes les mesures de garantie et autres mesures semblables, contraires aux présentes dispositions, seront annulées par le Gouvernement du Royaume de Roumanie.

5. Les dispositions de la présente convention s'appliquent de même aux dépôts de legs, donations, bourses, fondations, en tant qu'il sera constaté, en vertu de l'article 266 du Traité de Saint-Germain ou de l'article 249 du Traité de Trianon, ou autrement d'une manière obligatoire pour le Royaume de Roumanie que les valeurs respectives échoient à la République tchécoslovaque.

6. Les dépôts des municipes, des communes et des autres collectivités, dont le territoire est resté à la République tchécoslovaque en vertu des Traités de Saint-Germain ou de Trianon, seront également libérés par le Gouvernement du Royaume de Roumanie en tant qu'existent les conditions y relatives, stipulées par la présente convention.

virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, and who have no domicile within the territory of the Kingdom of Roumania.

Regarding release, no difference will be made according to whether the owner has acquired Czechoslovak nationality in virtue of the provisions of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, or in virtue of conventions concluded or hereafter to be concluded on the basis of those Treaties, *ipso facto*, or by official authorisation in accordance with Article 76 of the Treaty of St. Germain or Article 62 of the Treaty of Trianon, or by the exercise of his right of option.

(b) Alternatively, that the aforesaid securities or valuables were, on July 26th, 1921, the property of juridical persons or other similar economic organisations, whose principal place of business was, on July 26th, 1921, within the territory of the Czechoslovak Republic. Paragraphs 5 and 6 of this Article stipulate how far this provision shall be applicable to legacies, gifts, scholarships, and foundations, and to municipalities and communes.

If the securities or valuables in deposit have been in deposit without interruption since July 26th, 1921, with one of the depositaries mentioned in the first paragraph of this Article, as the deposit of a Czechoslovak national, no other proof of ownership shall be necessary. Rebutting evidence shall be admissible. For securities or valuables acquired up to March 1st, 1919, the registration lists drawn up for the purposes of the property tax shall be sufficient proof of their acquisition. (Decree of the Government of the Czechoslovak Republic of March 12th, 1919, No. 126, Collection of Laws and Decrees.) For all other securities or valuables, proof shall be established by means of official certificates, trading account books, or other means admissible according to the law of the country.

The Government of the Kingdom of Roumania undertakes to release other deposits also, if fully valid proofs are produced as mentioned above.

If, according to the provisions of the present Convention, any cases should not be settled, the Government of the Kingdom of Roumania shall as soon as possible give a satisfactory answer to requests presented to it.

2. The Government of the Kingdom of Roumania shall not be obliged to release the deposits of juridical persons or other similar economic organisations which have acquired the status of Roumanian subjects later, in virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, or in virtue of other conventions which may be concluded between the two States on the basis of those Treaties.

A separate convention shall be concluded concerning securities belonging to orphans' funds (guardianship funds) or administered by such funds.

3. If the securities to be released are not in fact deposited within Roumanian territory, but outside the territory of the Roumanian State, the Government of the Kingdom of Roumania undertakes to permit measures to be taken for the drawing-up or delivery of the necessary disposal documents, or to take such measures itself; and to take any action and accord all facilities which may help owners to recover their deposits.

4. Securities and valuables to be released under this Article shall not be subject to a property tax or to any other tax. They shall also be exempt from other State administrative measures which might impede or prevent their release. The Government of the Kingdom of Roumania shall revoke all measures of guarantee or other similar measures which are contrary to the present provisions.

5. The provisions of the present Convention shall also apply to deposits of legacies, gifts, scholarships, and foundations, if it be established in virtue of Article 266 of the Treaty of St. Germain or of Article 249 of the Treaty of Trianon, or by any other means admitted by the Kingdom of Roumania, that the securities or valuables in question pertain to the Czechoslovak Republic.

6. The deposits of municipalities, communes, and other local authorities, whose territory has remained within the Czechoslovak Republic in virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, shall also be released by the Government of the Kingdom of Roumania, provided that the conditions relating to them laid down by the present Convention are fulfilled.

En ce qui concerne les dépôts des municipes, des communes et des autres collectivités dont le territoire a été partagé par la frontière fixée à la suite des Traités de Saint-Germain ou de Trianon, soit entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Roumanie, soit entre la République tchécoslovaque, le Royaume de Roumanie et d'autres Etats, soit à la suite de toute autre convention, ils seront réglés par des conventions spéciales.

7. Au sens de la présente convention on entend par libération, la permission de délivrance et d'exportation accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de délivrance et d'exportation n'affecte d'aucune manière la question à résoudre en conformité avec le droit privé ou administratif en vigueur, s'il existe une obligation de la part du dépositaire à délivrer les valeurs, et à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier hypothécaire, etc.), la délivrance doit être effectuée.

8. Seront considérées comme dépôts, au sens de la présente convention, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 du présent article, même au cas où en vertu d'un contrat de dépôt elles n'auraient pas été déposées entre les mains du dépositaire actuel, mais elles auraient été transférées, pour quelque raison que ce soit, du territoire de l'Etat tchécoslovaque sur celui de l'Etat roumain.

Les dépôts judiciaires seront à libérer, autant qu'ils ont été effectivement trouvés par l'administration roumaine, au moment ou après son instauration.

9. Afin que les ressortissants tchécoslovaques obtiennent la libre possession des titres à libérer conformément à la présente convention, titres qui étaient affectés à des cautionnements ou à d'autres buts semblables, ou qui, pour d'autres raisons, étaient liés par une clause (vinculés), le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage, en ce qui le concerne, à simplifier et à accélérer dans la mesure du possible, toute procédure préalable (décharge de la clause), qui serait nécessaire.

Article 2.

1. Le Gouvernement de la République tchécoslovaque s'engage à libérer sans aucune restriction les dépôts ouverts, fermés et les safe-dépôts, qui, au jour de la présentation de la demande relative à leur libération, se trouvent sur son territoire, déposés auprès des autorités de toute sorte, des caisses de l'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit ou des banquiers, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurance et autres documents, ainsi que des monnaies, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, des objets d'art — après le remboursement des frais usuels grevant ces dépôts — sous les conditions fixées dans la présente convention, et si l'existence des circonstances suivantes est prouvée :

a) Que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes physiques qui, au jour de la présentation de la demande, étaient ressortissants roumains en vertu du Traité de Saint-Germain respectivement de Trianon et qui n'ont aucun domicile sur le territoire de la République tchécoslovaque.

Concernant la libération il ne sera fait aucune différence si le propriétaire a acquis la nationalité roumaine en vertu des dispositions des Traités de Saint-Germain ou de Trianon, respectivement en vertu des conventions conclues ou à conclure sur la base de ces traités, *ipso facto*, ou par suite d'une autorisation officielle, conformément à l'article 76 du Traité de Saint-Germain ou à l'article 62 du Traité de Trianon ou par voie d'option.

b) Ou bien que les valeurs susmentionnées constituaient le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues, dont le siège se trouvait le 26 juillet 1921 sur le territoire du Royaume de Roumanie. Les paragraphes 5 et 6 de cet article stipulent dans quelle mesure cette disposition doit être appliquée aux legs, donations, bourses, fondations, aux municipes et aux communes.

Si les valeurs en dépôt se trouvaient déposées depuis le 26 juillet 1921, sans interruption, auprès d'un des depositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, comme dépôt d'un ressortissant

Deposits of municipalities, communes, and other local authorities whose territory has been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, either between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Roumania, or between the Czechoslovak Republic, the Kingdom of Roumania, and other States, or in consequence of any other convention, shall be dealt with by separate conventions.

7. For the purposes of this Convention, the term "release" shall be taken to mean authorisation for delivery and export, granted by Government authorities. Such authorisation shall in no way affect the question, which must be decided by reference to the existing private or administrative law, whether the depositary is under any obligation to deliver the securities or valuables, and if so to what persons (depositor, owner, mortgagee, etc.).

8. For the purposes of the present Convention, the securities and valuables referred to in paragraph 1 of the present Article shall be considered as deposits, even if, under a contract of deposit, they have not been deposited with the present depositary, but have been transferred for any reason whatever from the territory of the Czechoslovak State to that of the Roumanian State.

Judicial deposits shall be released, so far as they have been actually found by the Roumanian administration at the time of its coming into control or later.

9. In order that Czechoslovak nationals may obtain full possession of securities which are to be released according to this Convention, which were assigned as pledges or for similar purposes, or which for any other reasons were bound by some clause, the Government of the Kingdom of Roumania undertakes, for its part, to simplify and expedite as far as possible such preliminary proceedings (discharge of the clause) as may be necessary.

Article 2.

1. The Government of the Czechoslovak Republic undertakes to release unreservedly open or sealed deposits and safe deposits which, on the date upon which application is made for their release, are deposited within its territory with any authority, in State paying offices, or with notaries public, credit institutions, or bankers, in so far as such deposits contain paper securities, depositors' books, shareholders' books, founders' shares, insurance policies, or other documents, or coin, precious metals, whether minted or unminted (worked or unworked), pearls and precious stones, or objects of art — after payment of the usual costs chargeable on such deposits — subject to the conditions laid down in the present Convention, provided that the following circumstances can be proved :

(a) That the aforesaid securities or valuables were, on July 26th, 1921, the property of natural persons who, on the date of application, were Roumanian nationals in virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, and who have no domicile within the territory of the Czechoslovak Republic.

Regarding release, no difference will be made according to whether the owner has acquired Roumanian nationality in virtue of the provisions of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, or in virtue of Conventions concluded or hereafter to be concluded on the basis of those Treaties, *ipso facto*, or by official authorisation in accordance with Article 76 of the Treaty of St. Germain or with Article 62 of the Treaty of Trianon, or by the exercise of his right of option.

(b) Alternatively, that the aforesaid securities or valuables were, on July 26th, 1921, the property of juridical persons or other similar economic organisations whose principal place of business was, on July 26th, 1921, within the territory of the Kingdom of Roumania. Paragraphs 5 and 6 of this Article stipulate how far this provision shall be applicable to legacies, gifts, scholarships, and foundations, and to municipalities and communes.

If the securities or valuables in deposit have been in deposit without interruption since July 26th, 1921, with one of the depositaries mentioned in the first paragraph of this Article, as a deposit

roumain, aucune autre preuve de propriété ne sera plus nécessaire. Les contre-preuves sont admissibles.

Quant aux valeurs acquises jusqu'au 1^{er} mars 1919, les listes des recensements dressées en vue de l'impôt sur la fortune suffiront pour faire la preuve de leur acquisition. (Ordonnance du Gouvernement de la République tchécoslovaque du 12 mars 1919 N^o 126. Recueil des lois et ordonnances.)

Quant à toutes les autres valeurs la preuve de la pleine validité sera faite par des certificats officiels, livres de commerce ou autres preuves admissibles d'après les lois du pays.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque s'engage à libérer même d'autres dépôts, si des preuves de pleine validité seront produites de la manière susmentionnée.

Si d'après les dispositions de la présente convention, des cas quelconques n'auraient pas trouvé de solution, le Gouvernement de la République tchécoslovaque donnera, le plus tôt possible, une suite satisfaisante aux demandes qui lui seront présentées.

2. Le Gouvernement de la République tchécoslovaque n'est pas obligé à libérer les dépôts de telles personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues, auxquels, par la suite, en vertu des Traités de Saint-Germain ou de Trianon ou en vertu d'autres conventions à conclure sur la base de ces traités, entre les deux Etats, le caractère de sujet tchécoslovaque doit leur être attribué.

En ce qui concerne les valeurs appartenant à une Caisse des orphelins (Caisse de tutelles) ou administrées par telle caisse, une convention spéciale sera conclue.

3. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées sur le territoire tchécoslovaque, mais sont gardées hors du territoire de l'Etat tchécoslovaque, le Gouvernement de la République tchécoslovaque s'engage à admettre, respectivement à prendre des mesures afin que les documents de disposition nécessaires soient dressés, respectivement remis, et à faire toutes les interventions et facilités nécessaires pour servir aux propriétaires pour recouvrer la possession de leur dépôts.

4. Les valeurs à libérer au sens de cet article ne pourront être soumises ni à un impôt sur la fortune ni à une autre taxe quelconque. Elles seront également exemptées d'autres mesures de l'administration de l'Etat, pouvant mettre obstacle ou rendre la libération impossible. Toutes les mesures de garantie et toutes autres mesures semblables, contraires aux présentes dispositions, seront annulées par le Gouvernement de la République tchécoslovaque.

5. Les dispositions de la présente convention s'appliquent de même aux dépôts des legs, donations, bourses, fondations en tant qu'il sera constaté, en vertu de l'article 266 du Traité de Saint-Germain ou de l'article 249 du Traité de Trianon, ou autrement, d'une manière obligatoire pour la République tchécoslovaque, que les valeurs respectives échoient au Royaume de Roumanie.

6. Les dépôts des municipes, des communes et des autres collectivités dont le territoire est resté au Royaume de Roumanie en vertu des Traités de Saint-Germain et de Trianon, seront également libérés par le Gouvernement de la République tchécoslovaque en tant qu'existent les conditions y relatives, stipulées par la présente convention.

En ce qui concerne les dépôts des municipes, des communes et des autres collectivités dont le territoire a été partagé par la frontière fixée à la suite des Traités de Saint-Germain ou de Trianon, soit entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Roumanie, soit entre la République tchécoslovaque, le Royaume de Roumanie et d'autres Etats, soit à la suite de toute autre convention, ils seront réglés par des conventions spéciales.

7. Au sens de la présente convention on entend par libération la permission de délivrance et d'exportation accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de délivrance et d'exportation n'affecte d'aucune manière la question à résoudre en conformité avec le droit privé ou administratif en vigueur, s'il existe une obligation de la part du dépositaire à délivrer les valeurs, et à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier hypothécaire, etc.), la délivrance doit être effectuée.

8. Seront considérés comme dépôts, au sens de la présente convention, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 du présent article, même au cas où en vertu d'un contrat de dépôt, elles n'auraient pas été déposées entre les mains du dépositaire actuel, mais elles auraient été transférées, pour quelque raison que ce soit, du territoire de l'Etat roumain sur celui de l'Etat tchécoslovaque.

of a Roumanian national, no other proof of ownership shall be necessary. Rebutting evidence shall be admissible.

For securities or valuables acquired up to March 1st, 1919, the registration lists drawn up for the purposes of the property tax shall be sufficient proof of their acquisition. (Decree of the Government of the Czechoslovak Republic of March 12th, 1919, No. 126, Collection of Laws and Decrees.)

For all other securities or valuables, proof shall be established by means of official certificates, trading account books, or other means admissible according to the law of the country.

The Government of the Czechoslovak Republic undertakes to release other deposits also, if fully valid proofs are produced as mentioned above.

If, according to the provisions of the present Convention, any cases should not be settled, the Government of the Czechoslovak Republic shall as soon as possible give a satisfactory answer to requests presented to it.

2. The Government of the Czechoslovak Republic shall not be obliged to release the deposits of juridical persons or other similar economic organisations which have acquired the status of Czechoslovak subjects later, in virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, or in virtue of other conventions which may be concluded between the two States on the basis of those Treaties.

A separate convention shall be concluded concerning securities belonging to orphans' funds (guardianship funds) or administered by such funds.

3. If the securities to be released are not in fact deposited within Czechoslovak territory, but outside the territory of the Czechoslovak State, the Government of the Czechoslovak Republic undertakes to permit measures to be taken for the drawing-up or delivery of the necessary disposal documents, or to take such measures itself; and to take any action and accord all facilities which may help owners to recover their deposits.

4. Securities and valuables to be released under this Article shall not be subject to a property tax or to any other tax. They shall also be exempt from other State administrative measures which might impede or prevent their release. The Government of the Czechoslovak Republic shall revoke all measures of guarantee or other similar measures which are contrary to the present provisions.

5. The provisions of the present Convention shall also apply to deposits of legacies, gifts, scholarships, and foundations, if it be established in virtue of Article 266 of the Treaty of St. Germain or of Article 249 of the Treaty of Trianon, or by any other means admitted by the Czechoslovak Republic, that the securities or valuables in question pertain to the Kingdom of Roumania.

6. The deposits of municipalities, communes, and other local authorities, whose territory has remained within the Kingdom of Roumania in virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, shall also be released by the Government of the Czechoslovak Republic, provided that the conditions relating to them laid down by the present Convention are fulfilled.

Deposits of municipalities, communes, and other local authorities, whose territory has been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon, either between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Roumania, or between the Czechoslovak Republic, the Kingdom of Roumania, and other States, or in consequence of any other Convention, shall be dealt with by separate conventions.

7. For the purposes of this Convention, the term "release" shall be taken to mean authorisation for delivery and export, granted by Government authorities. Such authorisation shall in no way affect the question, which must be decided by reference to existing private or administrative law, whether the depositary is under any obligation to deliver the securities or valuables, and if so to what persons (depositor, owner, mortgagee, etc.).

8. For the purposes of the present Convention, the securities and valuables referred to in paragraph 1 of the present Article shall be considered as deposits, even if, under a contract of deposit, they have not been deposited with the present depositary, but have been transferred for any reason whatever from the territory of the Roumanian State to that of the Czechoslovak State.

Les dépôts judiciaires seront à libérer autant qu'ils ont été effectivement trouvés par l'administration tchécoslovaque, au moment ou après son instauration.

9. Afin que les ressortissants roumains obtiennent la libre possession des titres à libérer conformément à la présente convention, titres qui étaient affectés à des cautionnements ou à d'autres buts semblables ou qui, pour d'autres raisons, étaient liés par une clause (vinculés), le Gouvernement de la République tchécoslovaque s'engage, en ce qui le concerne, à simplifier et à accélérer, dans la mesure du possible, toute procédure préalable (décharge de la clause) qui serait nécessaire.

Article 3.

1. La libération des dépôts constitués sur le territoire d'un des Etats contractants au nom d'une autorité d'Etat ou d'une autorité publique, d'un notaire public, d'une institution bancaire (institution de crédit), ou au nom des personnes ayant comme profession le commerce bancaire sur le territoire de l'autre Etat, s'effectuera, en ce qui concerne la partie qui fait la propriété d'une autorité, d'une institution, ou d'une personne ci-dessus mentionnée en qualité de propriétaire de dépôt, ou de tels de leurs clients, qui répondent aux conditions fixées dans l'article 1 et 2, sur la base d'un bordereau dressé par le déposant, sur lequel l'autorité financière de la première instance pour les impôts directs sur le territoire de l'Etat, dans lequel l'autorité, l'institution, ou la personne déposante se trouve, attestera expressément que les conditions requises sont remplies.

Ce bordereau sera envoyé par le déposant au dépositaire ou directement à l'autorité financière de la première instance pour les impôts directs compétente selon le siège du dépositaire dans l'autre Etat; cette autorité apposera sur le bordereau un visa qui permettra la libération et l'exportation des dépôts consignés.

2. La libération de tout autre dépôt que celui mentionné dans l'alinéa 1 du présent article s'effectuera à la demande de l'intéressé, — demande qui doit être présentée avec l'attestation que les conditions de la libération sont remplies, — soit à l'autorité financière de la première instance pour les impôts directs dans l'autre Etat, compétente selon le séjour du propriétaire ou selon le siège du dépositaire; soit à l'autorité financière de la première instance pour les impôts directs de l'Etat où on doit transporter les dépôts, compétente selon le domicile du propriétaire. Dans ce dernier cas l'autorité financière respective de la première instance de l'Etat où on doit transporter les dépôts affirmera que les conditions fixées dans les articles 1 et 2 ont été remplies et enverra les demandes sans les documents, à l'autorité financière de la première instance pour les impôts directs de l'autre Etat, compétente selon le domicile du dépositaire.

Les autorités financières des deux Etats contractants donneront suite au plus tard dans un délai de quinze jours, aux demandes qui leur seront parvenues.

Les demandes concernant la libération et le transport des dépôts ne sont soumises à aucun délai.

Article 4.

1. Toutes les créances (capitales, intérêts, dividendes, etc.) provenant des titres roumains ou tchécoslovaques se trouvant dans la possession des ressortissants tchécoslovaques, respectivement ressortissants roumains, seront remboursées intégralement et sans réduction, sans tenir compte du fait que ces titres se trouvent sur le territoire tchécoslovaque ou bien sur le territoire roumain.

2. Au cas où le paiement des coupons, intérêts, dividendes et remboursements découlant des titres, serait soumis à la condition que les titres devraient être recensés, estampillés ou déposés dans un dépôt, les conséquences de l'omission de cette condition n'atteindront pas les ressortissants des Etats contractants et ces opérations seront effectuées ultérieurement et de cette manière, toutes les restrictions antérieures seront annulées. Ces titres se trouvant dans les dépôts à libérer seront estampillés au moment de leur libération par l'autorité financière de première instance, constatant ainsi la date de la libération.

3. Les prescriptions de toutes ces créances sont considérées comme suspendues de droit, à partir du 28 octobre 1918 jusqu'au jour de la mise en vigueur de la présente convention.

Judicial deposits shall be released, so far as they have been actually found by the Czechoslovak administration at the time of its coming into control or later.

9. In order that Roumanian nationals may obtain full possession of securities which are to be released according to this Convention, which were assigned as pledges or for similar purposes, or which for any other reasons were bound by some clause, the Government of the Czechoslovak Republic undertakes, for its part, to simplify and expedite as far as possible such preliminary proceedings (discharge of the clause) as may be necessary.

Article 3.

1. The release of deposits constituted within the territory of one of the contracting States in the name of a State or public authority, notary public, or banking institution (credit institution), or in the name of persons in the banking profession, within the territory of the other State, shall be effected, so far as concerns that part which is the property of an authority, institution, or person mentioned above as owner of a deposit, or of any of their clients who fulfil the conditions laid down in Articles 1 and 2, on the basis of a memorandum drawn up by the depositor, upon which the financial authority of the first instance for direct taxes in the territory of the State in which the offices of the authority, institution, or depositor are situated, shall explicitly attest that the required conditions are fulfilled.

This memorandum shall be sent by the depositor to the depository, or direct to the financial authority of the first instance for direct taxes having jurisdiction over the place of business of the depository in the other State ; this authority shall countersign the memorandum, thus permitting the release and export of the deposits mentioned.

2. The release of any deposit other than those mentioned in paragraph 1 of the present Article shall be effected on the application of the party concerned — which must be accompanied by the certificate of fulfilment of the conditions of release — either to the financial authority of the first instance for direct taxes in the other State having jurisdiction over the place of residence of the owner or the place of business of the depository, or to the financial authority of the first instance for direct taxes of the State to which deposits must be sent having jurisdiction over the place of domicile of the owner. In the latter case, the appropriate financial authority of the first instance of the State to which the deposits are to be conveyed shall attest that the conditions laid down in Articles 1 and 2 have been fulfilled, and shall send the requests, without the documents, to the financial authority of the first instance for direct taxes of the other State having jurisdiction over the place of domicile of the depository.

The financial authorities of both contracting States shall comply with the applications which reach them within a period not exceeding fifteen days.

Applications regarding the release and transport of deposits shall be subject to no time-limit.

Article 4.

1. All claims (capital, interest, dividends, etc.) arising out of Roumanian or Czechoslovak securities in the possession of Czechoslovak or Roumanian nationals respectively shall be refunded in full, without deduction, regardless of whether such securities are in Czechoslovak or Roumanian territory.

2. If the payment of coupons, interests, dividends, and refunds in connection with securities is subject to the condition that the securities must be registered, stamped, or formally deposited, nationals of the contracting States shall not be affected by the omission of such conditions, and these operations shall be carried out later, all previous restrictions thus being cancelled. Such securities, included in deposits to be released, shall be stamped at the time of their release by the financial authority of the first instance, thus establishing the date of release.

3. The periods of prescription of all these claims shall be deemed to be suspended as of right from October 28th, 1918, until the day of the entry into force of the present Convention.

A partir de cette date commencera à courir le terme légal des prescriptions qui n'étaient pas remplies le 28 octobre 1918.

Si ces prescriptions s'accomplissaient avant deux ans du jour de la mise en vigueur de la présente convention, leurs termes seront prolongés de plein droit jusqu'à l'accomplissement de ce terme.

Article 5.

Les paiements découlant des titres émis en couronnes austro-hongroises payables dans un des deux Etats contractants, seront effectués dans la monnaie de l'Etat où le débiteur a son siège et selon le taux fixé pour le change des anciennes couronnes austro-hongroises dans cet Etat où le débiteur a son siège ; il en sera de même au cas où le paiement effectif devrait avoir lieu à l'étranger.

Les livrets d'épargne ne sont pas soumis aux dispositions de cet article et seront réglés d'après les dispositions de la Convention pour les créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises.

Les dispositions en vigueur concernant les titres de la dette d'avant guerre et ceux de la dette de guerre autrichienne et hongroise ne sont pas modifiées par cet article.

Article 6.

Les gouvernements des Etats contractants obligeront les autorités de toute sorte se trouvant sur leurs territoires, les Caisses d'Etat, les notaires publics, les institutions financières, les banquiers, à donner communication par la voie de leur propre administration des finances à celle de l'autre Etat, en tant qu'ils connaissent les conditions nécessaires pour pouvoir en décider des dépôts gardés chez eux et appartenant aux ressortissants de l'autre Etat dont la libération serait admissible au sens de la présente convention, mais n'a pas eu lieu faute d'une demande.

Article 7.

Les différends éventuels entre les deux Hautes Parties contractantes portant sur l'interprétation et l'application de la présente convention, seront soumis à un Tribunal arbitral composé de deux membres dont l'un sera nommé par le Gouvernement roumain, l'autre par le Gouvernement tchécoslovaque.

En cas de désaccord ces deux arbitres nommeront un troisième choisi parmi les ressortissants d'un Etat étranger. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur la personne de cet arbitre, les deux gouvernements le désigneront de commun accord. En cas de désaccord entre les deux gouvernements, ils s'en remettront pour le désigner au président du Conseil fédéral de la République helvétique.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Praha aussitôt que faire se pourra.

La présente convention entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 5 décembre 1930.

(L. S.) (Signé) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signé) Dr Bohumil VLASÁK.

The legal term of periods of prescription which had not expired on October 28th, 1918, shall be continued as from that day.

If these periods of prescription have expired in less than two years from the date of entry into force of the present Convention, their terms shall be prolonged as of right until the end of that time.

Article 5.

Payments in connection with securities issued in Austro-Hungarian crowns, payable to either of the two contracting States, shall be made in the currency of the State where the debtor has his place of business, and at the rate of exchange of the former Austro-Hungarian crown fixed in that State; the same provision shall apply if payment is to be made in some other country.

Savings-bank books shall not be subject to the provisions of this Article, and shall be dealt with according to the provisions of the Convention concerning claims and debts in former Austro-Hungarian crowns.

The provisions in force regarding pre-war debt stock and Austrian and Hungarian war-debt stock shall not be modified by this Article.

Article 6.

The Governments of the contracting States shall require authorities of all kinds within their territories, State paying offices, notaries public, financial institutions, and bankers, to give notice through their own financial administration to that of the other State, in as far as they know the necessary conditions in order to come to a decision, of any deposits with them belonging to nationals of the other State, which would be eligible for release under the present Convention but have not been released because no application has been made.

Article 7.

Any disputes between the two High Contracting Parties regarding the interpretation and application of the present Convention shall be submitted to a Court of Arbitration, consisting of two members, one nominated by the Roumanian Government, and the other by the Czechoslovak Government.

In case of disagreement, these two arbitrators shall appoint a third, being a national of a foreign State. If they cannot come to an agreement regarding an appointment, the two Governments shall make the appointment by common agreement. In case of disagreement between the Governments, they shall request the President of the Federal Council of the Swiss Republic to make a nomination.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

The present Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have appended their signatures and seals.

Done at Bucharest in two original copies, this 5th day of December, 1930.

(L. S.) (Signed) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signed) Dr. Bohumil VLASÁK.

PROTOCOLE ANNEXE

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE LA ROUMANIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE conviennent d'un commun accord, en ce qui concerne les titres de rente 4 %, 4 ½ % et 5 % (tranche extérieure) émis par l'Etat roumain de 1889 jusqu'en 1913 inclusivement, à ce qui suit :

1. Les titres de rente non estampillés conformément au *Journal* du Conseil des Ministres de Roumanie N° 526, du 24 mars 1922, possédés par des ressortissants tchécoslovaques avant et jusqu'à la date du 31 octobre 1918, seront présentés pour l'estampillage à Bucarest, à la Direction de la Dette publique, auprès du Ministère des Finances.

Dans ce cas les possesseurs devront présenter les titres, accompagnés des documents nécessaires prouvant la nationalité tchécoslovaque et leur possession avant et jusqu'au 31 octobre 1918.

Pour les titres ainsi admis à l'estampillage, le paiement de leurs coupons à échéance antérieure et inclusivement 1^{er} décembre 1928, de même que pour les titres sortis au tirage à échéances antérieures et inclusivement 1^{er} juin 1928, s'effectuera à l'étranger en francs français papier, aux guichets autorisés par l'Etat roumain.

2. Les titres non estampillés conformément au *Journal* du Conseil des Ministres de Roumanie N° 526, du 24 mars 1922, possédés par des ressortissants tchécoslovaques après le 31 octobre 1918, seront traités dans les conditions prévues dans l'« Annexe » de l'Accord¹ en date du 10 novembre 1928, conclu entre les Gouvernements roumain et allemand et publié dans le *Moniteur officiel* roumain N° 1 du 1^{er} janvier 1929.

3. Les titres estampillés conformément au paragraphe 1 susindiqué, seront traités pour la période postérieure à la date du 1^{er} janvier 1929, dans les conditions prévues par l'Accord conclu à Paris le 31 mai 1928, entre le Gouvernement roumain et les porteurs de titres de rente roumaine et publié dans le *Moniteur officiel* roumain N° 165 du 28 juillet 1928.

(Signé) G. G. MIRONESCO.

(Signé) Dr Bohumil VLASÁK.

Pour copie conforme :

Le Ministre
Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 février 1936,

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ Vol. XCI, page 101, de ce recueil.

PROTOCOL-ANNEX.

THE ROYAL GOVERNMENT OF ROUMANIA and THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC are agreed, as regards the 4 %, 4 ½ % and 5 % stocks (external block) issued by the State of Roumania from 1889 to 1913 inclusive, upon the following :

1. Public debt certificates not stamped in accordance with the *Journal* of the Roumanian Cabinet, No. 526, of March 24th, 1922, held by Czechoslovak nationals before and up to October 31st, 1918, shall be presented for stamping at Bucharest, at the Public Debt Office in the Ministry of Finance.

In this case, holders shall be required to present the certificates, together with the necessary documents to prove their Czechoslovak nationality and their possession of the certificates before and up to October 31st, 1918.

Payment of coupons from certificates thus stamped falling due on or before December 1st, 1928, and also from certificates drawn by lot on which payment fell due on or before June 1st, 1928, shall be made abroad in French francs (paper) at offices authorised by the State of Roumania.

2. Certificates not stamped in accordance with the *Journal* of the Roumanian Cabinet, No. 526, of March 24th, 1922, held by Czechoslovak nationals after October 31st, 1918, shall be dealt with according to the conditions laid down in the "Annex" of the Agreement¹, dated November 10th, 1928, concluded between the Roumanian and German Governments, and published in the Roumanian *Official Gazette*, No. 1, of January 1st, 1929.

3. Certificates stamped in accordance with paragraph 1 above shall be dealt with, for the period after January 1st, 1929, according to the conditions laid down in the Agreement concluded at Paris on May 31st, 1928, between the Roumanian Government and holders of Roumanian public debt certificates, and published in the Roumanian *Official Gazette*, No. 165, of July 28th, 1928.

(Signed) G. G. MIRONESCO.

(Signed) Dr. Bohumil VLASÁK.

¹ Vol. XCI, page 101, of this Series.

N° 3868.

**ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises entre les créanciers ou débiteurs tchécoslovaques et débiteurs ou créanciers roumains, et protocole final. Signés à Bucarest, le 5 décembre 1930.

**ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Settlement of Debts and Claims in Former Austro-Hungarian Crowns between Czechoslovak Creditors or Debtors and Roumanian Debtors or Creditors, and Final Protocol. Signed at Bucharest, December 5th, 1930.

N^o 3868. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES LIBELLÉES EN ANCIENNES COURONNES AUSTRO-HONGROISES, ENTRE LES CRÉANCIERS OU DÉBITEURS TCHÉCOSLOVAQUES ET DÉBITEURS OU CRÉANCIERS ROUMAINS. SIGNÉE A BUCAREST, LE 5 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations et le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 avril 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désirant arriver à un accord pour le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes austro-hongroises, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Georges G. MIRONESCO, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Bohumil VLASÁK, ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les obligations libellées en anciennes couronnes austro-hongroises basées sur un titre privé, nées antérieurement au 26 février 1919, entre les personnes physiques ou morales de droit privé ou public, ou basées sur des contrats ou autres actes juridiques antérieurs à cette date, seront réglées au taux de change de 2 anciennes couronnes austro-hongroises pour 1 leu (2 Kr. a. = 1 leu), en tant qu'une des parties avait son domicile (siège), à la date du 26 février 1919 sur le territoire de la République tchécoslovaque (les créanciers ou débiteurs tchécoslovaques) et l'autre sur le territoire du Royaume de Roumanie (les créanciers ou débiteurs roumains).

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 26 février 1936.
Entrée en vigueur le 26 février 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3868. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS IN FORMER AUSTRO-HUNGARIAN CROWNS BETWEEN CZECHOSLOVAK CREDITORS OR DEBTORS AND ROUMANIAN DEBTORS OR CREDITORS, SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 5TH, 1930.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 6th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, desirous of reaching an agreement for the settlement of debts and claims in former Austro-Hungarian crowns, have to that end resolved to conclude a Convention and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Monsieur Georges G. MIRONESCO, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

1. Payment in respect of obligations in former Austro-Hungarian crowns based upon private claims originating prior to February 26th, 1919, between individuals or corporations under private or public law, or upon contracts or other legal documents prior to that date, shall be made at the rate of 2 former Austro-Hungarian crowns for 1 leu (2 Kr. = 1 leu), provided the domicile (head office) of the parties concerned on February 26th, 1919, was situated (in the case of Czechoslovak creditors or debtors) within the territory of the Czechoslovak Republic, and (in the case of Roumanian creditors or debtors) within the territory of the Kingdom of Roumania.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, February 26th, 1936. Came into force February 26th, 1936.

En ce qui concerne les créances hypothécaires sur des immeubles situés sur le territoire de la République tchécoslovaque elles seront réglées au taux de change de 1 ancienne couronne austro-hongroise pour 1 couronne tchécoslovaque (1 Kr. a. = 1 Kr. c.).

2. Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent qu'aux dettes et créances qui existaient encore à la date de la mise en vigueur de cette convention. La consignation auprès d'un tribunal faite après le 26 février 1919, sans le consentement du créancier, ne sera pas considérée comme l'extinction de la dette.

3. En tant que les dispositions suivantes ne contiennent aucune exception, les intérêts éventuellement dus, seront payés d'après les dispositions du contrat ; en outre, ils ne seront pas capitalisés, à moins que les contrats ne prévoient pas le contraire.

Article 2.

1. Les dettes et créances des personnes qui, à la date du 26 février 1919, avaient deux domiciles, l'un dans la République tchécoslovaque et l'autre dans le Royaume de Roumanie, ne seront pas réglées selon les dispositions de l'article premier, mais seront traitées, en ce qui concerne les créanciers (débiteurs) tchécoslovaques, comme des dettes entre un créancier et un débiteur tchécoslovaque, et en ce qui concerne les créanciers (débiteurs) roumains, comme des dettes entre un créancier et un débiteur roumain.

2. Les dispositions de l'article premier ne s'appliquent non plus aux dettes et créances des personnes (le débiteur ou le créancier) qui dans la période comprise entre le 26 février 1919 et la date de la mise en vigueur de la présente convention auraient établi leur domicile sur le territoire d'un tiers Etat et sans l'avoir transféré ensuite sur le territoire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, avant le jour de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 3.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux créances et dettes réglées dans les conventions que les Etats contractants ont conclues avec d'autres Etats au sujet du règlement des créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises.

Article 4.

Si le débiteur ou le créancier était décédé avant le 26 février 1919, et si à la même date, la succession n'avait pas encore été liquidée (terminée) le domicile du défunt serait considéré comme le domicile du débiteur ou du créancier.

Article 5.

En ce qui concerne les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite, de même que les personnes morales, leur siège sera considéré comme leur domicile. Si les organismes mentionnés sont inscrits sur les registres de commerce, le siège de l'établissement principal inscrit sur ces registres, sera considéré comme domicile.

Article 6.

1. Pour les dettes et créances des succursales des institutions de crédit ou entreprises d'assurances, leur siège sera considéré comme domicile et non pas celui de l'établissement principal.

2. Les dettes et créances basées sur des actes émanant de l'établissement principal de l'entreprise d'assurances ne pourront être considérées comme dettes et créances des succursales qu'en tant que cela résulte incontestablement de l'acte même, ou des autres accords valables, conclus entre les parties intéressées.

Payment in respect of mortgages on immovable property situated within the territory of the Czechoslovak Republic shall be made at the rate of 1 former Austro-Hungarian crown for 1 Czechoslovak crown (1 Kr. = 1 čkr.).

2. The provisions of the present Convention shall apply only to debts and claims already in existence on the date of the entry into force of this Convention. Deposits paid into court after February 26th, 1919, without the creditor's consent shall not rank as discharge of a debt.

3. Save in so far as hereinafter otherwise provided, payments in respect of interest due shall be made in accordance with the provisions of the contract concerned. Interest shall not be capitalised, unless the contract so provides.

Article 2.

1. Payment in respect of debts or claims of persons who on February 26th, 1919, had two domiciles, the one in the Czechoslovak Republic and the other in the Kingdom of Roumania, shall not be made in accordance with the provisions of Article 1. The said debts and claims shall be treated (in the case of Czechoslovak creditors or debtors) as debts between Czechoslovak creditors and debtors, and (in the case of Roumanian creditors or debtors) as debts between Roumanian creditors and debtors.

2. The provisions of Article 1 shall further not apply to debts and claims of such persons (debtors or creditors) as may within the period between February 26th, 1919, and the date of entry into force of the present Convention have become domiciled within the territory of a third State, and have not subsequently transferred such domicile to the territory of either of the High Contracting Parties before the date of the entry into force of the present Convention.

Article 3.

The provisions of the present Convention shall not apply to payments in respect of claims and debts made under conventions concluded by the Contracting States with other States concerning the settlement of claims and debts in former Austro-Hungarian crowns.

Article 4.

In the event of debtors or creditors having died before February 26th, 1919, and the transfer of their estate to their successors not having been effected (completed) by that date, the domicile of the deceased shall be regarded as the domicile of the debtors or creditors.

Article 5.

In the case of private companies, limited partnerships and corporate associations, the head office shall be deemed to be the domicile. Where the said bodies are registered in trade registers, the head office of the principal establishment so registered shall be deemed to be the domicile.

Article 6.

1. In the case of debts and claims of branches of credit institutions or insurance undertakings, the head office of the branch concerned, and not the head office of the principal establishment, shall be deemed to be the domicile.

2. Debts and claims based upon transactions concluded by the principal establishment of an insurance undertaking may not be treated as debts or claims of the branches thereof, unless clearly shown to be such in virtue of the said transactions or other valid agreements between the interested parties.

3. Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux relations juridiques existant entre l'établissement et ses succursales.

Article 7.

1. Le changement de la personne du créancier ou du débiteur après la date du 26 février 1919, ne porte pas atteinte à la manière du règlement en tant qu'il s'agit d'une des dettes ou créances visées à l'article premier.

2. Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux créances cédées, après le 1^{er} novembre 1930 aux personnes mentionnées à l'article premier, par les créanciers qui, au 26 février 1919, avaient leur domicile (siège) ailleurs que sur le territoire de la République tchécoslovaque ou du Royaume de Roumanie.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux dettes et créances suivantes :

a) Aux dettes et créances (remboursement du capital, intérêts, dividendes), résultant des titres tels que : obligations, actions, parts de sociétés coopératives et autres titres analogues. Ces dettes et créances seront réglées par la Convention¹ conclue en date de ce jour entre les Hautes Parties contractantes, concernant la libération des dépôts et le règlement des titres et de leurs coupons ;

b) Aux dettes et créances résultant des assurances sociales ;

c) Aux dettes et créances résultant des assurances privées ;

d) Aux dettes et créances des Caisses tutélaires, qui sont réglées par une convention spéciale ;

e) Aux dettes et créances des villes, communes, municipales, comitats, des associations d'amélioration des cours d'eau, et autres services publics, dont le territoire a été divisé par la frontière établie par les Traités de paix de Saint-Germain et de Trianon, de même qu'aux dettes et créances des sociétés de chemins de fer privés, dont le réseau a été divisé par la frontière susmentionnée, ou dont le siège a été séparé de ce réseau par la nouvelle frontière ;

f) Aux dettes et créances des Caisses d'épargne postales ;

g) Aux dettes et créances de l'ancienne Banque austro-hongroise ;

h) Aux dettes et créances résultant de lombard des titres de guerre autrichiens et hongrois.

Les créances hypothécaires constituées sur des immeubles expropriés conformément aux lois agraires roumaines seront réglées suivant les dispositions stipulées par lesdites lois.

Article 9.

Les prescriptions des créances et dettes réglées par cette convention seront suspendues de plein droit à partir du 28 octobre 1918, jusqu'au jour de la mise en vigueur de la présente convention.

A partir de cette date commencera à courir le terme légal des prescriptions qui n'étaient pas remplies le 28 octobre 1918.

Si ces prescriptions s'accomplissaient avant deux ans du jour de la mise en vigueur de la présente convention, leurs termes seront prolongés de plein droit, jusqu'à l'accomplissement de ce terme.

Article 10.

Les différends éventuels entre les deux Hautes Parties contractantes portant sur l'interprétation et l'application de la présente convention, seront soumis à un Tribunal arbitral composé de deux membres dont l'un sera nommé par le Gouvernement roumain, l'autre par le Gouvernement tchécoslovaque.

¹ Voir page 205 de ce volume.

3. The provisions of the present Convention shall not apply to legal relations between an establishment and its branches.

Article 7.

1. Changes in the person of creditors or debtors occurring after February 26th, 1919, shall not affect the manner of payment in the case of debts or claims of the kind to which Article 1 relates.

2. The provisions of the present Convention shall not apply to claims assigned after November 1st, 1930, to individuals or corporations of the kinds to which Article 1 relates by creditors whose domicile (head office) on February 26th, 1919, was situated within territory other than that of the Czechoslovak Republic or of the Kingdom of Roumania.

Article 8.

The provisions of the present Convention shall not apply to the following debts and claims :

(a) Debts and claims (capital redemption, interest, dividends) in respect of securities such as bonds, shares, shares in co-operative societies and other similar securities. Payment in respect of such debts and claims shall be regulated by the Convention¹ concluded between the High Contracting Parties of to-day's date concerning the Release of Deposits and Payments in respect of Bonds and Coupons of the same ;

(b) Debts and claims in connection with social insurance ;

(c) Debts and claims in connection with private insurance ;

(d) Debts and claims of guardianship funds, which shall be regulated by a special convention ;

(e) Debts and claims of towns, communes, municipalities, counties (*comitats*), associations for the improvement of waterways and other public services whose territory has been divided by the frontier established by the Peace Treaties of Saint Germain and Trianon, as also debts and claims of private railway companies whose railway systems have been divided, or whose head offices have been cut off, by the frontier aforesaid ;

(f) Debts and claims of Post Office savings banks ;

(g) Debts and claims of the former Austro-Hungarian Bank ;

(h) Debts and claims in connection with loans on the security of Austrian or Hungarian war bonds.

Payment in respect of mortgage claims on immovable property expropriated under the Roumanian agrarian laws shall be made in accordance with the provisions laid down in the said laws.

Article 9.

The operation of prescriptions (Statute of Limitations) in regard to payments in respect of claims and debts regulated by the present Convention shall be suspended as from October 28th, 1918, until the date of the entry into force of this Convention.

The legal time-limit of prescriptions not yet operative on October 28th, 1918, shall begin to run as from the date of the entry into force of the present Convention.

Prescriptions due to become operative within two years of the date of the entry into force of the present Convention shall be extended until the completion of the said period.

Article 10.

Disputes between the two High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall be submitted to an Arbitral Tribunal composed of two members, the one to be appointed by the Roumanian Government and the other by the Czechoslovak Government.

¹ See page 205 of this volume.

En cas de désaccord ces deux arbitres nommeront un troisième choisi parmi les ressortissants d'un Etat étranger. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur la personne de cet arbitre, les deux gouvernements le désigneront de commun accord.

En cas de désaccord entre les deux gouvernements, ils s'en remettront pour le désigner au président du Conseil fédéral de la République helvétique.

Article II.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Praha aussitôt que faire se pourra.

La présente convention entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 5 décembre 1930.

(L. S.) (Signé) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signé) Dr Bohumil VLASÁK

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Royaume de Roumanie et la République tchécoslovaque, concernant le règlement des créances et dettes nées, avant le 26 février 1919, en anciennes couronnes austro-hongroises, entre les créanciers ou les débiteurs tchécoslovaques et débiteurs ou créanciers roumains, les Hautes Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

1. Les domestiques, les manœuvres industriels, les commis ou les apprentis, les étudiants ou les écoliers ayant à la date du 26 février 1919, leur résidence sur le territoire de l'un des deux Etats contractants et s'étant établis dans leur pays d'origine avant le jour de la mise en vigueur de la convention susmentionnée, seront considérés comme ayant eu leur domicile dans leur pays d'origine à la date du 26 février 1919.

2. Les fonctionnaires publics en fonctions ou à la retraite ayant transféré leur domicile, avant le jour de la mise en vigueur de la convention susmentionnée, du territoire de l'un des deux Etats, sur celui de l'autre Etat, seront considérés comme ayant eu leur domicile sur ce même territoire, à la date du 26 février 1919.

3. Les deux gouvernements s'engagent, lors du règlement des dettes prévues par la présente convention, à n'entraver en rien la remise du montant des créances, même si cette remise devait être faite hors des frontières de l'Etat.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que la convention et entrera en vigueur simultanément.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 5 décembre 1930.

(L. S.) (Signé) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signé) Dr Bohumil VLASÁK.

Pour copie conforme :

Le Ministre
Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 février 1936.
Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

In the event of disagreement, the two arbitrators shall appoint a third from among the nationals of a third State. If they are unable to agree on the choice of the same, the two Governments shall appoint him by common accord.

In the event of disagreement between the two Governments, the two Governments shall apply to the President of the Federal Council of the Swiss Confederation to appoint him.

Article II.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures and seals.

Done at Bucharest, in duplicate, this 5th day of December, 1930.

(L. S.) (Signed) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signed) Dr. Bohumil VLASÁK.

FINAL PROTOCOL.

In proceeding to sign the Convention between the Kingdom of Roumania and the Czechoslovak Republic concerning payments in respect of claims and debts incurred prior to February 26th, 1919, in former Austro-Hungarian crowns between Czechoslovak creditors or debtors and Roumanian debtors or creditors, the High Contracting Parties are agreed as to the following provisions :

1. Domestic servants, industrial labourers, clerks or apprentices, students or scholars who, being resident on February 26th, 1919, within the territory of one of the two Contracting States, have thereafter settled in their country of origin prior to the date of the entry into force of the Convention aforesaid, shall be deemed to have been domiciled in their country of origin on February 26th, 1919.

2. Public officials, in office or retired, who prior to the date of the entry into force of the aforesaid Convention have transferred their domicile from the territory of one of the two States to that of the other, shall be deemed to have been domiciled in the latter on February 26th, 1919.

3. The two Governments undertake to place no obstacle in the way of the transfer of payments in respect of the debts to which the present Convention relates, even where such payments involve transfers outside the frontiers of the State.

The present Protocol shall be ratified at the same time as the Convention and shall come into force at the same time as the latter.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed their seals thereto.

Done at Bucharest, in duplicate, this 5th day of December, 1930.

(L. S.) (Signed) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signed) Dr. Bohumil VLASÁK.

N° 3869.

**ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la répartition
du patrimoine des caisses tuté-
laires et à la libération des dépôts
des pupilles et des personnes in-
terdites. Signée à Bucarest, le
5 décembre 1930.

**ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning Apportion-
ment of the Assets of Guardian-
ship Funds and Liberation of
Deposits of Wards and Persons
under Legal Disability. Signed at
Bucharest, December 5th, 1930.

N^o 3869. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A LA RÉPARTITION DU PATRIMOINE DES CAISSES TUTÉLAIRES ET A LA LIBÉRATION DES DÉPÔTS DES PUPILLES ET DES PERSONNES INTERDITES. SIGNÉE A BUCAREST, LE 5 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations et le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 avril 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Désireux de régler la répartition du patrimoine des Caisses tutélaires dont la circonscription a été divisée par la frontière d'Etat ainsi que la libération des dépôts des pupilles et des personnes interdites, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Georges G. MIRONESCO, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Bohumil VLASÁK, ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

RÉPARTITION DU PATRIMOINE DES CAISSES TUTÉLAIRES.

Article premier.

Le patrimoine des Caisses tutélaires des anciens Comitats Ugocea et Maramureş qui a été administré cumulativement, sera partagé entre les deux Parties contractantes sur la base d'une clef de répartition. A cet effet un bilan des actifs desdites Caisses tutélaires sera dressé en couronnes

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 26 février 1936.
Entrée en vigueur le 26 février 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3869. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING APPORTIONMENT OF THE ASSETS OF GUARDIANSHIP FUNDS AND LIBERATION OF DEPOSITS OF WARDS AND PERSONS UNDER LEGAL DISABILITY. SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 5TH, 1930.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 6th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA
and

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Desirous of effecting a settlement in the matter of the apportionment of the assets of Guardianship Funds of areas divided by the State frontier and the liberation of deposits of wards and persons under legal disability, have to that end resolved to conclude a Convention and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Monsieur Georges G. MIRONESCO, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

APPORTIONMENT OF THE ASSETS OF GUARDIANSHIP FUNDS.

Article I.

The assets of the Guardianship Funds of the former counties (comitats) of Ugocea (Ugocea) and Máramaros (Maramureş), which have been allowed to accumulate, shall be apportioned between the two Contracting Parties on the basis of a distribution ratio. A schedule of the assets of the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, February 26th, 1936. Came into force February 26th, 1936.

austro-hongroises d'après la situation au 30 juin 1920. Seront considérées comme actifs toutes les valeurs desdites Caisses tutélaires : les titres de la dette publique et les autres papiers-valeurs, les créances hypothécaires, les mises de fonds pécuniaires, les créances en compte courant, l'argent comptant, etc., y compris les fonds de réserve gérés légalement par les Caisses tutélaires, à l'exception des valeurs visées par le chapitre II de la présente convention (valeurs gérées individuellement).

Les intérêts échus jusqu'au jour de la liquidation seront ajoutés auxdits actifs.

Seront également fixés les avoirs des pupilles et des personnes interdites envers les deux Caisses tutélaires mentionnées ci-dessus d'après la situation au 30 juin 1920. Ces avoirs seront répartis en deux groupes selon que le pupille ou la personne interdite est ressortissant tchécoslovaque ou roumain. La nationalité du pupille ou de la personne interdite sera, jusqu'à la preuve contraire, celle du dernier domicile inscrit dans le grand livre de comptes de la Caisse tutélaire.

Les bilans des actifs des Caisses tutélaires des anciens Comitats Ugocea et Maramureş et le bilan des avoirs des pupilles et des personnes interdites envers des Caisses tutélaires seront dressés par les autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve la Caisse tutélaire. Ces bilans seront vérifiés par une commission mixte composée de deux membres ; chaque Partie contractante nommera le sien.

Cette commission se réunira au siège desdites Caisses tutélaires dans un délai d'un mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention et finira ses travaux, au plus tard, six mois après la première réunion. Les différends éventuels entre les deux membres de la commission, qui ne pourraient être réglés par voie diplomatique, seront soumis à la décision d'un arbitre nommé de commun accord par les gouvernements intéressés.

Article 2.

Au cas où une Caisse tutélaire mentionnée à l'article précédent aurait réglé sans réserve une créance pécuniaire d'un pupille ou d'une personne interdite, avec le consentement de l'ayant droit, et cela au plus tard jusqu'au 30 juin 1920, ladite créance sera considérée comme éteinte.

Au cas où l'une des deux Parties contractantes aurait réglé, sans réserve, avec consentement de l'ayant droit, une créance envers une Caisse tutélaire mentionnée à l'article premier après la date du 30 juin 1920, créance qui ne serait pas à sa charge conformément aux dispositions de la présente convention, l'autre Partie sera tenue de lui faire céder la quote-part correspondante du recouvrement qui lui est dû conformément aux dispositions de l'article suivant.

Article 3.

La répartition effective se fera comme suit :

a) Les créances seront d'abord réduites au montant fixé par les concordats judiciaires ou les jugements intervenus avant le 1^{er} novembre 1930 ; la répartition se fera seulement après avoir déduit du bilan le montant de cette réduction ;

b) Les créances hypothécaires et les mises de fonds auprès des établissements financiers (les livrets, les créances en compte courant, etc.), seront attribuées à l'Etat sur le territoire duquel se trouve le bien immeuble ou bien le siège de l'établissement financier respectif. Quant aux hypothèques simultanées, c'est la situation de l'hypothèque principale qui décide ;

c) Les encaisses, c'est-à-dire les créances des Caisses tutélaires envers une caisse publique quelconque, seront attribuées à celle des deux Parties contractantes sur le territoire de laquelle se trouve le siège de ladite caisse publique ;

d) Les papiers-valeurs, à l'exception des titres d'Etat, seront attribués à celle des deux Parties contractantes sur le territoire de laquelle se trouve le lieu d'émission ; les titres d'emprunt de guerre sont considérés, quant à leur évaluation, comme non-valeurs.

said Funds shall be drawn up to that end in Austro-Hungarian crowns as at June 30th, 1920. The term "assets" shall be deemed to mean all securities held by the said Funds, Government stocks or other stocks or shares, mortgage deeds, deposits, current account balances, cash and the like, including the legal reserves kept by the said Funds, but not including the securities to which Chapter II of the present Convention relates (individually held securities).

The interest accrued up to the date of liquidation shall be added to the said assets.

The claims on the two Guardianship Funds aforesaid of wards and persons under legal disability shall further be determined as at June 30th, 1920, and divided into two groups according to the nationality (Czechoslovak or Roumanian) of the ward or person under legal disability concerned. In the absence of evidence to the contrary, the nationality of the ward or person under legal disability concerned shall be deemed to be that of the latest domicile recorded in the main ledger of the Guardianship Fund concerned.

The schedules of the assets of the Guardianship Funds of the former counties (comitats) of Ugocea (Ugocea) and Máramaros (Maramureş), and the schedule of the claims on the said Funds of wards and persons under legal disability, shall be drawn up by the competent authorities of the Contracting Party in whose territory the Fund in question is situate. The said schedules shall be checked by a Joint Commission of two members to be appointed one each by the Contracting Parties.

The Joint Commission shall meet at the seat (head office) of the said Funds within one month of the entry into force of the present Convention, and shall complete its labours not later than six months from its first meeting. Differences between the two members of the Commission, which cannot be settled through diplomatic channels, shall be submitted for decision to an arbitrator, to be appointed by the Governments concerned by common accord.

Article 2.

In the case of one of the Guardianship Funds to which the preceding Article relates having settled without reservation a money claim of a ward or person under legal disability, with the consent of the claimant, not later than June 30th, 1920, the said claim shall be deemed to be extinguished.

In the case of one of the two Contracting Parties having settled without reservation a claim on a Guardianship Fund of the kinds to which Article 1 relates, with the consent of the claimant, after June 30th, 1920, and such claim would not lie against it under the terms of the present Convention, the other Party shall be required to cede to it the proportion of the claim which is its due under the terms of Article 3 following.

Article 3.

The following shall be the method of apportionment :

(a) The claims shall first be reduced to the total resulting from judicial settlements or decisions prior to November 1st, 1930 ; and no apportionment shall be made until the total of the schedule of claims has been so reduced.

(b) Mortgage deeds and deposits with financial institutions (deposit receipts, current account balances and the like) shall be assigned to the State within whose territory is situate the premises or seat of the financial establishment concerned or, in the case of concurrent mortgages, the State of the principal mortgagee.

(c) Cash claims of the Guardianship Funds on public revenue offices of any kind shall be assigned to that one of the two Contracting Parties within whose territory is situate the seat of the said revenue office.

(d) Stocks and shares, other than Government stocks, shall be assigned to that one of the two Contracting Parties within whose territory the stocks or shares in question were issued. War loan bonds shall be deemed to be without value for purposes of the apportionment.

L'excédent éventuel des actifs des deux Caisses tutélaires mentionnées à l'article premier sera payé au représentant de l'Etat créancier en sa monnaie nationale et en prenant pour base le taux de change prévu par la Convention spéciale entre les Parties contractantes concernant les créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises.

Article 4.

Les deux Parties contractantes s'engagent à satisfaire au moyen des actifs mentionnés dans les dispositions ci-dessus, les prétentions des pupilles et des personnes interdites qui sont leurs ressortissants, conformément à l'article premier.

Article 5.

Le patrimoine de la Caisse tutélaire de l'ancien Comitat Satu-Mare, ne sera pas partagé entre les deux Parties contractantes. Toutefois, l'Etat roumain s'engage à libérer, conformément aux dispositions de la présente convention, tous les dépôts et les avoirs des pupilles et des personnes interdites, ressortissants tchécoslovaques, envers ladite Caisse tutélaire.

CHAPITRE II

LA LIBÉRATION DES DÉPÔTS ET DES AVOIRS DES PUPILLES ET DES PERSONNES INTERDITES.

Article 6.

Les deux Parties contractantes s'engagent à se remettre d'office, dans un délai de 3 mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, toutes les valeurs qui se trouvent déposées ou administrées sur leur territoire et notamment celles qui sont administrées ou gardées par les représentants légaux des pupilles et des personnes interdites, si ces valeurs appartiennent par droit de propriété :

- a)* Ou à une Caisse tutélaire quelconque de l'autre Partie contractante, ou bien
- b)* A des pupilles ou à des personnes interdites, réputés ressortissants tchécoslovaques, respectivement roumains, aux termes de l'article premier de la présente convention.

En ce qui concerne les dépôts administrés sous le nom d'une Caisse tutélaire de l'autre Partie contractante, ou bien sous le nom d'un pupille ou d'une personne interdite ayant la nationalité de cet Etat, il y a lieu de supposer que ces dépôts constituent la propriété de ladite Caisse tutélaire et le cas échéant, dudit pupille ou de ladite personne interdite. Les contre-preuves sont admissibles.

En tant que ces valeurs (valeurs administrées individuellement) ont été déposées en argent comptant avant le 30 juin 1920, elles devront être payées à l'Etat créancier en sa monnaie nationale, en prenant pour base le taux de change prévu par la Convention spéciale, conclue entre les Parties contractantes, concernant les créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises.

Article 7.

Aucun droit ni taxe ne seront payés du chef de l'administration et de la gestion des valeurs visées par la présente convention.

Any balance remaining of the assets of the two Guardianship Funds to which Article 1 relates shall be paid to the representative of the claimant State in the national currency of the latter at the rates of exchange provided in the special Convention between the Contracting Parties concerning claims and debts in former Austro-Hungarian crowns.

Article 4.

The two Contracting Parties undertake to meet the claims of such wards and persons under legal disability as are their nationals out of the assets to which the above provisions relate, in accordance with Article 1.

Article 5.

The assets of the Guardianship Fund of the former county (comitat) of Szatmár (Satu-Mare) shall not be apportioned between the two Contracting Parties; but the Roumanian State undertakes notwithstanding in relation to the said Guardianship Fund to liberate all deposits and assets of such wards and persons under legal disability as are Czechoslovak subjects in accordance with the provisions of the present Convention.

CHAPTER II.

LIBERATION OF DEPOSITS AND ASSETS OF WARDS AND PERSONS UNDER LEGAL DISABILITY.

Article 6.

The two Contracting Parties undertake to transfer to one another automatically, within three months of the date of entry into force of the present Convention, all securities deposited or administered within their territories, and in particular all securities administered or held therein by the legal representatives of wards or persons under legal disability, where such securities are the legal property of :

- (a) A Guardianship Fund of the other Contracting Party, or of
- (b) Wards or persons under legal disability, reputed to be Czechoslovak or Roumanian nationals, as the case may be, under the terms of Article 1 of the present Convention.

Deposits administered in the name of a Guardianship Fund of the other Contracting Party, or in the name of a ward or person under legal disability who is a national of the other Contracting Party, shall be presumed to be the property of the said Guardianship Fund or, as the case may be, of the said ward or person under legal disability, in the absence of evidence to the contrary.

Where such securities (individually administered securities) were deposited in cash before June 30th, 1920, payment shall be made for the amount to the State claimant in its national currency at the rate of exchange provided in the special Convention between the Contracting Parties concerning claims and debts in former Austro-Hungarian crowns.

Article 7.

No due or fee shall be payable in respect of the administration or holding of the securities to which the present Convention relates.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 8.

La remise des valeurs libérées aux termes de la présente convention s'effectuera entre les mains du représentant qui sera nommé à cet effet par chacune des deux Parties contractantes.

Article 9.

Les dispositions de la présente convention relatives aux pupilles et aux personnes interdites s'appliqueront également à des personnes devenues majeures ou émancipées dont le patrimoine est encore administré au jour de la mise en vigueur de la présente convention par une Caisse tutélaire ou par une autre autorité de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Sauf dispositions contraires de la présente convention, il est entendu que la Convention entre la Roumanie et la République tchécoslovaque relative à la libération des dépôts trouvera son application.

Article 11.

Si après l'exécution de la présente convention certaines valeurs qui auraient dû être libérées conformément aux dispositions de la présente convention, continueront cependant à être administrées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, elles seront délivrées à l'autre Partie contractante sur la demande faite par voie diplomatique, en s'inspirant des principes stipulés par la présente convention.

Article 12.

La présente convention trouvera aussi son application par analogie aux dépôts et aux encaisses qui ont été transportés du territoire devenu actuellement roumain ou tchécoslovaque en Hongrie ou bien qui y ont été administrés et depuis, remis par la Hongrie à l'une ou l'autre Partie contractante.

Article 13.

Il en sera de même en ce qui concerne les dépôts judiciaires, de toute sorte, et les pièces de conviction, s'ils ont été déposés en argent comptant avant le 30 juin 1920 et s'ils ont été effectivement trouvés par les autorités roumaines ou tchécoslovaques.

CHAPTER III.

GENERAL PROVISIONS.

Article 8.

The transfer of the securities liberated under the terms of the present Convention shall be made to the representative to be appointed for the purpose by each of the two Contracting Parties.

Article 9.

The provisions of the present Convention with regard to wards and persons under legal disability shall apply equally to persons who, having come of age or acquired legal capacity, still have their property administered as on the date of the entry into force of the present Convention by a Guardianship Fund or other authority of the other Contracting Party.

Article 10.

Save in so far as otherwise provided in the present Convention, it is understood that the Convention between Roumania and Czechoslovakia concerning the liberation of deposits shall be applicable.

Article 11.

If after the execution of the present Convention there should be securities which should have been liberated under the provisions of the present Convention, but have continued notwithstanding to be administered within the territory of one of the Contracting Parties, they shall be handed over to the other Contracting Party, at the latter's demand made through diplomatic channels, in conformity with the principles on which the present Convention is based.

Article 12.

The present Convention shall further be applicable by analogy to deposits and cash which have been transferred from what is now Roumanian or Czechoslovak territory to Hungary, as also to deposits and cash which, having been administered in Hungary, have since been transferred by Hungary to one or other of the Contracting Parties.

Article 13.

The same shall apply to payments into court of all kinds and exhibits, deposited in cash before June 30th, 1920, which have been found on taking over by the Roumanian or Czechoslovak authorities.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES.

Article 14.

La présente convention sera ratifiée.

Les ratifications seront échangées à Prague aussitôt que faire se pourra.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Fait à Bucarest, le 5 décembre 1930, en double exemplaire dont un a été remis à chacune des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

(L. S.) (Signé) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signé) Dr Bohumil VLASÁK.

Pour copie conforme :

Le Ministre
Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 février 1936.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

CHAPTER IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 14.

The present Convention shall be ratified.

The ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

Done at Bucharest, this 5th day of December, 1930, in two copies, one for each of the two Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

(L. S.) (*Signed*) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (*Signed*) Dr. Bohumil VLASÁK.

N° 3870.

**ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant le partage des biens des circonscriptions administratives (districts, comitats, villes et villages) divisés par la frontière. Signée à Bucarest, le 22 décembre 1930.

**ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Allocation of the Property of Administrative Units (Districts, Counties (Comitats), Towns and Villages) intersected by the Frontier. Signed at Bucharest, December 22nd, 1930.

N^o 3870. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE PARTAGE DES BIENS DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES (DISTRICTS, COMITATS, VILLES ET VILLAGES) DIVISÉS PAR LA FRONTIÈRE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 22 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations et le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 avril 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désirant arriver à un accord pour le règlement du partage des biens des circonscriptions administratives (districts, comitats, villes et villages) divisés par la frontière, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Monsieur Georges G. MIRONESCO, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur R. KÜNZL-JIZERSKÝ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Bucarest ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Seront considérés comme départements, villes et villages partagés, les départements (comitats), villes et villages dont l'ancienne circonscription administrative a été fractionnée par la frontière.

Article 2.

Seront soumis à la répartition tous les éléments actifs et passifs des biens des départements, villes et villages visés à l'article premier.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 26 février 1936.
Entrée en vigueur le 26 février 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3870. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE ALLOCATION OF THE PROPERTY OF ADMINISTRATIVE UNITS (DISTRICTS, COUNTIES (COMITATS), TOWNS AND VILLAGES) INTERSECTED BY THE FRONTIER. SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 22ND, 1930.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 6th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of reaching an agreement for the purpose of settling the allocation of the property of the administrative units (districts, counties (comitats), towns and villages) divided by the frontier, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Monsieur Georges G. MIRONESCO, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur R. KÜNZL-JIZERSKÝ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Bucharest ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Partitioned counties, towns and villages shall be taken to mean the counties (comitats), towns and villages whose former administrative area has been divided by the frontier.

Article 2.

The whole of the assets and liabilities constituting the property of the counties, towns and villages, referred to in Article 1, shall be subject to allocation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, February 26th, 1936. Came into force February 26th, 1936.

Article 3.

Les éléments actifs et passifs des biens à répartir seront constatés selon l'état (inventorié ou non) dans lequel ils se trouvaient au moment de l'installation définitive de l'administration tchécoslovaque ou roumaine dans le territoire attribué. Pour la répartition des fonds et fondations on prendra pour base le compte final de l'exercice de la même date.

Il sera tenu compte, lors de l'évaluation et de la répartition des dépenses et des investitions utiles ultérieures à la date de l'installation définitive des administrations respectives et effectuées dans l'intérêt commun des deux parties divisées, ainsi que des changements apportés à l'inventaire, sans faute de la partie en possession en cas fortuit ou de force majeure.

Article 4.

Pour la répartition des éléments actifs et passifs des biens des départements, villes et villages on prendra comme base la proportion existant entre les impôts directs établis en 1913, dans le territoire respectif des deux fractions de la circonscription partagée. Afin d'établir cette proportion, on considérera comme impôt direct, les impôts formant en 1913 la base de l'assiette des impôts supplémentaires départementaux et communaux.

Seront ajoutés à ces impôts, les impôts fonciers sur la propriété bâtie et non bâtie appliqués en 1913 aux immeubles appartenant aux départements, villes et villages situés hors de leur circonscription administrative. Pour établir la proportion de répartition, ces impôts fonciers seront mis au compte en faveur de la partie divisée appartenant à la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'immeuble imposé est situé.

Article 5.

La répartition de l'actif des départements, villes et villages sera faite sur la base de la proportion fixée à l'art. 4.

Dans les limites de cette proportion, la répartition sera exécutée en nature, en tant que possible.

I. Conformément au principe de la répartition de l'actif en nature, les biens immobiliers reviendront à celles des deux parties divisées, sur le territoire de laquelle lesdits biens immobiliers sont situés. Les biens immobiliers situés hors de circonscription d'un département, ville ou village divisé, reviendront à la partie divisée appartenant à la Partie contractante sur le territoire de laquelle les biens immobiliers sont situés.

Les biens immobiliers répartis en nature, seront évalués conformément aux dispositions de l'art. 7 et l'on mettra à la charge de la partie divisée à laquelle l'immeuble est attribué, la quote-part revenant à l'autre partie. La compensation et le payement des sommes mises à la charge des parties respectives, seront exécutés conformément aux dispositions de l'art. 3.

II. Dans le cas où la répartition en nature des biens mobiliers serait impossible ou provoquerait des difficultés, les biens mobiliers à répartir pourront, si les deux Parties tombent d'accord, être rachetés par l'une des parties divisées ou vendus. En cas de rachat les dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe I seront appliquées. Le prix de vente sera réparti entre les deux Parties sur la base de la proportion fixée à l'art. 4.

Les biens mobiliers accessoires d'un immeuble suivent le sort de l'immeuble et leur valeur devra être mise au compte lors de la répartition.

Les biens mobiliers qui présentent pour l'une des parties divisées un intérêt spécial (tels que portraits, livres, sceaux, armes, écussons, drapeaux, et autres objets de même nature) pourront être rachetés par cette partie, si les deux parties divisées sont d'accord.

III. La répartition des créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises sera faite sur la base de la proportion fixée à l'art. 4.

Article 3.

Assets and liabilities constituting the property to be allocated shall be valued on the basis of their condition (whether defined by inventory or not) as at the date of the definitive establishment of the Czechoslovak or Roumanian administration in the territory attributed. For the allocation of funds and foundations the final account for the financial year in which the said date falls shall be taken as basis.

In making the valuation and determining the allocation, expenditure and investments of public utility made after the date of the definitive establishment of the administration concerned and in the common interest of the two separated parts, as also alterations in the inventory, if the latter are due not to the fault of the party in possession but to accident or *vis major*, shall be taken into account.

Article 4.

The allocation of the assets and liabilities constituting the property of counties, towns and villages shall be proportionate to the direct taxes levied in 1913 in the respective territories of the two separated parts. In establishing this proportion, direct taxes shall be taken to mean the taxes used in 1913 as a basis for the assessment of the county and communal additional taxes.

There shall also be added to the above the land tax on property (built over or otherwise) levied in 1913 on immovable property belonging to counties, towns and villages, but situated outside their administrative areas. In fixing the proportion for the allocation, these land taxes shall be placed to the credit account of that part of the divided area which belongs to the Contracting Party in whose territory the taxed immovable property is situated.

Article 5.

The allocation of the assets of counties, towns and villages shall be made in the proportion fixed in Article 4.

Within the limits of this proportion, allocation shall be carried out in kind as far as possible.

I. In conformity with the principle of allocation of assets in kind, immovable property shall be attributed to that separated part in whose territory it is situated. Immovable property situated outside the area of a partitioned county, town or village shall be attributed to the separated part belonging to the Contracting Party in whose territory such property is situated.

Immovable property allocated in kind shall be valued in conformity with the provisions of Article 7, and there shall be placed to the charge of the separated part to which such property is allocated the proportionate share due to the other part. Compensation and sums placed to the charge of the respective parts shall be paid in conformity with the provisions of Article 3.

II. Should the allocation of movable property in kind prove to be impossible or involve difficulty, the movable property to be allocated may, if the two Parties agree, be bought up by one of the separated parts or sold. If the property is bought up, the provisions of the second paragraph of section I shall apply. The price obtained by sale shall be allocated between the two parts in the proportion fixed in Article 4.

Movable property which forms an appurtenance to immovable property shall be allocated with the immovable property, its value being included in the account when allocation takes place.

Movable property of special interest to one of the separated parts (such as portraits, books, seals, arms, shields, flags and other similar objects) may be bought by that part if both separated parts agree.

III. Debts reckoned in former Austro-Hungarian crowns shall be allocated in the proportion laid down in Article 4.

Dans les relations des parties divisées avec les débiteurs, lesdites parties seront considérées, pour les quote-parts respectives de la créance répartie, comme ressortissant tchécoslovaque ou roumain, suivant que leur territoire appartient à l'Etat tchécoslovaque ou à l'Etat roumain.

Le règlement des quote-parts respectives des créances réparties sera fait conformément aux dispositions de la Convention¹ sur le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises.

Les conditions personnelles (nationalité et domicile) posées dans la convention précitée, seront considérées comme réunies dans la personne de la partie divisée créancière conformément à l'al. 2 du présent paragraphe.

Article 6.

1. La répartition des passifs des départements, villes et villages sera faite sur la base de la proportion fixée à l'art. 4.

2. Les dettes spécialement garanties par l'un des biens à répartir seront assumées par celle des deux parties divisées à laquelle le bien constitué en garantie sera attribué en vertu de l'art. 5. Les dettes contractées pour acquérir, construire, entretenir, améliorer, etc., l'un des biens à répartir, seront considérées comme dettes spécialement garanties et assumées par la partie divisée à laquelle ledit bien sera attribué en vertu de l'art. 5. Le montant des dettes qui incombe à l'autre partie divisée sera déduit de la quote-part revenant à cette partie du bien constitué en garantie à l'égard duquel la dette a été contractée.

3. La partie divisée qui en vertu des alinéas précédents assume la dette en tout ou en partie, sera seule responsable de la dette assumée et sera considérée dans ses relations avec les créanciers comme ressortissants tchécoslovaques ou roumains selon que son territoire appartient à l'Etat tchécoslovaque ou à l'Etat roumain.

4. Le règlement des quote-parts respectives de la dette répartie, libellée en anciennes couronnes, en tant qu'il s'agit de créanciers qui ont leur domicile (siège) sur le territoire d'une des deux Parties contractantes sera fait conformément aux dispositions de la Convention entre les Parties contractantes sur le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises. La fraction des dettes visées à l'al. 3, qui incombe à l'autre partie, sera réglée dans la monnaie et au montant où le paiement aurait dû être effectué (lieu conventionnel de paiement) par cette partie divisée si cette fraction de la dette était restée à sa charge.

5. Les conditions personnelles (nationalité et domicile) posées dans la convention précitée seront considérées comme réunies dans la personne de la partie divisée débitrice, conformément à l'al. 3 du présent article.

6. Dans le cas où l'immeuble, constitué en garantie des dettes visées à l'al. 2, aurait été fractionné par la frontière ainsi que dans le cas où plusieurs immeubles auraient été constitués en garantie (les uns étant situés sur le territoire tchécoslovaque, les autres sur le territoire roumain), le montant des dettes à répartir sera divisé entre les deux fractions de l'immeuble, respectivement entre les immeubles situés sur le territoire tchécoslovaque et sur le territoire roumain. La division du montant de la dette à répartir sera faite sur la base de la proportion des revenus inscrits dans le cadastre et à défaut d'une telle inscription, sur la base de la valeur des immeubles respectifs ainsi qu'il est prévu à l'art. 7.

7. Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également aux dettes contractées pour l'acquisition, la construction, l'entretien, l'amélioration, etc., des biens à répartir.

8. La répartition, entre les deux parties fractionnées, des dettes divisées en vertu des deux alinéas précédents sera faite conformément aux dispositions de l'al. 2.

¹ Voir page 221 de ce volume.

In the relations of the separated parts with debtors, the parts shall be regarded for the purpose of allocating the respective shares in the debt as Czechoslovak or Roumanian nationals according as their territory belongs to Czechoslovakia or to Roumania.

The respective shares in the debts thus allocated shall be fixed in conformity with the provisions of the Convention¹ on the settlement of debts and claims in former Austro-Hungarian crowns.

The personal conditions (nationality and domicile) defined in the above-mentioned Convention shall be held to be combined in the person of the separated part to which the debt is due, in conformity with the second paragraph of the present section.

Article 6.

1. The liabilities of counties, towns and villages shall be allocated in the proportion laid down in Article 4.

2. Debts specially secured on one of the properties to be allocated shall be taken over by the separated part to which the property constituting the security is attributed in virtue of Article 5. Debts contracted for the purchase, construction, upkeep, improvement, etc., of any of the properties to be allocated shall be regarded as debts specially secured, and shall be taken over by the separated part to which the property in question is attributed in virtue of Article 5. The total debts to be met by the other separated part shall be deducted from the share due to that part in the property which has been made the security, or in respect of which the debt has been contracted.

3. The separated part which, in virtue of the preceding paragraphs, takes over the whole debt or a portion thereof, shall alone be responsible for the debt taken over, and shall be regarded in its relations with the creditors as a Czechoslovak or a Roumanian national, according as the territory belong to Czechoslovakia or to Roumania.

4. The respective shares in the debt thus allocated, reckoned in former crowns, shall, in the case of creditors who have their domicile (headquarters) in the territory of one of the two Contracting Parties, be determined in conformity with the provisions of the Convention between the Contracting Parties on the settlement of debts and claims in former Austro-Hungarian crowns. The portion of the debts referred to in paragraph 3 assumed by the other part shall be settled in the currency in which and at the amount at which payment would have been made (at the agreed place of payment) by that separated part if it had continued to be responsible for such portion of the debt.

5. The personal conditions (nationality and domicile) defined in the above-mentioned Convention shall be held to be combined in the person of the separated part which has become the debtor, in conformity with the third paragraph of the present Article.

6. Should the immovable property which has been made security for the debts referred to in the second paragraph have been intersected by the frontier, or should several immovable properties have been made security (some being situated in Czechoslovak territory and others in Roumanian territory), the amount of the debts to be allocated shall be divided between the two portions of the immovable property, or between the immovable properties situated respectively in Czechoslovak territory and in Roumanian territory. The amount of the debt to be allocated shall be divided in proportion to the revenue from the property entered in the land register, or, failing such entry, in proportion to the value of the immovable properties in question determined in accordance with Article 7.

7. The provisions of the preceding paragraph shall also apply to debts contracted for the purchase, construction, upkeep, improvement, etc., of the properties to be allocated.

8. The allocation between the two separated parts of debts divided in conformity with the preceding two paragraphs shall be effected in accordance with the provisions of the second paragraph.

¹ See page 221 of this volume.

9. Les commissions chargées de l'exécution de la présente convention, ainsi que le Tribunal d'arbitrage et le sur-arbitre, prévus par l'art. 10, communiqueront aux créanciers intéressés les décisions qu'ils auraient prises au sujet de la répartition des dettes. Cette communication sera faite par lettre recommandée dans les 15 jours à compter de la date où la décision a été prise.

10. Les titres de la dette de guerre ne seront pas pris en considération.

Article 7.

L'évaluation des éléments actifs et passifs des biens à répartir sera faite conformément aux principes suivants :

1. Les immeubles non bâtis seront évalués dans la monnaie de l'Etat où ils sont situés. L'évaluation sera faite sur la base des prix moyens régissant les transactions à l'époque de l'évaluation dans la région où l'immeuble est situé.

Il sera également tenu compte des prix offerts et demandés dans les environs, même sur le territoire de l'autre Partie.

2. Les immeubles bâtis seront généralement évalués selon des dispositions du paragraphe 1.

Toutefois, dans le cas où la valeur d'un immeuble bâti ne pourrait être ainsi fixée, l'évaluation sera faite en tenant compte du prix du terrain, du matériel et de la construction, dans la monnaie de la Partie contractante où ledit immeuble se trouve.

3. Les biens mobiliers seront évalués sur la base des prix moyens du marché en vigueur lors de l'évaluation. L'évaluation sera faite dans la monnaie de la Partie contractante où lesdits biens se trouvent.

4. Les créances et les dettes seront comptabilisées dans la monnaie déterminée conformément aux dispositions du paragraphe III de l'art. 5, respectivement l'art. 6.

5. En vue du décompte, les sommes évaluées conformément aux dispositions précédentes, seront converties en fr. suisses.

Article 8.

La procédure d'évaluation et de répartition sera faite séparément pour chaque département, ville et village partagés.

Après l'achèvement de la procédure d'évaluation et de répartition, les commissions compétentes prévues à l'art. 10, constateront séparément le solde des dettes et créances réciproques converties en francs suisses.

Le règlement définitif se fera simultanément pour tous les départements, villes et villages partagés.

Chaque Partie contractante désignera à cet effet, un organe central qui fonctionnera sur son territoire. Ces organes centraux agiront comme mandataires des parties divisées appartenant à chacune des Parties contractantes.

Ces organes centraux fixeront de commun accord le jour choisi pour la conversion des monnaies nationales en francs suisses, au cours moyen fixé à la Bourse de Zurich, le jour choisi.

Dans les huit jours à partir de l'achèvement de la procédure de répartition, faite séparément pour chaque département, ville et village, les commissions déclareront à chacun des organes centraux, les dettes et créances constatées conformément à l'al. 2.

Dans le cas où la répartition des biens d'une ville ou village sera entièrement effectuée en nature, la commission compétente notifiera aux organes centraux sa décision à titre de renseignement. Dans ce cas un règlement entre les organes centraux ne sera pas nécessaire.

Dans les 15 jours à partir de la réception de la dernière déclaration, les organes centraux se communiqueront et constateront ensemble le solde total et définitif des soldes établis séparément pour chaque département, ville et village par les commissions précitées.

9. The Commissions appointed to carry out the present Convention, and the Court of Arbitration and the umpire referred to in Article 10, shall notify the creditors concerned of the decisions they may take regarding the allocation of the debts. This information shall be communicated by registered letter within fifteen days following the date on which the decision is taken.

10. No account shall be taken of War Loan certificates.

Article 7.

Assets and liabilities constituting the property to be allocated shall be valued in conformity with the following principles :

(1) Immovable property not built over shall be valued in the currency of the State in which it is situated. The valuation shall be based on the average market prices current at the time of valuation in the district in which the immovable property is situated.

Account shall also be taken of prices offered and asked in the neighbourhood, even in the territory of the other Party.

(2) Immovable property built over shall, in general, be valued in accordance with the provisions of paragraph 1.

If, however, the value of built-over property cannot thus be fixed, in making the valuation account shall be taken of the price of the land, the material, and the constructional costs, in the currency of the Contracting Party in whose territory the property is situated.

(3) Movable property shall be valued on the basis of the average market prices current at the time of valuation. The valuation shall be made in the currency of the Contracting Party in whose territory the property is situated.

(4) Claims and debts shall be entered in the account in the currency determined in conformity with the provisions of Article 5, section III, or Article 6.

(5) With a view to adjusting the two sets of accounts, the valuations made in accordance with the preceding provisions shall be converted into Swiss francs.

Article 8.

Valuation and allocation shall be carried out separately for each partitioned county, town and village.

When the valuation and allocation have been completed, the competent Commissions referred to in Article 10 shall, as a separate operation, strike a balance between the sums owed and owing on either side and converted into Swiss francs.

The final settlement shall be made simultaneously for all the partitioned counties, towns and villages.

Each Contracting Party shall designate for this purpose a Central Organ for its territory. These Central Organs shall act as the agents of the separated parts belonging to each of the Contracting Parties.

These Central Organs shall, by common agreement, fix the day appointed for the conversion of national currencies into Swiss francs at the average rate of exchange fixed on the Zurich Exchange on the appointed day.

Within eight days as from the completion of the individual allocations in each county, town and village, the Commissions shall furnish each Central Organ with a statement of the debts and claims as established in conformity with the second paragraph.

Where the property of a town or village is allocated entirely in kind, the competent Commission shall communicate its decision to the Central Organs for their information. In such case settlement as between the Central Organs will not be necessary.

Within fifteen days following the receipt of the last statement, the Central Organs shall communicate to each other, and shall conjointly establish the total and final balance of the balances established individually for each county, town and village by the above-mentioned Commissions.

L'organe central débiteur payera le solde qui est à sa charge soit en francs suisses soit en monnaie de l'organe central créancier au cours fixé le jour choisi par les deux organes de commun accord. Le choix entre les deux modalités de paiement appartiendra à l'organe débiteur.

Le paiement sera effectué sans aucune réduction entre les mains de l'organe créancier dans les six mois qui suivront la fixation du solde.

Article 9.

En ce qui concerne les biens et dettes, répartis conformément aux dispositions de la présente convention, les parties divisées respectives ou les ayants cause seront substitués, envers les tiers, dans les droits et obligations relatifs auxdits biens et dettes du département, ville ou village partagés, et cela dans la proportion où la répartition a été faite.

Les rapports juridiques résultant pour les parties divisées de la répartition des biens des départements, villes et villages ainsi que de l'exécution de la présente convention seront soumis en tant qu'ils ne seront pas réglés par la présente convention, aux dispositions du droit interne de la Partie contractante, sur le territoire de laquelle la partie fractionnée respective se trouve.

Article 10.

L'évaluation et la répartition seront faites séparément pour chaque département, ville et village par une ou plusieurs commissions spéciales mixtes.

Chaque commission se composera de 4 membres dont 2 seront délégués respectivement par chaque Partie contractante et deux représenteront respectivement les deux parties divisées de chaque département, ville et village.

La commission aura la faculté de prendre l'avis d'un ou plusieurs experts.

La commission prendra ses décisions à l'unanimité. En cas de partage des voix, le litige sera soumis à un Tribunal d'arbitrage composé de deux membres, dont l'un sera désigné par le Gouvernement royal roumain, et l'autre par le Gouvernement de la République tchécoslovaque. Dans le cas où le Tribunal d'arbitrage ne pourrait arriver à une décision unanime il choisira un sur-arbitre.

A défaut d'accord sur la personne du sur-arbitre, les Parties contractantes s'adresseront pour la nomination du sur-arbitre au membre du Conseil fédéral de la Confédération suisse, chef du Département de l'Intérieur.

Les décisions unanimes des commissions et du Tribunal d'arbitrage ainsi que la décision du sur-arbitre seront définitives et les Parties contractantes s'engagent à procéder à leur exécution.

Les commissions devront être constituées au plus tard dans le mois qui suivra la mise en vigueur de la présente convention. En cas de besoin le Tribunal d'arbitrage sera constitué dans le mois qui suivra la constatation du désaccord.

Les commissions commenceront leurs travaux sans délai et devront les terminer dans les dix mois à partir de leur institution. Le Tribunal d'arbitrage prononcera ses décisions avant l'expiration des deux mois qui suivront l'achèvement des travaux des commissions.

Les frais de procédure seront à la charge des départements, villes et villages intéressés dans la proportion fixée pour la répartition des biens.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à accorder aux commissions et au Tribunal d'arbitrage toute assistance et toutes facilités requises, ainsi qu'à leur fournir, dans le mois qui suivra la demande, les données officielles nécessaires pour suivre leur enquête.

Article 11.

Les dépôts des circonscriptions administratives divisées seront délivrés en tout ou en partie, à la partie divisée à laquelle lesdits dépôts reviennent en tout ou en partie en vertu de la présente convention.

The Central Organ which is the debtor shall pay the balance for which it is responsible, either in Swiss francs or in the currency of the Central Organ to which the money is owed, at the rate of exchange fixed on the day appointed by common agreement between the two Organs. The debtor Organ may choose between these two methods of payment.

Payment shall be made, without any reduction, direct to the creditor Organ within six months following the date on which the balance is established.

Article 9.

As regards property and debts allocated in conformity with the provisions of the present Convention, the separated parts or their assigns shall, so far as third parties are concerned, become the legal successors, in proportion to the allocation, to the rights and obligations of the partitioned counties, towns or villages, in connection with the said property and debts.

The legal relations resulting for separated parts from the allocation of the property of counties, towns and villages, and from the execution of the present Convention, shall be subject, so far as they are not regulated by the present Convention, to the domestic law of the Contracting Party in whose territory the separated part in question is situated.

Article 10.

Valuation and allocation shall be effected separately in the case of each county, town and village by one or several special Joint Commissions.

Each Commission shall consist of four members, one appointed by each Contracting Party and one by each separated part of the county, town or village in question.

The Commissions shall be entitled to consult an expert or experts.

The decisions of each Commission must be unanimous. If opinions are divided, the dispute shall be submitted to a Court of Arbitration consisting of two members, one appointed by the Royal Roumanian Government and the other by the Government of the Czechoslovak Republic. Should the Court of Arbitration be unable to reach a unanimous decision, it shall choose an umpire.

Should it prove impossible to agree on an umpire, the Contracting Parties shall apply for the appointment of an umpire to the Member of the Federal Council of the Swiss Confederation who is head of the Department of the Interior.

The unanimous awards of the Commissions and the Court of Arbitration, as also the awards of the umpire, shall be final, and the Contracting Parties undertake to proceed to carry them into effect.

The Commissions must be constituted at the latest within one month following the coming into force of the present Convention. Should it be necessary, the Court of Arbitration shall be constituted within one month of the time at which failure to agree is noted.

The Commissions shall begin their work without delay and must conclude it within ten months following the date of their appointment. The Court of Arbitration shall render its awards not later than two months after the completion of the work of the Commissions.

The costs of this procedure shall be borne by the counties, towns and villages concerned, in the proportion fixed for the allocation of the property.

The Contracting Parties mutually undertake to grant to the Commissions and the Court of Arbitration all assistance and all facilities required, and to furnish them, within one month after receiving a request, with the official data necessary to enable them to pursue their enquiries.

Article 11.

The deposits of the administrative units partitioned shall be handed over, wholly or in part, to the separated part to which they have, wholly or in part, been allocated in virtue of the present Convention.

Article 12.

Les accords amiables intervenus jusqu'au 30 novembre 1930 entre les circonscriptions administratives divisées seront respectés par la présente convention.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Prague aussitôt que faire se pourra et entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest le 22 décembre 1930 en double original.

(L. S.) (Signé) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (Signé) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

Pour copie conforme :

Le Ministre

Sous-Secrétaire d'Etat,

Savel Radulesco.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 février 1936.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Article 12.

Amicable agreements concluded up to November 30th, 1930, between the administrative units partitioned shall remain unaffected by the present Convention.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed and affixed their seals.

Done at Bucharest, in two original copies, this 22nd day of December, 1930.

(L. S.) (*Signed*) G. G. MIRONESCO.

(L. S.) (*Signed*) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

N° 3871.

**ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant le dédommagement pour les forêts d'Etat « Huta » situées dans la région de Remete-Franzensthal (département de Maramures), signé à Bucarest, le 22 décembre 1930, et protocole additionnel à cet accord, signé à Bucarest, le 20 juin 1934.

**ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding Compensation for the "Huta" State Forests situated in the Region of Remete-Franzensthal (District of Maramures), signed at Bucharest, December 22nd, 1930, and Additional Protocol to this Agreement, signed at Bucharest, June 20th, 1934.

N° 3871. — ACCORD¹ ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE DÉDOMMAGEMENT POUR LES FORÊTS D'ÉTAT « HUTA » SITUÉES DANS LA RÉGION DE REMETE-FRANZENSTHAL (DÉPARTEMENT DE MARAMUREȘ). SIGNÉ A BUCAREST, LE 22 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 6 avril 1936.

Les plénipotentiaires de ces deux Etats, savoir :

M. G. G. MIRONESCO, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères ;
M. R. KÜNZL-JIZERSKÝ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque ;

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le montant dû par le Royaume de Roumanie à titre de dédommagement pour les forêts d'Etat « Huta », situées dans la région Remete-Franzensthal (Dép. de Maramureș), d'après les dispositions de l'article III du Protocole annexe, du 4 mai 1921, concernant le règlement de quelques détails de la frontière entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, est fixé par le présent accord à une somme forfaitaire de 25.000.000 de lei (vingt-cinq millions de lei), en faveur de la République tchécoslovaque pour l'extinction totale et définitive de tous les droits invoqués par le Gouvernement de la République tchécoslovaque.

Article 2.

Cette somme de 25 millions de lei sera payée directement par la Caisse autonome des forêts de l'Etat du Royaume de Roumanie, au Gouvernement de la République tchécoslovaque, en 5 annuités égales, de 5 millions de lei chacune, la première le 1^{er} juillet 1931 et la dernière le 1^{er} juillet 1935.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 22 décembre 1930.

(Signé) G. G. MIRONESCO.

(Signé) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 26 février 1936.
Entré en vigueur le 26 février 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3871. — AGREEMENT² BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING COMPENSATION FOR THE "HUTA" STATE FORESTS SITUATED IN THE REGION OF REMETE-FRANZENSTHAL (DISTRICT OF MARAMUREȘ). SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 22ND, 1930.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 6th, 1936.

The Plenipotentiaries of these two States :

Monsieur G. G. MIRONESCO, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;
Monsieur R. KÜNZL-JIZERSKÝ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic ;

Having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The amount due from the Kingdom of Roumania as compensation for the "Huta" State Forests situated in the region of Remete-Franzensthal (District of Maramureș), according to the provisions of Article III of the Protocol-Annex of May 4th, 1921, regarding the settlement of certain details of the frontier between Roumania and Czechoslovakia, is fixed by the present Agreement at a lump sum of 25,000,000 lei (twenty-five million lei), to be paid to the Czechoslovak Republic in complete and final settlement of all claims advanced by the Government of the Czechoslovak Republic.

Article 2.

This sum of 25,000,000 lei shall be paid direct by the Treasury of the State Forests of the Kingdom of Roumania to the Government of the Czechoslovak Republic in five equal annual instalments of 5,000,000 lei each, the first to be paid on July 1st, 1931, and the last on July 1st, 1935.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have thereto affixed their signatures and their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, this 22nd day of December, 1930.

(Signed) G. G. MIRONESCO.

(Signed) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took at Prague, February 26th, 1936.
Came into force February 26th, 1936.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A L'ACCORD CONCLU A BUCAREST, LE 22 DÉCEMBRE 1930, ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE DÉDOMMAGEMENT POUR LES FORÊTS D'ÉTAT « HUTA » SITUÉES DANS LA RÉGION DE REMETE-FRANZENSTHAL (DÉPARTEMENT DE MARAMUREȘ).
SIGNÉ À BUCAREST, LE 20 JUIN 1934.

Vu que l'Accord conclu à Bucarest, le 22 décembre 1930, entre le Royaume de Roumanie et la République tchécoslovaque concernant le dédommagement pour les forêts d'Etat « Huta » situées dans la région de Remete-Franzensthal (Département de Maramureș), n'a pas encore pu être mis en vigueur ;

Vu que les obligations prises par le susdit accord, n'ont pu être exécutées, pour ces raisons, dans les termes y prévus ;

Le Gouvernement royal de Roumanie et le Gouvernement de la République tchécoslovaque conviennent, d'un commun accord, de porter au texte de l'accord les modifications suivantes :

A l'article 2, 5^e ligne, page 2¹, au lieu de « la première le 1^{er} juillet 1931 et la dernière le 1^{er} juillet 1935... », « la première le 1^{er} janvier 1935 et la dernière le 1^{er} janvier 1939 ».

En dehors de ces changements, le texte de l'accord reste le même.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole additionnel à l'accord ci-dessus mentionné et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 20 juin 1934.

(Signé) Savel RADULESCO.

(Signé) Jan SEBA.

Pour copie conforme :

Le Ministre
Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.

¹ Au lieu de « Article 2, 5^e ligne, page 2 » (texte original du Protocole additionnel), voir article 2, 3^e et 4^e lignes, page 258, de ce volume.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE AGREEMENT CONCLUDED AT BUCHAREST, DECEMBER 22ND, 1930, BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING COMPENSATION FOR THE "HUTA" STATE FORESTS SITUATED IN THE REGION OF REMETE-FRANZENSTHAL (DISTRICT OF MARAMUREŞ). SIGNED AT BUCHAREST, JUNE 20TH, 1934.

Whereas it has not yet been possible to put into force the Agreement concluded at Bucharest, on December 22nd, 1930, between the Kingdom of Roumania and the Czechoslovak Republic, regarding compensation for the "Huta" State Forests situated in the region of Remete-Franzensthal (District of Maramureş) ;

And whereas the fulfilment of the obligations assumed under the said Agreement, within the time-limits therein prescribed, has therefore been impossible ;

The Royal Government of Roumania and the Government of the Czechoslovak Republic have mutually agreed to make the following amendments in the text of the Agreement :

In Article 2, line 5, page 2¹, for "the first to be paid on July 1st, 1931, and the last on July 1st, 1935", there shall be substituted "the first to be paid on January 1st, 1935, and the last on January 1st, 1939".

With the exception of these amendments, the text of the Agreement shall remain unchanged.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Additional Protocol to the above-mentioned Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, this 20th day of June, 1934.

(Signed) Savel RADULESCO.

(Signed) Jan SEBA.

¹ For " Article 2, line 5, page 2 " (original text of the Additional Protocol), see Article 2, lines 3 and 4, page 259, of this volume.

N° 3872.

**ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Arrangement concernant la liquidation réciproque des créances et des obligations résultant de l'administration des mines de sel d'Akna-Slatina du 1^{er} juin 1919 jusqu'au 1^{er} juillet 1920, avec annexe. Signés à Bucarest, le 22 décembre 1930.

**ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Arrangement concerning the Reciprocal Settlement of Claims and Liabilities resulting from the Administration of the Salt Mines of Akna-Slatina from June 1st, 1919, to July 1st, 1920, with Annex. Signed at Bucharest, December 22nd, 1930.

N^o 3872. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA LIQUIDATION RÉCIPROQUE DES CRÉANCES ET DES OBLIGATIONS RÉSULTANT DE L'ADMINISTRATION DES MINES DE SEL D'AKNA-SLATINA DU 1^{er} JUIN 1919 JUSQU'AU 1^{er} JUILLET 1920. SIGNÉ A BUCAREST, LE 22 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 6 avril 1936.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE ROUMANIE et
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,
ont convenu ce qui suit :

Article premier.

A la suite de la liquidation des comptes concernant les mines de sel d'Akna-Slatina, les représentants du Gouvernement roumain et du Gouvernement tchécoslovaque ont constaté les créances suivantes :

1^o Les créances de l'Etat roumain envers l'Etat tchécoslovaque représentent 6.725.855,07 anciennes couronnes austro-hongroises.

2^o Les créances de l'Etat tchécoslovaque envers l'Etat roumain représentent 1.657.360,89 anciennes couronnes austro-hongroises.

Le solde en faveur de l'Etat roumain représente donc la somme de 5.068.494,18 anciennes couronnes austro-hongroises.

Article 2.

De ce solde en faveur du Royaume de Roumanie il faut déduire les sommes suivantes revenant à la République tchécoslovaque :

1^o Sur les dépôts indiqués dans la liste ci-annexée sous les points 1 et 2 qui doivent être partagés dans la proportion de 54 % pour la République tchécoslovaque et 46 % pour le Royaume de Roumanie et sur les dépôts indiqués sous les points 3-6 qui reviennent entièrement à la République tchécoslovaque

350.856,56
anciennes couronnes
austro-hongroises

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 26 février 1936.
Entré en vigueur le 26 février 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3872. — ARRANGEMENT² BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE RECIPROCAL SETTLEMENT OF CLAIMS AND LIABILITIES RESULTING FROM THE ADMINISTRATION OF THE SALT MINES OF AKNA-SLATINA FROM JUNE 1ST, 1919, TO JULY 1ST, 1920. SIGNED AT BUCHAREST, DECEMBER 22ND, 1930.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations. The registration of this Arrangement took place April 6th, 1936.

THE ROUMANIAN GOVERNMENT and
THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
have agreed as follows :

Article 1.

As a result of the settlement of accounts relating to the salt mines of Akna-Slatina, the representatives of the Roumanian Government and of the Czechoslovak Government have agreed to accept as valid the following claims :

(1) The claims of the Roumanian State upon the Czechoslovak State amount to 6,725,855.07 former Austro-Hungarian crowns.

(2) The claims of the Czechoslovak State upon the Roumanian State amount to 1,657,360.89 former Austro-Hungarian crowns.

The balance in favour of the Roumanian State therefore amounts to 5,068,494.18 former Austro-Hungarian crowns.

Article 2.

From this balance in favour of the Kingdom of Roumania shall be deducted the following sums owing to the Czechoslovak Republic :

(1) From the deposits indicated in the subjoined list, under Items 1 and 2, to be divided in the proportion of 54 % for the Czechoslovak Republic and 46 % for the Kingdom of Roumania, and from the deposits indicated under Items 3-6, due entirely to the Czechoslovak Republic

350,856.56
former Austro-Hungarian
crowns

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, February 26th, 1936. Came into force February 26th, 1936.

2° Sur l'avance faite par la Caisse d'assurance des mineurs de Maramureş-Solotvina, répartie suivant la proportion de 54 % pour la République tchécoslovaque et 46 % pour le Royaume de Roumanie

78.232,—
anciennes couronnes
austro-hongroises

3° La contre-valeur de 3.500 sacs qui n'ont pas été rendus à la mine de sel d'Akna-Slatina

140.000,—
anciennes couronnes
austro-hongroises

569.088,56
anciennes couronnes
austro-hongroises

Après cette déduction de 569.088,56 anc. couronnes austro-hongroises, le solde en faveur de la Roumanie est de : 4.499.405,62 anciennes couronnes austro-hongroises.

Etant donné qu'on a déduit la part de la République tchécoslovaque, les dépôts mentionnés dans la liste ci-annexée resteront propriété roumaine.

Article 3.

Toutes les autres créances et réclamations réciproques résultant de l'administration et de la prise en possession des mines de sel susmentionnées, sont considérées, réciproquement compensées (annulées).

Article 4.

Le solde de 4.499.405,62 anciennes couronnes austro-hongroises (quatre millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent cinq, soixante-deux centimes) en faveur de la Roumanie, sera payé par le Gouvernement de la République tchécoslovaque en espèces, par la somme de 2.249.702,81 lei c'est-à-dire au taux de 2 anc. couronnes austro-hongroises égalent 1 leu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest en double original le 22 décembre 1930.

(Signé) G. G. MIRONESCO

(Signé) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

(2) From the sum advanced by the Maramureş-Solotvina Miners' Insurance Fund, divided in the proportion of 54 % for the Czechoslovak Republic and 46 % for the Kingdom of Roumania	78,232.— former Austro-Hungarian crowns
(3) The value of 3,500 sacks, which were not returned to the salt mine of Akna-Slatina	140,000.— former Austro-Hungarian crowns
	<hr/> 569,088.56 former Austro-Hungarian crowns

After deduction of the above 569,088.56 former Austro-Hungarian crowns, the balance in favour of Roumania amounts to 4,499,405.62 former Austro-Hungarian crowns.

Since the amount due to the Czechoslovak Republic has thus been deducted, the holdings specified in the subjoined list shall continue to be Roumanian property.

Article 3.

All other debts and claims arising out of the administration and taking possession of the above-mentioned salt mines shall be reciprocally regarded as cancelled.

Article 4.

The balance of 4,499,405.62 former Austro-Hungarian crowns (four million, four hundred and ninety-nine thousand, four hundred and five and sixty-two centimes) due to Roumania shall be paid by the Government of the Czechoslovak Republic in cash, with the sum of 2,249,702.81 lei, *i. e.*, at the rate of 2 former Austro-Hungarian crowns to 1 leu.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Arrangement and have thereto affixed their seals.

Done at Bucarest, in duplicate, this 22nd day of December, 1930.

(Signed) G. G. MIRONESCO.

(Signed) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

LISTE DES DÉPÔTS

		Il en revient à la République tchécoslovaque en proportion de 54 %

1. Le fonds de la musique :		
En titres	95.550,— a. k. a.-h.	51.597,— anc. k. a.-h.
En argent comptant	6.000,— » »	3.240,— » » »
2. Le fonds de la Caisse d'assurances des mineurs de Maramureş-Solotvina :		
En titres	332.600,— » »	179.604,— » » »
En argent comptant	40.000,— » »	21.600,— » » »
		Il en revient à la République tchécoslovaque en proportion de 100 %

3. Le fonds de l'Asile d'enfants :		
En titres	8.763,07 a. k. a.-h.	8.763,07 anc. k. a.-h.
4. Le fonds de la Croix-Rouge :		
En titres	11.000,— » »	11.000,— » » »
En argent comptant	4.000,— » »	4.000,— » » »
5. Le fonds de la Caisse d'assurances des mineurs de Kabolapoljana :		
En titres	55.200,— » »	55.200,— » » »
6. Les dépôts privés :		
En titres	10.364,— » »	10.364,— » » »
En argent comptant	5.488,49 » »	5.488,49 » » »
Total	568.965,56 a. k. a.-h.	350.856,56 anc. k. a.-h.

(Signé) G. G. MIRONESCO.

(Signé) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

Pour copie conforme :

*Le Ministre**Sous-Secrétaire d'Etat,*

Savel Radulesco.

LIST OF HOLDINGS.

	Former A.-H. Crs.	Due to the Czechoslovak Republic in the Proportion of 54 %
	Former A.-H. Crs.	
1. Miners' Band Fund :		
In Securities	95,550.—	51,597.—
In Cash	6,000.—	3,240.—
2. Maramureş-Solotvina Miners' Insurance Fund :		
In Securities	332,600.—	179,604
In Cash	40,000.—	21,600.—
		Due to the Czechoslovak Republic in the Proportion of 100 %
3. Children's Home Fund :		
In Securities	8,763.07	8,763.07
4. Red Cross Funds :		
In Securities	11,000.—	11,000.—
In Cash	4,000.—	4,000.—
5. Kabolapoljana Miners' Insurance Fund :		
In Securities	55,200.—	55,200.—
6. Private Holdings :		
In Securities	10,364.—	10,364.—
In Cash	5,488.49	5,488.49
Total	568,965.56	350,856.56

(Signed) G. G. MIRONESCO.

(Signed) R. KÜNZL-JIZERSKÝ.

N° 3873.

FINLANDE ET ISLANDE

Convention concernant le règlement
pacifique des différends. Signée à
Thingvellir, le 27 juin 1930.

FINLAND AND ICELAND

Convention regarding the Pacific
Settlement of Disputes. Signed
at Thingveller, June 27th, 1930.

TEXTE ISLANDAIS. — ISLANDIC TEXT.

N^o 3873. — SAMNINGUR ¹ MILLI ÍSLANDS OG FINNLANDS UM LAUSN
DEILUMÁLA MEÐ FRÍÐSAMLEGUM HÆTTI. GERT I
ÞINGVÖLLUM. HINN 27. JÚNÍ 1930.

*Textes officiels islandais, finnois et suédois communiqués par le délégué permanent du Danemark
près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 avril 1936.*

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR OG FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLAND
sem óska eindregið að styðja viðleitnir að jafna á friðsamlegan hátt milliríkjadeilum, hafa, með
það fyrir augum, komið sér saman um að gera samning um friðsamlega lausn deilumála, sem kunna
að rísa milli Íslands og Finnlands, og hafa útnefnt sem fulltrúa sína til þess að gera slíkan samning:

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR :

Försätisráðherra Íslands Tryggva ÞÓRHALLSON og

FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLAND :

Fyrsta varaforseta finska Ríkisþingsins, borgarstjóra Väinö Pietari HAKKILA,

sem eð gildu umboði hafa orðið ásáttir um eftirfylgjandi ákvæði :

I. grein.

Réttardeilum, sem kunna að rísa milli Íslands og Finnlands, sem hægt er að heimfæra undir
einhverja þá tegund, sem nefndar eru í 36. grein 2. málsgrein í reglugjörð ² fasta alþjóðadómstólsins,
skal svo framarlega sem ekki hefir tekizt að jafna deilurnar milli stjórnafulltrúa ríkjanna, vísað
til úrlausnar fyrnefnds dómstóls í samræmi við ákvæði reglugjörðarinnar.

Deilur, sem eru þess efnis, að um þær gilda sérstök ákvæði milli þessara tveggja landa um
dóms- eða gjörðardómsmeðferð, skulu sæta þeirri meðforð, sem þau him sömu ákvæði mæla fyrir
um.

Ágreiningar um skilning á samningi þessum skulu úrskurðaðir af fasta alþjóðadómstólnum.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors, le 5 février 1932.

Entrée en vigueur le 5 février 1932.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII,
page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX,
page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page
362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page
402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ;
vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; et vol.
CLXIV, page 352, de ce recueil.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3873. — SUOMEN ¹ JA ISLANNIN VÄLINEN SOPIMUS RIITAIKUNINGAS SOVINNOLLISESTA RATKAISEMISESTA. ALLEKIRJOITETTUTINGVELLIRILLÄ 27 PÄIVÄNÄ KESÄKUUN 1930.

Icelandic, Finnish and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 8th, 1936.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja HÄNEN MAJESTEETTINSA ISLANNIN JA TANSKAN KUNINGAS ovat, haluten edistää pyrkimyksiä kansainvälisten riitaisuuksien rauhalliseksi ratkaisemiseksi, sitä varten päättäneet tehdä sopimuksen niiden riitaisuuksien sovinnollisesta ratkaisemisesta, joita saattaa syntyä Suomen ja Islannin kesken, ja ovat valtuutetuikseen tällaisen sopimuksen tekoon määränneet :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Suomen Eduskunnan ensimmäisen Varapuhemiehen, Pormestari Väinö Pietari HAKKILAN, ja

HÄN MAJESTEETTINSA ISLANNIN JA TANSKAN KUNINGAS :

Islannin Pääministerin Tryggvi THORHALLSON'IN

jotka asianmukaisesti valtuutettuina ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

I artikla.

Suomen ja Islannin välillä syntyvät oikeudellista laatua olevat riita-asiat, jotka ovat luettavat johonkin Pysyväisen kansainvälisen tuomioistuimen perussäännön 36 artiklan 2^a momentissa mainittuun luokkaan, ovat, mikäli niitä ei ole voitu ratkaista diplomaattista tietä, saatettavat sanotun tuomioistuimen ratkaistaviksi mainitun perussäännön määräysten mukaisesti.

Riitaisuudet, joihin nähden sopimuspuolten kesken on olemassa erikoisia tuomicistuinin tai välitystuomiomenettelyä koskevia sopimuksia, ovat käsiteltävät näiden sopimusten määräysten mukaisesti.

Tämän sopimuksen tulkintaa koskevat erimielisyydet ovat Pysyväisen kansainvälisen tuomioistuimen ratkaistavat.

¹ The exchange of ratifications took place at Helsingfors, February 5th, 1932.
Came into force February 5th, 1932.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325, and Vol. CLXIV, page 352, of this Series.

2. grein.

Samningsaðilarnir skuldbinda sig til að bera undir gjörðardóm samkvæmt eftirfarandi ákvæðum allar aðrar deilur en þær, sem nefndar eru í 1. grein. Áður en gjörðardómsmeðferð hefst, munu aðilarnir leitast við að vísa málinu til rannsóknar og sáttameðferðar fyrir sérstakri þartil útnefndri sáttanefnd.

Nú líða 6 mánuðir frá því er annar aðilinn stakk upp á rannsóknar- og sáttameðferð, og ekki hefir náðzt samkomulag um að vísa deilunni til slíkrar meðferðar og um útnefning sáttanefndar, þá getur hvor aðilinn um sig farið fram á að láta gjörðardóm skera ur deilunni.

Aðilarnir eru ásáttir um, að deilur, þær, sem þessi grein fjallar um, skulu leystar á grundvelli réttlætis og sanngirni.

3. grein.

Sé ekki öðruvísi ákveðið með samningi, skal gjörðardómur sá, er fer með deilumál samkvæmt 2. grein þessa samnings, útnefndur í samræmi við ákvæði IV. þáttar II kapítula Haagsamþykktarinnar frá 18. október 1907¹ um jöfnun deilumála milli ríkja með friðsamlegum hætti.

4. grein.

Að avo miklu leyti sem aðilarnir taka ekki aðra ákvörðun um gjörðardómsmeðferð, skulu ákvæðin í IV. þætti III. kapítula Haagsamþykktarinnar frá 18. október 1907 um jöfnun deilumála milli ríkja með friðsamlegum hætti koma til framkvæmda.

Verði slíkt gjörðardómssamkomulag, sem um ræðir í nefndri Haagsamþykkt, ekki undirritað áður en 6 mánuðir eru liðnir frá því annar aðilinn bar upp við hinn tilmæli um að deiluatriðinu skyldi vísa til gjörðardóms, skal gjörðardómssamkomulagið, samkvæmt ósk annars aðilans, gert á þann hátt, er mælt er fyrir um í 53. og 54. grein nefndrar Haagsamþykktar.

Í þeim tilfellum, að í samningi þessum er vísað til ákvæða Haagsamþykktarinnar, skal ákvæða þessara gætt milli aðilanna, án tillits til þess, hvort samþykkt þessi er gildandi fyrir aðilana.

5. grein.

Að ósk annars aðilans skal gjörðardómurinn mæla fyrir um þær bráðabirgðaráðstafanir, sem ber að gera til þess að vernda réttarstöðu þessa sama aðila, svo framarlega sem hægt er að gera þessar ráðstafanir með framkvæmdarathöfnum.

6. grein.

Sé ástæða til þess talin skal í dómorði tekið fram, hvernig dómnum skuli fullnægt, einkanlega að því er snertir þá fresti, sem gæta ber.

7. grein.

Að því er snertir málefni, sem samkvæmt löggjöf þess lands, sem krafan er á hendur gerð eiga að sæta úrlausn dómstóls, hér með einnig talinn umbósdstjórnardómur, getur hlutaðeigandi aðili ekki krafizt, að aðferð sú, sem nefnd er í 1. eða 2. grein, verði viðhöfð, áður en endanleg dómnsniðurstaða er fengin. Í slíku tilfelli skal málinu vísað til dóms eða gjörðardóms í síðasta lagi ári eftir að málinu hafði verið ráðið þannig til lykta.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de traités*, troisième série, tome III, page 360.

2 artikla.

Sopimuspuolet sitoutuvat välitystuomiomenettelyllä ratkaistaviksi edempänä olevien määräysten mukaisesti saattamaan kaikki muunt kuin 1 artiklassa mainitut riitaisuudet. Ennenkuin joku asia lykätään välitystuomiomenettelyyn, tulee sopimuspuolten koettaa saada asia erikoisesti sitä varten asetetun sovittelulautakunnan tutkittavaksi ja soviteltavaksi.

Ellei kuuden kuukauden kuluessa siitä, kuin toinen sopimuspuolista on ehdottanut tutkinta- ja sovintomenettelyä, ole päästy yksimielisyyteen riitaasian alistamisesta sellaiseen menettelyyn tai sovittelulautakunnan kokoonpanosta, on riita-asia jommankummen sopimuspuolen vaatimuksesta alistettava välitystuomiomenettelyyn.

Sopimuspuolet ovat yhtä mieltä siitä, että riitaisuudet, joita tarkoitetaan tässä artiklassa, ovat ratkaistavat oikeuden ja kohtuuden periaatteiden mukaisesti.

3 artikla.

Elleivät riitapuolet toisin sovi, on välitystuomioistuin, joka käsittelee riitaisuutta tämän sopimuksen 2 artiklan mukaisesti, asetettava kansainvälisten riitaisuuksien sovinnollisesta ratkaisemisesta Haagissa 18 päivänä lokakuuta 1907¹ tehdyn sopimuksen IV osaston II luvussa olevien määräysten mukaisesti.

4 artikla.

Mikäli riitapuolet eivät välitystuomiomenettelystä toisin sovi, on kansainvälisten riitaisuuksien sovinnollisesta ratkaisemisesta Haagissa 18 päivänä lokakuuta 1907 tehdyn sopimuksen IV osaston III luvussa olevia määräyksiä noudatettava.

Ellei sellaista erityistä välikirjaa, jota sanottu Haagin sopimus tarkoittaa, allekirjoiteta kuuden kuukauden kuluessa siitä kuin toinen riitapuoli on toiselle esittänyt vaatimuksen, että riita-asia on saatettava välitystuomiolla ratkaistavaksi, on välikirja jommankumman riitapuolen vaatimuksesta vahvistettava mainitun Haagin sopimuksen 53 ja 54 artiklen määräämällä tavalla.

Miissä tapauksissa, jolloin tämä sopimus viittaa Haagin sopimuksen määräyksiin, on näitä määräyksiä sovellettava riitapuolten kesken, olipa viimeksi mainittu sopimus heihin nähden voimassa tai ei.

5 artikla.

Välitystuomioistuin osoittakoon jommankumman riitapuolen vaatimuksesta ne ennakkotoimenpiteet, joihin on ryhdyttävä tämän riitapuolen oikeuksien turvaamiseksi, mikäli nämä toimenpiteet voidaan saada aikaan hallinnollista tietä.

6 artikla.

Kun aihetta siihen on, tulee välitystuomissa olla osoitettuna tapa, miten se on täytäntöön-pantava, eritoten niiden määrääkain puolesta, jotka silloin on otettava varteen.

7 artikla.

Nissä kysymyksissä, mitkä sen maan laktien mukaan, johon vaatimus kohdistuu, ovat ratkaistavat tuomioistuimissa, jolla tässä tarkoitetaan hallinto-oikeudellistakin tuomioistuinta, ei asianomainen riitapuoli voi vaatia riitakysymykseen sovellettavaksi 1 tai 2 artiklassa mainittua menettelyä, ennenkuin asiaa tuomioistuimissa käsiteltäessä on annettu lopullinen päätös. Siinä tapauksessa on riita-asia saatettava tuomioistuimen tai välitystuomioistuimen ratkaistavaksi viimeistään vuoden kuluessa tästä päätöksestä.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

8. grein.

Ef að því er lýst yfir í uppkveðnum dómi eða gjörðardómi, að ákvörðun eða framkvæmd dóms eða annars yfirvalds annarshvors ríkisins fari að einhverju leyti eða öllu í bága við alþjóðarétt, og ef að stjórnlög þessa ríkis leyfa ekki að afmá að öllu eða einhverju leyti afleiðingarnar af slíkri ákvörðun eða framkvæmd, þá eru aðilarnir ásáttir um, að í dómnum eða gjörðinni megi dæma þeim aðilanum, er misrétti hefir verið beittur, hæfilegar bætur á annan hátt.

9. grein.

Meðan að stendur á dóms- eða gjörðardómsmeðferð skuldbinda samningsaðilarnir sig til þess að leiða hjá sér, svo sem frekast er unnt, hverskonar ráðstöfun sem getur orðið til tálmunar fullnægju dómsins eða gjörðarinnar.

Aðilarnir skulu, að viðlögðum drengskap, hlýta déms- eða gjörðardómsniðurstöðunni.

10. grein.

Deilur, sem kynnu að rísa milli aðilanna, snertandi skilning eða framkvæmd dómsins eða gjörðarinnar, skulu, sé ekki öðruvísi ákveðið, útkljáðar af þeim rétti, sem kvað upp dóminn eða gjörðina.

11. grein.

Samning þennan skal fullgilda, af hans hátign konungi Íslands og Danmerkur, að áskildu samþykki Alþingis Íslendinga og af forseta lýðveldisins Finnland. Fullgildingarskjölin skulu afhent í Helsíngfors.

12. grein.

Samningur þessi gengur í gildi þann dag er fullgildingarskjölin eru afhent. Samningurinn gildir í 20 ár frá gildistöku. Ef honum verður ekki sagt upp minnst tveim ur árum fyrir lok þessa tímabils, gildir hann í önnur 20 ár, og skal framvegis álitast gildandi fyrir 20 ára tímabil, svo framarlega sem honum verður ekki sagt upp minst 2 árum fyrir lok liðandi 20 ára tímabils.

Deilur, sem við lok gildistíma samningsins sæta dóms- eða gjörðardómsmeðferð samkvæmt þessum samningi, skulu útkljáðar á þann hátt, er hann mælir fyrir um.

Þessu til staðfestu hafa fulltrúarnir undirritað samning þennan og sett við hann innsigli sín.

Gert í tveim eintökum á þingvöllum.

27. júní 1930.

(L. S.) Tryggvi ÞÓRHALLSSON.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Copenhague, le 3 avril 1936.

Pour le Ministre :
Georg Cohn.

8 artikla.

Jos tuomiossa tai välitystuomiossa on todettu, että toisessa valtiossa olevan tuomioistuimen tai muun viranomaisen päätös tahi toimenpide on kokonaan tai osittain ristiriidassa kansainvälisen oikeuden kanssa, ja jos tämän valtion valtiosäännön mukaan päätöksen tai toimenpiteen seuraamuksia ei voida kokonaan tai osittain poistaa ovat sopimuspuolet yhtä mieltä siitä, että riitapuolelle, jonka etua on loukattu, määrättäköön tuomiossa tai välitystuomiossa sopiva, muulla tavalla annettava hyvitys.

9 artikla.

Sopimuspuolet sitoutuvat tuomioistuin- tai välitystuomiomenettelyn kestäessä niin paljon kuin suinkin välttämään kaikkia toimenpiteitä, jotka voivat haitallisesti vaikuttaa tuomion tai välitystuomion täytäntöönpanoon.

Riitapuolten tulee tunnollisesti ja kunniansa nimessä noudattaa tuomiota tai välitystuomiota.

10 artikla.

Riitalysoymykset, joita saattaa syntyä riitapuolten kesken tuomion tai välitystuomion tulkinnasta tai toimeenpanosta, ovat, ellei toisin ole määrätty, saatettavat sen tuomioistuimen ratkaistaviksi, joka on tuomion tai välitystuomion julistanut.

11 artikla.

Tämä sopimus on Suomen puolesta Suomen Tasavallan Presidentin ja Islannin puolesta Islannin altingin suostumuksen edellytyksin Hänen Majesteettinsa Islannin ja Tanskan Kuninkaan ratifioitava. Ratifioimiskirjat ovat vaihdettavat Helsingissä.

12 artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan ratifioimiskirjain vaihtopäivänä. Se on voimassa 20 vuotta voimaantulosta lukien. Ellei sitä viimeistään kahta vuotta ennen mainitun ajanjakson loppua ole sanottu irti, on se oleva voimassa edelleen 20 vuotta, ja sen voimassaoloaika on katsottava yhä edelleen pidennetyksi aina 20 vuoden ajaksi, ellei sitä vähintään kahta vuotta ennen lähinnä edellisen kaksikymmenvuotiskauden umpeen kulumista ole sanottu irti.

Riita-asia, joka tämän sopimuksen voimassaoloajan umpeen mennessä on sen perusteella tuomioistuimessa tai välitystuomioistuimessa vireillä, on käsiteltävä loppuun tämän sopimuksen mukaisesti.

Tämän vakudeksi valtuutetut ovat tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sen sineteillään vahvistaneet.

Laadittu kahtene kappaleena Tingvellirillä.

KESÄKUUN 27 päivänä 1930.

(L. S.) Väinö HAKKILA.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Copenhague, le 3 avril 1936.

Pour le Ministre :
Georg Cohn.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3873. — KONVENTION MELLAN FINLAND OCH ISLAND ANGÅENDE
FREDLIGT AVGÖRANDE AV TVISTER. UNDERTECKNAD I
THINGVELLER, DEN 27 JUNI 1930.

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV ISLAND OCH DANMARK, vilka äro besjälade av önskan att främja strävandena till avgörandet på fredlig väg av mellanstatliga tvister, hava i detta syfte överenskommit att avsluta en konvention angående fredligt avgörande av tvister, som må uppstå mellan Finland och Island, och hava till Sina fullmäktige för avslutandet av en sådan konvention uttsett :

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Finska Riksdagens förste Vicetalman, Borgmästaren, Väinö Pietari HAKKILA och

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV ISLAND OCH DANMARK :

Islands Försteminister Tryggvi THORHALLSSON,

vilka därtill vederbörligen bemyndigade, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel I.

Uppstår mellan Finland och Island rättstvister, som är hänförlig till någon av de i art. 36, mom 2 av stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen angivna kategorier och som icke kunnat lösas på diplomatisk väg, skall den hänskjutas till avgörande inför nämnda domstol i enlighet med bestämmelserna i sagda stadga.

Tvister, i fråga om vilka särskilda avtal om doms- eller skiljedomsförfarande gälla mellan de fördragsslutande parterna, skola behandlas enligt bestämmelserna i dessa avtal.

Meningsskiljaktighet rörande tolkningen av förevarande konvention skall avgöras av den fasta mellanfolkliga domstolen.

Artikel 2.

De fördragsslutande parterna förplikta sig att till skiljedomsförfarande jämlikt nedanstående bestämmelser hänskjuta alla andra än de i art. 1 omnämnda tvister. Innan en tvist göres till föremål för skiljedomsförfarande, skola parterna söka enas om dess hänskjutande till undersöknings- och förlikningsförfarande inför en i sådant syfte särskilt tillsatt förlikningsnämnd.

Därest icke inom sex månader efter det en av parterna föreslagit undersöknings- och förlikningsförfarande enighet uppnåtts om tvistens hänskjutande till sådant förfarande och om förlikningsnämndens sammansättning, skall tvisten på endera partens yrkande hänskjutas till skiljedom.

Parterna äro ense om att de tvister, som avses i förevarande artikel, skola avgöras efter grundsatserna för rätt och billighet.

Artikel 3.

Därest parterna ej annorlunda överenskomma, skall skiljedomstol för behandling av tvist jämlikt art. 2 i denna konvention tillsättas i enlighet med bestämmelserna i Haagkonventionen den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. II.

Artikel 4.

I den mån parterna i fråga om skiljedomsförfarandet ej annorlunda överenskomma, skola bestämmelserna i Haag-konventionen den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. III, därvid lända till efterrättelse.

Därest sådant skiljeavtal, som avses i sagda Haag konvention, ej undertecknats inom sex månader efter det ena parten till den andre förfört yrkande om tvists hänskjutande till skiljedom, skall skiljeavtal på yrkande av endera parten fastställas i den ordning, som föreskrives i artiklarna 53 och 54 i nämnda Haag-konvention.

I de fall, då förevarande konvention hänvisar till bestämmelserna i Haag-konventionen, skola dessa bestämmelser tillämpas parterna emellan oavsett om sistnämnda konvention är för dem gällande.

Artikel 5.

Skiljedomstolen äger på endera partens yrkande angiva de provisoriska åtgärder, som böra vidtagas för skyddande av denna parts rätt, för så vitt dessa, åtgärder kunna vidtagas på administrativ väg.

Artikel 6.

Skiljedomen skall, när anledning därtill förefinnes, innehålla anvisning rörande sättet för dess verkställande, särskilt rörande de tidsfrister, som därvid skola iakttagas.

Artikel 7.

Beträffande frågor, som enligt lagstiftningen i det land, mot vilket yrkande framställes, skola avgöras av domstol, varmed här avses jämväl förvaltningsdomstol, kan vederbörande part icke påfordra, att det i artiklarna 1 eller 2 avsedda förfarande kommer till användning förrän genom sakens behandling vid domstol slutligt utslag avkunnats. I sådant fall skall tvistens hänskjutande till dom eller skiljedom ske senast ett år efter sådant utslag.

Artikel 8.

Har i dom eller skiljedom förklarats, att ett beslut eller en åtgärd av domstol eller annan myndighet i ena staten helt eller delvis står i strid med folkrätten, och kunna enligt denna stats författning följderna av beslutet eller åtgärden icke helt eller de vis undanröjas, så äro parterna ense om att den förfördelade parten i domen eller skiljedomsutslaget må tillerkännas lämplig gottgörelse på annat sätt.

Artikel 9.

De fördragsslutande parterna förbinda sig att under pågående doms- eller skiljedomsförfarande i möjligaste mån undvika varje åtgärd, som kan notverka domens eller skiljedomens verkställande. Parterna skola efter tro och heder ställa sig domen eller skiljedomen till efterrättelse.

Artikel 10.

Twister, som må uppstå mellan parterna angående tolkningen eller utförandet av dom eller skiljedom, skola, därest ej annorlunda bestämts, underkastas avgörande av den domstol, som avkunnat domen eller skiljedomen.

Artikel 11.

Denne konvention skall ratificeras, för Finlands del av Republiken Finlands President, och för Islands del av Hans Majestät Konungen av Island och Danmark under förutsättning av isländska altingets bifall. Ratifikationerna skola utväxlas i Helsingfors.

Artikel 12.

Denna konvention träder i kraft å dagen för ratifikationernas utväxlande. Den gäller för en tid av tjugo år räknat från ikraftträdandet. Därest den ej senast två år före utgången av nämnda tidrymd blivit uppsagd, skall den gälla för ytterligare tjugo år, och skall den allt framgent anses förlängd för tidrymder av tjugo år, om den icke minst två år före utgången av närmast föregående tjugoårsperiod blivit uppsagd.

Twist, som vid utlöpanDET av konventionens giltighetstid är föremål för doms- eller skiljedomsförfarande på grund av denna konvention, skall slutbehandlas i enlighet med konventionens bestämmelser.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat denna konvention och försett den med sina sigill.

Som skedde i två exemplar på Thingveller.

27. Juni 1930.

(L. S.) Tryggvi THORHALLSSON.

(L. S.) Väinö HAKKILA.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Copenhague, le 3 avril 1936.

Pour le Ministre :
Georg Cohn.

¹ TRADUCTION.

N^o 3873. — CONVENTION ENTRE LA FINLANDE ET L'ISLANDE
CONCERNANT LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS.
SIGNÉE A TINGVELLIR, LE 27 JUIN 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK, désireux de favoriser les efforts tendant au règlement pacifique des différends internationaux, sont convenus de conclure à cet effet une convention pour le règlement pacifique des différends qui pourraient s'élever entre la Finlande et l'Islande, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur Väinö Pietari HAKKILA, bourgmestre, premier vice-président de la diète finlandaise ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

Monsieur Tryggvi THORHALLSON, premier ministre d'Islande ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

S'il s'élève entre la Finlande et l'Islande un différend d'ordre juridique qui rentre dans l'une des catégories spécifiées à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et qui n'a pu être résolu par la voie diplomatique, il sera soumis pour règlement à ladite Cour conformément aux dispositions du susdit Statut.

Les différends au sujet desquels des accords spéciaux prévoyant une procédure judiciaire ou arbitrale sont en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions desdits accords.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation de la présente convention sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends autres que ceux visés à l'article premier. Avant de soumettre un différend à la procédure d'arbitrage, les Parties devront essayer de se mettre d'accord pour le soumettre à une procédure d'enquête et de conciliation par-devant une commission de conciliation spécialement constituée à cet effet.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura proposé la procédure d'enquête et de conciliation, l'accord n'a pas été réalisé sur le projet de soumettre le différend à cette procédure ou sur la composition de la commission de conciliation, le différend sera soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une des Parties.

Les Parties conviennent que les différends visés au présent article devront être réglés suivant les principes du droit et de l'équité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3873. — CONVENTION BETWEEN FINLAND AND ICELAND
REGARDING THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED
AT THINGVELLER, JUNE 27TH, 1930.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK, being desirous of promoting the efforts towards the pacific settlement of international disputes, have for this purpose agreed to conclude a Convention for the pacific settlement of disputes which may arise between Finland and Iceland, and have appointed as their Plenipotentiaries for the conclusion of such a Convention :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Monsieur Väinö Pietari HAKKILA, First Vice-President of the Finnish Riksdag, Mayor ;

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

Monsieur Tryggvi THORHALLSON, Prime Minister of Iceland ;

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Any legal dispute falling within any of the categories specified in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice which arise between Finland and Iceland, and which it may not have been possible to settle through diplomatic channels, shall be referred for settlement to the said Court in accordance with the provisions of the Statute.

Disputes to which special agreements regarding judicial or arbitral procedure are applicable between the Contracting Parties shall be dealt with in accordance with the provisions of such agreements.

Disputes relating to the interpretation of the present Convention shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to refer to the arbitration procedure in accordance with the following provisions all disputes other than those specified in Article 1. Before a dispute is referred to the arbitration procedure, the Parties shall endeavour to agree to refer it to the procedure of investigation and conciliation before a Conciliation Commission specially appointed for the purpose.

If within six months of the date on which either Party has proposed the procedure of investigation and conciliation no agreement has been reached concerning the submission of the dispute to such procedure, and concerning the composition of the Conciliation Commission, the dispute shall, on the request of either Party, be submitted to arbitration.

The Parties agree that the disputes referred to in the present Article shall be settled in accordance with the principles of justice and equity.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Sauf convention contraire entre les Parties, le tribunal arbitral chargé de l'examen d'un différend aux termes de l'article 2 de la présente convention, sera constitué conformément aux dispositions du titre IV, chapitre II, de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire au sujet de la procédure d'arbitrage, les dispositions du titre IV, chapitre III, de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront applicables à ladite procédure.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, ce compromis sera établi, à la demande de l'une des Parties, dans les conditions prévues aux articles 53 et 54 de ladite Convention de La Haye.

Dans les cas où la présente convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, lesdites dispositions seront applicables entre les Parties, que ladite convention soit ou non en vigueur pour elles.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral devra indiquer les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette Partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de ladite sentence et, notamment, aux délais à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie intéressée ne pourra pas exiger l'application de la procédure prévue à l'article premier ou à l'article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale devra avoir lieu dans un délai d'une année au plus tard à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale une satisfaction équitable d'un autre ordre à la Partie lésée.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale.

Les Parties devront se conformer de bonne foi à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 3.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Arbitral Tribunal dealing with the dispute in accordance with Article 2 of the present Convention shall be appointed in conformity with the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, Title IV, Chapter II.

Article 4.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties regarding the arbitration procedure, the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, Title IV, Chapter III, shall be applicable.

If a special agreement of the kind mentioned in the said Hague Convention has not been signed within six months after one Party has addressed to the other a request to refer the dispute to arbitration, the special agreement shall be drawn up at the request of either Party in accordance with the provisions of Articles 53 and 54 of the said Hague Convention.

In cases where the present Convention refers to the provisions of the Hague Convention, the latter provisions shall be applied between the Parties regardless of whether the Convention is applicable to them or not.

Article 5.

At the request of either Party the Arbitral Tribunal shall lay down the provisional measures to be taken to protect the rights of that Party in so far as such measures can be taken by administrative means.

Article 6.

The arbitral award shall, if necessary, contain instructions as to the manner in which it is to be carried into effect, especially in respect of the time-limits to be observed.

Article 7.

In the case of questions which, under the legislation of the country against whom an application is made, are amenable to the jurisdiction of the courts, including the administrative tribunals, the Party in question cannot demand that the procedure laid down in Articles 1 or 2 shall be applied before a final decision has been given by the court. In that case the reference of the dispute to a judicial or arbitral procedure shall not take place until one year after such final decision.

Article 8.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment delivered or a measure enjoined by a judicial or any other authority of one of the two States to the dispute is, either wholly or in part, contrary to international law, and if the constitutional law of that State does not permit, or only partially permits, the consequences of such judgment or measure to be annulled, the Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction in some manner.

Article 9.

The Contracting Parties undertake during the judicial or arbitral procedure to refrain, as far as possible, from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judgment or arbitral award.

The Parties shall conform in good faith to the judgment or arbitral award.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale seront soumises, sauf disposition contraire, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée, en ce qui concerne la Finlande, par le Président de la République de Finlande, et en ce qui concerne l'Islande, par Sa Majesté le Roi d'Islande et de Danemark, avec l'approbation du parlement islandais. Les ratifications seront échangées à Helsingfors.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Elle aura une durée de vingt années, à compter de l'entrée en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera, par la suite, aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt années si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral en vertu de la présente convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Tingvellir, le 27 juin 1930.

(L. S.) Tryggvi THORHALLSON.

(L. S.) Väinö HAKKILA.

Article 10.

Any disputes which may arise between the Parties as to the interpretation or the execution of a judgment or arbitral award shall, failing any provision to the contrary, be subject to the decision of the court which has given the judgment or arbitral award.

Article 11.

The present Convention shall be ratified, in the case of Finland by the President of the Republic of Finland, and in the case of Iceland by His Majesty the King of Iceland and Denmark, subject to the approval of the Icelandic Althing. The ratifications shall be exchanged at Helsingfors.

Article 12.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications. It shall be valid for a period of 20 years as from the date of coming into force. Unless it is denounced at least two years before the expiration of that period, it shall be valid for a further period of 20 years, and shall continue to be prolonged for periods of 20 years unless it is denounced at least two years before the expiration of the last 20-year period.

The proceedings in connection with disputes which are the subject of judicial or arbitral procedure under the present Convention at the time when its validity expires shall be completed in accordance with the provisions of the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Thingveller, this 27th day of June, 1930.

(L. S.) Tryggvi THORHALLSON.

(L. S.) Väinö HAKKILA.

N° 3874.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
BRÉSIL, CHILI, etc.

Traité concernant la protection des
institutions artistiques et scienti-
fiques et des monuments histo-
riques. Signé à Washington, le
15 avril 1935.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA,
BRAZIL, CHILE, etc.

Treaty on the Protection of Artistic
and Scientific Institutions and
Historic Monuments. Signed at
Washington, April 15th, 1935.

No. 3874. — TREATY¹ ON THE PROTECTION OF ARTISTIC AND SCIENTIFIC INSTITUTIONS AND HISTORIC MONUMENTS. SIGNED AT WASHINGTON, APRIL 15TH, 1935.

English, Spanish, Portuguese and French official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place April 9th, 1936.

THE HIGH CONTRACTING PARTIES, animated by the purpose of giving conventional form to the postulates of the resolution approved on December 16th, 1933, by all the States represented at the Seventh International Conference of American States, held at Montevideo, which recommended to " the Governments of America which have not yet done so that they sign the ' Roerich Pact ', initiated by the ' Roerich Museum ' in the United States, and which has as its object the universal adoption of a flag, already designed and generally known, in order thereby to preserve in any time of danger all nationally and privately owned immovable monuments which form the cultural treasure of peoples ", have resolved to conclude a Treaty with that end in view, and to the effect that the treasures of culture be respected and protected in time of war and in peace, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The historic monuments, museums, scientific, artistic, educational and cultural institutions shall be considered as neutral and as such respected and protected by belligerents.

The same respect and protection shall be due to the personnel of the institutions mentioned above.

The same respect and protection shall be accorded to the historic monuments, museums, scientific, artistic, educational and cultural institutions in time of peace as well as in war.

Article II.

The neutrality of, and protection and respect due to, the monuments and institutions mentioned in the preceding Article shall be recognized in the entire expanse of territories subject to the sovereignty of each of the signatory and acceding States, without any discrimination as to the State allegiance of said monuments and institutions. The respective Governments agree to adopt the measures of internal legislation necessary to insure said protection and respect.

Article III.

In order to identify the monuments and institutions mentioned in Article I, use may be made of a distinctive flag (red circle with a triple red sphere in the circle on a white background) in accordance with the model attached to this Treaty.

¹ Ratifications deposited in the archives of the Pan-American Union at Washington :

UNITED STATES OF AMERICA	July 13th, 1935.
CUBA	August 26th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3874. — CONVENIO ¹ SOBRE LA PROTECCIÓN DE LAS INSTITUCIONES ARTÍSTICAS Y CIENTÍFICAS Y DE LOS MONUMENTOS HISTÓRICOS. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 15 DE ABRIL DE 1935.

Textes officiels anglais, espagnol, portugais et français communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 avril 1936.

LAS ALTAS PARTES CONTRACTANTES, animadas por el propósito de dar expresión convencional a los postulados de la Resolución aprobada el 16 de diciembre de 1933 por la totalidad de los Estados representados en la Séptima Conferencia Internacional Americana celebrada en Montevideo, que recomendó « a los Gobiernos de América que nos lo hubieren hecho, la suscripción del « Pacto Roerich », iniciado por el « Museo Roerich » de los Estados Unidos y que tiene por objeto la adopción universal de una bandera, ya creada y difundida, para preservar con ella, en cualquiera época de peligro, todos los monumentos inmuebles de propiedad nacional y particular que forman el tesoro cultural de los pueblos », y con el fin de que los tesoros de la cultura sean respetados y protegidos en tiempo de guerra y de paz, han resuelto celebrar un tratado, y a este efecto han convenido en los siguientes artículos :

Artículo I.

Serán considerados como neutrales, y como tales, respetados y protegidos por los beligerantes, los monumentos históricos, los museos y las instituciones dedicadas a la ciencia, al arte, a la educación y a la conservación de los elementos de cultura.

Igual respeto y protección se acordará al personal de las instituciones arriba mencionadas.

Se acordará el mismo respeto y protección a los monumentos históricos, museos e instituciones científicas, artísticas, educativas y culturales, así en tiempo de paz como de guerra.

Artículo II.

La neutralidad, protección y respeto a los monumentos e instituciones mencionados en el artículo anterior, se acordará en todo el territorio de cada uno de los Estados signatarios y accedentes, sin hacer distinción en razón de la nacionalidad a que pertenezcan. Los Gobiernos respectivos se comprometen a dictar las medidas de legislación interna necesarias para asegurar dicha protección y respeto.

Artículo III.

Con el fin de identificar los monumentos e instituciones a que se refiere el artículo I, se podrá usar una bandera distintiva (círculo rojo, con una triple esfera roja dentro del círculo, sobre un fondo blanco) conforme al modelo anexo a este tratado.

¹ *Ratifications déposées dans les archives de l'Union panaméricaine à Washington :*

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	13 juillet 1935.
CUBA	26 août 1935.

Article IV.

The signatory Governments and those which accede to this Treaty shall send to the Pan American Union, at the time of signature or accession, or at any time thereafter, a list of the monuments and institutions for which they desire the protection agreed to in this Treaty.

The Pan American Union, when notifying the Governments of signatures or accessions, shall also send the list of monuments and institutions mentioned in this Article, and shall inform the other Governments of any changes in said list.

Article V.

The monuments and institutions mentioned in Article I shall cease to enjoy the privileges recognized in the present Treaty in case they are made use of for military purposes.

Article VI.

The States which do not sign the present Treaty on the date it is opened for signature may sign or adhere to it at any time.

Article VII.

The instruments of accession, as well as those of ratification and denunciation of the present Treaty, shall be deposited with the Pan American Union, which shall communicate notice of the act of deposit to the other signatory or acceding States.

Article VIII.

The present Treaty may be denounced at any time by any of the signatory or acceding States, and the denunciation shall go into effect three months after notice of it has been given to the other signatory or acceding States.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, after having deposited their full powers, found to be in due and proper form, sign this Treaty on behalf of their respective Governments, and affix thereto their seals, on the dates appearing opposite their signatures.

For the Argentine Republic :		
(Seal) Felipe A. ESPIL.		April 15th, 1935.
For Bolivia :		
(Seal) Enrique FINOT.		April 15th, 1935.
For Brazil :		
(Seal) Oswaldo ARANHA.		April 15th, 1935.
For Chile :		
(Seal) M. TRUCCO.		April 15th, 1935.
For Colombia :		
(Seal) M. LOPEZ PUMAREJO.		April 15th, 1935.
For Costa Rica :		
(Seal) Man. GONZALEZ Z.		April 15th, 1935.
For Cuba :		
(Seal) Guillermo PATTERSON.		April 15th, 1935.

Artículo IV.

Los Gobiernos signatarios y los que accedan al presente convenio, comunicarán a la Unión Panamericana, en el acto de la firma o de la adhesión, o en cualquier tiempo después de dicho acto, una lista de los monumentos o instituciones que deseen someter a la protección acordada por este tratado.

La Unión Panamericana, al notificar a los Gobiernos los actos de la firma o de la adhesión, comunicará también la lista de los monumentos e instituciones mencionada en este artículo, e informará a los demás Gobiernos de cualquier cambio que ulteriormente se haga en dicha lista.

Artículo V.

Los monumentos e instituciones a que se refiere el artículo I cesarán en el goce de los privilegios que les reconoce el presente convenio, cuando sean usados para fines militares.

Artículo VI.

Los Estados que no suscriban este tratado en su fecha podrán firmarlo o acceder a él en cualquier tiempo.

Artículo VII.

Los instrumentos de adhesión, así como los de ratificación y denuncia del presente convenio, se depositarán en la Unión Panamericana, la cual comunicará el hecho del depósito a los Estados signatarios o accedentes.

Artículo VIII.

Cualquiera de los Estados que suscriban el presente convenio o que accedan a él podrá denunciarlo en cualquier tiempo, y la denuncia tendrá efecto tres meses después de su notificación a los otros signatarios o accedentes.

En fe de lo cual, los infrascritos Plenipotenciarios, después de haber depositado sus Plenos Poderes, que se han encontrado en buena y debida forma, firman y sellan este Convenio en nombre de sus respectivos Gobiernos en las fechas indicadas junto a sus firmas.

Por la República Argentina :		
(Sello) Felipe A. ESPIL.		15 de abril de 1935.
Por Bolivia :		
(Sello) Enrique FINOT.		15 de abril de 1935.
Por Brasil :		
(Sello) Oswaldo ARANHA.		15 de abril de 1935.
Por Chile :		
(Sello) M. TRUCCO.		15 de abril de 1935.
Por Colombia :		
(Sello) M. LOPEZ PUMAREJO.		15 de abril de 1935.
Por Costa Rica :		
(Sello) Man. GONZALEZ Z.		15 de abril de 1935.
Por Cuba :		
(Sello) Guillermo PATTERSON.		15 de abril de 1935.

For the Dominican Republic :	
(Seal) Raf. BRACHE.	April 15th, 1935.
For Ecuador :	
(Seal) C. E. ALFARO.	April 15th, 1935.
For El Salvador :	
(Seal) Hector David CASTRO.	April 15th, 1935.
For Guatemala :	
(Seal) Adrian RECINOS.	April 15th, 1935.
For Haiti :	
(Seal) A. BLANCHET.	April 15th, 1935.
For Honduras :	
(Seal) M. PAZ BARAONA.	April 15th, 1935.
For Mexico :	
(Seal) F. CASTILLO NAJERA.	April 15th, 1935.
For Nicaragua :	
(Seal) Henri DE BAYLE.	April 15th, 1935.
For Panama :	
(Seal) R. J. ALFARO.	April 15th, 1935.
For Paraguay :	
(Seal) Enrique BORDENAVE.	April 15th, 1935.
For Peru :	
(Seal) M. DE FREYRE Y S.	April 15th, 1935.
For United States of America :	
(Seal) Henry A. WALLACE.	April 15th, 1935.
For Uruguay :	
(Seal) J. RICHLING.	April 15th, 1935.
For Venezuela :	
(Seal) Pedro. M. ARAYA.	April 15th, 1935.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

Por la República Dominicana :	
(Sello) Raf. BRACHE.	15 de abril de 1935.
Por Ecuador :	
(Sello) C. E. ALFARO.	15 de abril de 1935.
Por El Salvador :	
(Sello) Hector David CASTRO.	15 de abril de 1935.
Por Guatemala :	
(Sello) Adrian RECINOS.	15 de abril de 1935.
Por Haïti :	
(Sello) A. BLANCHET.	15 de abril de 1935.
Por Honduras :	
(Sello) M. PAZ BARAONA.	15 de abril de 1935.
Por Mexico :	
(Sello) F. CASTILLO NAJERA.	15 de abril de 1935.
Por Nicaragua :	
(Sello) Henri DE BAYLE.	15 de abril de 1935.
Por Panamá :	
(Sello) R. J. ALFARO.	15 de abril de 1935.
Por Paraguay :	
(Sello) Enrique BORDENAVE.	15 de abril de 1935.
Por Perú :	
(Sello) M. DE FREYRE Y S.	15 de abril de 1935.
Por los Estados Unidos de América :	
(Sello) Henry A. WALLACE.	15 de abril de 1935.
Por Uruguay :	
(Sello) J. RICHLING.	15 de abril de 1935.
Por Venezuela :	
(Sello) Pedro M. ARCAVA.	15 de abril de 1935.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3874. — CONVENIO RELATIVO A PROTECÇÃO DAS INSTITUIÇÕES ARTISTICAS E SCIENTIFICAS E DOS MONUMENTOS HISTÓRICOS. ASSINADO EM WASHINGTON, EM 15 APRIL DE 1935.

AS ALTAS PARTES CONTRACTANTES, animadas pelo proposito de dar expressão convencional aos postulados da Resolução approvada a 16 de dezembro de 1933 pela totalidade dos Estados representados na Setima Conferencia Internacional Americana, celebrada em Montevideo, que recommendou « aos Governos da America que não o tivessem feito, a assignatura do « Pacto Roerich », iniciado pelo « Museu Roerich » dos Estados Unidos e que tem por objecto a adopção universal de uma bandeira, já creada e diffundida, para preservar com elle, em qualquer epoca de perigo, todos os monumentos e moveis de propriedade nacional e particular que formam o thesouro cultural dos povos », e afim de que os thesouros da cultura sejam respeitados e protegidos em tempo de guerra e de paz, resolveram celebrar um tratado e com esse fim convieram nos seguintes artigos :

Artigo I.

Serão considerados como neutros, e, como taes, respeitados e protegidos pelos belligerantes, os monumentos historicos, os museus e as intituições dedicadas á sciencia, á arte, á educação e á conservação dos elementos culturaes.

Igual respeito e protecção se concederá ao pessoal das instituições acima mencionadas.

Conceder-se-á o mesmo respeito e protecção aos monumentos historicos, museus e instituições scientificas, artisticas, educativas e culturaes, tanto em tempo de paz como de guerra.

Artigo II.

A neutralidade, protecção e respeito aos monumentos e instituições mencionados no artigo anterior, serão outorgados em todo o territorio de cada um dos Estados signatarios e accedentes, sem fazer distincção por motivo da nacionalidade a que pertençam. Os Governos respectivos compromettem-se a adoptar as medidas de legislação interna necessárias para assegurar a referida protecção e respeito.

Artigo III.

Com o fim de identificar os monumentos e instituições a que se refere o artigo I, poder-se-á usar uma bandeira distinctiva (circulo vermelho, com uma tripla esfera vermelha dentro do circulo, sobre um fundo branco) conforme o modelo annexo a este tratado.

Artigo IV.

Os Governos signatarios e os que accedam ao presente convenio, communicarão á União Pan-Americana, no acto da assignatura ou da accessão, ou em qualquer tempo depois do referido acto, uma lista dos monumentos e instituições que desejam submeter á protecção outorgada por este tratado.

N° 3874. — TRAITÉ CONCERNANT LA PROTECTION DES INSTITUTIONS ARTISTIQUES ET SCIENTIFIQUES ET DES MONUMENTS HISTORIQUES. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 15 AVRIL 1935.

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES, animées du désir de donner une forme conventionnelle aux termes de la résolution approuvée le 16 décembre 1933, par tous les Etats représentés à la septième Conférence internationale des Etats américains, qui a eu lieu à Montevideo, « qui recommande aux Gouvernements d'Amérique ne l'ayant pas encore fait, de signer le « Pacte Roerich », initié par le « Musée Roerich » des Etats-Unis, qui a pour objet l'adoption universelle d'un drapeau, dont le modèle existe déjà et qui est connu de manière générale, afin de préserver ainsi en temps de danger tous les monuments immeubles, qu'ils soient propriété nationale ou privée, qui constituent le patrimoine de la culture des peuples », ont décidé de conclure un traité ayant ce but en vue et afin que le patrimoine de la culture soit respecté et protégé en temps de guerre et de paix, ont convenu des articles suivants :

Article premier.

Les monuments historiques, les musées, les institutions dédiées aux sciences, aux arts, à l'éducation, et à la culture seront considérés comme neutres, et comme tels seront respectés et protégés par les belligérants.

Le même respect et la même protection seront dus au personnel des institutions mentionnées ci-dessus.

Les mêmes respect et protection seront accordés aux monuments historiques, musées, institutions scientifiques, artistiques, d'éducation et de culture en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre.

Article II.

La neutralité, la protection et le respect dus aux monuments et institutions mentionnés à l'article précédent, seront accordés dans tout le territoire soumis à la souveraineté de chaque Etat signataire ou adhérent, sans aucune distinction concernant l'allégeance nationale desdits monuments et institutions. Les gouvernements s'engagent à adopter les mesures législatives intérieures nécessaires pour assurer le respect et la protection en question.

Article III.

Pour désigner les monuments et institutions mentionnés à l'article premier, on pourra se servir d'un drapeau distinctif conforme au modèle annexé au présent traité (un cercle rouge renfermant une triple sphère, le tout sur fond blanc).

Article IV.

Les gouvernements signataires et ceux qui adhéreront au présent traité, communiqueront à l'Union panaméricaine, à l'époque de la signature ou de l'adhésion, ou à toute époque postérieure audit acte, une liste des monuments et institutions pour lesquels ils désirent la protection stipulée par ce traité.

A União Pan-Americana, ao notificar aos Governos os actos da assignatura ou da accessão, communicará tẽm a lista dos monumentos e instituições mencionada neste artigo, e informará os demais Governos de qualquer mudança que ulteriormente se faça na referida lista.

Artigo V.

Os monumentos e instituições a que se refere o artigo I cessarão de gozar os privilegios que lhes reconhece o presente convenio, quando sejam usados para fins militares.

Artigo VI.

Os Estados que não assignarem este tratado em sua data poderão assignal-o ou acceder a elle em qualquer tempo.

Artigo VII.

Os instrumentos de accessão, assim como os de ratificação e denuncia do presente convenio, serão depositados na União Pan-Americana, a qual communicará o facto do deposito aos Estados signatarios ou accedentes.

Artigo VIII.

Qualquer dos Estados que subscreverem o presente convenio ou que a elle accederem, poderá denuncial-o em qualquer tempo, e a denuncia terá effeito tres meses depois da sua notificação aos outros signatarios ou accedentes.

Em fé do que, os Plenipotenciaros abaixo assignados, depois de ter depositado os seus plenos poderes, que foram encontrados em boa e devida forma, firmam o presente convenio em nome dos seus respectivos Governos e appõem ao mesmo os seus sellos, nas datas que apparecem em logar opposto ás suas assignaturas.

Pela Republica Argentina :	
(Sêlo) Felipe A. ESPIL.	15 de abril de 1935.
Pela Bolivia :	
(Sêlo) Enrique FINOT.	15 de abril de 1935.
Pelo Brasil :	
(Sêlo) Oswaldo ARANHA.	15 de abril de 1935.
Pelo Chile :	
(Sêlo) M. TRUCCO.	15 de abril de 1935.
Pela Colombia :	
(Sêlo) M. LOPEZ PUMAREJO.	15 de abril de 1935.
Pela Costa Rica :	
(Sêlo) Man. GONZALEZ Z.	15 de abril de 1935.
Por Cuba :	
(Sêlo) Guillermo PATTERSON.	15 de abril de 1935.
Pela Republica Dominicana :	
(Sêlo) Raf. BRACHE.	15 de abril de 1935.
Pelo Equador :	
(Sêlo) C. E. ALFARO.	15 de abril de 1935.

L'Union panaméricaine, en notifiant les gouvernements des signatures ou adhésions, leur communiquera aussi la liste des monuments et des institutions mentionnés dans cet article, et communiquera aux autres gouvernements tout changement dans ladite liste.

Article V.

Les monuments et institutions mentionnés à l'article premier cesseront de jouir des avantages stipulés au présent traité quand ils seront utilisés pour des fins militaires.

Article VI.

Les Etats qui ne signeront pas le présent traité à la date de sa signature pourront le signer ou y adhérer en tout temps.

Article VII.

Les instruments d'adhésion aussi bien que ceux de ratification et de dénonciation du présent traité seront déposés à l'Union panaméricaine, qui communiquera l'acte de dépôt aux autres Etats signataires ou adhérents.

Article VIII.

Le présent traité pourra être dénoncé à toute époque par tout Etat signataire ou adhérent, et la dénonciation produira son effet trois mois après avoir été notifiée aux autres Etats signataires ou adhérents.

En foi de quoi, les soussignés plénipotentiaires, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, signent le présent accord au nom de leurs gouvernements respectifs et y apposent leurs sceaux, à la date figurant en regard de leurs signatures.

Pour la République Argentine :	
(Sceau) Felipe A. ESPIL.	15 avril 1935.
Pour la Bolivie :	
(Sceau) Enrique FINOT.	15 avril 1935.
Pour le Brésil :	
(Sceau) Oswaldo ARANHA.	15 avril 1935.
Pour le Chili :	
(Sceau) M. TRUCCO.	15 avril 1935.
Pour la Colombie :	
(Sceau) M. LOPEZ PUMAREJO.	15 avril 1935.
Pour Costa-Rica :	
(Sceau) Man. GONZALEZ Z.	15 avril 1935.
Pour Cuba :	
(Sceau) Guillermo PATTERSON.	15 avril 1935.
Pour la République Dominicaine :	
(Sceau) Raf. BRACHE.	15 avril 1935.
Pour l'Equateur :	
(Sceau) C. E. ALFARO.	15 avril 1935.

Pelo Salvador :	
(Sêlo) Hector David CASTRO.	15 de abril de 1935.
Pela Guatemala :	
(Sêlo) Adrian RECINOS.	15 de abril de 1935.
Pelo Haiti :	
(Sêlo) A. BLANCHET.	15 de abril de 1935.
Por Honduras :	
(Sêlo) M. PAZ BARAONA.	15 de abril de 1935.
Pelo Mexico :	
(Sêlo) F. CASTILLO NAJERA.	15 de abril de 1935.
Pela Nicaragua :	
(Sêlo) Henri DE BAYLE.	15 de abril de 1935.
Pelo Panama :	
(Sêlo) R. J. ALFARO.	15 de abril de 1935.
Pelo Paraguay :	
(Sêlo) Enrique BORDENAVE.	15 de abril de 1935.
Pelo Peru :	
(Sêlo) M. DE FREYRE Y S.	15 de abril de 1935.
Pelos Estados Unidos da America :	
(Sêlo) Henry A. WALLACE.	15 de abril de 1935.
Pelo Uruguay :	
(Sêlo) J. RICHLING.	15 de abril de 1935.
Pela Venezuela :	
(Sêlo) Pedro M. ARCAYA.	15 de abril de 1935.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

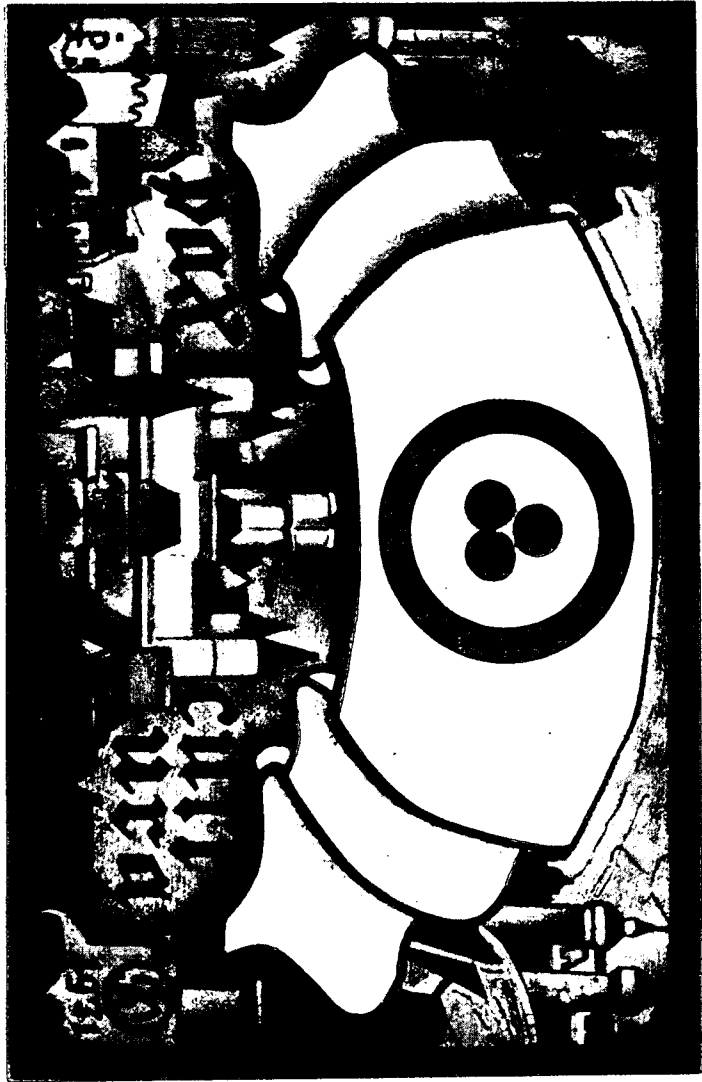
C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Pour le Salvador :		
(Sceau) Hector David CASTRO.	15 avril 1935.	
Pour le Guatémala :		
(Sceau) Adrian RECINOS.	15 avril 1935.	
Pour Haïti :		
(Sceau) A. BLANCHET.	15 avril 1935.	
Pour le Honduras :		
(Sceau) M. PAZ BARAONA.	15 avril 1935.	
Pour le Mexique :		
(Sceau) F. CASTILLO NAJERA.	15 avril 1935.	
Pour le Nicaragua :		
(Sceau) Henri DE BAYLE.	15 avril 1935.	
Pour le Panama :		
(Sceau) R. J. ALFARO.	15 avril 1935.	
Pour le Paraguay :		
(Sceau) Enrique BORDENAVE.	15 avril 1935.	
Pour le Pérou :		
(Sceau) M. DE FREYRE Y S.	15 avril 1935.	
Pour les Etats-Unis d'Amérique :		
(Sceau) Henry A. WALLACE.	15 avril 1935.	
Pour l'Uruguay :		
(Sceau) J. RICHLING.	15 avril 1935.	
Pour le Venezuela :		
(Sceau) Pedro M. ARCAVA.	15 avril 1935.	

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.



N° 3875.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Échange de notes concernant l'exécution des commissions rogatoires.
Moscou, le 22 novembre 1935.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Exchange of Notes concerning the
Execution of Letters Rogatory.
Moscow, November 22nd, 1935.

No. 3875. -- EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING THE EXECUTION OF LETTERS ROGATORY. MOSCOW, NOVEMBER 22ND, 1935.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne and by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Exchange of Notes took place April 9th, 1936.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

Moscow, November 22nd, 1935.

EXCELLENCY,

Confirming conversations between the American Embassy in Moscow and the People's Commissariat for Foreign Affairs with regard to the desirability of setting forth the procedure followed in our respective countries in the matter of the execution of letters rogatory issuing out of courts in the other, I have the honor to inform you of the conditions under which and the manner in which courts in the United States may execute letters rogatory issuing out of courts in the Union of Soviet Socialist Republics.

(1) Letters rogatory issuing out of courts in foreign countries are executed in the United States in accordance with the pertinent provisions of the laws of the United States, or of the State or Territory thereof in which resides the person whose testimony is desired, and in compliance with the rules of the executing court. The Government of the United States is, accordingly, not in a position to set forth with precision what may be the requirements of a particular court in the United States at a given time in respect of the execution of letters rogatory issuing out of a court in a foreign country. There are appended, however, copies of the texts of federal statutory provisions now in force which relate to the taking of testimony under commissions or letters rogatory addressed by foreign courts to Federal courts of the United States.

It is understood that it is the practice of American courts of appropriate jurisdiction to execute letters rogatory issuing out of foreign courts, if properly prepared and presented, and that no difficulty is likely to be encountered by Soviet courts in obtaining the execution of letters rogatory by American courts. However, should a Soviet court encounter such difficulty, my Government would, it is understood, upon its attention being drawn thereto through the diplomatic channel, consider what steps it might appropriately take with a view to eliminating the difficulty.

(2) With respect to the question of the manner of transmittal of letters rogatory issuing out of courts in the Union of Soviet Socialist Republics and addressed to courts in the United States, I have the honor to say that neither the Department of State nor any other part of the Executive Branch of the Government of the United States makes a practice of acting as a channel

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3875. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, CONCERNANT L'EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES. MOSCOU, LE 22 NOVEMBRE 1935.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 avril 1936.

I.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, le 22 novembre 1935.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Comme suite aux conversations qui ont eu lieu entre l'Ambassade américaine de Moscou et le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères, relativement à l'intérêt qu'il y aurait à indiquer la procédure suivie dans nos pays respectifs en matière d'exécution des commissions rogatoires délivrées par les tribunaux de l'autre pays, j'ai l'honneur de vous faire connaître dans quelles conditions et de quelle manière les tribunaux des Etats-Unis peuvent exécuter des commissions rogatoires délivrées par des tribunaux de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

1. Les commissions rogatoires délivrées par des tribunaux de pays étrangers sont exécutées aux Etats-Unis conformément aux dispositions pertinentes des lois des États-Unis, ou de l'Etat ou du Territoire des Etats-Unis où réside la personne dont on désire recueillir le témoignage et selon le règlement du tribunal qui exécute cette commission. Le Gouvernement des Etats-Unis n'est donc pas à même d'indiquer avec précision les conditions que peut fixer un tribunal déterminé des Etats-Unis, à un moment donné, pour l'exécution de commissions rogatoires délivrées par un tribunal d'un pays étranger. Toutefois, vous trouverez ci-joint des extraits des dispositions de la législation fédérale en vigueur concernant les témoignages à recueillir en vertu de commissions rogatoires adressées par des tribunaux étrangers à des tribunaux fédéraux des Etats-Unis.

Il reste bien entendu que les tribunaux américains compétents ont l'habitude d'exécuter les commissions rogatoires délivrées par des tribunaux étrangers, lorsqu'elles sont établies et présentées en bonne et due forme ; il est donc probable que les tribunaux soviétiques n'éprouveront aucune difficulté à faire exécuter leurs commissions rogatoires par des tribunaux américains. Toutefois, dans le cas où un tribunal soviétique se heurterait à une difficulté de ce genre, il est entendu que mon gouvernement, dès qu'il en serait saisi par la voie diplomatique, examinerait les mesures qu'il pourrait prendre pour la supprimer.

2. Quant au mode de transmission des commissions rogatoires délivrées par des tribunaux de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et adressées à des tribunaux des Etats-Unis, j'ai l'honneur de vous faire savoir que ni le Département d'Etat ni aucun autre organe du pouvoir exécutif aux Etats-Unis n'a coutume de servir d'agent de transmission pour les commissions

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

for the transmittal of letters rogatory issuing out of courts in foreign countries and addressed to courts in the United States. In some States of the United States, laws have been enacted requiring letters rogatory to be presented to the State court by the appropriate consular officer of the country in which the testimony is to be used. As my Government is of the opinion that this practice should be generally followed with respect to both Federal and State courts, letters rogatory issuing out of a court in the Soviet Union for execution in the United States should be presented to the court to which they are addressed by the consular officer of the Union of Soviet Socialist Republics in the United States within whose consular district the court in question is located.

(3) While my Government is not, as has been stated above, in a position to set forth with precision what the requirements of a particular court in the United States may be at a given time in respect of the execution of letters rogatory issuing out of a court in a foreign country, my Government desires me to suggest the following points which courts in the Union of Soviet Socialist Republics may find it advantageous to observe in preparing letters rogatory for execution in the United States :

(a) The letters rogatory should be addressed by name to the court in the United States which is to execute them, if that is known ; or they may be addressed " To any court of competent jurisdiction in the United States ".

(b) Requests for the execution of letters rogatory should specify the name of the court out of which they issue, as well as the names of the parties to the action in which the testimony called for by the letters rogatory is desired.

(c) Requests for the execution of letters rogatory should be accompanied by English translations thereof and of accompanying documents such as exhibits and any instructions to the executing court.

With respect to the service of documents on Soviet nationals in the United States in connection with cases pending in courts in the Soviet Union, my Government has informed me that, while it cannot undertake to obligate courts or officials in the United States, no restrictions are known to exist upon the service of such documents without the application of coercion by Soviet diplomatic and consular officers in the United States.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

William C. BULLITT.

His Excellency
Maxim M. Litvinov,
People's Commissar for Foreign Affairs,
Moscow.

ENCLOSURE.

EXCERPTS FROM TITLE 28, UNITED STATES CODE.

" 653. *** When letters rogatory are addressed from any court of a foreign country to any district court of the United States, a commissioner of such district court designated by said court to make the examination of the witnesses mentioned in said letters shall have power to compel the witnesses to appear and depose in the same manner as witnesses may be compelled to appear and testify in courts. (R. S. § 875 ; Feb. 27, 1887, C. 69, § 1, 19 Stat. 241). "

Testimony for Use in Foreign Countries.

" 701. *Taking.* The testimony of any witness residing within the United States, to be used in any suit for the recovery of money or property depending in any court in any foreign country

rogatoires délivrées par des tribunaux étrangers et adressées à des tribunaux des Etats-Unis. Dans certains Etats des Etats-Unis, les commissions rogatoires doivent, d'après la loi, être remises au tribunal d'Etat (*State Court*) par le consul compétent du pays où le témoignage doit être utilisé. Comme mon gouvernement estime que cette pratique devrait être généralisée en ce qui concerne à la fois les tribunaux fédéraux et les tribunaux d'Etat, les commissions rogatoires délivrées par un tribunal de l'Union soviétique en vue d'être exécutées aux Etats-Unis devront être remises au tribunal auquel elles sont adressées par le consul de l'Union des Républiques soviétiques socialistes aux Etats-Unis, dans la circonscription administrative duquel se trouve le tribunal en question.

3. Bien que mon gouvernement ne soit pas à même, comme il a été dit plus haut, d'indiquer avec précision les conditions qu'un tribunal quelconque des Etats-Unis peut, à un moment donné, exiger pour l'exécution de commissions rogatoires délivrées par un tribunal d'un pays étranger, il me charge d'indiquer, à titre de suggestion, certains points que les tribunaux de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pourraient utilement observer dans l'établissement de commissions rogatoires devant être exécutées aux Etats-Unis. Ces points sont les suivants :

a) La commission rogatoire devra être adressée au tribunal même des Etats-Unis qui doit l'exécuter si le nom de celui-ci est connu ; ou encore, elle peut être adressée « au tribunal compétent des Etats-Unis ».

b) La demande d'exécution d'une commission rogatoire devra indiquer le nom du tribunal qui a délivré la commission ainsi que les noms des parties en cause dans l'affaire pour laquelle le témoignage en question est demandé.

c) La demande d'exécution d'une commission rogatoire devra être accompagnée de la traduction en langue anglaise du texte de la demande ainsi que des pièces du dossier qui peuvent l'accompagner et de toutes instructions à l'usage du tribunal chargé d'exécuter la commission rogatoire.

En ce qui concerne la signification d'actes judiciaires à des ressortissants soviétiques aux Etats-Unis au sujet d'affaires en instance devant les tribunaux de l'Union soviétique, mon gouvernement m'a informé qu'il ne pouvait s'engager à imposer une obligation à cet égard ni aux tribunaux ni aux fonctionnaires des Etats-Unis, mais qu'il n'existait, autant qu'on le sût, aucune restriction à la remise de tels actes, sans l'intervention d'une autorité judiciaire, par les agents diplomatiques ou consulaires soviétiques aux Etats-Unis.

Veuillez agréer, etc.

William C. BULLITT.

Son Excellence
Maxime M. Litvinov,
Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères,
Moscou.

ANNEXE

EXTRAITS DU TITRE 28 DU CODE DES ETATS-UNIS.

« 653. *** Lorsqu'une commission rogatoire est adressée par un tribunal d'un pays étranger à un tribunal de district des Etats-Unis, le commissaire de ce tribunal de district, désigné par ledit tribunal pour procéder à l'interrogatoire des témoins mentionnés dans ladite commission, sera investi du pouvoir d'astreindre les témoins à comparaître et à déposer, comme les témoins peuvent être astreints à comparaître et à déposer devant les tribunaux. (R. S. § 875 ; 27 févr. 1887, C. 69, § 1, 19 Stat. 241.) »

Témoignage devant être utilisé par des tribunaux étrangers.

« 701. *Audition du témoin.* La déposition de tout témoin résidant aux Etats-Unis, destinée à être utilisée dans une action en recouvrement de fonds ou de biens, du ressort d'un tribunal d'un

with which the United States are at peace, and in which the Government of such foreign country shall be a party or shall have an interest, may be obtained, to be used in such suit. If a commission or letters rogatory to take such testimony, together with specific written interrogatories, accompanying the same, and addressed to such witness, shall have been issued from the court in which such suit is pending, on producing the same before the district judge of any district where the witness resides or shall be found, and on due proof being made to such judge that the testimony of any witness is material to the party desiring the same, such judge shall issue a summons to such witness requiring him to appear before the officer or commissioner named in such commission or letters rogatory, to testify in such suit. And no witness shall be compelled to appear or to testify under this section except for the purpose of answering such interrogatories so issued and accompanying such commission or letters. When counsel for all the parties attend the examination, they may consent that questions in addition to those accompanying the commission or letters rogatory may be put to the witness, unless the commission or letters rogatory exclude such additional interrogatories. The summons shall specify the time and place at which the witness is required to attend, which place shall be within one hundred miles of the place where the witness resides or shall be served with such summon. (R. S. § 4071.)

“ 702. *Privilege of witness.* No witness shall be required, on such examination or any other under letters rogatory, to make any disclosure or discovery which shall tend to criminate him either under the laws of the State or Territory within which such examination is had, or any other, or any foreign State. (R. S. § 4072.)

“ 703. *Punishment of witness for contempt.* If any person shall refuse or neglect to appear at the time and place mentioned in the summons issued, in accordance with section 701 of this title, or if upon his appearance he shall refuse to testify, he shall be liable to the same penalties as would be incurred for a like offense on the trial of a suit in the district court of the United States. (R. S. § 4073.)

“ 704. *Fees and mileage of witnesses.* Every witness who shall so appear and testify shall be allowed, and shall receive from the party at whose instance he shall have been summoned, the same fees and mileage as are allowed to witnesses in suits depending in the district courts of the United States. (R. S. § 4074.) ”

II.

Moscow, November 22nd, 1935.

MR. AMBASSADOR,

Confirming conversations between the People's Commissariat for Foreign Affairs and the American Embassy in Moscow with regard to the desirability of setting forth the procedure followed in our respective countries in the matter of the execution of letters rogatory issuing out of the courts in the other, I have the honor to inform you of the procedure according to which the courts of the Union of Soviet Socialist Republics will accept for execution letters rogatory of courts in the United States of America.

1. Letters rogatory issuing out of courts in the United States for execution in the Union of Soviet Socialist Republics should be delivered through the diplomatic channel, i. e., through the American Embassy in Moscow and the People's Commissariat for Foreign Affairs, to the appropriate court in the Union of Soviet Socialist Republics and, when executed, they will be returned through the same channel.

2. Letters rogatory issued out of a court in the United States forwarded for execution in the Union of Soviet Socialist Republics should be addressed to the Supreme Court of that constituent Republic which is competent to execute such letters rogatory. In case the exact title of the Soviet court is unknown to the court which issues the letters rogatory, the letters rogatory may be addressed “ To the competent court of the Union of Soviet Socialist Republics ”.

pays étranger avec lequel les Etats-Unis sont en paix, action à laquelle le gouvernement de ce pays étranger est partie ou intéressé, pourra être obtenue en vue d'être utilisée dans ladite action. Si une commission rogatoire tendant à recueillir une telle déposition, accompagnée d'un questionnaire précis établi par écrit et adressé au témoin, est délivrée par le tribunal devant lequel l'action est engagée, sur présentation de ladite commission rogatoire au président du tribunal du district dans le ressort duquel réside ou se trouve le témoin — et à la condition que ce magistrat ait des preuves suffisantes de l'importance de la déposition du témoin pour la partie qui sollicite ce témoignage —, le président du tribunal de district délivrera une citation au témoin, le requérant de comparaître devant le fonctionnaire ou le commissaire désigné dans la commission rogatoire, pour déposer dans l'affaire. Aucun témoin ne sera tenu de comparaître, ni de déposer en vertu du présent article, autrement que pour répondre à un questionnaire établi dans les conditions susmentionnées et accompagnant la commission rogatoire. Lorsque les avocats de toutes les parties en cause assistent à l'interrogatoire, ils peuvent consentir que des questions soient posées au témoin en sus de celles qui figurent dans le questionnaire accompagnant la commission rogatoire, à moins que toute question supplémentaire ne soit exclue par ladite commission rogatoire. La citation indiquera le moment et le lieu auxquels le témoin est tenu de comparaître ; ce lieu devra se trouver dans un rayon de cent milles de celui où réside le témoin ou de celui où il recevra ladite citation. (R. S. § 4071.)

» 702. *Privilege du témoin.* Aucun témoin ne sera tenu, au cours d'un tel interrogatoire, ou de tout autre effectué en vertu d'une commission rogatoire, de révéler ou divulguer quoi que ce soit de nature à le faire inculper, soit en vertu des lois de l'Etat ou du Territoire des Etats-Unis dans lequel un tel interrogatoire a lieu, soit en vertu des lois de tout autre Etat ou Territoire des Etats-Unis ou d'un Etat étranger quel qu'il soit. (R. S., § 4072.)

» 703. *Pénalités infligées au témoin pour outrage à la magistrature.* Quiconque refuse ou omet de comparaître au moment et au lieu indiqués dans la citation qui lui a été servie, conformément à l'article 701 de ce chapitre, ou refuse de déposer lors de sa comparution, sera passible des mêmes pénalités que celles qu'il encourrait, pour un délit analogue, dans une affaire jugée devant un tribunal de district des Etats-Unis. (R. S. § 4073.)

» 704. *Indemnité et frais de déplacement dus au témoin.* Tout témoin qui comparait et fait une déposition en exécution d'une commission rogatoire aura droit à une indemnité et à des frais de déplacement qui lui seront payés par la partie à la diligence de laquelle il a été cité ; cette indemnité et ces frais seront les mêmes que ceux qui sont accordés aux témoins cités dans les affaires du ressort des tribunaux de district des Etats-Unis. (R. S., § 4074.) »

II.

MOSCOU, le 22 novembre 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite aux conversations qui ont eu lieu entre le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères et l'Ambassade américaine de Moscou relativement à l'intérêt qu'il y aurait à indiquer la procédure suivie dans nos pays respectifs en matière d'exécution des commissions rogatoires délivrées par des tribunaux de l'autre pays, j'ai l'honneur de vous faire connaître la procédure qui sera agréée par les tribunaux de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, pour l'exécution des commissions rogatoires délivrées par des tribunaux des Etats-Unis.

1. Les commissions rogatoires délivrées par des tribunaux des Etats-Unis en vue d'être exécutées dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes devront être transmises par la voie diplomatique, c'est-à-dire par l'intermédiaire de l'Ambassade américaine de Moscou et du Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères, au tribunal compétent de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et, une fois exécutées, elles seront renvoyées par la même voie.

2. Une commission rogatoire délivrée par un tribunal des Etats-Unis et transmise en vue de son exécution dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes devra être adressée à la Cour suprême de la république de l'Union soviétique socialiste compétente pour l'exécution de cette commission. Dans le cas où le tribunal qui délivre la commission ignorerait la désignation exacte du tribunal soviétique, la commission rogatoire pourrait être adressée « au tribunal compétent de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ».

3. Requests of courts in the United States for the execution of letters rogatory addressed to courts in the Union of Soviet Socialist Republics should specify the name of the court out of which they issue, as well as the names of the parties to the action in which the testimony called for by the letters rogatory is desired.

4. Requests for the execution of letters rogatory should be accompanied by Russian translations of all the basic documents, such as the interrogatories themselves and any accompanying instructions to the executing court. It will be sufficient in the case of documents of secondary importance to forward short summaries of their contents in the Russian language.

5. Depending upon the nature of the letters rogatory, a fee varying from five to ten dollars (\$5 to \$10) will be charged for the execution of letters rogatory issued out of courts in the United States. In addition to this fee, remuneration for the services of experts as well as for the travelling expenses and expenditure of time by witnesses may be requested in individual cases, such remuneration to be based on rates current at the time as fixed by law or regulation then existing. Payment of fees and other possible expenses of the nature referred to above will be effected in dollars by the American Embassy at Moscow upon receipt from the People's Commissariat for Foreign Affairs of the executed letters rogatory and an appropriate statement setting forth the amount due, and the fees and services covered thereby.

6. The court in the Union of Soviet Socialist Republics by which the letters rogatory are executed shall give effect to them in accordance with the procedural rules obtaining in the Union of Soviet Socialist Republics.

7. The court issuing the letters rogatory shall, if it so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that the interested parties or their legal representatives may, if they desire, be present.

8. The execution of letters rogatory issuing out of a court in the United States may be refused in whole or in part, if the appropriate authorities in the Union of Soviet Socialist Republics consider that the execution thereof would affect its sovereignty or safety. In returning letters rogatory unexecuted in whole or in part, the authorities refusing such execution shall affix under seal to the letters rogatory a written statement of the reasons for such refusal.

9. Any difficulties which may arise in connection with a request by a court in the United States for the execution of letters rogatory in the Union of Soviet Socialist Republics shall be settled through the diplomatic channel.

While letters rogatory must be transmitted through the diplomatic channel, American diplomatic and consular institutions may, in connection with cases pending in the United States courts, serve juridical documents on American nationals within the Union of Soviet Socialist Republics, without the application of coercion.

Accept, Mr. Ambassador, the renewed assurances of my highest consideration.

Mr. William C. Bullitt,
Ambassador of the United States of America,
Moscow.

Maxim LITVINOFF.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Exchange of Notes in the language in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Copie certifiée conforme à l'original des notes échangées entre l'U. R. S. S. et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'ordre d'exécution des commissions rogatoires, ayant eu lieu à Moscou, le 22 novembre 1935.

*Le Secrétaire général du Commissariat
du Peuple pour les Affaires étrangères,*

Ed. Hoerschelmann.

3. Toute demande d'un tribunal des Etats-Unis tendant à faire exécuter une commission rogatoire adressée à un tribunal de l'Union des Républiques soviétiques socialistes devra indiquer le nom du tribunal qui a délivré la commission ainsi que les noms des parties en cause dans l'affaire pour laquelle le témoignage en question est demandé.

4. Toute demande d'exécution d'une commission rogatoire devra être accompagnée de la traduction en langue russe de toutes les pièces essentielles, telles que les questionnaires mêmes et toutes instructions jointes, à l'usage du tribunal chargé de l'exécution de la commission. Quant aux pièces d'importance secondaire, il suffira de joindre un résumé succinct de leur contenu en langue russe.

5. Selon la nature de la commission rogatoire, un droit variant de cinq à dix dollars (\$5 à \$10) sera perçu pour l'exécution de la commission rogatoire délivrée par des tribunaux des Etats-Unis. Outre ce droit, le paiement d'honoraires pour travaux d'experts ainsi que celui de frais de déplacement et d'indemnités de dérangement aux témoins, pourra être exigé dans certains cas; cette rémunération sera calculée d'après les taux en vigueur, fixés par les lois ou règlements existants. Le paiement des droits et autres frais éventuels de la nature indiquée ci-dessus sera effectué en dollars par l'Ambassade américaine de Moscou, lorsque le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères remettra à celle-ci le résultat de l'exécution de la commission rogatoire ainsi qu'un relevé indiquant le montant dû et les droits et services auxquels cette somme s'applique.

6. Le tribunal de l'Union des Républiques soviétiques socialistes qui exécutera la commission rogatoire lui donnera effet en se conformant aux règles de procédure en vigueur dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

7. Le tribunal qui délivre la commission rogatoire sera avisé, sur demande, de la date et du lieu où l'interrogatoire sera effectué, afin que les intéressés ou leurs représentants légaux puissent, s'ils le désirent, assister à l'interrogatoire.

8. L'exécution d'une commission rogatoire délivrée par un tribunal des Etats-Unis peut être refusée en totalité ou en partie, si les autorités compétentes de l'Union des Républiques soviétiques socialistes estiment que l'exécution de cette commission porterait atteinte à la souveraineté ou à la sécurité nationale de l'Union. En retournant une commission rogatoire qui n'aurait pas été exécutée, en totalité ou en partie, les autorités qui en auront refusé l'exécution joindront à la commission, sous pli cacheté, un exposé écrit des motifs de leur refus.

9. Toute difficulté qui se présenterait à propos d'une demande d'un tribunal des Etats-Unis tendant à obtenir l'exécution d'une commission rogatoire dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, sera réglée par la voie diplomatique.

La transmission des commissions rogatoires devra être effectuée par la voie diplomatique; cependant les autorités diplomatiques et consulaires américaines pourront, au sujet d'affaires en instance devant des tribunaux des Etats-Unis, procéder à la remise d'actes judiciaires à des ressortissants américains se trouvant dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, sans l'intervention d'une autorité judiciaire.

Veillez agréer, etc.

Monsieur William C. Bullitt,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

Maxim LITVINOFF.

N° 3876.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET HONDURAS

Accord commercial, avec annexes.
Signé à Tégucigalpa, le 18 décembre 1935.

UNITED STATES OF AMERICA
AND HONDURAS

Commercial Agreement, with Annexes.
Signed at Tegucigalpa,
December 18th, 1935.

No. 3876. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS. SIGNED AT TEGUCIGALPA, DECEMBER 18TH, 1935.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place April 9th, 1936.

PREAMBLE.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining the principle of equality of treatment as the basis of commercial relations and by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have through their respective Plenipotentiaries arrived at the following Agreement :

Article I.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the Republic of Honduras, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the Republic of Honduras in force on the day of the signature of this Agreement.

With respect to soaps and butter, enumerated and described in Schedule I, the Republic of Honduras agrees to exempt them from the taxes to which they are now subject as a result of the provisions of Decree No. 84 of the National Congress of Honduras, published on March 3rd, 1934, on and after the date on which this Agreement comes into force, but, in accordance with the provisions of Article III of this Agreement, they may be subject, together with all other articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, whether or not enumerated in Schedule I, to the taxes which in accordance with law the municipalities may establish.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Honduras, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties,

¹ This Agreement was promulgated by the President of the United States of America and by the President of the Republic of Honduras, February 1st, 1936.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3876. — CONVENIO COMMERCIAL¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y LA REPUBLICA DE HONDURAS. FIRMADO EN TEGUCIGALPA, EL 18 DE DICIEMBRE DE 1935.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 avril 1936.

PREAMBULO.

El PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS, deseando estrechar los vínculos tradicionales de amistad entre los dos países por el mantenimiento del principio de igualdad de tratamiento, como base de sus relaciones comerciales, y por concesiones y ventajas mutuas y recíprocas para la promoción del comercio, han llegado por medio de sus respectivos Plenipotenciarios al siguiente Convenio :

Artículo I.

Los artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados en los Estados Unidos de América, enumerados y descritos en la Lista número I anexa a este Convenio y que forma parte del mismo, estarán exentos, al ser importados a la República de Honduras, de los derechos ordinarios de Aduana en exceso de los especificados en dicha Lista. Dichos artículos estarán también exentos de todos los otros derechos, impuestos, contribuciones, cargas o exacciones establecidos sobre la importación o en relación con ella, en exceso de los que rijan en la fecha de la firma de este Convenio o cuya imposición se estableciere en lo sucesivo conforme las leyes de la República de Honduras vigentes el día en que se firma este Convenio.

Con respecto a jabones y mantequilla, enumerados y descritos en la lista número I, la República de Honduras conviene en eximirlos de los impuestos a que están actualmente sujetos como consecuencia de las disposiciones del Decreto No. 84 del Congreso Nacional de Honduras, promulgado el 3 de marzo de 1934, desde la fecha en que este Convenio entre en vigor y en lo sucesivo ; pero pueden sujetarse, junto con todos los otros artículos de cosecha, producción, manufactura o fabricación de los Estados Unidos de América, enumerados o no en la Lista número I, a los impuestos que de acuerdo con la ley fijen las Municipalidades y conforme a las disposiciones del Artículo III de este Convenio.

Artículo II.

Los artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados en la República de Honduras enumerados y descritos en la Lista número II anexa a este Convenio y que forma parte del mismo, estarán exentos, al ser importados a los Estados Unidos de América, de los derechos ordinarios de Aduana en exceso de los especificados en dicha Lista. Dichos artículos estarán también exentos

¹ Cet accord a été promulgué par le Président des Etats-Unis d'Amérique et par le Président de la République du Honduras, le 1^{er} février 1936.

taxes, fees, charges, or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

Article III.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Honduras shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions, other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

Article IV.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Honduras, enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under laws and regulations of the Republic of Honduras and the United States of America, respectively, in force on the day of the signature of this Agreement.

Article V.

1. No prohibitions, import or Customs quotas, import licenses, or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by the Republic of Honduras on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I, nor by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the Republic of Honduras, enumerated and described in Schedule II.

2. The foregoing provision shall not apply to :

(a) Prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant life ; (3) relating to prison-made goods ; or (4) relating to the enforcement of police or revenue laws ; or to

(b) Quantitative restrictions in whatever form, imposed by the United States of America or the Republic of Honduras on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country, in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply, or prices of like domestic articles or tending to increase the labor costs of production of such articles. Whenever the Government of either country proposes to establish or change any restriction authorized by this subparagraph, it shall give notice thereof in writing to the other Government and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

3. It is understood that the provisions of this Article do not affect the application of measures directed against misbranding, adulteration and other fraudulent practices, or the application of

de todos los otros derechos, impuestos, contribuciones, cargas o exacciones establecidos sobre la importación o en relación con ella, en exceso de los que rijan en la fecha de la firma de este Convenio o cuya imposición se estableciere en lo sucesivo conforme las leyes de los Estados Unidos de América vigentes el día en que se firma este Convenio.

Artículo III.

Los artículos de cosecha, producción, manufactura o fabricación de los Estados Unidos de América o de la República de Honduras, estarán exentos, después de su entrada al territorio del otro país de impuestos, contribuciones, cargas o exacciones interiores, distintos o mayores de los pagaderos sobre artículos análogos de origen nacional o de cualquier otro país extranjero.

Artículo IV.

Con respecto a los artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados en los Estados Unidos de América o en la República de Honduras, enumerados y descritos en las Listas I y II, respectivamente, importados al otro país, sobre los cuales se imponen o se impusieren derechos *ad-valorem* o derechos basados sobre el valor o determinados, de cualquier manera, por él, es entendido y convenido que las bases y métodos para determinar el valor adeudable y para convertir las monedas, no serán menos favorables a los importadores que las bases y métodos prescritos en las leyes y reglamentos de la República de Honduras y de los Estados Unidos de América, respectivamente, vigentes el día de la firma de este Convenio.

Artículo V.

1. Ninguna prohibición, cuota de importación o aduanera, permiso de importación, o cualquiera otra forma de reglamentación cuantitativa, ya sea que se efectúe o no en conexión con cualquier agencia de restricción centralizada, será impuesta por la República de Honduras sobre la importación o venta de artículo alguno de cosecha, producción, manufactura o fabricación de los Estados Unidos de América, enumerado y descrito en la Lista anexa número I, ni por los Estados Unidos de América sobre la importación o venta de artículo alguno de cosecha, producción, manufactura o fabricación de la República de Honduras, enumerado y descrito en la Lista II.

2. La disposición precedente no se aplicará a :

a) Las prohibiciones o restricciones : (1) impuestas con fundamentos morales o humanitarios ; (2) destinadas a la protección de la vida humana, animal o vegetal ; (3) relacionadas con mercancías fabricadas en prisiones ; (4) relativas a la ejecución de leyes de policía o de hacienda ; o a

b) Las restricciones cuantitativas, en cualquier forma, impuestas por los Estados Unidos de América o por la República de Honduras sobre la importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido, manufacturado o fabricado en el otro país, en relación con las medidas gubernativas que regulen o restrinjan la producción, la oferta o los precios de artículos nacionales análogos, o que tiendan a aumentar los costos de trabajo en la producción de tales artículos. En caso de que el Gobierno de uno u otro país se proponga establecer o modificar cualquier restricción autorizada por este inciso, dará aviso de ello por escrito al otro Gobierno, y también le dará oportunidad, dentro de treinta días después del recibo de dicho aviso, para consultar con él respecto a la acción proyectada ; y si no se llegare a un acuerdo con respecto a esa acción proyectada, dentro de treinta días después del recibo del susodicho aviso, el Gobierno que se proponga iniciar tal acción estará en libertad de emprenderla en cualquier momento, después de eso, y el otro Gobierno estará en libertad, dentro de quince días después de tal acción, para terminar este Convenio por completo, después de treinta días de haberlo notificado.

3. Es entendido que las disposiciones de este Artículo no afectan la aplicación de medidas dirigidas contra el uso indebido de marcas de fábrica (misbranding), adulteración y demás prácticas

measures directed against unfair practices in import trade, such as are provided for in laws of the United States of America or the Republic of Honduras.

Article VI.

1. If the Government of the United States of America or of the Republic of Honduras establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower import duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, the Government taking such action will :

(a) Give public notice of the total quantity, or any change therein, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period ;

(b) Allot to the other country for such specified period a share of such total quantity as originally established or subsequently changed in any manner, equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment ; and

(c) Give public notice of the allotments of such quantity among the several exporting countries, and at all times, upon request, advise the Government of the other country of the quantity of any such article the growth, produce or manufacture of each exporting country, which has been imported or sold or for which licenses or permits for importation or sale have been granted.

2. Neither the United States of America nor the Republic of Honduras shall regulate the total quantity of importations into its territory or sales therein of any article in which the other country has an interest by import licenses or permits issued to individuals or organizations, unless the total quantity of such article permitted to be imported or sold during a quota period of not less than three months shall have been established, and unless the regulations covering the issuance of such licenses or permits shall have been made public before such regulations are put into force.

Article VII.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of the Republic of Honduras establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of a particular commodity, or grants exclusive privileges formally or in effect to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency, the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end, it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favorable terms.

Article VIII.

The tariff advantages and other benefits provided for in this Agreement are granted by the United States of America and the Republic of Honduras to each other subject to the condition that if the Government of either country shall establish or maintain, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

fraudulentas, ni la aplicación de medidas dirigidas contra las prácticas injustas en el comercio de importación, tales como las que prescriben las leyes de los Estados Unidos de América o de la República de Honduras.

Artículo VI.

1. Si el Gobierno de los Estados Unidos de América o el Gobierno de la República de Honduras establece o mantiene cualquier clase de restricción cuantitativa o de control sobre la importación o venta de cualquier artículo en el cual el otro país esté interesado, o decreta una tarifa o impuestos sobre la importación o venta de determinada cantidad de tal artículo, menor que la tarifa o impuestos establecidos sobre la importación en exceso de dicha cantidad, el Gobierno que así actúe deberá :

a) Dar aviso público de la cantidad total, o de cualquier cambio introducido, de cualquiera de dichos artículos, cuya importación o venta sea permitida o los cuales puedan ser importados o vendidos al mencionado tipo reducido de tarifa o impuesto, durante un período determinado ;

b) Asignar al otro país durante tal determinado período una porción de dicha cantidad total, como estaba establecida originalmente o como haya sido posteriormente alterada en cualquier sentido, equivalente a la proporción de la importación total de dicho artículo, suministrada por el otro país, durante un período representativo anterior, a menos que se acuerde mutuamente prescindir de tal asignación ; y

c) Dar aviso público de las asignaciones de tal cantidad entre los diferentes países exportadores ; y, en todo tiempo, mediante solicitud, informar al Gobierno del otro país acerca de la cantidad de cualquiera de dichos artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados por cada país exportador que haya sido importada o vendida o para cuya importación o venta se haya concedido permiso o autorización.

2. Ni los Estados Unidos de América ni la República de Honduras fijarán la cantidad total de importaciones a su territorio o las ventas en el mismo, de cualquier artículo en el cual el otro país esté interesado, por autorizaciones o permisos de importación emitidos a individuos u organizaciones, a menos que la cantidad total de dicho artículo cuya importación o venta esté permitida haya sido establecida o fijada durante un período de cuota no menor de tres meses y a menos que los reglamentos que rijan la emisión de tales autorizaciones o permisos hayan sido publicados antes de que tales reglamentos entren en vigor.

Artículo VII.

En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o de la República de Honduras establezca o mantenga un monopolio (del Estado) para la importación, producción o venta de cierto artículo, u otorgue derechos o privilegios exclusivos, de hecho o de derecho, a una o más agencias para importar, producir o vender cierto artículo, el Gobierno del país que establezca o mantenga dicho monopolio o que otorgue tales privilegios de monopolio, conviene, respecto a las compras extranjeras de tal monopolio o agencia, en tratar al comercio del otro país imparcial y equitativamente. A este fin se conviene en que, al hacer sus compras de cualquier producto en el extranjero, tal monopolio o agencia se regirá únicamente por aquellas consideraciones, tales como precio, calidad, vendibilidad y condiciones de venta, que tomaría en cuenta ordinariamente una empresa comercial privada, interesada sólo en comprar tal producto en las condiciones más favorables.

Artículo VIII.

Los Estados Unidos de América y la República de Honduras se conceden mutuamente las ventajas aduaneras y los otros beneficios estipulados en este Convenio, sujetos a la condición de que si el Gobierno de uno u otro país estableciere o mantuviere, directa o indirectamente, cualquiera forma de control de cambio extranjero, administrará este control de manera que los nacionales y el comercio del otro país tengan la seguridad de recibir una porción justa y equitativa en la distribución del cambio.

With respect to the exchange made available for commercial transactions, it is agreed that the Government of each country shall be guided in the administration of any form of control of foreign exchange by the principle that, as nearly as may be determined, the share of the total available exchange which is allotted to the other country shall not be less than the share employed in a previous representative period prior to the establishment of any exchange control for the settlement of commercial obligations to the nationals of such other country.

The Government of each country will give sympathetic consideration to any representations which the other Government may make in respect of the application of the provisions of this Article, and if, within thirty days after the receipt of such representations, a satisfactory adjustment has not been made or an agreement has not been reached with respect to such representations, the Government making them may, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, terminate this Article or this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article IX.

With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or the Republic of Honduras to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Republic of Honduras or the United States of America, respectively.

Article X.

Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of the United States of America or the Republic of Honduras, respectively, pertaining to the classification of articles for Customs purposes or to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable traders to become acquainted with them. Such laws, regulations and decisions shall be applied uniformly at all ports of the respective country, except as otherwise specifically provided in statutes of the United States of America relating to articles imported into Puerto Rico.

No administrative ruling by the United States of America or by the Republic of Honduras effecting advances in rates of duties or in charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territory of the other country, or imposing any new requirement with respect to such importations, shall be effective retroactively or with respect to articles either entered for or withdrawn for consumption prior to the expiration of thirty days after the date of publication of notice of such ruling in the usual official manner. The provisions of this paragraph do not apply to administrative orders imposing antidumping duties, or relating to regulations for the protection of human, animal, or plant life, or relating to public safety, or giving effect to judicial decisions.

Article XI.

In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of the United States of America and the Republic of Honduras, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Con respecto al cambio disponible para transacciones comerciales, se conviene en que el Gobierno de cada país se guiará en la administración de cualquiera forma de control de cambio, por el principio de que, lo más aproximadamente posible, la porción del total de cambio disponible que se haya asignado al otro país no sea menor que la porción empleada en un período representativo anterior al establecimiento de cualquier control de cambio para la liquidación de obligaciones comerciales contraídas con los nacionales de tal otro país.

El Gobierno de cada país prestará consideración amistosa a cualesquiera gestiones que pueda hacer el otro Gobierno con respecto a la aplicación de las disposiciones de este artículo ; y si, dentro de treinta días después del recibo de tales gestiones, no se hubiere llegado a una solución satisfactoria o no se hubiere llegado a un acuerdo con respecto a tales gestiones, el Gobierno que las hubiere iniciado podrá, dentro de los quince días siguientes a la expiración del susodicho período de treinta días, poner fin a este artículo o a este Convenio en su totalidad, previa notificación por escrito con treinta días de anticipación.

Artículo IX.

Con respecto a los derechos aduaneros o a las cargas de cualquier clase, impuestas sobre la importación o exportación o en relación con las mismas, y con respecto al método de imponer tales derechos o cargas, y con respecto a todas las reglas y formalidades en relación con la importación o la exportación, y con respecto a todas las leyes o disposiciones que afectaren la venta o el uso de las mercancías importadas al país, cualquier ventaja, favor, privilegio o inmunidad que se haya otorgado o que en lo sucesivo se otorgue por los Estados Unidos de América o por la República de Honduras a cualquier artículo que tenga su origen en o se destine a cualquier tercer país, se otorgará inmediata e incondicionalmente al artículo análogo que tenga su origen en o se destine a la República de Honduras o a los Estados Unidos de América, respectivamente.

Artículo X.

Las leyes, los reglamentos de autoridades administrativas y las decisiones de autoridades administrativas o judiciales de los Estados Unidos de América o de la República de Honduras, respectivamente, referentes a la clasificación de artículos para fines aduaneros o a los aforos o tipos de derechos, se publicarán sin demora en forma tal que facilite a los comerciantes enterarse de ellos. Se aplicarán estas leyes, reglamentos y decisiones uniformemente en todos los puertos del país respectivo, excepto lo dispuesto expresamente en forma distinta en leyes u ordenanzas de los Estados Unidos de América relativas a artículos importados a Puerto Rico.

Ninguna ley o decreto emitido por los Estados Unidos de América o por la República de Honduras en que se aumenten los aforos o tipos de derechos, o las cargas aplicables conforme una práctica establecida y uniforme sobre importaciones que tengan su origen en el territorio del otro país, o que establezcan algún nuevo requisito con respecto a tales importaciones, tendrá efecto retroactivo, o con respecto a artículos, ya sean introducidos o retirados para el consumo con anterioridad a la expiración de un plazo de treinta días después de la fecha de publicación del aviso de tal ley o decreto en la forma oficial acostumbrada. Las disposiciones de este párrafo no son aplicables a leyes o decretos administrativos que impongan derechos contra el « dumping », ni a las órdenes administrativas que se refieran a disposiciones para la protección de la vida humana, animal o vegetal, ni a las que se relacionen con la seguridad pública, ni a las que se dicten para ejecutar decisiones o sentencias judiciales.

Artículo XI.

En caso de una fluctuación considerable en el tipo de cambio entre la moneda de los Estados Unidos de América y de la República de Honduras, el Gobierno de cualquiera de las Altas Partes contratantes, se estimare tan substancial dicha fluctuación que pudiera perjudicar la industria o el comercio del mismo país, estará en libertad de iniciar gestiones o negociaciones para la modificación de este Convenio o para darlo por terminado en su totalidad, previo aviso por escrito, con treinta días de anticipación.

Article XII.

Greater than nominal penalties will not be imposed in the United States of America or in the Republic of Honduras upon importations of articles the growth, produce or manufacture of the other country because of errors in documentation obviously clerical in origin or where good faith can be established.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, or the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

In the event that the Government of either country makes representations to the Government of the other country in respect of the application of any sanitary law or regulation for the protection of human, animal, or plant life, and if there is disagreement with respect thereto, a committee of technical experts on which each Government shall be represented shall, on the request of either Government, be established to consider the matter and to submit recommendations to the two Governments.

Whenever practicable the Government of either country, before applying any new measure of sanitary character, will consult with the Government of the other country with a view to insuring that there will be as little injury to the commerce of the latter country as may be consistent with the purpose of the proposed measure. The provisions of this paragraph do not apply to actions affecting individual shipments under sanitary measures already in effect or to actions based on pure food and drug laws.

Article XIII.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America or by the Republic of Honduras, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

Subject to the reservations set forth in the third and fourth paragraphs of this Article, the provisions of Article IX shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of the United States of America or of the Republic of Honduras, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Republic of Honduras to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Republic of Honduras may become a party shall be excepted from the operation of this Agreement.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to the Philippine Islands irrespective of any change that may take place in the political status of the Philippine Islands.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the Republic of Honduras to the commerce of Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Nicaragua or Panama, so long as any such advantage is not accorded to any other country, shall be excepted from the operation of this Agreement.

Artículo XII.

No se impondrán en los Estados Unidos de América ni en la República de Honduras multas mayores que las nominalmente establecidas sobre la importación de artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados en el otro país, con motivo de errores en la documentación que patentemente se deben a la simple escritura o sean *lapsus plumae* o *lapsus machinae* (clerical errors) ; o cuando pueda establecerse la buena fé.

El Gobierno de cada una de las Altas Partes contratantes prestará consideración amistosa, y, cuando sea solicitado, brindará oportunidad adecuada para que se le consulte con respecto a las gestiones que pudiera hacer la otra Alta Parte en relación con el funcionamiento de las disposiciones aduaneras, restricciones cuantitativas o administración de las mismas, el cumplimiento de formalidades aduaneras, o aplicación de las leyes y disposiciones sanitarias para la protección de la vida humana, animal o vegetal.

En caso de que el Gobierno de uno u otro país hiciere representaciones al otro Gobierno con respecto a la aplicación de cualquier ley o disposición sanitaria para la protección de la vida humana, animal o vegetal, y hubiere desacuerdo sobre el particular, se establecerá, a petición de cualquiera de los Gobiernos, una Comisión de expertos técnicos en la cual estarán representadas ambas Altas Partes contratantes, para considerar el asunto y someter recomendaciones a los dos Gobiernos.

Siempre que sea factible, el Gobierno de uno u otro país, antes de aplicar cualquier nueva disposición de carácter sanitario, consultará con el Gobierno del otro país a fin de garantizar que hasta donde lo permita la finalidad de la medida propuesta, el comercio del segundo país sufra el menor daño o perjuicio. Las disposiciones de este párrafo no se aplican a los actos que afectan embarques individuales bajo medidas sanitarias ya en vigor, o a los actos basados en las leyes sobre drogas y alimentos puros.

Artículo XIII.

Exceptuando lo estipulado en contrario en el segundo párrafo de este artículo, las disposiciones de este Convenio referentes al trato que los Estados Unidos de América o la República de Honduras, respectivamente, deberán dispensar al comercio de la otra alta parte contratante, no serán aplicables a las Islas Filipinas, Islas Vírgenes, Samoa Americana, Isla de Guam, ni a la Zona del Canal de Panamá.

Sujetas a las reservas establecidas en los párrafos tercero y cuarto de este artículo, las disposiciones del Artículo IX se aplicarán a los artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados en cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción de los Estados Unidos de América o de la República de Honduras, importados de o exportados a cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción de la otra Alta Parte contratante. Es entendido, sin embargo, que las disposiciones de este párrafo no son aplicables a la Zona del Canal de Panamá.

Las ventajas ya otorgadas o que en lo sucesivo se otorgaren por los Estados Unidos de América o la República de Honduras a países limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo y las ventajas que resultaren de una unión aduanera, de la cual los Estados Unidos de América o la República de Honduras pudieran formar parte, se exceptuarán de los efectos de este Convenio.

Las ventajas ya otorgadas o que en lo sucesivo se otorgaren por los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones o por la Zona del Canal de Panamá, entre sí, o a la República de Cuba, se exceptuarán de los efectos de este Convenio. Las disposiciones de este párrafo continuarán aplicándose con respecto a cualquiera ventaja ya otorgada o que en lo futuro se otorgare por los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones, o por la Zona del Canal de Panamá a las Islas Filipinas, prescindiendo de cualquier cambio que pueda ocurrir en el *status* político de las Islas Filipinas.

Las ventajas ya otorgadas o que en lo sucesivo se otorgaren por la República de Honduras al comercio de Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Nicaragua o Panamá, se exceptuarán de los efectos de este Convenio, mientras tales ventajas no se otorguen a cualquier otro país.

Unless otherwise specifically provided in this Agreement, the provisions thereof shall not be construed to apply to police or sanitary regulations ; and nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as the United States of America or the Republic of Honduras, respectively, may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, of all other military supplies.

Article XIV.

In the event that the United States of America or the Republic of Honduras adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government of the country which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the Government of the other country may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

Article XV.

As long as the present Agreement remains in force, it shall replace any provisions of the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights between the United States of America and the Republic of Honduras, signed at Tegucigalpa on December 7th, 1927, which may be inconsistent with this Agreement. However, upon the expiration of this Agreement, the provisions of the aforesaid Treaty which have been temporarily suspended shall automatically resume operation and shall continue in full force and effect subject to termination as provided in that Treaty.

Article XVI.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day following proclamation thereof by the President of the United States of America and the President of the Republic of Honduras, or should the proclamations be issued on different days, on the thirtieth day following the date of the later in time of such proclamations, and shall remain in force for the term of one year thereafter, unless terminated pursuant to the provisions of Article V, Article VIII or Article XI. The Government of each country shall notify the Government of the other country of the date of its proclamation.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of one year the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate the Agreement upon the expiration of the aforesaid term, the Agreement shall remain in force thereafter, subject to termination under the provisions of Article V, Article VIII or Article XI, until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages, both authentic, at the City of Tegucigalpa, this eighteenth day of December, nineteen hundred and thirty-five.

For the President of the United States of America :

(Seal) Leo J. KEENA.

For the President of the Republic of Honduras :

(Seal) Armando FLORES FIALLOS.

A menos que en este Convenio se haya dispuesto expresamente lo contrario, las disposiciones del mismo no se interpretarán como aplicables a los reglamentos de policía o de sanidad ; y nada de lo contenido en este Convenio se interpretará en un sentido que impida la adopción de medidas que prohiban o restrinjan la exportación de oro o plata, o que impida la adopción de las medidas que los Estados Unidos de América o la República de Honduras, respectivamente, estimen necesarias para el control de la exportación o venta para la exportación, de armas, municiones o implementos de guerra, y, en circunstancias excepcionales, de todo otro material de guerra.

Artículo XIV.

En el caso de que los Estados Unidos de América o la República de Honduras adopten alguna medida que, aún cuando no se oponga a los términos de este Convenio, se estime por el Gobierno del otro país que tiene el efecto de invalidar o perjudicar cualquier finalidad del Convenio, el Gobierno del país que haya adoptado tal medida considerará las representaciones y proposiciones que le haga el Gobierno del otro país con el objeto de llegar a un arreglo mutuamente satisfactorio del asunto.

Artículo XV.

Mientras el presente Convenio esté en vigencia, reemplazará cualesquiera disposiciones del Tratado de Amistad, Comercio y Prerrogativas Consulares entre los Estados Unidos de América y la República de Honduras, firmado en Tegucigalpa el siete de diciembre de mil novecientos veintisiete, que pudieran estar en oposición con los términos de este Convenio. Sin embargo, a la expiración de este Convenio, las disposiciones del susodicho Tratado que se hubiesen suspendido temporalmente reanudarán automáticamente sus efectos y continuarán en pleno vigor y efecto, sujetas a la terminación prevista en aquél Tratado.

Artículo XVI.

El presente Convenio entrará en vigor treinta días después de su promulgación por el Presidente de los Estados Unidos de América y por el Presidente de la República de Honduras, o treinta días después de la última promulgación en caso de que éstas se efectuaren en fechas diferentes ; y quedará en vigor por el término de un año, a menos que terminare de conformidad con las disposiciones de los artículos V, VIII o XI. El Gobierno de cada una de las Altas Partes contratantes notificará al Gobierno de la otra Alta Parte la fecha de la promulgación.

Salvo que seis meses antes, por lo menos, de la expiración del antedicho plazo de un año el Gobierno de una u otra de las Altas Partes contratantes haya notificado al otro Gobierno su intención de terminar el Convenio a la expiración del susodicho plazo, el presente Convenio quedará en vigor después de tal fecha, sujeto a la terminación prevista en las disposiciones de los artículos V, VIII o XI, hasta seis meses después de la fecha en que el Gobierno de una u otra de las Altas Partes contratantes haya notificado al otro Gobierno.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado y sellado este Convenio.

Hecho por duplicado, en los idiomas inglés y español, ambos textos auténticos, en la ciudad de Tegucigalpa, a los dieciocho días del mes de diciembre del año de mil novecientos treinta y cinco.

Por el Presidente de los Estados Unidos de América :

(Sello) Leo J. KEENA.

Por el Presidente de la República de Honduras :

(Sello) Armando FLORES FIALLOS.

SCHEDULE I.

The articles described below which, on the effective date of the present Agreement, have been in Customs warehouses intended for domestic consumption and which have arrived within a period of sixty days prior to the effective date of this Agreement, shall enjoy the benefits thereof on their importation without prejudice to the regulations established for the use of national warehouses by the Customs laws.

Abbreviations :

G. K.—Gross Kilo
C. M.—Cubic Meter

Numbers in parentheses refer to items of the Honduran tariff.

Description of Articles	Maximum Rates of Duty in Honduran Lempiras
Passenger automobiles, trucks and buses of all kinds (229)	Free
Hand tools for artisans (314, 318, 1397, 1398, 1415, 1682, 1716, 1797, 1941, 2201, 2308, 2364 and 2528)	G. K. 0.10
Tanned kid, calf and cattle leather for shoe uppers, and patent leathers (349, 470 and 928)	Free
Cotton hosiery, not embroidered (503)	G. K. 0.72
Cotton hosiery, clocked or embroidered (504)	G. K. 1.12
Mercerised cotton hosiery, not embroidered (505)	G. K. 0.72
Mercerised cotton hosiery, embroidered (506)	G. K. 1.12
Cotton Lisle socks and stockings (513)	G. K. 1.62
Cotton shirts, with or without collars to match (531)	G. K. 2.50
Hams, sausages and other kinds of meat, preserved or packed in containers of tin, earthenware or glass, except salt beef and corned beef (602, 1564 and 2287)	G. K. 0.27
Breakfast foods other than rolled oats and oatmeal (687)	G. K. 0.20
Rolled oats and oatmeal (687)	G. K. 0.10
Ordinary empty sacks or bags of hemp, jute, or cotton, for packing coffee, sugar and other products (860, 2280 and 2281)	Free
Apples, pears, plums, grapes, cherries, strawberries, fresh, (1287)	G. K. 0.05
Canned fruits (1288)	G. K. 0.14
Dried fruits of all kinds (1289, 1290 and 1292)	G. K. 0.08
Biscuits and crackers, not sweetened or flavored (1314)	G. K. 0.16
Biscuits and crackers, sweetened or flavored (1314)	G. K. 0.32
Tomatoes (including tomato paste), corn, peas, and asparagus, canned, (1390, 1648, 1737, 2017 and 2057)	G. K. 0.11
Flour, wheat (1402)	G. K. 0.12
Bath and toilet soaps of all kinds (except medicinal soaps), perfumed or not, wrapped or unwrapped, packaged in any form (1555, 1556 and 1557)	G. K. 0.50
Hams, shoulders, bacon and sausages, smoked, in unspecified containers (1563, 2286, 2501)	G. K. 0.22
Condensed milk (1644)	G. K. 0.20
Evaporated milk (1644)	G. K. 0.15
Dried skimmed milk (1645)	G. K. 0.15
Dried whole milk (1645)	G. K. 0.22
Tire casings of all kinds for passenger cars, trucks and buses (1711)	Free

LISTA I.

Los artículos abajo descritos que, al entrar en vigor el presente Convenio, estuvieren en los almacenes de Aduana, destinados para el consumo interior, y que hubieren llegado dentro de un término de sesenta días antes de la vigencia de este Convenio, podrán acogerse para su importación a los beneficios del mismo, sin perjuicio de las reglas fijadas por las leyes aduaneras para el uso de los almacenes Nacionales.

Abreviaturas :

G. K. = Kilo bruto.
C. M. = Metro cúbico.

Los números en paréntesis se refieren a los artículos de la tarifa hondureña.

Descripción de artículos	Tarifa máxima de derechos en Lempiras hondureños
Automóviles, camiones y ómnibuses de toda clase (229)	Libre
Herramientas para artesanos (314, 318, 1397, 1398, 1415, 1682, 1716, 1797, 1941, 2201, 2308, 2364, 2528)	G. K. 0.10
Cabritilla, becerro (cueros curtidos), cueros de ganado sin pelos para palas de calzado, y charol (349, 470, 928)	Libre
Calcetines y medias de algodón sin bordados (503)	G. K. 0.72
Calcetines y medias de algodón con bordados o calados (504)	G. K. 1.12
Calcetines y medias de algodón mercerizado sin bordados (505)	G. K. 0.72
Calcetines y medias de algodón mercerizado con bordados (506)	G. K. 1.12
Calcetines y medias de algodón e hilo de Escocia o imitación (513)	G. K. 1.62
Camisas de algodón con o sin cuellos hermanados (531)	G. K. 2.50
Jamones, salchichas, salchichones y otras clases de carnes, conservadas o empacadas en recipientes de lata, barro o vidrio con la excepción de carne de vaca salada o en media salmuera (602, 1564, 2287)	G. K. 0.27
Cereales preparados menos <i>rolled oats</i> y <i>oatmeal</i> (687)	G. K. 0.20
<i>Rolled oats</i> y <i>oatmeal</i> (Avena triturada y <i>oatmeal</i>) (687)	G. K. 0.10
Costales o sacos vacíos de cáñamo ordinario, de yute o de algodón para empa-car azúcar, café y otros productos (860, 2280, 2281)	Libre
Manzanas, peras, ciruelas, uvas, cerezas y fresas, frescas (1287)	G. K. 0.05
Frutas enlatadas (1288)	G. K. 0.14
Frutas secas de toda clase (1289, 1290, 1292)	G. K. 0.08
Galletas y bizcochos secos (1314)	G. K. 0.16
Galletas y bizcochos dulces (1314)	G. K. 0.32
Tomates (incluyendo pasta de tomate), maíz verde, guisantes y espárragos, en latas (1390, 1648, 1737, 2017, 2057)	G. K. 0.11
Harina de trigo (1402)	G. K. 0.12
Jabones de toda clase para baño y tocador (excepto jabones medicinales), perfumados o no, envueltos o desenvueltos, empacados de cualquier manera (1555, 1556, 1557)	G. K. 0.50
Jamones, lomos, tocino, salchichas y salchichones, ahumados, en recipientes sin especificar (1563, 2286, 2501)	G. K. 0.22
Leche condensada (1644)	G. K. 0.20
Leche evaporada (1644)	G. K. 0.15
Leche desnatada en polvo (1645)	G. K. 0.15
Leche entera en polvo (1645)	G. K. 0.22
Llantas, de cualquier materia para automóviles, camiones y ómnibuses de toda clase (1711)	Libre

Description of Articles		Maximum Rates of Duty in Honduran Lempiras
Lumber, sawed, planed, including tongued and grooved, rough, in boards, planks or other forms (1730)	C. M.	0.85
Butter (1765)	G. K.	0.42
Canned sardines, prepared or preserved in tomato, mustard or other sauces and canned salmon, prepared or preserved in any form (2053 and 2295)	G. K.	0.14
Denim such as is used for overalls and uniforms (2403)	G. K.	0.32
Patent medicines and pharmaceutical specialties :		
(Category I : 3117 to 3127)	G. K.	0.20
do do do (Category II : 3128 to 3190)	G. K.	0.30
do do do (Category III : 3191 to 3199)	G. K.	0.60
do do do (Category IV : 3200 to 3247)	G. K.	1.00
do do do (Category V : 3248 to 3271)	G. K.	1.00
do do do (Category VI : 3272 to 3472)	G. K.	1.00

It is agreed that the Government of Honduras will not impose any certification requirement or any formality for the importation, registration, licensing or sale of pharmaceutical specialties and patent medicines which is impossible of fulfillment in the United States of America because of the lack of a duly authorized federal agency.

This clause does not affect the obligations assumed by Honduras in multilateral treaties and especially those relating to the manufacture and traffic in narcotic drugs, *i. e.*, Convention and Protocols for the suppression of the abuse of opium and other drugs, signed at The Hague, January 23rd, 1912¹; international opium Convention, signed at Geneva, February 19th, 1925², and the Convention and Protocol for limiting the manufacture and regulating the distribution of narcotic drugs, signed at Geneva, July 13th, 1931³.

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 and following; Vol. XI, page 415; Vol. XV, page 311; Vol. XIX, page 283; Vol. XXIV, page 163; Vol. XXXI, page 245; Vol. XXXV, page 299; Vol. XXXIX, page 167; Vol. LIX, page 346; Vol. CIV, page 495; Vol. CVII, page 461; Vol. CXVII, page 48; and Vol. CXXXVIII, page 416, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; Vol. C, page 249; Vol. CIV, page 516; Vol. CVII, page 525; Vol. CXI, page 411; Vol. CXVII, page 290; Vol. CXXII, page 355; Vol. CXXXIV, page 407; Vol. CLVI, page 205; and Vol. CLX, page 348, of this Series.

³ Vol. CXXXIX, page 301; Vol. CXLVII, page 361; Vol. CLII, page 344; Vol. CLVI, pages 268 and 269; and Vol. CLX, page 419, of this Series.

Descripción de artículos		Tarifa máxima de derechos en Lempiras hondureños
Madera acepillada o machihembrada, en bruto, tablazón u otras piezas (1730)	C. M.	0.85
Mantequilla (1765)	G. K.	0.42
Sardinias en lata preparadas o conservadas en tomate, mostaza u otra salsa y salmón en lata, preparado o conservado en cualquier manera (2053, 2295)	G. K.	0.14
Dril (denim) como se usa para <i>overalls</i> y para uniformes (2403)	G. K.	0.32
Medicinas patentadas y especialidades farmacéuticas		
idem idem idem (Categoría I : 3117 a 3127)	G. K.	0.20
idem idem idem (Categoría II : 3128 a 3190)	G. K.	0.30
idem idem idem (Categoría III : 3191 a 3199)	G. K.	0.60
idem idem idem (Categoría IV : 3200 a 3247)	G. K.	1.00
idem idem idem (Categoría V : 3248 a 3271)	G. K.	1.00
idem idem idem (Categoría VI : 3272 a 3472)	G. K.	1.00

Se acuerda que para la importación, registro, permiso o venta de especialidades farmacéuticas y medicinas patentadas, el Gobierno de Honduras no exigirá ningún requisito de certificación u otra formalidad que sea imposible de cumplimentar en los Estados Unidos de América por falta de una Agencia Federal debidamente autorizada.

Esta cláusula no afecta las obligaciones asumidas por Honduras en tratados multilaterales y especialmente aquellas que se refieren a la fabricación y comercio en drogas narcóticas, i. e. la convención y protocolos para la supresión del abuso del opio y otras drogas firmados en La Haya el 23 de enero de 1912¹; la convención internacional de opio, firmada en Ginebra el 19 de febrero de 1925², y la convención y protocolo para limitar la manufactura y regular la distribución de drogas narcóticas firmados en Ginebra el 13 de Julio de 1931³.

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXVII, page 48 ; et vol. CXXXVIII, page 416, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; vol. CVII, page 525 ; vol. CXI, page 411 ; vol. CXVII, page 290 ; vol. CXXII, page 355 ; vol. CXXXIV, page 407 ; vol. CLVI, page 205 ; et vol. CLX, page 348, de ce recueil.

³ Vol. CXXXIX, page 301 ; vol. CXLVII, page 361 ; vol. CLII, page 344 ; vol. CLVI, pages 268 et 269 ; et vol. CLX, page 419, de ce recueil.

SCHEDULE II.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Maximum Rates of Duty. Specific Rates in United States Dollars
	<i>Note</i> : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the tariff laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined, insofar as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the paragraph of the Tariff Act of 1930 noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.	
10	Balsams, not specially provided for, natural and uncompounded, and not containing alcohol.	5% <i>ad valorem</i>
747	Pineapples : In crates	0.35 per crate of 2.45 cubic feet 0.009 each
752	In bulk Guavas prepared or preserved, and not specially provided for . .	17½% <i>ad valorem</i>
752	Mango pastes and pulps, and guava pastes and pulps	28% <i>ad valorem</i>
1618	Bananas, green or ripe	Free
1618	Plantains, green or ripe	Free
1653	Cocoa or cacao beans, and shells thereof	Free
1654	Coffee, except coffee imported into Puerto Rico and upon which a duty is imposed under the authority of Section 319	Free
1728	Sarsaparilla root	Free
1765	Deerskins, raw	Free

Certified to be a true and complete textual copy of the original Trade Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

LISTA II.

Ley de Arancel de 1930 de los Estados Unidos Párrafo	Descripción de artículos	Tarifa máxima de derechos. Razones especificadas en dolares de los Estados Unidos
	<i>Nota :</i> Las disposiciones de esta Lista, para su interpretación y efecto, y la aplicación a ellas de las disposiciones colaterales de las leyes de Arancel de los Estados Unidos de América serán determinadas, en cuanto fuere posible, como si cada disposición de esta lista apareciera respectivamente en el párrafo de la ley de Arancel de 1930 señalado en la columna de la izquierda de las respectivas descripciones de los artículos.	
10	Bálsamos, no especialmente estipulados, naturales y que no tienen mezcla, y que no tienen alcohol	5% <i>ad valorem</i>
747	Piñas : En canastos (cuévanos)	0.35 por canasto de 2.45 pies cúbicos 0.009 c/u
752	Al granel Guayabas preparadas o conservadas, y no especialmente estipuladas	17½% <i>ad valorem</i>
752	Pastas y pulpas de mango, y pastas y pulpas de guayaba	28% <i>ad valorem</i>
1618	Bananos, verdes o maduros	Libre
1618	Plátanos, verdes o maduros	Libre
1653	Cocoa o cacao, en grano, y las cáscaras de éstos	Libre
1654	Café, salvo café importado a Puerto Rico y sobre el cual está impuesto un derecho bajo la autoridad de Sección 319	Libre
1728	Raíz de Zarzaparrilla	Libre
1765	Cueros de venado, crudos	Libre

Certified to be a true and complete textual copy of the original Trade Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3876. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS. SIGNÉ A TÉGUCIGALPA, LE 18 DÉCEMBRE 1935.

PRÉAMBULE

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié qui unissent les deux pays en maintenant le principe de l'égalité de traitement comme base des relations commerciales et en s'accordant des concessions et avantages mutuels et réciproques en vue de développer le commerce, sont convenus, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires respectifs, de l'accord ci-après :

Article premier.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord et faisant partie intégrante de celui-ci, seront exemptés à leur importation dans la République du Honduras, des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Ces articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances, frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés ou prévus par les lois de la République du Honduras en vigueur à la date de la signature du présent accord.

En ce qui concerne les savons et le beurre énumérés et désignés dans la liste I, il est convenu que la République du Honduras les exonérera des impôts auxquels ils sont assujettis actuellement en vertu des dispositions du décret N^o 84 du Congrès national du Honduras, promulgué le 3 mars 1934, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord ; toutefois, conformément aux dispositions de l'article III du présent accord, ces produits, de même que tous autres articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qu'ils soient énumérés ou non dans la liste I, pourront être assujettis aux impôts que les municipalités peuvent légalement instituer.

Article II.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans la République du Honduras, qui sont énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord et faisant partie intégrante de ce dernier, seront exemptés, à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Ces articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances, frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés ou prévus par les lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article III.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République du Honduras seront exemptés, après leur importation dans l'autre pays, de toutes

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

taxes, contributions, charges ou redevances intérieures, autres ou plus élevées que celles auxquelles sont assujettis les articles similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays étranger.

Article IV.]

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République du Honduras énumérés et désignés dans les listes I et II, respectivement, qui sont importés dans l'autre pays, et qui sont ou pourront être soumis à des droits *ad valorem* ou à des droits établis ou déterminés, de quelque manière que ce soit, d'après la valeur desdits articles, il est entendu et convenu que les bases et méthodes utilisées pour le calcul de la valeur imposable et la conversion des monnaies ne seront pas moins favorables aux importateurs que les bases et méthodes prescrites par les lois et règlements de la République du Honduras et des Etats-Unis d'Amérique, respectivement, qui sont en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article V.

1. Aucune prohibition, aucun contingent d'importation ou contingent douanier, aucune licence d'importation ni aucune autre forme de restriction quantitative imposée ou non en liaison avec un système quelconque de contrôle centralisé, ne sera établi par la République du Honduras à l'égard de l'importation ou de la vente de tout article, récolté, produit ou manufacturé aux Etats-Unis d'Amérique, qui est énuméré et désigné dans la liste I, ni par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de l'importation ou de la vente de tout article, récolté, produit ou manufacturé dans la République du Honduras, qui est énuméré et désigné dans la liste II.

2. La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux prohibitions et restrictions suivantes :

a) Prohibitions et restrictions (1) édictés pour des raisons de moralité ou d'humanité ; (2) destinées à protéger la vie des hommes, des animaux ou des végétaux ; (3) visant les articles fabriqués dans les prisons ; ou (4) ayant trait à l'application de lois de police ou de lois fiscales ;

b) Restrictions quantitatives sous quelque forme que ce soit, édictées par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Honduras à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, en liaison avec des mesures administratives visant à réglementer ou à contrôler la production, la mise en vente ou les prix d'articles nationaux similaires ou tendant à accroître les frais de main-d'œuvre rentrant dans le coût de production desdits articles. Avant d'établir ou de modifier une restriction quelconque en vertu des dispositions du présent alinéa, le gouvernement du pays qui a cette intention en avisera par écrit l'autre gouvernement et donnera à celui-ci l'occasion de se consulter avec lui à ce sujet dans un délai de trente jours à dater de la réception dudit avis. Si aucun accord n'est intervenu dans les trente jours suivant la réception de l'avis susmentionné, le gouvernement qui envisage de prendre les mesures en question aura la faculté de le faire, par la suite, à n'importe quel moment ; d'autre part, dans les quinze jours qui suivront l'établissement ou la modification de ladite restriction, il sera loisible à l'autre gouvernement de mettre fin, en totalité, au présent accord, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

3. Il est entendu que les dispositions du présent article ne portent atteinte ni à l'application des mesures destinées à combattre les contrefaçons, les falsifications et autres pratiques frauduleuses, ni à l'application des mesures tendant à réprimer les pratiques de concurrence déloyale dans le commerce d'importation, qui sont prévues par la législation des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Honduras.

Article VI.

1. Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Honduras établirait ou maintiendrait une forme quelconque de restriction ou de contrôle quantitatifs à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article intéressant l'autre pays, ou dans le cas où l'un ou l'autre gouvernement assujettirait l'importation ou la vente d'une quantité déterminée

d'un tel article à un droit d'importation ou à une taxe inférieurs au droit ou à la taxe qui frappe les importations excédant cette quantité, il est convenu que le gouvernement qui prendra cette mesure :

a) Portera à la connaissance du public la quantité totale (ainsi que toute modification éventuelle de ladite quantité) de cet article dont l'importation ou la vente est autorisée, ou dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant ce droit ou cette taxe réduits, pendant une période déterminée ;

b) Accordera à l'autre pays, durant ladite période, sauf convention contraire, une fraction du contingent d'importation initial ou du contingent d'importation modifié ultérieurement d'une manière quelconque, qui sera proportionnelle à la fraction des importations totales dudit article que l'autre pays aura fournie pendant une période caractéristique antérieure ;

c) Portera à la connaissance du public les contingents accordés aux divers pays exportateurs et informera en tout temps, sur sa demande, le gouvernement de l'autre pays de la quantité de tout article de ce genre, récolté, produit ou manufacturé dans chacun des pays exportateurs, qui aura été importée ou vendue ou pour laquelle des licences ou des permis d'importation ou de vente auront été accordés.

2. Ni les Etats-Unis d'Amérique ni la République du Honduras ne réglementeront par des licences ou des permis d'importation délivrés à des particuliers ou à des organisations la quantité totale des importations dans leur territoire, ou des ventes sur celui-ci, de tout article intéressant l'autre pays, à moins que la quantité totale des importations ou des ventes autorisées dudit article, pendant une période de contingentement qui ne sera pas inférieure à trois mois, n'ait été préalablement établie et que les règlements concernant la délivrance de ces licences ou permis n'aient été rendus publics avant leur entrée en vigueur.

Article VII.

Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République du Honduras établirait ou maintiendrait un monopole pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, ou accorderait à un ou plusieurs organismes des privilèges exclusifs, en droit ou en fait, pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, il est convenu que le gouvernement du pays qui établira ou maintiendra un tel monopole ou qui accordera de tels privilèges assurera au commerce de l'autre pays un traitement juste et équitable en ce qui concerne les achats effectués à l'étranger par un tel monopole ou organisme. A cet effet, il est convenu que, dans les achats de marchandises qu'il effectuera à l'étranger, ce monopole ou cet organisme se laissera guider uniquement par les considérations de prix, de qualité, de facilités d'écoulement et de conditions de vente, que ferait normalement entrer en compte une entreprise commerciale privée, animée du seul souci d'acheter les marchandises en question aux conditions les plus favorables.

Article VIII.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République du Honduras s'accordent réciproquement les avantages douaniers et autres prévus par le présent accord, à la condition que, dans le cas où l'un ou l'autre gouvernement établirait ou maintiendrait, directement ou indirectement, un système de contrôle des changes, le gouvernement qui prendra une telle mesure pratiquera ce contrôle de manière à assurer aux ressortissants et au commerce de l'autre pays une part juste et équitable dans la répartition des devises.

En ce qui concerne les devises mises à la disposition du commerce pour ses opérations, il est convenu que le gouvernement de chaque pays s'inspirera, dans la pratique de tout système de contrôle des changes, du principe suivant : dans toute la mesure possible, la fraction du montant total de devises attribuée à l'autre pays ne devra pas être inférieure à celle qui aura été utilisée, durant une période caractéristique antérieure à l'établissement du système de contrôle des changes, pour le règlement des dettes commerciales envers les ressortissants de cet autre pays.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance toutes représentations que l'autre gouvernement pourra formuler relativement à l'application des dispositions du présent article ; si, dans un délai de trente jours à dater de la réception de ces représentations, un arrangement satisfaisant n'a pas été effectué ou si un accord n'est pas intervenu au sujet de ces représentations, le gouvernement qui les a formulées peut, dans les quinze jours qui suivront l'expiration du délai de trente jours susmentionné, dénoncer le présent article ou la totalité du présent accord, moyennant un préavis de trente jours, donné par écrit.

Article IX.

En ce qui concerne les droits de douane et les redevances de toute espèce frappant l'importation ou l'exportation ou perçues à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, le mode de perception de ces droits ou redevances, les règlements et formalités applicables à l'importation ou à l'exportation, ainsi que les lois ou règlements concernant la vente ou l'emploi, à l'intérieur du pays, de marchandises importées, tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a été ou pourra être accordé par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Honduras à un produit originaire d'un tiers pays ou expédié à destination d'un tiers pays, sera accordé immédiatement et sans condition au produit similaire, originaire ou expédié à destination du territoire de la République du Honduras ou des Etats-Unis d'Amérique respectivement.

Article X.

Les lois, les règlements d'autorités administratives et les décisions d'autorités administratives et judiciaires des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Honduras, respectivement, concernant la classification d'articles pour les besoins des douanes ou les taux des droits, seront publiés avec toute la célérité nécessaire pour que les commerçants puissent en avoir connaissance. Ces lois, règlements et décisions seront appliqués uniformément dans tous les ports de chacun des deux pays, sauf dans les cas expressément déterminés par les lois et ordonnances des Etats-Unis d'Amérique concernant les articles importés à Porto-Rico.

Aucun règlement administratif des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Honduras augmentant les taux des droits ou les redevances applicables, d'après une pratique consacrée et uniforme, aux importations en provenance du territoire de l'autre pays, ou instituant des exigences nouvelles relativement à ces importations, n'aura effet rétroactif ou ne s'appliquera aux articles déclarés en douane ou retirés de la douane en vue de la consommation avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de la publication officielle de l'avis relatif à ce règlement. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux arrêtés administratifs établissant des droits « antidumping », ou se rapportant à des règlements concernant la protection de la vie des hommes, des animaux et des végétaux, ou concernant des mesures de sécurité publique, ni à ceux qui ont pour objet de donner effet à des décisions judiciaires.

Article XI.

Dans le cas où le taux du change entre les devises nationales respectives des Etats-Unis d'Amérique et de la République du Honduras accuserait une fluctuation importante, si le gouvernement de l'un ou de l'autre pays estime que cette fluctuation est assez sensible pour porter préjudice aux industries ou au commerce du pays, il lui sera loisible de proposer d'ouvrir des négociations en vue de modifier le présent accord ou d'y mettre fin en sa totalité moyennant un préavis de trente jours, donné par écrit.

Article XII.

Il ne sera infligé aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République du Honduras que des pénalités nominales en matière d'importation d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, lorsque l'infraction en question sera attribuable à des erreurs dans les documents

constituant manifestement des erreurs d'écritures, ou lorsque la bonne foi du contrevenant pourra être établie.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance et, sur sa demande, fournira à l'autre gouvernement une occasion convenable pour l'examen des représentations que ce gouvernement pourra formuler au sujet de l'application des règlements douaniers, des restrictions quantitatives ou de l'application de celles-ci, de l'observation des formalités douanières ou de l'application des lois et règlements sanitaires concernant la protection de la vie des hommes, des animaux et des végétaux.

Dans le cas où le gouvernement de l'un des deux pays adresserait des représentations au gouvernement de l'autre pays au sujet de l'application d'une loi ou d'un règlement sanitaires concernant la protection de la vie des hommes, des animaux et des végétaux, et s'il y a désaccord à ce sujet, une commission d'experts techniques dans laquelle sera représenté chacun des deux gouvernements, sera instituée à la demande de l'un ou de l'autre gouvernement pour examiner la question et pour soumettre des recommandations aux deux gouvernements.

Avant d'appliquer une nouvelle mesure d'ordre sanitaire, chaque gouvernement se concertera, autant que possible, avec le gouvernement de l'autre pays afin que le préjudice causé au commerce de ce dernier pays soit aussi limité que cela est compatible avec le but visé par la mesure envisagée. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux mesures concernant des envois tombant sous le coup de mesures sanitaires déjà en vigueur, ni aux mesures prises en vertu des lois sur le contrôle des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques.

Article XIII.

Sauf dispositions contraires du deuxième alinéa du présent article, les stipulations du présent accord concernant le traitement qui doit être accordé par les Etats-Unis d'Amérique et par la République du Honduras, respectivement, au commerce de l'autre pays ne s'appliquent pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam, ni à la Zone du Canal de Panama.

Sous réserve des dispositions des troisième et quatrième alinéas du présent article, les stipulations de l'article IX s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Honduras et importés en provenance ou exportés à destination de tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de l'autre pays. Il est entendu, toutefois, que les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas à la Zone du Canal de Panama.

Les avantages qui ont été ou qui pourront être accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Honduras à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle l'un ou l'autre des deux pays pourra devenir partie seront exclus de l'application du présent accord.

Les avantages que les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du Canal de Panama se sont accordés ou pourront s'accorder réciproquement, ou ont accordés ou pourront accorder à la République de Cuba seront exclus de l'application du présent accord. Les dispositions du présent alinéa continueront de s'appliquer à tout avantage qui a été ou qui pourra être accordé aux îles Philippines par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du Canal de Panama, indépendamment de toute modification éventuelle du statut politique des îles Philippines.

Les avantages qui ont été ou qui pourront être accordés par la République du Honduras au commerce de Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Nicaragua ou de Panama, pour autant qu'ils ne sont accordés à aucun autre pays, seront exclus de l'application du présent accord.

Sauf dispositions contraires du présent accord, les stipulations de ce dernier ne s'appliqueront ni aux règlements de police ni aux règlements sanitaires. Aucune disposition du présent accord n'empêchera l'adoption de mesures tendant à prohiber ou à restreindre l'exportation de l'or ou de l'argent, ni l'adoption de toutes mesures que les Etats-Unis d'Amérique ou la République du Honduras pourront respectivement juger opportunes pour assurer le contrôle des exportations ou de la vente, aux fins d'exportation, des armes, munitions ou matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures de guerre.

Article XIV.

Dans le cas où les Etats-Unis d'Amérique ou la République du Honduras adopteraient une mesure qui, lors même qu'elle ne serait pas incompatible avec les dispositions du présent accord, serait jugée par l'autre gouvernement comme étant diamétralement opposée ou préjudiciable à l'une quelconque des fins visées par le présent accord, le gouvernement du pays qui aura adopté une telle mesure examinera les représentations et propositions que le gouvernement de l'autre pays pourra formuler en vue de régler la question à la satisfaction réciproque des Parties.

Article XV.

Aussi longtemps que le présent accord demeurera en vigueur, il se substituera à toutes les dispositions du Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires, intervenu entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Honduras, et signé à Tegucigalpa, le 7 décembre 1927, qui sont incompatibles avec le présent accord. Toutefois, dès l'expiration du présent accord, les dispositions du traité précité dont l'application a été temporairement suspendue, redeviendront automatiquement applicables et garderont leur plein effet, à moins qu'elles ne soient dénoncées dans les conditions prévues par ledit traité.

Article XVI.

Le présent accord entrera en vigueur le trentième jour après sa promulgation par voie de proclamation par le Président des Etats-Unis d'Amérique et par le Président de la République du Honduras, ou, si les proclamations ne sont pas effectuées le même jour, le trentième jour après la date de la proclamation la plus tardive, et il demeurera en vigueur pendant un an, à moins qu'il ne soit dénoncé conformément aux dispositions des articles V, VIII, ou XI. Le gouvernement de chacun des deux pays avisera le gouvernement de l'autre pays de la date à laquelle il aura promulgué le présent accord.

Si le gouvernement de l'un ou l'autre pays, six mois au moins avant l'expiration du délai susmentionné d'un an, n'a pas avisé l'autre gouvernement de son intention de mettre fin à l'accord à l'expiration dudit délai, l'accord demeurera en vigueur, à moins qu'il n'y soit mis fin en vertu des dispositions des articles V, VIII ou XI, jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un ou l'autre gouvernement, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi, à Tegucigalpa, le dix-huit décembre mil neuf cent trente-cinq.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(Sceau) Leo J. KEENA.

Pour le Président de la République du Honduras :

(Sceau) Armando FLORES FIALLOS.

LISTE I

Les articles désignés ci-dessous qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, se trouveront dans les entrepôts de douane en vue de la consommation intérieure et qui seront arrivés dans les soixante jours précédant l'entrée en vigueur dudit accord, bénéficieront, à leur importation, des avantages prévus par cet accord, sans préjudice des règlements établis, en vertu des lois douanières, pour l'utilisation des entrepôts nationaux.

Abréviations : KB = Kilo brut.
MC = Mètre cube.

Les chiffres entre parenthèses renvoient aux positions du Tarif douanier du Honduras.

Désignation des articles		Taux maximum des droits de douane en Lempiras du Honduras
Automobiles pour voyageurs, camions et autobus de tout genre (229)		Exempts
Outils pour artisans (314, 318, 1397, 1398, 1415, 1682, 1716, 1797, 1941, 2201, 2308, 2364 et 2528)	KB	0,10
Chevreau, veau et cuir de vache, etc., tannés, pour empeignes et tiges de souliers, et cuirs vernis (349, 470 et 928)		Exempts
Bonneterie de coton, non brodée (503)	KB	0,72
Bonneterie de coton, à jours ou brodée (504)	KB	1,12
Bonneterie de coton mercerisé, non brodée (505)	KB	0,72
Bonneterie de coton mercerisé, brodée (506)	KB	1,12
Chaussettes et bas de fil (513)	KB	1,62
Chemises de coton avec ou sans col assorti (531)	KB	2,50
Jambons, saucisses et autres catégories de viande en conserve ou dans des récipients de fer-blanc, de faïence ou de verre, à l'exclusion du bœuf salé et des conserves de bœuf (602, 1564 et 2287)	KB	0,27
Céréales de table, autres que l'avoine mondée et la farine d'avoine (687)	KB	0,20
Avoine mondée et farine d'avoine (687)	KB	0,10
Sacs vides ordinaires ou sacs de chanvre, de jute ou de coton pour l'emballage du café, du sucre et autres produits (860, 2280, 2281)		Exempts
Pommes, poires, prunes, raisin, cerises et fraises, frais (1287)	KB	0,05
Fruits en conserve (1288)	KB	0,14
Fruits séchés de toute espèce (1289, 1290, 1292)	KB	0,08
Biscuits, non sucrés et non aromatisés (1314)	KB	0,16
Biscuits sucrés ou aromatisés (1314)	KB	0,32
Tomates (y compris la purée de tomates), maïs, pois et asperges en conserve (1390, 1648, 1737, 2017 et 2057)	KB	0,11
Farine de froment (1402)	KB	0,12
Savons de bain et de toilette de toutes catégories (excepté les savons médicaux) parfumés ou non, emballés ou non, dans quelque emballage que ce soit (1555, 1556 et 1557)	KB	0,50
Jambons, épaules de porc, lard et saucisses, fumés, dans des récipients non dénommés (1563, 2286, 2501)	KB	0,22
Lait condensé (1644)	KB	0,20
Lait évaporé (1644)	KB	0,15
Lait écrémé en poudre (1645)	KB	0,15
Lait entier en poudre (1645)	KB	0,22
Enveloppes de pneumatiques pour toutes catégories d'automobiles pour voyageurs, de camions et d'autobus (1711)		Exempts
Bois d'œuvre, scié, équarri, y compris le bois langueté et mortaisé, non raboté, en poutres, planches, ou sous d'autres formes (1730)	MC	0,85
Beurre (1765)	KB	0,42
Sardines en conserve, préparées ou conservées à la tomate, à la moutarde, ou à d'autres sauces, et saumon en boîte préparé ou conservé d'une manière quelconque (2053 et 2295)	KB	0,14

Désignation des articles		Taux maximum des droits de douane en Lempiras du Honduras
Trellis (<i>denim</i>) de l'espèce employée pour les blouses et combinaisons de travail et les uniformes (2403)	KB	0,32
Médicaments à marque déposée et spécialités pharmaceutiques		
<i>idem</i> (Catégorie I : 3117 à 3127)	KB	0,20
<i>idem</i> (Catégorie II : 3128 à 3190)	KB	0,30
<i>idem</i> (Catégorie III : 3191 à 3199)	KB	0,60
<i>idem</i> (Catégorie IV : 3200 à 3247)	KB	1,00
<i>idem</i> (Catégorie V : 3248 à 3271)	KB	1,00
<i>idem</i> (Catégorie VI : 3272 à 3472)	KB	1,00

Il est convenu que le Gouvernement du Honduras n'exigera pour l'importation, l'inscription au registre du commerce, la cession de licences ou la vente, dans le cas de spécialités pharmaceutiques et de médicaments à marque déposée, ni attestation ni autres formalités dont l'exécution est impossible aux Etats-Unis par suite de l'absence d'un organe fédéral dûment habilité à cet effet.

La présente clause laisse entières les obligations assumées par le Honduras dans les traités multilatéraux et, en particulier, celles qui ont trait à la fabrication et au trafic des stupéfiants, c'est-à-dire la Convention internationale de l'opium et autres drogues et les Protocoles signés à La Haye, le 23 janvier 1912, la Convention internationale de l'opium signée à Genève, le 19 février 1925, et la Convention pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, ainsi que le protocole y afférent, signés à Genève le 13 juillet 1931.

LISTE II

Paragraphe de la Loi douanière des Etats-Unis (1930)	Désignation des articles	Droits maximums ; Droits spécifiques en dollars des Etats-Unis
	<i>Note</i> : Les dispositions de la présente liste seront interprétées et prendront effet, et l'application des dispositions complémentaires des lois douanières des Etats-Unis aux dispositions énoncées dans la présente liste sera déterminée, autant que faire se pourra, comme si chacune des dispositions de la présente liste figurait respectivement dans le paragraphe de la Loi douanière de 1930 indiqué dans la colonne qui se trouve à gauche de la désignation des articles.	
10	Baumes, ne faisant pas l'objet de dispositions spéciales, naturels et non composés, et ne contenant pas d'alcool	5% <i>ad valorem</i>
747	Ananas : En caisses à claire-voie	0,35 par caisse de 2,45 pieds cubes 0,009 la pièce
752	Goyaves préparées ou conservées, et ne faisant pas l'objet de dispositions spéciales	17½% <i>ad valorem</i>
752	Pâtes et pulpes de mangue et pâtes et pulpes de goyave	28% <i>ad valorem</i>
1618	Bananes, vertes ou mûres	Exemptes
1618	Bananes (variété plantanier) vertes ou mûres	Exemptes
1653	Cacao ou fèves et coques de cacao	Exemptes
1654	Café, à l'exception du café importé à Porto-Rico et sur lequel un droit est perçu en vertu de l'article 319	Exempt
1728	Racine de salsepareille	Exempte
1765	Peaux de daim brutes	Exemptes

N° 3877.

AUTRICHE, BELGIQUE,
DANEMARK,
ESPAGNE, ESTONIE, etc.

Protocole pour reconnaître à la Cour permanente de Justice internationale la compétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit international privé. Signé à La Haye, le 27 mars 1931.

AUSTRIA, BELGIUM,
DENMARK,
SPAIN, ESTONIA, etc.

Protocol recognising the Competence of the Permanent Court of International Justice to interpret the Hague Conventions on Private International Law. Signed at The Hague, March 27th, 1931.

N° 3877. — PROTOCOLE¹ POUR RECONNAITRE A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE LA COMPÉTENCE D'INTERPRÉTER LES CONVENTIONS DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. SIGNÉ A LA HAYE, LE 27 MARS 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 12 avril 1936.

Les Etats contractants du présent protocole, représentés par les soussignés dûment autorisés, reconnaissent la compétence de la Cour permanente de Justice internationale, pour connaître de tout différend entre eux concernant l'interprétation des conventions élaborées par la Conférence de La Haye de Droit international privé, qu'ils ont ratifiées ou auxquelles ils ont adhéré.

Le différend sera porté devant la Cour par requête présentée par l'Etat le plus diligent.

Le présent protocole sera ratifié et le premier dépôt de ratifications aura lieu à La Haye, dès que deux des Etats signataires seront en mesure de déposer leurs ratifications. Il restera ouvert à la ratification des autres Etats signataires.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Le présent protocole entrera en vigueur pour les Etats qui l'auront ratifié soixante jours après le dépôt de leurs ratifications. Il aura une durée de cinq ans à partir de la date où il est entré en vigueur entre les Etats qui ont participé au premier dépôt de ratifications. Ce terme commencera à courir de cette date même pour les Etats qui auront déposé leurs ratifications plus tard.

Le protocole sera renouvelé tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux deux alinéas précédents au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants. Elle ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. Le protocole restera exécutoire pour les autres Etats contractants.

Le protocole qui portera la date de ce jour, sera signé en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise

¹ *Dépôt des ratifications à La Haye :*

BELGIQUE	12 février 1936.
PAYS-BAS	12 février 1936.
ESTONIE	27 mai 1936.
PORTUGAL	30 novembre 1936.

Entré en vigueur le 12 avril 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3877. — PROTOCOL ² RECOGNISING THE COMPETENCE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE TO INTERPRET THE HAGUE CONVENTIONS ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW. SIGNED AT THE HAGUE, MARCH 27TH, 1931.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place April 12th, 1936.

The Contracting States of the present Protocol represented by the undersigned, duly authorised thereto, recognise the competence of the Permanent Court of International Justice to deal with all disputes between them concerning the interpretation of the Conventions drawn up by the Hague Conference on Private International Law, which they have ratified or to which they have acceded.

The dispute shall be brought before the Court on the application of either State.

The present Protocol shall be ratified and the first deposit of instruments of ratification shall take place at The Hague as soon as two signatory States are in a position to deposit their instruments of ratification. It shall remain open for ratification by the other signatory States.

A report shall be made on every ratification deposited, and a copy, certified correct, shall be remitted to each Contracting State through diplomatic channels.

The present Protocol shall come into force for States which have ratified it sixty days after their ratifications have been deposited. It shall remain valid for a period of five years as from the date on which it comes into force between the States that first deposited their ratifications. This period shall begin to run from that date even for States that deposit their ratifications later.

The Protocol shall be renewed by tacit consent for successive periods of five years unless it is denounced.

Notice of denunciation must be given, at least six months before the expiry of the period referred to in the last two paragraphs, to the Netherlands Government, which shall inform all the other Contracting States thereof. It shall take effect only so far as the State giving notice is concerned, the Protocol remaining in force for all other Contracting States.

The Protocol, which shall bear this day's date, shall be signed in a single copy which shall be deposited in the archives of the Netherlands Government, and a copy of which, certified correct,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *Deposit of ratifications at The Hague :*

BELGIUM	February 12th, 1936.
THE NETHERLANDS	February 12th, 1936.
ESTONIA	May 27th, 1936.
PORTUGAL	November 30th, 1936.

Came into force April 12th, 1936.

par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la sixième session de la Conférence de La Haye de Droit international privé.

Fait à La Haye, le 27 mars 1931.

Pour les Pays-Bas :

BEELAERTS VAN BLOKLAND.
J. DONNER.
LODER.

Pour l'Autriche :

(sous réserve de ratification)
A. DUFFEK.

Pour l'Espagne :

Le comte DE PRADÈRE.

Pour la Belgique :

Ch. MASKENS.

Pour le Danemark :

Harald SCAVENIUS.

Pour la Yougoslavie :

Bochko CHRISTITCH.

Pour le Portugal :

(sous réserve de ratification)
F. DOS SANTOS TAVARES.

Pour la Suisse :

A. DE PURY.

Pour la Suède :

ADLERCREUTZ.

Pour la Roumanie :

Alex Duilius ZAMFIRESCO.

Pour la Tchécoslovaquie :

Miroslav PLESINGER BOZINOV.

shall be sent through diplomatic channels to each Government represented at the Sixth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Done at The Hague, this 27th day of March, 1931.

For the Netherlands :

BEELAERTS VAN BLOKLAND.
J. DONNER.
LODER.

For Austria :

(subject to ratification)
A. DUFFEK.

For Spain :

Count DE PRADÈRE.

For Belgium :

Ch. MASKENS.

For Denmark :

Harald SCAVENIUS.

For Yugoslavia :

Bochko CHRISTITCH.

For Portugal :

(subject to ratification)
F. DOS SANTOS TAVARES.

For Switzerland :

A. DE PURY.

For Sweden :

ADLERCREUTZ.

For Roumania :

Alex Duilius ZAMFIRESCO.

For Czechoslovakia :

Miroslav PLESINGER BOZINOV.

Pour le Luxembourg :

FR. DE COLNET D'HUART.

Pour la Norvège :

O. SKYBAK.

Pour la Hongrie :

(sous réserve de ratification)

B. TÖRÖK.

Pour la Finlande :

H. HELLSTRÖM.

Pour l'Italie :

Francisco Maria TALIANI.

Pour l'Estonie :

O. KALLAS.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,
W. C. Beucker Andreae.
l. s. g.

For Luxemburg :

FR. DE COLNET D'HUART.

For Norway :

O. SKYBAK.

For Hungary :

(subject to ratification)

B. TÖRÖK.

For Finland :

H. HELLSTRÖM.

For Italy :

Francisco Maria TALIANI.

For Estonia :

O. KALLAS.

N° 3878.

**FRANCE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Accord commercial provisoire, et protocoles complémentaires N^{os} 1, 2 et 3. Signés à Paris, le 11 janvier 1934.

**FRANCE
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Provisional Commercial Agreement, and Complementary Protocols Nos. 1, 2 and 3. Signed at Paris, January 11th, 1934.

N^o 3878. — ACCORD¹ COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A PARIS, LE 11 JANVIER 1934.

Textes officiels français et russe communiqués par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 avril 1936.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de développer les échanges entre les deux pays, ont résolu de conclure un accord commercial provisoire,

Ils ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires,

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'U. R. S. S. :

M. Valérien DOVGALEVSKY, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ;

M. Michel OSTROVSKI, chef de la Représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Joseph PAUL-BONCOUR, ministre des Affaires étrangères ;

M. Laurent EYNAC, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

M. Raymond PATENÔTRE, sous-secrétaire d'Etat à l'Economie nationale ;

Qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus du texte de l'Accord commercial joint qui comprend trois parties traitant, la première, des questions douanières, la seconde, des commandes de marchandises françaises, la troisième du statut de la Représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France et de questions annexes.

Cet accord, qui sera ratifié et dont les ratifications seront échangées à Paris, sera valable jusqu'au 31 décembre 1934, sauf la partie relative au statut de la Représentation commerciale qui ne prendra fin que le 31 décembre 1935. Il sera, dès sa signature, mis provisoirement en vigueur et soumis à l'approbation des Chambres françaises et du Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 12 novembre 1935.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3878. — ТОРГОВОЕ СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ, ПОДПИСАННОЕ В ГОРОДЕ ПАРИЖЕ 11-ого ЯНВАРЯ 1934 ГОДА.

French and Russian official texts communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Agreement took place April 14th, 1936.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК и ПРЕЗИДЕНТ Французской Республики, желая способствовать развитию торговых отношений между обеими странами, решили заключить Временное Торговое Соглашение.

Они назначили с этой целью своими уполномоченными,

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СССР:

- г. Валериана Довгалевского, Чрезвычайного и Полномочного Посла Союза Советских Социалистических Республик;
- г. Михаила Островского, Торгового Представителя СССР во Франции.

ПРЕЗИДЕНТ Французской Республики:

- г. Жозефа Поля-Бонкура, Министра Иностранных Дел;
- г. Лорана Эйнака, Министра Торговли и Промышленности;
- г. Раймонда Патенотра, Государственного Секретаря Народного Хозяйства,

которые, обменявшись своими полномочиями и найдя их в должной форме и надлежащем порядке, условились о тексте прилагаемого Торгового Соглашения, которое содержит три части, трактующие: первая о таможенных вопросах, вторая о заказах на французские товары и третья о статуте Торгового Представительства СССР во Франции и связанных с этим вопросах.

Это Соглашение, которое будет ратификовано и ратификации которого будут обменены в Париже, будет действительным до 31 декабря 1934 года, кроме части, касающейся статута Торгового Представительства, которая прекратит свое действие лишь 31 декабря 1935 года. С момента его подписания оно будет временно введено в действие и представлено на одобрение Французских палат и Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, November 12th, 1935.

I.

QUESTIONS DOUANIÈRES.

Article premier.

Le tarif minimum est accordé aux produits originaires et en provenance de l'U. R. S. S. énumérés ci-dessous :

Nos du tarif douanier	Désignation des produits	Observations
18 bis Ex 20 bis	Gibier mort Boyaux secs ou salés	Dans la limite d'un contingent annuel de 900 T.
Ex 38	Miel naturel pur	
Ex 46 et ex 47	Caviar	
Ex 61	Musc gabardin	
68	Froment	
69	Avoine	
71	Seigle	
72	Maïs	
73	Sarrasin	
Ex 82	Millet en grains.	
Ex 87	Baies de genièvre	
89	Graines à ensemer	
Ex 112	Huiles volatiles ou essences :	
	Essence d'anis	Dans la limite d'un contingent annuel de 10.000 kilos.
	» de coriandre	
	» de calamus	
	» de menthe	
Ex 116	Essences de pin et de sapin	
Ex 126	Racines de réglisse, brutes, coupées	
	en paquets, ou bien en sciure ou	
	en poudre	
	Racines d'acore odorant ou calamus	
Ex 126 bis	Herbes, feuilles et fleurs	
	» de barbotine (<i>semen contra</i>)	
	» de camomille commune	
	» de digitale	
	» d'immortelle	
	» de jusquiame	
	» d'ortie blanche	
	» de tilleul	
	» de trèfle d'eau	
Ex 127	Baies de sureau	
	Graines de seigle ergoté	
	Graines de carvi	
130	Merrains	
135 bis	Bois d'essence résineux, etc.	

I

ТАМОЖЕННЫЕ ВОПРОСЫ

Статья I.

Минимальный тариф предоставляется поименованным ниже продуктам, производимым СССР, а равно как и из него происходящим.

№№ таможенного тарифа	Наименование продуктов	Примечание
18 бис Из 20 бис	Дичь битая Кишки сухие	В пределах годового контингента в 900 тонн
Из 38 Из 46 и из 47 Из 61 68 69 71 72 73 Из 82 Из 87 89 Из 112	Мед натуральный чистый Икра Кабарговая струя Пшеница Овес Рожь Кукуруза Гречиха Просо Можжевелевая ягода Семена для посева Эфирные масла или эссенции : масло анисовое » кориандровое » айрное » мятное	В пределах годового контингента в 10.000 килограмм
Из 116 Из 126	Масло сосновое и еловое Корень солодковый неочищенный, резанный в пакетах, также размельченный или в порошке Корень айрный душистый или каламус	
Из 126 бис	Травы, листья и цветы: » цитварное семя (semen contra) » обыкновенная ромашка » наперстянка » бессмертник » белена » белая крапива » липовый цвет » трефоли	
Из 127	Ягоды бузины Спорынья Тминное семя	
130 135 бис	Клепка Лес хвойных пород и т. п.	

N ^{os} du tarif douanier	Désignation des produits	Observations
Ex 154 Ex 170 bis 194	Ecorce de bourdaine Licopode Cire minérale ou ozokérite brute ou raffinée	Dans la limite d'un contingent annuel de 1.000 T.
199 bis 0180 J Ex 0180 A	Paraffine Brai de goudron de houille Benzols	
Ex 0196 0360 0368 Ex 380	Glycérine distillée Nicotine Santonine Soie grège en flottes ou écheveaux	
398 bis	Sacs de jute importés pleins	
442 A	Tapis de laine pure, à points noués ou enroulés, y compris les imitations	Dans la limite d'un contingent annuel de 3.500 mètres carrés
Ex 460 E	Linge de table avec travail de fils tirés ou non tirés à la main.	Dans la limite d'un contingent annuel de 75 tonnes
Ex 460 quater	Sacs en tissu autre que de jute importés pleins	
Ex 464 et Ex 464 ter	Boîtes importées pleines d'allumettes en France exclusivement	
Ex 469 quater	Rouleaux et bandes pour cinématographes (films impressionnés)	La Délégation de l'U.R.S.S. a déclaré qu'il n'existait en U.R.S.S. aucune restriction à l'importation et à la représentation des films français. En conséquence, la Délégation française déclare que les films soviétiques peuvent être librement importés et représentés en France dans les conditions prévues au décret du 22 juillet 1933. En outre, préalablement à leur importation et dans des conditions qui seront déterminées par l'Administration française, ces films pourront bénéficier de l'admission temporaire afin d'en permettre la présentation aux acheteurs, concessionnaires, etc.
Ex 493	Pelleteries préparées ou en morceaux, cousus : Zibeline, renard bleu, putois, solangoi, kolinski	
603 quater A 603 quater B Ex 604	Feuilles et feuillets de placage, etc. Placages et contreplacages Cylindres, disques ou galettes en cire minérale ou toute autre matière plastique ou non, à l'état enregistré	La Représentation commerciale de l'U. R.S.S. prendra les mesures nécessaires pour assurer, le cas échéant, le respect des droits d'auteurs français.
Ex 641 bis	Tabletterie d'os, de corne, de bambou, de corozo ou d'autres matières	Dans la limite d'un contingent annuel de 25 quintaux.

№№ таможенного тарифа	Наименование продуктов	Примечание
Из 154 Из 170 бис 194	Кора крушины Линоподий Воск минеральный или озокерит сырой или очищенный	В пределах годового контингента в 1.000 тонн
199 бис 0180J Из 0180 A Из 0196 0360 0368	Парафин Каменноугольный пек Бензол Глицерин очищенный Никотин Сантонин	
Из 380 398 бис	Шелк-сырец (шелковая грежа) в мотках или пасмах Джутовые мешки, ввозимые заполненными	
442 A	Ковры из чистой шерсти, вязаные узлом или обмоткой, включая имитацию	В пределах годового контингента в 3.500 кв. метров
Из 460 E	Белье столовое с ручной или без ручной строчки	В пределах годового контингента в 75 тонн
Из 460 кват.	Мешки из другой ткани, кроме джута, ввозимые заполненными	
Из 464 и из 464 тер	Спичечные коробки, импортированные заполненными исключительно во Францию	
Из 469 кват.	Рулоны и фильмы кинематографические (заснятые)	Делегация СССР заявила, что в СССР не существует никаких ограничений для импорта и демонстрации французских фильмов. Поэтому французская делегация заявляет, что советские фильмы могут свободно ввозиться во Францию и демонстрироваться в ней на условиях, предусмотренных декретом 22 июля 1933 года. Кроме того, до их ввоза и на условиях, которые будут определены французской администрацией, эти фильмы могут пользоваться правом временного допуска в целях демонстрации их покупателям, концессионерам и т. п.
Из 493	Пушнина, выделанная или шитая: соболь, голубая лисица, хорек, солонгой, колонок	
603 кват. A. 603 кват. B Из 604	Фанера листовая и ножевая и т. п. Фанера клеевая Цилиндры, диски или пластинки из минерального воска или всякого другого пластического или непластического материала, с нанесенною записью	Торговое Представительство СССР примет необходимые меры к тому, чтобы обеспечить в нужном случае уважение к правам французских авторов
Из 641 бис	Токарные изделия из кости, рога, бамбука, каменного ореха и других материалов	В пределах годового контингента в 25 quintалов

Article II.

Les produits suivants originaires et en provenance de l'U. R. S. S. bénéficieront à leur importation en France des réductions sur le tarif général ci-après indiquées :

Nos du tarif douanier	Désignation des produits	Pourcentage de réduction sur le tarif général (A)
Ex 24	Crins préparés ou frisés	20 % ¹
Ex 25	Poils en bottes	15 % ¹
Ex 47	Conserves de salmonidés	Pourcentage de réduction correspondant à un droit intermédiaire de 84 fr. les 100 kg. sur la base des tarifs actuels, dans la limite d'un contingent annuel de 4.266 tonnes pour 1934, avec faculté pour l'U.R.S.S. de reporter 50 % de ce contingent sur le 1 ^{er} trimestre 1935 ²
85	Fruits secs ou tapés	30 %
Ex 110 A	Huiles végétales :	
	Huiles de coton	20 %
	» » tournesol	20 %
141 bis	Déchets de coton et linters	50 %
185	Ciments	17 %
319	Fécule de pommes de terre, etc.	50 %
Ex 493	Pelleteries préparées ou en morceaux cousus autres que : zibeline, renard bleu, putois, solangoï, kolinski et poulain	10 %
Ex 493	Poulain	50 %
Ex 494	Pelleteries ouvrees ou confectionnées : Vêtements de sport d'un type spécial conformes à un échantillon déposé par la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. dans un bureau de douane désigné d'un commun accord par l'Administration française et la Représentation commerciale de l'U.R.S.S.	20 %

(A) L'application de ces pourcentages de réduction ne peut, en aucun cas, aboutir à la concession de droits inférieurs au tarif minimum.

¹ Dans le cas d'un relèvement de droits, le tarif minimum sera accordé.

² Pour bénéficier de ce contingent, les envois doivent être accompagnés d'attestations spéciales des autorités soviétiques. Les envois hors contingent seront passibles du tarif général. Si, par la suite, un tarif plus favorable venait à être accordé à d'autres pays, il deviendrait *ipso facto* applicable à l'U.R.S.S. Le droit de 84 francs correspond à une réduction de 72 % sur le tarif général.

Статья II.

Следующие продукты, производимые СССР, а равно как и из него происходящие, будут пользоваться при ввозе их во Францию следующими скидками с генерального тарифа:

№№ таможенного тарифа	Наименование продуктов	Процент скидки с генерального тарифа (А)
Из 24	Конский волос, обработанный или крученный	20% ¹⁾
Из 25	Щетина и волос в пучках	15% ¹⁾
Из 47	Консервы лососевых пород	Процент скидки, соответствующий промежуточной ставке в 84 франка за 100 килограмм на основе действующих тарифов, в пределах годового контингента в 4266 тонн на 1934 г., с правом для СССР перенести 50% этого контингента на 1-й квартал 1935 года ²⁾
85	Фрукты сухие или вяленые		30%
Из 110 А	Растительные масла: хлопковое масло подсолнечное масло	20%
141 бис	Очесы хлопковые и линтеры	
185	Цемент	50%
319	Картофельный крахмал и т. п.	17%
Из 493	Пушнина выделанная или шитая кроме: соболя, голубого песца, хорька, солонгоя, колонка и жеребна	50%
Из 493	Жеребон	10%
Из 494	Пушнине обработанная или конфекционированная: Спортивная одежда особого типа, соответствующая образцу, представленному Торговым Представительством СССР в таможенное учреждение, определенное по взаимному соглашению между французской администрацией и Торговым Представительством СССР	50%
		20%

(А) Применение этих процентных скидок не может ни в каком случае иметь результатом предоставление ставок более низких по сравнению с минимальным тарифом.

¹⁾ В случае повышения тарифных ставок, будет предоставлен минимальный тариф.

²⁾ Для пользования этим контингентом каждая партия товара должна сопровождаться особыми удостоверениями советских властей. Партии, направляемые вне контингентов, будут подлежать оплате по общему тарифу. Если в будущем более льготный тариф был бы предоставлен другим, то он тем самым подлежал бы применению к СССР. Ставка в 84 франка соответствует скидке в 72% с генерального тарифа.

Article III.

Les produits originaires et en provenance de l'U. R. S. S. dont l'énumération suit, bénéficieront du tarif minimum à leur importation en France. Ils pourront être importés pendant l'année 1934, dans la limite des contingents suivants :

N ^{os} du tarif douanier	Désignation des produits	Contingents
18	Volailles mortes	12% du contingent total
34 A	Œufs de volailles ou de gibier en coquilles, frais ou conservés par le froid ou tout autre procédé licite	5% du contingent total
34 D	Œufs complets liquides, en morceaux ou en poudre	8% du contingent total
37	Beurre	5% du contingent total ¹
45	Poissons d'eau douce, frais :	
	Salmonidés :	
	Truites mesurant jusqu'à 30 cm. de longueur	15% du contingent total
	Truites mesurant plus de 30 cm. de longueur	8% du contingent total
	Salmonidés autres	19% du contingent total
	Carpes, tanches, brochets, anguilles	7.5% du contingent total
	Poissons de mer frais ou conservés à l'état frais par un procédé frigorifique :	
	Barbues, bars, esturgeons, mulets, etc.	5% du contingent total ; répartition par semestre
	Autres que barbues, bars, esturgeons, mulets ou muges, rougets-barbés, soles, surmulets et turbots	0,24% du contingent total. Répartition par mois suivant les indications données d'avance par la Représentation commerciale de l'U.R.S.S.
Ex 46	Poissons de mer, secs, salés ou fumés :	
	Autres	3% du contingent total
Ex 49	Homards et langoustes conservés ou préparés, y compris les conserves de crabes	11% du contingent total ²
70	Orge	2% du contingent total
Ex 80	Légumes secs :	
	Lentilles	50% » » »
	Haricots	5% » » »
	Pois	10% » » »
	Fèves et féverolles	10% » » »
Ex 85	Noix en coques et sans coques	14% » » »

¹ Toutefois, pour le 4^e trimestre 1934, ce pourcentage sera porté à 14%.

² Il ne sera pas exigé, pour le moment, de licences d'importation. Toutefois, le Gouvernement français se réserve le droit d'en instituer dans l'avenir si c'était nécessaire.

Статья III.

Перечисленные ниже продукты, производимые СССР, а равно как и из него происходящие, будут пользоваться при их ввозе во Францию минимальным тарифом. Они могут ввозиться в течение 1934 года в пределах следующих контингентов:

№№ таможенного тарифа	Наименование продуктов	Контингенты
18 34 А	Домашняя птица битая Яйца домашней птицы или дичи в скорлупе, свежие или сохраненные холодом или всяким иным допущенным способом	12% общего контингента 5% общего контингента
34D	Яйца целые жидкие, в кусках или порошке	8% общего контингента
37 45	Масло Рыба пресноводная, свежая:	5% общего контингента ¹⁾
	Лососевые: Форели до 30 сант. длины	15% общего контингента
	Форели более 30 сант. длины	8% общего контингента
	Прочие лососевые	19% общего контингента
	Карпы, лини, щуки, угри	7,5% общего контингента
	Рыба морская, свежая или сохраненная в своем состоянии путем холодильного процесса: Камбалы, окуни, осетры, кефали и т. п.	5% общего контингента; распределение по полугодиям
	Прочие, кроме камбалы, окуня, осетра, кефали или султанки, барабульки, соли, краснородки и палтуса	0,24% общего контингента. Помесячное распределение на основе указаний, даваемых заранее Торговым Представительством СССР
Из 46	Морские рыбы, сушеные, соленые или копченые:	
	Прочие	3% общего контингента
Из 49	Омары и лангусты, консервированные или приготовленные, включая консервы из крабов	11% общего контингента ²⁾
70 Из 80	Ячмень Сухие овощи:	2% общего контингента
	Чечевица	50% » »
	Фасоль	5% » »
	Горох	10% » »
	Бобы обыкновенные и конский бобик	10% » »
Из 85	Орехи в скорлупе и очищенные	13% » »

¹⁾ Однако, на 4-й триместр 1934 года этот процент будет доведен до 14%.

²⁾ В настоящий момент не требуется ввозных лицензий. Однако, Французское Правительство сохраняет за собой право ввести таковые в будущем, если это будет необходимо.

N ^o du tarif douanier	Désignation des produits	Contingents
128 128 bis 133 166 165 179	Bois ronds bruts Bois équarris ou sciés Perches, etc. } Tourteaux de graines oléagineuses Sons de toutes sortes de grains Kaolin	13,9% du contingent total 30% » » » 10% » » » 11,7% du contingent total, dont 57% au minimum s'appliquant à des kaolins de qualité supérieure. Les licences délivrées par la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. seront visées par la Fédération des Syndicats de produits chimiques, en- grais et produit connexes ainsi qu'il est déjà pratiqué pour certains pays.
190	Houille	0,66% du contingent total. Les licences d'importation pour le charbon seront attribuées au chef de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France ou aux personnes qu'il désignera.
0114 bis	Chromate et bichromate de soude	7,1% du contingent total
325	Colles d'os, de nerfs, de peaux, etc.	13% du contingent total ¹
461 G	Papiers non dénommés à la méca- nique	10,4% du contingent total
476 A	Peaux seulement tannées : Peaux de porc refendues ou éga- lisées, fleur	8% du contingent total
Ex 476 ter	Peaux corroyées : Vachette Peaux de porcs Peaux de veau	5% du contingent total 3,8% » » » 10% du contingent total
600	Bois rabotés, rainés et bouvetés, planches, frises ou lames de parquets, rabotés, rainés et bouvetés	10% du contingent total
Ex 646 A 646 J	Poupées (articles communs) Jeux et jouets non dénommés	2,3% du contingent total 5,8% du contingent total

¹ Les licences délivrées par la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. seront soumises au visa de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques ainsi qu'il est déjà pratiqué pour certains pays.

Article IV.

Pour tous les produits contingentés ou qui seraient contingentés, l'U.R.S.S. bénéficiera du tarif minimum.

Lorsqu'un contingent aura fait ou fera l'objet d'une répartition par pays, l'U.R.S.S. bénéficiera d'une part équitable fixée d'un commun accord et pour cette fixation ne seront pas prises comme base de référence les années pendant lesquelles l'U.R.S.S. n'était pas, au point de vue de l'importation en France, dans des conditions égales à celles des autres pays.

№№ таможенного тарифа	Наименование продуктов	Примечание
128 128 бис 133 166 165 179	Лес круглый, необработанный Лес тесаный или пиленный Жерди и т. п. Жмыхи масличных семян Отруби всякого рода зерна Каолин	13,9% общего контингента 30% » » 10% » » 11,7% общего контингента, из которого не менее 57% относится к каолину высшего качества. Лицензии, выданные Торговым Представительством СССР, будут визированы Федерацией Синдикатов химических продуктов, удобрений и промежуточных продуктов, как это уже практикуется в отношении некоторых стран.
190	Уголь	0,66% общего контингента. Ввозные лицензии на уголь будут предоставлены главе Торгового Представительства СССР во Франции или лицам, которые будут им указаны.
0114 бис	Хромовокислый и двухромовокислый натрий	7,1% общего контингента
325	Костяной, мездровый, кожный и т. п. клей	13% общего контингента ¹⁾
461 G	Бумага непоименованная машинной выделки	10,4% общего контингента
476 A	Кожи только дубленые: свиная кожа спиленая, выглаженная, лицевая	8% общего контингента
Из 476 тер	Кожи выделанные:	
	Опоек	
	Свиные кожи	5% общего контингента
	Телячьи кожи	3,8% общего контингента
600	Лес строганый, фальцованный и шпунтованный, доски, фризы или паркетные дощечки строганные, фальцованные и шпунтованные	10% общего контингента
Из 646 A 646J	Куклы (обычные артикулы)	2,3% общего контингента
	Игры и игрушки непоименованные	5,8% общего контингента

¹⁾ Лицензии, выданные Торговым Представительством СССР, будут представлены на визу в Бюро химических и фармацевтических продуктов, как это уже практикуется в отношении некоторых стран.

Статья IV.

На все продукты, контингентированные или которые будут контингентированы, СССР будет пользоваться минимальным тарифом.

Если какой либо контингент является или явится предметом распределения по странам, то СССР будет пользоваться справедливой долей, устанавливаемой по взаимному соглашению, при чем, при этом установлении не будут приняты, в качестве основы, те годы, в течение которых СССР не находился, с точки зрения ввоза во Францию, в условиях, равных с условиями других стран.

Article V.

Le tarif minimum sera applicable, de plein droit, à l'U.R.S.S. :

1^o Pour les marchandises qui, faisant actuellement l'objet d'un tarif unique, viendraient à être taxées à des droits différents en tarif général et en tarif minimum ;

2^o Pour les marchandises qui, étant actuellement exemptes de droits en tarif général et en tarif minimum viendraient à être taxées à l'un ou l'autre de ces tarifs.

Article VI.

La Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France est admise à bénéficier de toutes les facilités réglementaires en matière d'importation (admission temporaire, mise en entrepôt, etc.) au même titre que les commerçants établis en France.

Article VII.

Pour les marchandises dont l'importation en France est soumise au régime des licences, ou à tout autre système d'autorisation d'importation, l'U.R.S.S. bénéficiera des conditions généralement appliquées aux autres pays ; ces autorisations d'importation pourront être attribuées à la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. dans les conditions générales requises.

Article VIII.

Des offres de tabacs en feuilles et d'allumettes pourront être faites par la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. Le Gouvernement français s'engage à intervenir auprès de la Société d'exploitation industrielle des tabacs pour que celle-ci les prenne en considération au même titre que celles d'autres pays, sous la seule réserve d'égalité de qualité et de prix pour les tabacs de même emploi ou pour les allumettes.

Article IX.

Le Gouvernement français s'engage à ne pas appliquer dans ses colonies, et recommandera aux gouvernements des pays placés sous le protectorat ou sous mandat français, de ne pas appliquer de mesures économiques, dirigées spécialement contre l'U.R.S.S. et dérogeant à une règle générale.

II.

COMMANDES DE MARCHANDISES FRANÇAISES.

Le Gouvernement de l'U.R.S.S. s'engage à passer en France, par l'intermédiaire de sa Représentation commerciale à Paris, dans un délai de 12 mois à dater de la signature du présent accord, 250 millions de francs de commandes de marchandises françaises. Il est entendu que les prix qui lui seront offerts devront être voisins de ceux qui pourraient lui être proposés sur le marché

Статья V.

Минимальные тарифы будут автоматически применяемы к СССР:

1) в отношении товаров, которые, будучи обложенными в настоящее время по единому тарифу, были бы обложены различными ставками по генеральному тарифу и по минимальному тарифу;

2) в отношении товаров, которые, будучи в настоящее время изъятими от обложения по генеральному тарифу и по минимальному тарифу, были бы обложены по одному или другому из этих тарифов.

Статья VI.

Торговое Представительство СССР во Франции допускается к пользованию всеми льготами, предусмотренными правилами о ввозе (временный беспошлинный допуск, помещение на таможенные склады и т. д.) на том же основании, что коммерсанты, имеющие обзаведение во Франции.

Статья VII.

В отношении товаров, ввоз которых во Франции подчинен режиму лицензий, или всякой другой системе разрешений на ввоз, СССР будет пользоваться условиями, вообще применяемыми к другим странам; эти разрешения на ввоз могут быть предоставляемы Торговому Представительству СССР на общих условиях.

Статья VIII.

Торговое Представительство СССР может делать предложения на табак в листах и на спички. Французское Правительство обязуется предпринимать шаги перед Обществом Табачной Промышленной Эксплоатации для принятия их этим последним во внимание, на тех же основаниях, что и предложения других стран, единственно лишь с оговоркой о равенстве качества и цены для табака одинакового сорта или для спичек.

Статья IX.

Французское Правительство обязуется не применять в своих колониях и будет рекомендовать Правительствам стран, находящихся под французским протекторатом или мандатом, не применять экономических мер, направленных специально против СССР и отступающих от какого-либо общего правила.

II.

ЗАКАЗЫ НА ФРАНЦУЗСКИЕ ТОВАРЫ.

Правительство СССР обязуется поместить во Франции, через посредство своего Торгового Представительства в Париже, в 12-ти месячный срок со дня подписания настоящего Соглашения, заказы на французские товары на сумму в 250 миллионов франков. Условлено, что цены, которые ему будут предложены, должны быть прибли-

international pour la même qualité de marchandise, et que les conditions concernant le taux d'intérêt et la circulation des traites ci-après mentionnées dans les banques seront normales.

Le paiement de ces marchandises sera effectué dans un délai n'excédant pas 22 mois.

Pour faciliter la circulation sur le marché français, à des conditions normales d'escompte, des traites tirées, à l'occasion de ces commandes, par les fournisseurs français, la Représentation commerciale s'engage à les accepter et à les faire avaliser par la : « Société des produits du naphte russe » qui vend en France les pétroles soviétiques avec toutes les conséquences de droit que cet aval comporte. Elle les transmettra ensuite au siège à Paris de la Société « Pétrofina française » qui les visera pour domiciliation.

La Représentation commerciale prendra, dans la mesure compatible avec l'ensemble de son programme d'achats, toutes dispositions utiles pour que les échéances des traites précédemment mentionnées soient réparties, à peu près également, par trimestre pendant la période de règlement.

III.

STATUT DE LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE DE L'U.R.S.S. EN FRANCE ET QUESTIONS ANNEXES.

Article premier.

Le commerce extérieur constituant, d'après les lois de l'U.R.S.S., un monopole de l'Etat, le Gouvernement français reconnaît au Gouvernement de l'U.R.S.S. le droit d'avoir à Paris une Représentation commerciale attachée à l'Ambassade de l'U.R.S.S. et destinée à assurer l'exercice en France de ce monopole.

La Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France a pour attributions :

- a) De contribuer au développement du commerce entre les deux pays ;
- b) De représenter les intérêts généraux de l'U.R.S.S. pour tout ce qui concerne le commerce de ce pays avec la France ;
- c) De régler au nom du Gouvernement de l'U.R.S.S. et en ce qui le concerne les opérations commerciales de ce pays en France ;
- d) D'exercer le commerce de l'U.R.S.S. avec la France.

Article 2.

Le chef de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France et ses deux adjoints font partie de l'Ambassade de l'U.R.S.S. et bénéficient à ce titre des privilèges et immunités diplomatiques lesquels s'étendent aux bureaux qu'ils occupent.

Ces privilèges et immunités ne pourront en aucun cas être invoqués par eux pour soustraire la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France à la compétence des tribunaux français, telle qu'elle est prévue ci-après, à l'occasion des transactions commerciales auxquelles la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France aura été partie.

Article 3.

La Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France aura le droit, après accord préalable avec le Gouvernement de la République française, d'installer des agences dans d'autres villes de France.

жающимися к тем, которые могли бы быть ему предложены на международном рынке за товары того же качества и что условия, относящиеся к процентным ставкам и к обращению упомянутых ниже векселей в банках, будут нормальными.

Платежи за эти товары будут произведены в сроки, не превышающие 22 месяца.

Для облегчения обращения на французском рынке, в нормальных условиях учета, векселей, выписанных французскими поставщиками, в связи с этими заказами, Торговое Представительство обязуется акцептировать их и обеспечить их авалом «Общества русских нефтепродуктов», продающего во Франции советские нефтепродукты, со всеми юридическими последствиями, вытекающими из этого авала. Оно будет передавать их по месту нахождения в Париже Правления Общества «Французская петрофина», которое снабдит их отметкой о домицилировании.

Торговое Представительство будет принимать в пределах, совместимых со всей его программой закупок, все нужные меры для того, чтобы сроки платежей по векселям, упомянутым ранее, распределялись, более или менее равномерно по кварталам в течение периода платежей.

III

Статут Торгового Представительства СССР во Франции и связанные с этим вопросы

Статья 1.

Ввиду того, что внешняя торговля составляет, по законам СССР, государственную монополию, Французское Правительство признает за Правительством СССР право иметь в Париже Торговое Представительство, присоединенное к Посольству СССР и имеющее целью осуществлять во Франции эту монополию.

В функции Торгового Представительства СССР во Франции входит:

- a) содействовать развитию торговли между обеими странами;
- b) представлять общие интересы СССР во всем, что касается торговли этой страны с Францией;
- c) регулировать от имени Правительства СССР, и, поскольку это его касается, торговые операции этой страны во Франции;
- d) осуществлять торговлю СССР с Францией.

Статья 2.

Глава Торгового Представительства СССР во Франции и его два заместителя входят в состав Посольства СССР и пользуются на этом основании дипломатическими привилегиями и льготами, которые распространяются на контору, которую они занимают.

Они ни в каком случае не могут ссылаться на эти привилегии и льготы с целью изъять Торговое Представительство СССР во Франции, в связи с торговыми сделками, в которых Торговое Представительство СССР во Франции будет являться стороной, из компетенции французских судов, как она предусмотрена ниже.

Статья 3.

Торговое Представительство СССР во Франции будет иметь право по предварительному соглашению с Правительством Французской Республики, учреждать агентства в других городах Франции.

Article 4.

La Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France agissant, en matière commerciale, au nom de l'U.R.S.S., le Gouvernement de l'U.R.S.S. assume la responsabilité de toutes transactions commerciales qu'elle aura, soit conclues, soit garanties.

Les transactions commerciales conclues, sans la garantie de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France, par tout organe économique d'Etat de l'U.R.S.S. autre que la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France et jouissant, aux termes de la loi soviétique, d'une personnalité morale distincte, n'engagent que ledit organe et l'exécution n'en pourra être poursuivie que sur ses biens. La responsabilité n'en incombe, ni au Gouvernement de l'U.R.S.S., ni à la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France, ni à tout autre organe économique d'Etat de l'U.R.S.S.

Article 5.

La Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France pourra donner sa garantie à un contrat conclu entre un tel organe et un ressortissant français. Cette garantie résultera, soit d'une déclaration expresse à cet effet, soit de l'apposition sur l'exemplaire de ce contrat remis au contractant français de la signature de deux des représentants autorisés de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France.

Les contractants français pourront toujours avant la conclusion définitive du contrat demander cette garantie. La Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France s'engage à soumettre de telles demandes au plus bienveillant examen et à y répondre par écrit dans le plus court délai.

Article 6.

Toutes contestations relatives aux transactions commerciales que la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France aura conclues, ou qu'elle aura garanties, sont, sous réserve d'une clause compromissoire, de la compétence des tribunaux français et seront résolues par eux conformément à la législation française.

Article 7.

L'exécution de toutes décisions judiciaires relatives aux transactions auxquelles la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France aura été partie, pourra être poursuivie sur tous les biens de l'Etat de l'U.R.S.S. notamment sur les biens, droits et intérêts provenant des transactions effectuées par la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France ou avec sa garantie, à l'exception des biens appartenant aux organes mentionnés à l'article 4, 2^e alinéa.

Les biens et locaux exclusivement affectés à l'exercice en France, conformément à la pratique internationale, des droits politiques et diplomatiques du Gouvernement de l'U.R.S.S. ainsi que les locaux occupés par la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France, 25, rue de la Ville-Évêque à Paris et les biens mobiliers qui s'y trouvent, seront soustraits à toute mesure conservatoire ou d'exécution.

Статья 4.

Ввиду того, что Торговое Представительство СССР во Франции действует в торговой области от имени СССР, Правительство СССР принимает на себя ответственность по всем торговым сделкам, заключенным либо гарантированным Торговым Представительством.

Торговые сделки, заключенные без гарантии Торгового Представительства СССР во Франции любым государственным хозяйственным органом СССР, иным чем Торговое Представительство СССР во Франции, пользующимся, согласно советскому закону, правами самостоятельного юридического лица, обязывают лишь упомянутый орган, и исполнение по ним может быть обращено лишь на его имущество. Ответственность по ним не будет падать ни на Правительство СССР, ни на Торговое Представительство СССР во Франции, ни на какой либо другой государственный хозяйственный орган СССР.

Статья 5.

Торговое Представительство СССР во Франции может давать свою гарантию по договорам, заключенным между подобным органом и французским гражданином. Эта гарантия будет вытекать либо из специального заявления в этом смысле, либо из наложения на экземпляр этого договора, передаваемый французскому контрагенту, подписей двух уполномоченных на то представителей Торгового Представительства СССР во Франции.

Французские контрагенты будут всегда иметь возможность перед окончательным заключением договора просить об этой гарантии. Торговое Представительство СССР во Франции обязуется подвергать такие просьбы самому благожелательному рассмотрению и отвечать на них письменно в самый короткий срок.

Статья 6.

Все споры, относящиеся к торговым сделкам, которые будут заключены Торговым Представительством СССР во Франции или будут им гарантированы, подлежат, при отсутствии оговорки о третейском разбирательстве, компетенции французских судов и будут разрешаться ими согласно французскому законодательству.

Статья 7.

Исполнение всяких судебных решений, относящихся к сделкам, в которых Торговое Представительство СССР во Франции будет являться стороной, может обращаться на все государственное имущество СССР, в частности на имущество, права и интересы, происходящие из сделок, заключенных Торговым Представительством СССР во Франции или с его гарантией, за исключением имуществ, принадлежащих органам, упомянутым во втором абзаце статьи 4.

Имущества и помещения, исключительно предназначенные для осуществления во Франции, в соответствии с международной практикой, политических и дипломатических прав Правительства СССР, равно как помещения, занимаемые Торговым и Представительством СССР во Франции, 25, улица Виль л'Евек, и находящееся там движимое имущество, будут изъяты от всех предварительных или исполнительных мер.

Article 8.

La responsabilité de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France, telle qu'elle est prévue dans la présente partie, ne sera jamais engagée que par l'apposition sur le contrat qu'elle aura conclu ou garanti ou sur tels documents afférents audit contrat, de deux signatures émanant du chef de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France ou d'un de ses adjoints et d'un des autres membres de cette Représentation autorisés à l'engager. Les noms de ces derniers seront communiqués au Gouvernement français et publiés par les soins de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France au *Journal officiel de la République française*, huit jours au moins avant leur entrée en fonctions.

Leurs pouvoirs ne prendront fin que huit jours après que notification en aura été faite par les mêmes voies.

Article 9.

Sans préjudice de toutes stipulations ultérieures, les commerçants et industriels français, personnes physiques ou personnes morales constituées conformément à la loi française, seront aussi favorablement traités, dans leurs personnes et dans leurs biens, que les ressortissants de la nation la plus favorisée pour l'exercice, direct ou par tels intermédiaires qu'ils auront choisis, de leur activité économique sur le territoire de l'U.R.S.S., dans les conditions où elle est autorisée par la législation soviétique. Ils jouiront des mêmes avantages, droits et privilèges.

Les organes économiques d'Etat de l'U.R.S.S. et les personnes morales soviétiques pourvues, aux termes de la législation soviétique, de la personnalité civile, ainsi que les ressortissants de l'U.R.S.S. personnes physiques seront aussi favorablement traités, dans leur personne et leurs biens, que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pour l'exercice de leur activité économique sur le territoire de la France dans les conditions où elle est autorisée par la législation française. Ils pourront ester en justice et bénéficieront du libre et facile accès aux tribunaux français.

Toutes contestations relatives aux transactions commerciales qu'ils concluront en France, seront, sous réserve d'une clause compromissoire, de la compétence des tribunaux français et résolues par eux conformément à la législation française.

Article 10.

Les navires marchands battant pavillon français seront admis dans les ports maritimes de l'U.R.S.S. à tous égards aux mêmes conditions que les navires marchands de la nation la plus favorisée.

Les navires marchands battant pavillon de l'U.R.S.S. seront admis dans les ports maritimes français à tous égards aux mêmes conditions que les navires marchands de la nation la plus favorisée.

La présente disposition n'est toutefois applicable ni aux ports des colonies, protectorats et territoires sous mandat français, ni aux conditions d'accès dans les ports français des navires en provenant.

Статья 8.

Ответственность Торгового Представительства СССР во Франции, как она предусмотрена в настоящей части, не будет никогда возникать иначе, как наложением на договор, заключаемый или гарантируемый им, или на какие-либо документы, относящиеся к указанному договору, двух подписей, исходящих от главы Торгового Представительства СССР во Франции или от одного из его заместителей и от одного из других членов этого Представительства, уполномоченных на принятие такой ответственности. Фамилии этих последних будут сообщаться Французскому Правительству и будут публиковаться Торговым Представительством СССР во Франции в «Journal Officiel de la République Française» не менее чем за восемь дней до их вступления в должность.

Их полномочия будут прекращаться лишь спустя восемь дней после того, как об этом будет объявлено теми же путями.

Статья 9.

Без ущерба для последующих постановлений, французские коммерсанты и промышленники, физические лица или лица юридические, образованные согласно французских законов, будут в отношении их личностей и их имуществ пользоваться режимом столь же благоприятным, как и граждане наиболее благоприятствуемой нации, при осуществлении непосредственно или через выбранных ими посредников хозяйственной деятельности из территории СССР, в тех условиях, в каких эта деятельность разрешается советским законодательством. Они будут пользоваться теми же преимуществами, правами и привилегиями.

Государственные хозяйственные органы СССР и советские юридические лица, обладающие согласно советскому законодательству гражданской правоспособностью, равно как и физические лица граждане СССР, будут в отношении их личностей и их имущества пользоваться режимом столь же благоприятным, как и граждане наиболее благоприятствуемой нации, при осуществлении ими хозяйственной деятельности на территории Франции, в тех условиях, в каких эта деятельность разрешается французским законодательством. Они могут искать в судах и будут пользоваться свободным и беспрепятственным доступом во французские суды.

Всекие споры, относящиеся к торговым сделкам, которые они будут заключать во Франции, будут при отсутствии оговорки о третейском разбирательстве, подлежать компетенции французских судов и разрешаться ими в соответствии с французским законодательством.

Статья 10.

Торговые суда под французским флагом будут допускаться в морские порты СССР во всех отношениях на тех же условиях, что и торговые суда наиболее благоприятствуемой нации.

Торговые суда под флагом СССР будут допускаться во французские морские порты во всех отношениях на тех же условиях, что и торговые суда наиболее благоприятствуемой нации.

Настоящее постановление не будет, однако, применяться ни к портам французских колоний, протекторатов и мандатных территорий, ни к условиям доступа во французские порты судов, происходящих оттуда.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris en deux exemplaires de langue française, le 11 janvier 1934.

La traduction en langue russe sera faite dans le plus bref délai et vérifiée par les Parties en suite de quoi les deux textes seront également valables.

(L. S.) (Signé) V. DOVGALEVSKY.

(L. S.) (Signé) J. PAUL-BONCOUR.

(L. S.) (Signé) M. OSTROVSKI.

(L. S.) (Signé) Laurent EYNAC.

(L. S.) (Signé) Raymond PATENÔTRE.

11 janvier 1934.

PROTOCOLE COMPLÉMENTAIRE N° 1.

Concernant le premier alinéa de l'article 2 du « Statut de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en France », les Parties sont d'accord pour rappeler que l'attaché commercial à l'Ambassade de France à Moscou, faisant partie du personnel de l'Ambassade de France à Moscou, bénéficie, à ce titre, pour lui, son domicile et ses bureaux, des privilèges et immunités diplomatiques.

(Signé) V. DOVGALEVSKY.

(Signé) J. PAUL-BONCOUR.

(Signé) M. OSTROVSKI.

(Signé) Laurent EYNAC.

(Signé) Raymond PATENÔTRE.

11 janvier 1934.

PROTOCOLE COMPLÉMENTAIRE N° 2.

A l'occasion de la signature de l'Accord commercial provisoire, en date de ce jour, il est, par le présent protocole, porté à la connaissance du plénipotentiaire du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes qui en prend acte au nom de son gouvernement que, eu égard à l'amélioration des conditions sanitaires en U. R. S. S., le Gouvernement français a décidé de rapporter l'interdiction d'importation des peaux salées originaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes qui avait été édictée en date des 21 février 1921, 16 décembre 1921 et 20 mai 1926.

Il est bien entendu que le Gouvernement français se réserve la faculté de remettre en vigueur cette mesure si l'état sanitaire du troupeau de l'Union des Républiques soviétiques socialistes le rendait à nouveau nécessaire.

(Signé) V. DOVGALEVSKY.

(Signé) J. PAUL-BONCOUR.

(Signé) M. OSTROVSKI.

(Signé) Laurent EYNAC.

(Signé) Raymond PATENÔTRE.

В удостоверение чего Уполномоченные подписали настоящее Соглашение и приложили к нему свои печати.

Учинено в Париже, в двух экземплярах на французском языке 11 января 1934 года.

Перевод на русский язык будет сделан в наиболее короткий срок и будет проверен Сторонами, после чего оба текста будут одинаково действительными.

(М. П.) (подп.) В. Довгалеvский. (М. П.) (подп.) Ж. Поль-Бонкур.
(М. П.) (подп.) М. Островский. (М. П.) (подп.) Лоран Эйнак.
(М. П.) (подп.) Раймонд Патенотр.

11 января 1934 года.

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № 1.

В отношении первого абзаца статьи 2 «Статута Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик во Франции» Стороны по взаимному согласию напоминают, что Коммерческий Атташе Французского Посольства в Москве, входя в состав Французского Посольства в Москве, пользуется на этом основании для себя, своего жилища и своей конторы дипломатическими привилегиями и льготами.

(подп.) В. Довгалеvский. (подп.) Ж. Поль-Бонкур.
(подп.) М. Островский. (подп.) Лоран Эйнак.
(подп.) Раймонд Патенотр.

11 января 1934 года.

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № 2.

По случаю подписания Временного Торгового Соглашения от сего числа, настоящим Протоколом доводится до сведения Уполномоченного Правительства Союза Советских Социалистических Республик, который принимает это к сведению от имени своего Правительства, что, принимая во внимание улучшение санитарных условий в СССР, Французское Правительство решило отменить запрещение ввоза соленых кож, происходящих из Союза Советских Социалистических Республик, изданное 21 февраля 1926 года, 16 декабря 1921 года и 20 мая 1926 года.

Определенно условлено, что Французское Правительство сохраняет за собой возможность снова ввести в действие эту меру, если санитарное состояние стада в Союзе Советских Социалистических Республик сделало бы это снова необходимым.

(подп.) В. Довгалеvский. (подп.) Ж. Поль-Бонкур.
(подп.) М. Островский. (подп.) Лоран Эйнак.
(подп.) Раймонд Патенотр.

11 janvier 1934.

PROTOCOLE COMPLÉMENTAIRE N° 3.

A l'occasion de la signature de l'Accord commercial provisoire en date de ce jour, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes porte, par le présent protocole, à la connaissance des plénipotentiaires du Gouvernement de la République française, qui en prennent acte au nom de leur gouvernement, qu'il est d'accord pour que soit effectué sous pavillon français, aux conditions générales d'affrètement du marché international, le transport de la moitié des tonnages de charbon attribués à l'Union des Républiques soviétiques socialistes, conformément à cet accord commercial.

(Signé) V. DOVGALEVSKY.

(Signé) M. OSTROVSKI.

(Signé) J. PAUL-BONCOUR.

(Signé) Laurent EYNAC.

(Signé) Raymond PATENÔTRE.

Copie certifiée conforme à l'original de
l'Accord commercial entre l'U.R.S.S. et la
France, signé le 11 janvier 1934 à Paris.

*Le Secrétaire général du Commissariat du
Peuple pour les Affaires étrangères :*

Ed. Hoerschelmann.

11 января 1934 года.

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № 3.

По случаю подписания Временного Торгового Соглашения от сего числа, Правительство Союза Советских Социалистических Республик доводит настоящим Протоколом до сведения Уполномоченных Правительства Французской Республики, которые принимают это к сведению от имени своего Правительства, что оно согласно на осуществление перевозки под французским флагом, на общих условиях фрахтования, существующих на международном рынке, половины количества угля, предоставленного Союзу Советских Социалистических Республик, согласно настоящему Торговому Соглашению.

(подп.) В. Довгалевский.

(подп.) М. Островский.

(подп.) Ж. Поль-Бонкур.

(подп.) Лоран Эйнак.

(подп.) Раймонд Патенотр.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3878. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT PARIS, JANUARY 11TH, 1934.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, desirous of developing trade between the two countries, have resolved to conclude a provisional Commercial Agreement, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Valerian DOVGALÉVSKY, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics,
Monsieur Michel OSTROVSKI, Head of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Joseph PAUL-BONCOUR, Minister for Foreign Affairs,
Monsieur Laurent EYNAC, Minister for Commerce and Industry,
Monsieur Raymond PATENÔTRE, Under-Secretary of State for National Economy;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following text of a Commercial Agreement in three parts, whereof the first relates to Customs matters, the second to orders for French goods, and the third to the status of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France and cognate questions.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in Paris. It shall remain in force until December 31st, 1934, with the exception of the part relating to the status of the Commercial Delegation, which shall remain in force until December 31st, 1935.

It shall be put into force provisionally as soon as it has been signed, and shall be submitted to the French Senate and Chamber and to the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics for their approval.

I. CUSTOMS.

Article I.

Minimum tariff rates shall be accorded to the following products of U.S.S.R. origin and provenance :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. of Tariff	Designation of Goods	Remarks
18 <i>bis</i> ex 20 <i>bis</i> ex 38 ex 46 and ex 47 ex 61 68 69 71 72 73 ex 82 ex 87 89 ex 112	Dead game Guts, dried or salted Natural pure honey Caviar Musk Wheat Oats Rye Maize Buckwheat Millet in grains Juniper berries Seeds for sowing Volatile oils or essences : Aniseed Coriander Calamus Mint	Up to an annual quota of 900 tons.
ex 116 ex 126	Pine and fir resins Roots of liquorice, raw, cut in bundles, or in shavings or powder Roots of sweet rushes or calamus	Up to an annual quota of 10,000 kg.
ex 126 <i>bis</i>	Herbs, leaves and flowers : Wormwood (semen contra) Common camomile Digitalis Everlasting flowers Henbane White dead nettle Line Marsh trefoil	
ex 127 130 135 <i>bis</i> ex 154 ex 170 <i>bis</i> 194	Elderberries Spurred rye seeds Caraway seeds Stave wood Resinous wood, etc. Alder-buckthorn bark Lycopodium Mineral wax or ozokerit, crude or refined	Up to an annual quota of 1,000 tons.
199 <i>bis</i> 0180 J ex 0180 A ex 0196 0360 0368 ex 380 398 <i>bis</i> 442 A	Paraffin Coal tar essences Benzols Distilled glycerine Nicotine Santonin Raw silk in skeins, large or small Jute bags imported full Carpets of wool made with knotted or twisted pile or imitations thereof	Up to an annual quota of 3,500 square metres.
ex 460 E ex 460 <i>quater</i>	Table linen with drawn thread work done by hand or machine Bags of other materials than jute imported full	Up to an annual quota of 75 tons.

No. of Tariff	Designation of Goods	Remarks
ex 464 and ex 464 <i>ter</i> ex 469 <i>quater</i>	Boxes imported full of matches into France exclusively Rolls and bands for cinematographs (bearing films)	The delegation of the U.S.S.R. having declared that there is no restriction in the U.S.S.R. upon the importation or exhibition of French films, the French delegation declares that U.S.S.R. films may be freely imported and exhibited in France subject to the conditions provided in the Decree of July 22nd, 1933. Further, subject to conditions to be determined by the French Administration, such films may be admitted temporarily before import for submission to prospective purchasers, con- cessionaries and the like.
ex 493 603 <i>quater</i> A 603 <i>quater</i> B ex 604	Peltries prepared or in sewn pieces : Sable, blue fox, polecat, solan- goi, kolinsky Sheets of veneering, etc. Veneering and counter-veneering Cylinders, discs or galettes of mine- ral wax or any other material, plastic or not, marked with record	The Commercial Delegation of the U.S.S.R. will take, if necessary, the requisite measures to ensure respect of French authors' rights.
ex 64I <i>bis</i>	Fancy goods of bone, horn, bamboo, vegetable ivory or other	Up to an annual quota of 25 quintals.

Article II.

The following products of U.S.S.R. origin and provenance shall have the benefit on importation into France of the following reductions on the general tariff :

No. of Tariff	Designation of Goods	Percentage of Reduction on General Tariff (A)
ex 24	Horsehair (<i>crins</i>) prepared or cur- led	20% ¹
ex 25	Hair (<i>poils</i>) in hanks	15% ¹

(A) Provided always that these percentages of reduction shall not in any case be lower than the minimum tariff rates.

¹ In the event of increase of duty, minimum tariff rates shall be accorded.

No. of Tariff	Designation of Goods	Percentage of Reduction on General Tariff (A)
ex 47	Fish of the salmonoid family, preserved	Percentage of reduction corresponding to an intermediary duty of 84 francs per 100 kg. on the basis of the present tariffs, up to an annual quota of 4,266 tons for 1934, the U.S.S.R. reserving the right to carry on 50% of this quota to the first quarter of 1935. ¹
85	Table fruits, dried or drained	30 %
ex 110 A	Vegetable oils :	
	Cotton	20 %
	Sunflower	20 %
141 bis	Cotton waste and linters	50 %
185	Cement	17 %
319	Flour of potatoes, etc.	50 %
ex 493	Peltries prepared or in sewn pieces, other than sable, blue fox, polecat, solangoi, kolinsky or foal	10 %
ex 493	Foal	50 %
ex 494	Peltries, worked or made up :	
	Sports clothes of a special type similar to a sample deposited by the Commercial Delegation of the U.S.S.R. in a Customs office to be designated by the French Administration and the Commercial Delegation of the U.S.S.R. by common accord.	20 %

(A) Provided always that these percentages of reduction shall not in any case be lower than the minimum tariff rates.

¹ To benefit by the quota, consignments must be accompanied by special certificates of the U.S.S.R. authorities. Consignments outside the quota shall be subject to general tariff rates. Should more favourable rates subsequently be accorded to other countries, they shall be applicable *ipso facto* to the U.S.S.R. The 84-francs duty is equivalent to a 72% reduction of the general tariff rates.

Article III.

The following products of U.S.S.R. origin and provenance shall have the benefit on importation into France of minimum tariff rates. They may be imported in the year 1934 within the limits of the following quotas :

No. of Tariff	Designation of Goods	Quotas
18	Poultry and pigeons, dead	12% of the total quota
34 A	Eggs of poultry or game, fresh or preserved by cold or other legitimate means.	5% of the total quota
34 D	Eggs, liquid, chopped, or powdered	8% of the total quota

No. of Tariff	Designation of Goods	Quotas
37 45	Butter Fresh fish : Fresh-water fish : Salmonoid family : Trout, measuring up to 30 cm. in length Trout, measuring more than 30 cm. in length Other fish of the salmonoid family Carp, tench, pike and eels Salt-water fish, fresh or preserved by a freezing process : Barbel, brill, sturgeon, mullet, etc. Other than barbel, brill, stur- geon, mullet, grey mullet, red mullet, sole, surmullet and turbot	5% of the total quota ¹ 15% of the total quota 8% of the total quota 19% of the total quota 7.5% of the total quota 5% of the total quota distributed over the two half-years 0.24% of the total quota, distributed over the twelve months in accordance with instructions to be issued in advance by the Commercial Delegation of the U.S.S.R.
ex 46	Salt-water fish, dried, salted or smoked : Others	3% of the total quota
ex 49	Preserved or prepared lobster or crayfish, including preserved crab	11% of the total quota ²
70 ex 80	Barley Dried vegetables : Lentils Haricots Peas Beans and horse beans	2% of the total quota 50% of the total quota 5% of the total quota 10% of the total quota 10% of the total quota 14% of the total quota
ex 85 128 128 bis 133 166 165 179	Nuts in the shell or shelled Rough log-wood Wood, sawn or squared Perches, etc. Oilcakes Bran from any kind of cereal Kaolin	13.9% of the total quota 30% of the total quota 10% of the total quota 11.7% of the total quota of which not less than 57% shall be kaolins of superior quality. Licences issued by the Commercial Delegation of the U.S.S.R. shall be certified by the Federation des Syndicats de pro- duits chimiques, engrais et produits connexes, in accordance with the existing practice in the case of certain countries. 0.66% of the total quota. Import licences for coal shall be issued to the Head of the Commercial Delegation of the U.S.S.R. in France or to such persons as he may indicate for the purpose
190	Coal	

¹ Except for the 4th quarter of 1934, when it will be 14%.

² Import licences will not for the present be required ; but the French Government reserves the right to require such licences in the future in case of need.

No. of Tariff	Designation of Goods	Quotas
0114 bis	Chromates and bichromates of sodium	7.1% of the total quota
325	Glue made from bones, sinews, skins, etc.	13% of the total quota ¹
461 G	Machine-made paper not specified	10.4% of the total quota
476 A	Skins, simply tanned : Hogskins, split or evened, hair side	8% of the total quota
ex 476 ter	Curried skins : Kip Hog Calf	5% of the total quota
600	Wood, planed, grooved and tongued, planks, strips and facings for floors, planed, grooved and tongued	3.8% of the total quota 10% of the total quota
ex 646 A	Dolls (common articles)	2.3% of the total quota
646 J	Toys and games not specified	5.8% of the total quota.

Article IV.

The Union of Soviet Socialist Republics shall have the benefit of minimum tariff rates on all products which are, or may hereafter be, subject to quota restrictions.

In the case of quotas which are, or may hereafter be, distributed between countries, the Union of Soviet Socialist Republics shall be accorded a fair share to be determined by common accord (for which purpose the years in which the Union of Soviet Socialist Republics was not in the same position as other countries in respect of importation into France shall not be taken as a basis of calculation).

Article V.

The Union of Soviet Socialist Republics shall be entitled to the benefit of minimum tariff rates in respect of the following :

(1) Goods which, being at present dutiable at a single rate, are subsequently made dutiable at different rates, whether of the general tariff or the minimum tariff ;

(2) Goods which, being at present duty-free under both the general tariff and the minimum tariff, are subsequently made dutiable under one or other of the said tariffs.

Article VI.

The Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France shall have the benefit of all facilities in the matter of import regulations (for example, in respect of provisional admission, bonding, and the like) on the same footing as traders established in France.

¹ Licences issued by the Commercial Delegation of the U.S.S.R. shall be submitted for certification to the Office des produits chimiques et pharmaceutiques, in accordance with the existing practice in the case of certain countries.

Article VII.

In the case of goods, the importation of which into France is subject to licence or to any other system of import permits, the Union of Soviet Socialist Republics shall have the benefit of the conditions generally applicable to other countries ; and the issue of all such import permits to the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall be subject to the conditions generally enforced.

Article VIII.

Tenders in respect of leaf tobacco and for matches may be submitted by the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics. The French Government undertakes to approach the Société d'exploitation industrielle des Tabacs with a view to the consideration of such tenders by the latter on the same footing as tenders from any other country, provided always that the quality and price are the same as the quality and price of other tobacco and matches of the same type.

Article IX.

The French Government undertakes to refrain in the French colonies from economic action directed specifically against the Union of Soviet Socialist Republics or involving exceptional treatment of the Union of Soviet Socialist Republics, and further to recommend Governments of countries under French protectorate or mandate to refrain from any such economic action.

II. ORDERS FOR FRENCH GOODS.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics undertakes to place orders in France for French goods to the value of 250 million francs through its Commercial Delegation in Paris within a period of twelve months from the signing of the present Agreement. It is understood that the prices quoted shall be approximately such as would be obtainable by the Commercial Delegation in the international market for the same quality of goods, and that conditions in respect of interest rates and negotiability by the banks of the bills hereinafter mentioned shall be normal.

Payment for the aforesaid goods shall be made within a period not exceeding 22 months.

In order to facilitate negotiability on the French market at normal discount rates of the bills drawn by French exporters in connection with the orders aforesaid, the Commercial Delegation undertakes to accept such bills, and to cause them to be endorsed by the Société des produits du naphte russe (that is to say, by the Company responsible for the sale of Russian oil in France) with all the legal consequences implied in such endorsement. The Commercial Delegation will forward the bills so endorsed to the Paris branch of the Société Petrofina française for domiciliation.

The Commercial Delegation shall take all possible steps consistent with its buying programme to ensure that the dates of payment of the bills aforesaid shall be distributed approximately equally over quarters of the total period of payment.

III. STATUS OF THE COMMERCIAL DELEGATION OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS IN FRANCE AND COGNATE QUESTIONS.

Article I.

For as much as under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics foreign trade is a Monopoly of State, the French Government recognises the right of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to maintain in Paris a Commercial Delegation, to be attached to the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics, for the purpose of trading in France on behalf of the said Monopoly.

The purpose of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France shall be :

- (a) To promote the development of trade between the two countries ;
- (b) To represent the general interests of the Union of Soviet Socialist Republics in all matters concerning trade between the Union of Soviet Socialist Republics and France ;
- (c) To make regulations concerning trading transactions of the Union of Soviet Socialist Republics in France on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in so far as the latter is concerned therein ;
- (d) To carry on trade between the Union of Soviet Socialist Republics and France

Article 2.

The Head of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France and his two deputies shall be members of the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics, and as such shall have the benefit of the diplomatic privileges and immunities extended to the offices which they occupy.

They shall not be entitled under any circumstances to claim the said privileges and immunities as a means of enabling the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France to elude the jurisdiction of the French courts as hereinafter provided in the case of trading transactions to which the said Commercial Delegation in France is party.

Article 3.

The Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France shall have the right to set up agencies in other towns of France by previous agreement with the Government of the French Republic.

Article 4.

Inasmuch as the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France is the agent of the Union of Soviet Socialist Republics in all matters concerning trade, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics assumes responsibility for all trading transactions concluded or guaranteed by the said Commercial Delegation.

Commercial transactions concluded without the guarantee of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France by any economic organ of State of the Union of Soviet Socialist Republics other than the said Commercial Delegation in France, being a separate legal person under Soviet law, shall be binding only on the said organ of State and enforceable only as against its property. No responsibility for such transactions shall lie either with the Government of the Union of Soviet Socialist Republics or with the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France, or with any other economic organ of State of the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 5.

The Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France shall be empowered to guarantee contracts concluded between such organs of State and French nationals, either by means of an explicit declaration to that effect, or by means of the signature by two authorised representatives of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France of the copy of the contract handed to the French party thereto.

French parties to contracts shall in all cases be entitled to apply for such a guarantee before finally concluding a contract. The Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France undertakes in such case to give the most favourable consideration to such applications and to answer them in writing as soon as possible.

Article 6.

Any disputes which may arise in connection with trading transactions concluded or guaranteed by the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France shall come, subject always to an arbitration clause, within the jurisdiction of the French courts, and shall be decided by the latter in accordance with French law.

Article 7.

Judicial decisions in regard to transactions to which the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France is party shall be enforceable against all State property of the Union of Soviet Socialist Republics and in particular against property, dues or interest derived from transactions concluded or guaranteed by the said Commercial Delegation, not being property of one of the organs of State to which Article 4, paragraph 2, relates.

Property and premises serving exclusively for the exercise in France of the diplomatic and political rights of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, in accordance with international usage, as also the offices occupied by the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France, 25 Rue de la Ville-l'Evêque, Paris, and the movable property contained therein, shall not be subject to conservatory or executive measures of any kind.

Article 8.

The responsibility of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France, as defined in the present Section of the Agreement, shall not be engaged in respect of contracts concluded or guaranteed by the said Commercial Delegation or documents bearing upon such contracts, unless such contracts or documents carry the two signatures of the Head of the said Commercial Delegation in France or one of his deputies, and of one of the other members of the Delegation empowered to sign for the Delegation. The names of the members of the Delegation empowered to sign for the Delegation shall be notified to the French Government, and published by the Delegation in the *Journal officiel de la République française* at least eight days before the said members of the Delegation take up their duties.

Their powers shall continue to run until eight days after their termination has been notified through the same channel.

Article 9.

Save in so far as may be otherwise provided subsequently, French merchants and manufacturers, being natural or legal persons under French law, shall be not less favourably treated, in respect of their persons or property, than nationals of the most-favoured nation in the exercise of their several economic activities, whether directly or through intermediaries of their own choice, within the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, under the conditions authorised by Soviet law. They shall enjoy equal advantages, rights and privileges.

Economic organs of State of the Union of Soviet Socialist Republics, and Soviet legal persons possessed of civil personality under Soviet law, as also natural persons, being nationals of the Union of Soviet Socialist Republics, shall be not less favourably treated, in respect of their persons or property, than nationals of the most-favoured nation in the exercise of economic activities within French territory under the conditions authorised by French law. They shall have the right to sue and be sued, and shall have free and easy access to the French courts.

Any disputes arising in connection with trading transactions concluded by them in France shall come, subject always to an arbitration clause, within the jurisdiction of French courts, and shall be decided by the latter in accordance with French law.

Article 10.

Merchant vessels flying the French flag shall be admitted to sea ports of the Union of Soviet Socialist Republics under the same conditions in all respects as merchant vessels of the most-favoured nation.

Merchant vessels flying the flag of the Union of Soviet Socialist Republics shall be admitted to French sea ports under the same conditions in all respects as merchant vessels of the most-favoured nation.

The provision aforesaid shall not be applicable to ports in French colonies, protectorates or mandated territories, or to the conditions of entry into French ports of ships coming from such French colonies, protectorates or mandated territories.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate, in French, the 11th day of January, 1934.

The translation of the present Agreement into Russian shall be made as soon as possible and checked by the Parties, and thereafter the two texts shall be equally valid.

(L. S.) (Signed) V. DOVGALEVSKY.

(L. S.) (Signed) J. PAUL-BONCOUR.

(L. S.) (Signed) M. OSTROVSKI.

(L. S.) (Signed) Laurent EYNAC.

(L. S.) (Signed) Raymond PATENÔTRE.

January 11th, 1934.

COMPLEMENTARY PROTOCOL, No. 1.

Regarding the first paragraph of Article 2 of the "Status of the Commercial Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in France", the Parties are agreed that the Commercial Attaché to the French Embassy at Moscow is a member of the said Embassy and as such has the benefit of diplomatic privileges and immunities in respect of his person, home and offices.

(Signed) V. DOVGALEVSKY.

(Signed) J. PAUL-BONCOUR.

(Signed) M. OSTROVSKI.

(Signed) Laurent EYNAC.

(Signed) Raymond PATENÔTRE.

January 11th, 1934.

COMPLEMENTARY PROTOCOL, No. 2.

In signing the Provisional Commercial Agreement of to-day's date, the Plenipotentiary of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, on behalf of his Government, takes note of the French Government's decision, notified by the present Protocol, to withdraw the prohibitions against the import of salted hides of Union of Soviet Socialist Republics provenance enforced under the decisions dated February 21st, 1921, December 16th, 1921, and May 20th, 1926, in virtue of the amelioration of hygienic conditions in the Union of Soviet Socialist Republics.

It is understood that the French Government reserves the right to re-impose the prohibitions aforesaid, should the hygienic condition of the livestock of the Union of Soviet Socialist Republics render such action necessary.

(Signed) V. DOVGALEVSKY.

(Signed) J. PAUL-BONCOUR.

(Signed) M. OSTROVSKI.

(Signed) Laurent EYNAC.

(Signed) Raymond PATENÔTRE.

January 11th, 1934.

COMPLEMENTARY PROTOCOL No. 3.

In signing the Provisional Commercial Agreement of to-day's date, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics by the present Protocol notifies the Plenipotentiaries of the Government of the French Republic, who in turn take note of the same on behalf of their Government, that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics agrees to half the tonnage of coal allocated to the Union of Soviet Socialist Republics under the present Agreement being shipped under the French flag at the general rates prevailing for freights on the international market.

(Signed) V. DOVGALEVSKY.

(Signed) J. PAUL-BONCOUR.

(Signed) M. OSTROVSKI.

(Signed) Laurent EYNAC.

(Signed) Raymond PATENÔTRE.

N° 3879.

**AUTRICHE
ET ÉTAT DE LA CITÉ
DU VATICAN**

Echange de notes relatif à l'abolition
réciproque du visa des passeports.
Rome, le 23 mars 1935, et le
Vatican, le 23 mars 1935.

**AUSTRIA
AND VATICAN CITY STATE**

Exchange of Notes regarding the
Reciprocal Abolition of Passport
Visas. Rome, March 23rd, 1935,
and the Vatican, March 23rd, 1935.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3879. — SCAMBIO DI NOTE¹ FRA IL GOVERNO FEDERALE D'AUSTRIA E LO STATO DELLA CITTÀ DEL VATICANO, RELATIVO ALL'ABOLIZIONE RECIPROCA DEL VISTO DEI PASSAPORTI. ROMA, 23 MARZO 1935 E VATICANO, 23 MARZO 1935.

Texte officiel italien communiqué par le ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 avril 1936.

Italian official text communicated by the Federal Minister for Foreign Affairs of Austria. The registration of this Exchange of Notes took place April 16th, 1936.

LEGAZIONE D'AUSTRIA
PRESSO LA SANTA SEDE.

I.

ROMA, li 23 marzo 1935.

EMINENZA REVERENDISSIMA,

D'ordine del mio Governo, ho l'onore di significare a Vostra Eminenza Reverendissima che, sotto condizione di reciprocità per i Cittadini Austriaci, i Cittadini Vaticani, muniti di regolare Passaporto, potranno, senza bisogno di « Visto », accedere nel Territorio Federale d'Austria.

Prego Vostra Eminenza Reverendissima di voler aggradire l'espressione della mia più alta e più rispettosa considerazione.

Di Vostra Eminenza Reverendissima devotissimo servitore

D^e KOHLRUSS, *m. p.*

A Sua Eminenza Reverendissima
il Signor Cardinale Eugenio Pacelli,
Segretario di Stato di Sua Santità ecc., ecc.
Palazzo Vaticano.

II.

SEGRETERIA DI STATO
DI SUA SANTITÀ.

N° 142853.

DAL VATICANO, 23 Marzo 1935.

ECCELLENZA,

In accoglienza alla proposta fatta dall'Eccellenza Vostra, per incarico del Suo Governo, ho l'onore di significarLe che i Cittadini dello Stato Federale Austriaco, muniti di regolare Passaporto, potranno accedere senza bisogno di « Visto » alla Città del Vaticano, come reciprocamente i Cittadini Vaticani, in possesso di passaporto regolare, possono accedere al territorio del medesimo Stato Federale.

Profitto volentieri dell'opportunità per confermarmi, con sensi di alta stima e distinta considerazione, di Vostra Eccellenza dev. mo

E. Card. PACELLI, *m. p.*

A Sua Eccellenza
il Signor Rodolfo Kohlruss,
Ministro d'Austria presso la Santa Sede.

¹ Entré en vigueur le 23 mars 1935.

¹ Came into force March 23rd, 1935.

¹ TRADUCTION.

N^o 3879. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE ET L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS. ROME, LE 23 MARS 1935, ET LE VATICAN, LE 23 MARS 1935.

I.

LÉGATION D'AUTRICHE
PRÈS LE SAINT-SIÈGE.

ROME, *le 23 mars* 1935.

ÉMINENCE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Éminence que, sous condition de réciprocité pour les ressortissants autrichiens, les ressortissants du Vatican, munis d'un passeport régulier, pourront, sans qu'il soit besoin d'un visa, pénétrer sur le territoire fédéral autrichien.

Je prie Votre Éminence, etc.

Dr KOHLRUSS, *m. p.*

Son Éminence
le Cardinal Eugenio Pacelli,
Secrétaire d'État de Sa Sainteté, etc.,
Palais du Vatican.

¹ TRANSLATION.

No. 3879. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FEDERAL GOVERNMENT OF AUSTRIA AND THE VATICAN CITY STATE REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. ROME, MARCH 23RD, 1935, AND THE VATICAN, MARCH 23RD, 1935.

I.

AUSTRIAN LEGATION
TO THE HOLY SEE.

ROME, *March 23rd*, 1935.

YOUR EMINENCE,

On the instructions of my Government, I have the honour to inform Your Eminence that, provided reciprocal treatment is granted to Austrian nationals, subjects of the Vatican City in possession of valid passports may enter into Austrian federal territory without visas.

I have the honour to be, etc.

Dr. KOHLRUSS, *m. p.*

His Eminence
Cardinal Eugenio Pacelli,
Secretary of State
to His Holiness, etc.,
Vatican Palace.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

SECRETARIAT D'ÉTAT
DE SA SAINTETÉ.

N° 142.853.

LE VATICAN, le 23 mars 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à la proposition que vous avez présentée d'ordre de votre gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les ressortissants de l'Etat fédéral autrichien, munis d'un passeport régulier, pourront pénétrer, sans qu'il soit besoin d'un visa, dans la Cité du Vatican, de même que, réciproquement, les ressortissants du Vatican, détenteurs d'un passeport régulier, pourront pénétrer sur le territoire de l'Etat fédéral.

Je saisis cette occasion, etc.

Cardinal E. PACELLI, *m. p.*

Son Excellence

M. Rudolf Kohlruss,
Ministre d'Autriche
près le Saint-Siège.

II.

STATE SECRETARIAT
OF HIS HOLINESS.

No. 142.853.

THE VATICAN, March 23rd, 1935.

SIR,

In accordance with the proposal made by you on the instructions of your Government, I have the honour to inform you that subjects of the Federal State of Austria in possession of valid passports will be allowed entry into the Vatican City without visas, in the same way as, by reciprocal arrangement, subjects of the Vatican City in possession of valid passports may enter into the territory of the Federal State.

I take this opportunity, etc.,

Cardinal E. PACELLI, *m. p.*

His Excellency

Monsieur Rudolf Kohlruss,
Austrian Minister to the Holy See.

N° 388o.

AUTRICHE ET MONACO

Echange de notes relatif à l'abolition
réciproque du visa des passeports.
Paris, le 7 février 1936.

AUSTRIA AND MONACO

Exchange of Notes regarding the
Reciprocal Abolition of Passport
Visas. Paris, February 7th, 1936.

N° 3880. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE ET LE GOUVERNEMENT DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS. PARIS, LE 7 FÉVRIER 1936.

*Texte officiel français communiqué par le ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 avril 1936.*

I.

LÉGATION DE MONACO
EN FRANCE.

PARIS, le 7 février 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que — sous condition de la réciprocité pour les ressortissants monégasques — les sujets autrichiens munis d'un passeport valable prouvant leur nationalité pourront, de tout temps, entrer dans la Principauté de Monaco et la quitter sans qu'un visa d'une autorité monégasque soit requis.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Henri DE MALEVILLE, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur L. Egger-Möllwald,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Autriche,
Paris.

II.

LÉGATION D'AUTRICHE
N° 973.

PARIS, le 7 février 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la proposition y relative de Votre Excellence et d'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de porter à sa connaissance, que — sous condition de la réciprocité pour

¹ Entré en vigueur le 7 février 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3880. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE FEDERAL GOVERNMENT OF AUSTRIA AND THE GOVERNMENT OF THE PRINCIPALITY OF MONACO REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. PARIS, FEBRUARY 7TH, 1936.

French official text communicated by the Federal Minister for Foreign Affairs of Austria. The registration of this Exchange of Notes took place April 16th, 1936.

I.

LEGATION OF MONACO
IN FRANCE.

PARIS, *February 7th, 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Acting on instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that — subject to reciprocity in respect of nationals of Monaco — Austrian nationals holding valid passports proving their nationality may, at any time, enter and leave the Principality of Monaco without a visa of a Monegasque authority being required.

I have the honour to be, etc.

Henri DE MALEVILLE, *m. p.*

His Excellency
Monsieur L. Egger-Möllwald,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Austria,
Paris.

II.

LEGATION OF AUSTRIA.

No. 973.

PARIS, *February 7th, 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Your Excellency's proposal on the matter, and acting on instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that — subject to reciprocity in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force February 7th, 1936.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les ressortissants autrichiens — les sujets monégasques munis d'un passeport valable prouvant leur nationalité pourront, de tout temps, entrer en Autriche et la quitter sans qu'un visa d'une autorité autrichienne soit requis.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

L. EGGER, *m. p.*

Son Excellence
le comte H. de Maleville,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la Principauté de Monaco,
Paris.

respect of Austrian nationals — nationals of Monaco holding valid passports proving their nationality may, at any time, enter and leave Austria without a visa of an Austrian authority being required.

I have the honour to be, etc.

L. EGGER, *m. p.*

His Excellency
Count H. de Maleville,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Principality of Monaco,
Paris.

N° 3881.

**FRANCE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

**Traité d'assistance mutuelle, et proto-
cole de signature. Signés à Paris,
le 2 mai 1935.**

**FRANCE
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

**Treaty of Mutual Assistance, and
Protocol of Signature. Signed at
Paris, May 2nd, 1935.**

N^o 3881. — TRAITÉ ¹ D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE LA FRANCE
ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.
SIGNÉ A PARIS, LE 2 MAI 1935.

*Textes officiels français et russe communiqués par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères
de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le
18 avril 1936.*

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Animés du désir d'affermir la paix en Europe et d'en garantir les bienfaits à leurs pays respectifs en assurant plus complètement l'exacte application des dispositions du Pacte de la Société des Nations visant à maintenir la sécurité nationale, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats ;

Décidés à consacrer leurs efforts à la préparation et à la conclusion d'un accord européen ayant cet objet et, en attendant, à contribuer, autant qu'il dépend d'eux, à l'application efficace des dispositions du Pacte de la Société des Nations ;

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Vladimir POTEMKINE, membre du Comité central exécutif, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes près le Président de la République française ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Pierre LAVAL, sénateur, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Au cas où la France ou l'U.R.S.S. serait l'objet d'une menace ou d'un danger d'agression de la part d'un Etat européen, l'U.R.S.S. et réciproquement la France s'engagent à procéder mutuellement à une consultation immédiate en vue des mesures à prendre pour l'observation des dispositions de l'article 10 du Pacte de la Société des Nations.

Article 2.

Au cas où, dans les conditions prévues à l'article 15, paragraphe 7, du Pacte de la Société des Nations, la France ou l'U.R.S.S. serait, malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un Etat européen, l'U.R.S.S. et réciproquement la France se prêteront immédiatement aide et assistance.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 27 mars 1936.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3881. — ДОГОВОР ¹ ВЗАИМНОЙ ПОМОЩИ МЕЖДУ ФРАНЦИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ ПАРИЖЕ 2-го МАЯ 1935 ГОДА.

French and Russian official texts communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Treaty took place April 18th, 1936.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ПРЕЗИДЕНТ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ

воодушевленные желанием укрепить мир в Европе и гарантировать его блага для своих стран, обеспечив более полным образом точное применение постановлений Статута Лиги Наций, направленных к поддержанию национальной безопасности, территориальной целостности и политической независимости государств,

решив посвятить свои усилия подготовке и заключению европейского соглашения, преследующего эту цель и, впредь до этого, способствовать, насколько от них зависит, эффективному применению постановлений Статута Лиги Наций,

решили заключить Договор с этой целью и назначили своими Уполномоченными:

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик:

г. Владимира Потемкина, Члена Центрального Исполнительного Комитета, Чрезвычайного и Полномочного посла Союза Советских Социалистических Республик при Президенте Французской Республики,

Президент Французской Республики:

г. Пьера Лаваль, Сенатора, Министра Иностраннных Дел,

которые, после обмена своими полномочиями, признанными находящимися в должной форме и надлежащем порядке, условились о следующих постановлениях:

Статья 1.

В случае, если СССР или Франция явились бы предметом угрозы или опасности нападения со стороны какого-либо европейского государства, Франция и соответственно СССР обязуются приступить обоюдно к немедленной консультации в целях принятия мер для соблюдения постановлений статьи 10 Статута Лиги Наций.

Статья 2.

В случае, если в условиях, предусмотренных в статье 15, параграф 7, Статута Лиги Наций, СССР или Франция явились бы, несмотря на искренне мирные намерения обеих стран, предметом невызванного нападения со стороны какого-либо европейского государства, Франция и взаимно СССР окажут друг другу немедленно помощь и поддержку.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, March 27th, 1936.

Article 3.

Prenant en considération que, d'après l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, tout Membre de la Société qui recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15 du Pacte est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société, la France et réciproquement l'U.R.S.S. s'engagent, au cas où l'une d'elles serait, dans ces conditions et malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un Etat européen, à se prêter immédiatement aide et assistance en agissant par application de l'article 16 du Pacte.

La même obligation est assumée pour le cas où la France ou l'U.R.S.S. serait l'objet d'une agression de la part d'un Etat européen dans les conditions prévues à l'article 17, paragraphes 1 et 3, du Pacte de la Société des Nations.

Article 4.

Les engagements ci-dessus stipulés étant conformes aux obligations des Hautes Parties contractantes en tant que Membres de la Société des Nations, rien dans le présent traité ne sera interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde ou comme restreignant les obligations découlant pour les Hautes Parties contractantes du Pacte de la Société des Nations.

Article 5.

Le présent traité, dont les textes français et russe feront également foi, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Moscou aussitôt que faire se pourra. Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

Il prendra effet dès l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. S'il n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes avec un préavis d'un an au moins avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur sans limitation de durée, chacune des Hautes Parties contractantes pouvant alors y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double expédition le 2 mai 1935.

(L. S.) (Signé) V. POTEKINE.

(L. S.) (Signé) Pierre LAVAL.

Copie certifiée conforme de l'original. La présente copie contient intégralement le texte du Traité d'assistance mutuelle conclu entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la France, signé à Paris en langues russe et française, le 2 mai 1935.

*Le Secrétaire général
du Commissaire du Peuple pour les Affaires
étrangères,*

Ed. Hœrschelmann.

Статья 3.

Принимая во внимание, что согласно статье 16 Статута Лиги Наций, каждый Член Лиги, прибегающий к войне вопреки обязательствам, принятым в статьях 12, 13 или 15 Статута, тем самым рассматривается, как совершивший акт войны против всех других Членов Лиги, СССР и взаимно Франция обязуются, в случае, если один из них явится, в этих условиях, и несмотря на искренне мирные намерения обеих стран, предметом невызванного нападения со стороны какого-либо европейского государства, оказать друг другу немедленно помощь и поддержку, действуя применительно к статье 16 Статута.

То-же обязательство принято на случай, если СССР или Франция явится предметом нападения со стороны европейского государства в условиях, предусмотренных в параграфах 1 и 3 статьи 17 Статута Лиги Наций.

Статья 4.

Так как обязательства, установленные выше, соответствуют обязанностям Высоких Договаривающихся Сторон, как Членов Лиги Наций, то ничто в настоящем Договоре не будет толковаться, как ограничение задачи этой последней принимать меры, способные эффективно ограждать всеобщий мир, или как ограничение обязанностей, вытекающих для Высоких Договаривающихся Сторон из Статута Лиги Наций.

Статья 5.

Настоящий Договор, коего русский и французский тексты будут иметь одинаковую силу, будет ратификован и ратификационные грамоты будут обменены в Москве, как только это будет возможно. Он будет зарегистрирован в Секретариате Лиги Наций.

Он вступит в действие с момента обмена ратификациями и будет оставаться в силе в течение пяти лет. Если он не будет денонсирован одною из Высоких Договаривающихся Сторон с предупреждением по крайней мере за один год до истечения этого периода, то он останется в силе без ограничения срока, при чем каждая из Высоких Договаривающихся Сторон будет иметь возможность прекратить его действие путем заявления об этом с предупреждением за один год.

В удостоверение чего Уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Совершено в Париже, в двух экземплярах, 2 мая 1935 года.

(М. П.) (Подп.) В. Потемкин.

(М. П.) (Подп.) Пьер Лаваль.

Copie certifiée conforme de l'original. La présente copie contient intégralement le texte du Traité d'assistance mutuelle conclu entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la France, signé à Paris en langues russe et française, le 2 mai 1935.

*Le Secrétaire général
du Commissaire du Peuple pour les Affaires
étrangères,*

Ed. Heerschelmann.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du Traité d'assistance mutuelle franco-soviétique en date de ce jour, les plénipotentiaires ont signé le protocole suivant qui sera compris dans l'échange des ratifications du traité.

I.

Il est entendu que l'effet de l'article 3 est d'obliger chaque Partie contractante à prêter immédiatement assistance à l'autre en se conformant immédiatement aux recommandations du Conseil de la Société des Nations, aussitôt qu'elles auront été énoncées en vertu de l'article 16 du Pacte. Il est également entendu que les deux Parties contractantes agiront de concert pour obtenir que le Conseil énonce ses recommandations avec toute la rapidité qu'exigeront les circonstances et que, si néanmoins le Conseil, pour une raison quelconque, n'énonce aucune recommandation ou s'il n'arrive pas à un vote unanime, l'obligation d'assistance n'en recevra pas moins application. Il est également entendu que les engagements d'assistance prévus dans le présent traité ne visent que le cas d'une agression effectuée contre le territoire propre de l'une ou de l'autre Partie contractante.

II.

L'intention commune des deux gouvernements étant de ne contredire en rien, par le présent traité, les engagements précédemment assumés envers des Etats tiers par la France et par l'U.R.S.S. en vertu de traités publiés, il est entendu que les dispositions dudit traité ne pourront pas recevoir une application qui, étant incompatible avec des obligations conventionnelles assumées par une Partie contractante, exposerait celle-ci à des sanctions de caractère international.

III.

Les deux gouvernements, estimant désirable la conclusion d'un accord régional qui tendrait à organiser la sécurité entre Etats contractants et qui pourrait comporter ou que pourraient accompagner d'autre part des engagements d'assistance mutuelle, se reconnaissent la faculté de participer, de leur consentement mutuel, le cas échéant, à de semblables accords dans telle forme, directe ou indirecte, qui paraîtrait appropriée, les engagements de ces divers accords devant se substituer à ceux résultant du présent traité.

IV.

Les deux gouvernements constatent que les négociations qui viennent d'avoir pour résultat la signature du présent traité ont été engagées, à l'origine, en vue de compléter un accord de sécurité englobant les pays du nord-est de l'Europe, à savoir l'U.R.S.S., l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne et les Etats baltes voisins de l'U.R.S.S. ; à côté de cet accord devait être conclu un traité d'assistance entre l'U.R.S.S., la France et l'Allemagne, chacun de ces trois Etats devant s'engager à prêter assistance à celui d'entre eux qui serait l'objet d'une agression de la part de l'un de ces trois Etats. Bien que les circonstances n'aient pas jusqu'ici permis la conclusion de ces accords, que les deux Parties continuent à considérer comme désirable, il n'en reste pas moins que les engagements énoncés dans le Traité d'assistance franco-soviétique doivent être entendus comme

ПРОТОКОЛ ПОДПИСАНИЯ

В момент подписания советско-французского Договора взаимной помощи от сего числа, Уполномоченные подписали нижеследующий Протокол, каковой будет включен в обмениваемые ратификационные грамоты Договора.

I.

Условлено, что следствием статьи 3 является обязательство каждой Договаривающейся Стороны оказать немедленно помощь другой, сообразуясь безотлагательно с рекомендациями Совета Лиги Наций, как только они будут вынесены в силу статьи 16 Статута. Условлено также, что обе Договаривающиеся Стороны будут действовать согласно, дабы достичь того, чтобы Совет вынес свои рекомендации со всей скоростью, которой потребуют обстоятельства, и что, если, несмотря на это, Совет не вынесет, по той или иной причине, никакой рекомендации, или если он не достигнет единогласия, то обязательство помощи тем не менее будет выполнено. Условлено также, что обязательства помощи, предусмотренные в настоящем Договоре, относятся лишь к случаю нападения, совершенного на собственную территорию той или другой Договаривающейся Стороны.

II.

Так как общее намерение обоих Правительств состоит в том, чтобы ни в чем не нарушать настоящим Договором обязательств, принятых ранее СССР и Францией, по отношению к третьим Государствам, в силу опубликованных договоров, то условлено, что постановления упомянутого Договора не могут иметь такого применения, которое, будучи несовместимым с договорными обязательствами, принятыми одною из Договаривающихся Сторон, подвергло бы эту последнюю санкциям международного характера.

III.

Оба Правительства, считая желательным заключение регионального соглашения, целью которого являлась бы организация безопасности договаривающихся Государств и которое вместе с тем могло бы включать обязательства взаимной помощи или сопровождаться таковыми, признают друг за другом возможность в соответствующем случае участвовать, с обоюдного согласия, в той форме, прямой или косвенной, которая представлялась бы подходящей в подобных соглашениях, причем обязательства этих соглашений должны заменить собою те, которые вытекают из настоящего Договора.

IV.

Оба Правительства констатируют, что переговоры, результатом которых явилось подписание настоящего Договора, были начаты первоначально в целях дополнения Соглашения о безопасности, охватывающего страны северо-востока Европы, а именно СССР, Германию, Чехословакию, Польшу и соседние с СССР Балтийские государства; на ряду с этим Соглашением должен был быть заключен Договор о помощи между СССР, Францией и Германией, в котором каждое из этих трех Государств должно было обязаться к оказанию поддержки тому из них, которое явилось бы предметом нападения со стороны одного из этих трех Государств. Хотя обстоятельства до сих пор не позволили заключить эти Соглашения, которые обе Стороны продолжают

ne devant jouer que dans les limites envisagées dans l'accord tripartite antérieurement projeté. Indépendamment des obligations découlant du présent traité, il est rappelé en même temps que, conformément au Pacte¹ franco-soviétique de non-agression signé le 29 novembre 1932 et sans porter par ailleurs atteinte à l'universalité des engagements de ce Pacte, au cas où l'une des deux Parties deviendrait l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances européennes non visées dans l'accord tripartite ci-dessus mentionné, l'autre Partie contractante devra s'abstenir, pendant la durée du conflit, de toute aide ou assistance directe ou indirecte à l'agresseur ou aux agresseurs, chaque Partie déclarant d'ailleurs n'être liée par aucun accord d'assistance qui se trouverait en contradiction avec cet engagement.

Fait à Paris le 2 mai 1935.

(Signé) V. POTEKINE.

(Signé) Pierre LAVAL.

Copie certifiée conforme de l'original. La présente copie contient intégralement le texte du Protocole de signature du Traité d'assistance mutuelle conclu entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la France, signé à Paris en langues russe et française, le 2 mai 1935.

*Le Secrétaire général
du Commissariat du Peuple pour les Affaires
étrangères,*

Ed. Hoerschelmann.

¹ Vol. CLVII, page 421, de ce recueil.

считать желательными, но тем не менее обязательства, изложенные в советско-французском Договоре о помощи должны пониматься, как имеющие действовать лишь в тех пределах, которые имелись в виду в первоначально намечавшемся трехстороннем Соглашении. Независимо от обязательств вытекающих из настоящего Договора, напоминаетя вместе с тем, что, согласно советско-французскому Пакту о ненападении от 29-го ноября 1932¹ года и притом без ущерба для универсальности обязательств этого Пакта, в случае, если бы одна из Сторон подверглась нападению со стороны одной или нескольких третьих европейских Держав, не предусмотренных в вышеназванном тройственном Соглашении, другая Договаривающаяся Сторона должна будет воздерживаться в течение конфликта от прямой или косвенной помощи или поддержки нападающему или нападающим, причем каждая из Сторон заявляет, что она не связана никаким соглашением о помощи, которое находилось бы в противоречии с этим обязательством.

Совершено в Париже, в двух экземплярах, 2 мая 1935 года.

(Подп.) В. Потемкин.

(Подп.) Пьер Лаваль.

Copie certifiée conforme de l'original. La présente copie contient intégralement le texte du Protocole de signature du Traité d'assistance mutuelle conclu entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la France, signé à Paris en langues russe et française, le 2 mai 1935.

*Le Secrétaire général
du Commissariat du Peuple pour les Affaires
étrangères,*

Ed. Hoerschelmann.

¹ Vol. CLVII, page 421, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3881. — TREATY OF MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN FRANCE AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT PARIS, MAY 2ND, 1935.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

Being desirous of strengthening peace in Europe and of guaranteeing its benefits to their respective countries by securing a fuller and stricter application of those provisions of the Covenant of the League of Nations which are designed to maintain the national security, territorial integrity and political independence of States ;

Determined to devote their efforts to the preparation and conclusion of a European agreement for that purpose, and in the meantime to promote, as far as lies in their power, the effective application of the provisions of the Covenant of the League of Nations ;

Have resolved to conclude a Treaty to this end and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Vladimir POTECHKINE, Member of the Central Executive Committee, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics accredited to the President of the French Republic ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Pierre LAVAL, Senator, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

In the event of France or the Union of Soviet Socialist Republics being threatened with or in danger of aggression on the part of any European State, the Union of Soviet Socialist Republics and reciprocally France undertake mutually to proceed to an immediate consultation as regards the measures to be taken for the observance of the provisions of Article 10 of the Covenant of the League of Nations.

Article 2.

Should, in the circumstances specified in Article 15, paragraph 7, of the Covenant of the League of Nations, France or the Union of Soviet Socialist Republics be the object, notwithstanding the sincerely peaceful intentions of both countries, of an unprovoked aggression on the part of a European State, the Union of Soviet Socialist Republics and reciprocally France shall immediately come to each other's aid and assistance.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

In consideration of the fact that under Article 16 of the Covenant of the League of Nations any Member of the League which resorts to war in disregard of its covenants under Articles 12, 13 or 15 of the Covenant is *ipso facto* deemed to have committed an act of war against all other Members of the League, France and reciprocally the Union of Soviet Socialist Republics undertake, in the event of one of them being the object, in these conditions and notwithstanding the sincerely peaceful intentions of both countries, of an unprovoked aggression on the part of a European State, immediately to come to each other's aid and assistance in application of Article 16 of the Covenant.

The same obligation is assumed in the event of France or the Union of Soviet Socialist Republics being the object of an aggression on the part of a European State in the circumstances specified in Article 17, paragraphs 1 and 3, of the Covenant of the League of Nations.

Article 4.

The undertakings stipulated above being consonant with the obligations of the High Contracting Parties as Members of the League of Nations, nothing in the present Treaty shall be interpreted as restricting the duty of the latter to take any action that may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world or as restricting the obligations resulting for the High Contracting Parties from the Covenant of the League of Nations.

Article 5.

The present Treaty, both the French and the Russian texts whereof shall be equally authentic, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Moscow as soon as possible. It shall be registered with the Secretariat of the League of Nations.

It shall take effect as soon as the ratifications have been exchanged and shall remain in force for five years. If it is not denounced by either of the High Contracting Parties giving notice thereof at least one year before the expiry of that period, it shall remain in force indefinitely, each of the High Contracting Parties being at liberty to terminate it at a year's notice by a declaration to that effect.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, this 2nd day of May, 1935.

(L. S.) (Signed) V. POTEMKINE.

(L. S.) (Signed) Pierre LAVAL.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

Upon proceeding to the signature of the Franco-Soviet Treaty of Mutual Assistance of to-day's date, the Plenipotentiaries have signed the following Protocol, which shall be included in the exchange of ratifications of the Treaty.

I.

It is agreed that the effect of Article 3 is to oblige each Contracting Party immediately to come to the assistance of the other by immediately complying with the recommendations of the Council of the League of Nations as soon as they have been issued in virtue of Article 16 of the Covenant. It is further agreed that the two Contracting Parties will act in concert to ensure that the Council

shall issue the said recommendations with all the speed required by the circumstances and that, should the Council nevertheless, for whatever reason, issue no recommendation or fail to reach a unanimous decision, effect shall none the less be given to the obligation to render assistance. It is also agreed that the undertakings to render assistance mentioned in the present Treaty refer only to the case of an aggression committed against either Contracting Party's own territory.

II.

It being the common intention of the two Governments in no way to contradict, by the present Treaty, undertakings previously assumed towards third States by France and by the Union of Soviet Socialist Republics in virtue of published treaties, it is agreed that effect shall not be given to the provisions of the said Treaty in a manner which, being incompatible with treaty obligations assumed by one of the Contracting Parties, would expose that Party to sanctions of an international character.

III.

The two Governments, deeming it desirable that a regional agreement should be concluded aiming at organising security between Contracting States, and which might moreover embody or be accompanied by pledges of mutual assistance, recognise their right to become parties by mutual consent, should occasion arise, to similar agreements in any form, direct or indirect, that may seem appropriate, the obligations under these various agreements to take the place of those assumed under the present Treaty.

IV.

The two Governments place on record the fact that the negotiations which have resulted in the signature of the present Treaty were originally undertaken with a view to supplementing a Security Agreement embracing the countries of North-Eastern Europe, namely, the Union of Soviet Socialist Republics, Germany, Czechoslovakia, Poland and the Baltic States which are neighbours of the Union of Soviet Socialist Republics ; in addition to that Agreement, there was to have been concluded a Treaty of Assistance between the Union of Soviet Socialist Republics, France and Germany, by which each of those three States was to have undertaken to come to the assistance of any one of them which might be the object of aggression on the part of any other of those three States. Although circumstances have not hitherto permitted of the conclusion of those Agreements, which both Parties continue to regard as desirable, it is none the less the case that the undertakings stipulated in the Franco-Soviet Treaty of Assistance are to be understood as intended to apply only within the limits contemplated in the three-party Agreement previously planned. Independently of the obligations assumed under the present Treaty, it is further recalled that, in accordance with the Franco-Soviet Pact of Non-Aggression signed on November 29th, 1932, and moreover, without affecting the universal character of the undertakings assumed in that Pact, in the event of either Party becoming the object of aggression by one or more third European Powers not referred to in the above-mentioned three-party Agreement, the other Contracting Party is bound to abstain, during the period of the conflict, from giving any aid or assistance, either direct or indirect, to the aggressor or aggressors, each Party declaring further that it is not bound by any Assistance Agreement which would be contrary to this undertaking.

Done at Paris, this 2nd day of May, 1935.

(Signed) V. POTESKINE.

(Signed) Pierre LAVAL.

N° 3882.

NORVÈGE ET VENEZUELA

Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation. Signé à La Haye, le 13 mai 1935.

NORWAY AND VENEZUELA

Treaty of Arbitration, Judicial Settlement and Conciliation. Signed at The Hague, May 13th, 1935.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 3882. — TRAKTAT¹ OM VOLDGIFT, RETTSLIG AVGJØRELSE OG FORLIK MELLEML NORGE OG VENEZUELAS FORENTE STATER. UNDERTEGNET I HAAG DEN 13 MAI 1935.

Textes officiels norvégien, espagnol et français communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 22 avril 1936.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og PRESIDENTEN FOR VENEZUELAS FORENTE STATER, som er besjelet av ønsket om å befestede vennskapsbånd som forbinder Norge og Venezuelas Forente Stater og å fremme en fredelig avgjørelse av de tvister som måtte opstå mellom de to land, har besluttet i dette øiemed å avslutte en traktat og har som sine befullmektigede opnevnt :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Herr Johan Georg Jacob RÆDER, Norges Chargé d'Affaires i Haag ;

PRESIDENTEN FOR VENEZUELAS FORENTE STATER :

Herr José Ignacio CÁRDENAS, overordentlig Sendemann og befullmektiget Minister for Venezuelas Forente Stater hos Hans Majestet Norges Konge ;

hvilke, efter å ha meddelt hverandre sine fullmakter, som blev funnet i god og behørig form, er kommet overens om følgende bestemmelser :

Artikkel 1.

De høie kontraherende parter forplikter sig gjensidig til å løse på en vennskapelig måte de konflikter og tvister som måtte opstå mellom Norge og Venezuelas Forente Stater og som ikke innen rimelig tid har kunnet løses ved almindelige diplomatiske forhandlinger.

Artikkel 2.

Alle tvister av rettslig natur som ikke har kunnet løses i mindelighet ved almindelige diplomatiske forhandlinger, herunder tvister angående fortolkningen av denne traktat, skal innbringes enten for en voldgiftsrett eller for den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie, overensstemmende med følgende bestemmelser.

Bestemmelsen i foregående ledd finner ikke anvendelse på tvister som utspringer av kjensgjerninger som ligger forut for denne traktat og som tilhører fortiden, og heller ikke på tvister om spørsmål som efter folkeretten utelukkende hører under statenes egen kompetanse.

¹ Entré en vigueur le 23 mars 1936.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3882. — TRATADO¹ DE ARBITRAJE, ARREGLO JUDICIAL Y CONCILIACIÓN ENTRE EL REINO DE NORUEGA Y LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA. FIRMADO EN LA HAYA, EL 13 DE MAYO DE 1935.

Norwegian, Spanish and French official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Treaty took place April 22nd, 1936.

SU MAJESTAD EL REY DE NORUEGA y EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA, animados del deseo de estrechar los vínculos de amistad que une al Reino de Noruega y los Estados Unidos de Venezuela y promover el arreglo pacífico de las divergencias que puedan llegar a dividir a los dos Estados,
han resuelto celebrar un Tratado a este efecto y nombrado sus respectivos Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE NORUEGA :

al Señor Johan Georg Jacob RÆDER, Encargado de Negocios de Noruega en La Haya ;

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA :

al Señor Doctor José Ignacio CÁRDENAS, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos de Venezuela cerca de Su Majestad el Rey de Noruega ;

quienes después de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes y encontrarlos en buena y debida forma, han convenido en las siguientes estipulaciones :

Artículo 1.

Las Altas Partes contratantes se obligan recíprocamente a arreglar de modo amistoso los conflictos y divergencias que llegaren a suscitarse entre Noruega y los Estados Unidos de Venezuela y que no hubieren podido ser resueltos, en un plazo razonable, por los procedimientos diplomáticos ordinarios.

Artículo 2.

Todos los litigios de naturaleza jurídica que no hayan podido arreglarse amistosamente por los procedimientos diplomáticos ordinarios, incluso los relativos a la interpretación del presente Tratado, se someterán ya sea a un Tribunal arbitral, ya sea a la Corte Permanente de Justicia Internacional, de conformidad con las disposiciones que siguen.

Lo dispuesto en el párrafo que antecede no se aplicará a las controversias nacidas de hechos anteriores al presente Tratado y que pertenecen a lo pasado, como tampoco a las que versen sobre asuntos que el Derecho Internacional deja a la exclusiva competencia de los Estados.

¹ Came into force March 23rd, 1936.

De tvister som skal løses efter en særskilt fremgangsmåte i henhold til andre traktater som gjelder mellem de høie kontraherende parter, skal avgjøres overensstemmende med forskriftene i disse traktater.

Artikkel 3.

Før en tvist behandles av den faste domstol for mellemfolkelig rettspleie eller av voldgiftsretten, kan den efter avtale mellem partene undergis forliksbehandling ved en fast eller særskilt forliksnevnd, nedsatt overensstemmende med forskriftene i denne traktat.

Artikkel 4.

Hvis partene i tilfelle av en tvist av den art som er omhandlet i artikkel 2, ikke har henvist tvisten til forliksnevnden, eller hvis denne ikke har kunnet forlike partene, skal tvisten ved særlig avtale innbringes til avgjørelse enten for en voldgiftsrett, som treffer avgjørelsen på de vilkår og efter de rettergangsregler som er fastsatt i Haag-overenskomsten¹ av 18 oktober 1907 om fredelig løsning av mellemfolkelige tvister, eller for den faste domstol for mellemfolkelige rettspleie, som treffer avgjørelsen på de vilkår og efter de rettergangsregler som er fastsatt i dens vedtekter.²

Hvis partene ikke blir enige om valget av jurisdiksjon eller om den særlige avtales innhold, eller, hvis de har valgt voldgiftsbehandling, om valg av voldgiftsmenn, har hver av partene adgang til, efter en frist av en måned regnet fra den dag varsel herom er kommet frem til den annen part, ved begjæring å innbringe tvisten direkte for den faste domstol for mellemfolkelig rettspleie.

Artikkel 5.

Hvis tvisten er opstått som følge av et krav fra en borger av den ene av de to kontraherende stater mot den annen stat og dens gjenstand efter denne parts indre lovgivning hører under dens egne domstolars domsmyndighet, skal bestemmelsene i denne traktat kun få anvendelse i tilfelle av :

a) rettsfornektelse, herunder utilbørlig forsinkelse fra domstolenes side ;

b) en rettslig avgjørelse mot hvilken rettsmidler ikke kan anvendes og som er uforenelig med statens forpliktelser ifølge en traktat eller med andre mellemfolkelige forpliktelser som påhviler den, eller som er åpenbart urettferdig.

Spørsmålet om hvorvidt et av de ovenfor nevnte tilfelle foreligger, kan søkes avgjort ved voldgift eller rettslig avgjørelse, ovenstemmende med bestemmelsene i artikkel 4.

Tvisten skal ikke undergis behandling overensstemmende med denne traktat før alle rettsmidler har vært prøvet som ifølge lovgivningen i den stat mot hvilken kravet er reist, står åpne for utlendinger.

Artikkel 6.

Hvis voldgiftsretten eller den faste internasjonale domstol erklærer at en avgjørelse eller en forholdsregel som er truffet av en judisiell eller nogen annen myndighet i en av de tvistende stater, er helt eller delvis i strid med folkeretten og der efter vedkommende stats konstitusjonelle

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; et vol. CLXIV, page 352, de ce recueil.

Las controversias para cuya solución se haya previsto un procedimiento especial por otros Tratados vigentes entre las Altas Partes contratantes, se resolverán de conformidad con las disposiciones de dichos Tratados.

Artículo 3.

Previamente a todo procedimiento ante la Corte Permanente de Justicia Internacional, o ante el Tribunal arbitral, el litigio podrá someterse, de común acuerdo entre las Partes y a los fines de conciliación, a una Comisión de Conciliación, permanente o especial, constituida de conformidad con el presente Tratado.

Artículo 4.

En el caso de que uno de los litigios previstos en el artículo 2, no recurrieren las dos Partes a la Comisión de Conciliación, o si ésta no hubiere logrado conciliarlas, se someterá el litigio de común acuerdo y por vía de compromiso, ya sea a un Tribunal arbitral — que decidirá en las condiciones y según el procedimiento prescritos por la Convención¹ de La Haya de 18 de octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales —, ya sea a la Corte Permanente de Justicia Internacional — que decidirá en las condiciones y según el procedimiento previstos por su Estatuto².

Si las Altas Partes no llegaren a entenderse sobre la elección de la jurisdicción, o sobre los términos del compromiso, o en el caso de haberse escogido el arbitraje, sobre la elección de los árbitros; tendrán la facultad recíproca, después de un mes contado desde la fecha en que la otra Parte reciba la notificación, de llevar directamente, por vía de solicitud, el litigio ante la Corte Permanente de Justicia Internacional.

Artículo 5.

Cuando se trate de una controversia nacida de una reclamación de un nacional de uno de los dos Estados contratantes contra el otro Estado, cuyo objeto según la legislación interior de esta Parte, corresponda a la competencia de sus Tribunales nacionales, no se aplicarán las disposiciones del presente Tratado sino en el caso de:

- a) denegación de justicia, comprendido en este concepto el retardo abusivo de los Tribunales; y
- b) decisión judicial no apelable y que sea incompatible con las obligaciones provenientes de un Tratado, o con otras obligaciones internacionales del Estado, o que sea manifestamente injusta.

Si se presentare uno de los casos mencionados, su resolución podrá solicitarse por medio del arbitraje, o por la vía judicial, conforme a las disposiciones del artículo 4.

La divergencia no se someterá al procedimiento previsto por el presente Tratado sino cuando hayan sido agotados los recursos legales que ofrece a los extranjeros la legislación del Estado contra el cual se reclame.

Artículo 6.

Si el Tribunal arbitral, o la Corte Permanente de Justicia Internacional, declarare que una sentencia dictada, o una medida ordenada por una autoridad judicial, o cualquiera otra de una de las Partes en litigio, se halla entera o parcialmente en oposición con el Derecho Internacional,

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

² Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; and Vol. CLXIV, page 352, of this Series.

rett ikke er adgang eller bare ufullkommen adgang til å avhjelpe følgene av en sådan avgjørelse eller forholdsregel, er de høie kontraherende parter enige om at voldgiftsretten eller domstolen skal tilkjenne den skadelidende part en rettferdig erstatning.

Artikkel 7.

Alle spørsmål som de høie kontraherende parter måtte være uenige om og som ikke har kunnet løses i mindelighet ved almindelige diplomatiske forhandlinger, skal, når de ikke kan søkes løst ved rettsavgjørelse som forutsatt i artikkel 2 i denne traktat og der heller ikke er fastsatt nogen særlig fremgangsmåte for løsningen av dem i en gjeldende traktat eller overenskomst mellom partene, henvises til den i denne traktat forutsatte faste eller særskilte voldgiftsnevnd, som skal foreslå partene en antagelig løsning og i alle tilfelle forelegge dem en rapport.

Hvis partene ikke kan bli enige om den begjæring som skal rettes til nevnden, har hver av dem adgang til, efter en frist av en måned regnet fra den dag varsel herom er kommet frem til den annen part, å innbringe spørsmålet for nevnden.

Hvis der er strid mellom partene angående spørsmålet om hvorvidt tvisten er av den art som er omhandlet i artikkel 2 og således egnet til å løses ved rettsavgjørelse eller ikke, skal denne strid, før enhver behandling for forliksnevnden finner sted, ved avtale mellom de høie kontraherende parter — eller i mangel herav ved begjæring av en av dem — henvises til avgjørelse av den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie.

Artikkel 8.

Efter anmodning av den ene av de høie kontraherende parter rettet til den annen part, skal der innen seks måneder nedsettes en fast forliksnevnd.

Artikkel 9.

I mangel av annen avtale mellom partene skal forliksnevnden nedsettes på følgende måte :

1. Nevnden skal bestå av fem medlemmer. Partene opnevner hver ett medlem, valgt blandt deres respektive undersåtter. De andre tre medlemmer velges i fellesskap blandt andre staters borgere. De sistnevnte medlemmer skal være av forskjellig nasjonalitet, ikke være fast bosatt innen partenes områder og ikke være i deres tjeneste. Blandt disse medlemmer velger partene nevndens formann.

2. Medlemmene opnevnes for tre år ; deres hverv kan fornyes. De fortsetter å fungere til de blir avløst og i alle tilfelle inntil de saker som er under behandling ved utløpet av deres mandattid, er avsluttet.

3. Opstår ledighet som følge av dødsfall eller tilbaketreden eller av nogen annen grunn, skal et nytt medlem opnevnes snarest mulig, overensstemmende med den fremgangsmåte som er foreskrevet for nedsettelsen av nevnden.

Artikkel 10.

Såfremt partene ikke har opnevnt nogen fast forliksnevnd når en tvist måtte opstå, skal der, innen tre måneder efter at anmodning derom rettet av den ene part til den annen er kommet frem til denne, nedsettes en særskilt nevnd til å behandle tvisten. Opnevningen skal skje overensstemmende med bestemmelsene i foregående artikkel, med mindre partene bestemmer noget annet.

y si el Derecho Constitucional de la citada Parte no permitiere, o sólo permitiere borrar imperfectamente las consecuencias de esa decisión o medida, convienen las Altas Partes contratantes en que la sentencia arbitral o judicial deberá acordar a la Parte perjudicada una equitativa compensación.

Artículo 7.

Todos los asuntos acerca de los cuales se hallen divididas las Altas Partes contratantes, sin poder resolverlos amistosamente por los procedimientos diplomáticos ordinarios, y cuya resolución no pueda obtenerse por una sentencia, según está previsto en el artículo 2 del presente Tratado, ni tengan señalado procedimiento especial para su arreglo por tratados o convenciones anteriores vigentes entre las Partes, serán sometidos a la Comisión de Conciliación permanente o especial, prevista por el presente Tratado, la cual se encargará de proponerles una solución aceptable y, en todo caso, presentarles un informe.

A falta de acuerdo entre las Partes sobre la solicitud que haya de presentarse a la Comisión, cualquiera de Ellas tendrá la facultad de someter directamente la cuestión a la citada Comisión después de un mes contado desde la fecha en que la otra Parte reciba la notificación.

Siempre que las Partes disientan acerca de si la controversia que las divide tiene o no la naturaleza de uno de los litigios mencionados en el artículo 2, y si por tal razón es susceptible de resolverse por medio de una sentencia, semejante divergencia se someterá, previamente a todo procedimiento ante la Comisión de Conciliación, a la decisión de la Corte Permanente de Justicia Internacional, de acuerdo entre las Partes ; o, a falta de este acuerdo, por solicitud de cualquiera de Ellas.

Artículo 8.

Por petición dirigida por una de las Altas Partes contratantes a la otra Parte, deberá ser constituida, dentro del plazo de seis meses, una Comisión Permanente de Conciliación.

Artículo 9.

Salvo acuerdo contrario entre las Partes, la Comisión de Conciliación será constituida así :

1. La Comisión constará de cinco miembros. Las Partes nombrarán respectivamente un Comisionado escogido entre sus respectivos nacionales. Los otros tres Comisionados se designarán, de común acuerdo, entre nacionales de terceras Potencias ; debiendo ser de distinta nacionalidad, no tener su residencia habitual en el territorio de las Partes, ni encontrarse al servicio de Ellas. Entre estos tres Comisionados designarán las Partes el Presidente de la Comisión.

2. Los Comisionados se nombrarán por tres años y su mandato es renovable. Quedarán en funciones hasta su reemplazo y, en todo caso, hasta el término de sus trabajos en curso en el momento de la expiración de su mandato.

3. Se proveerá, en el plazo más breve, a las vacantes que pudieren producirse por fallecimiento o dimisión o cualquiera otro impedimento, siguiendo para estos reemplazos el procedimiento fijado para los nombramientos.

Artículo 10.

Si, cuando se suscite una controversia, no existe Comisión Permanente de Conciliación, nombrada por las Partes, se constituirá una Comisión Especial, para el examen de la controversia, en un plazo de tres meses, contados desde la fecha en que una de las Partes haya recibido la petición que, a ese fin, la otra Parte le haya dirigido. Los nombramientos se harán de conformidad con las disposiciones del artículo precedente, a menos que las Partes no decidan otra cosa.

Artikkel 11.

Hvis de medlemmer av nevnden som skal velges i fellesskap, ikke er opnevnt innen de i artiklene 8 og 10 forutsatte frister, skal begge parter i fellesskap, eller en av dem, anmode presidenten for den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie om å foreta de nødvendige opnevnelser. Hvis presidenten er forhindret eller er borger av en av de kontraherende stater, skal vicepresidenten anmodes om å foreta de omhandlede opnevnelser. Hvis denne er i en lignende stilling, skal den av de andre dommere som står først på domstolens dommerliste og som ikke er borger av nogen av statene, anmodes om å foreta opnevnelserne.

Artikkel 12.

Twister innbringes for forliksnevnden ved begjæring rettet til presidenten således som det er foreskrevet i artiklene 3 og 7 for de forskjellige tilfelle.

Begjæringen skal angi tvistens gjenstand og inneholde en opfordring til nevnden om å foreta ethvert skritt som kan føre til forlik.

Hvis begjæringen fremsettes av den ene part alene, skal denne uten opphold gi motparten underretning om begjæringen.

Artikkel 13.

Innen fjorten dager etter at en av de høie kontraherende parter har innbragt en tvist for forliksnevnden, kan hver av dem for behandlingen av denne tvist ombytte sitt medlem av nevnden med en person som har særlig kyndighet i emnet.

Den part som vil gjøre bruk av denne rett, skal straks underrette den annen part derom; denne har i så fall adgang til å bruke den samme rett innen fjorten dager etter at den har fått underretningen.

Artikkel 14.

Forliksnevnden har til oppgave å klarlegge tvistespørsmålene, å innhente i dette øiemed ved undersøkelse eller på annen måte alle hertil tjenlige opplysninger og å bestrebe sig på å forlike partene. Når den har gransket saken, kan den fremlegge for partene sådant forslag til ordning som den finner formålstjenlig, og hvis den finner grunn hertil, fastsette en frist for dem til å uttale sig.

Når behandlingen er avsluttet, skal nevnden sette op en protokoll som fastslår resultatet, og hvorav et avtrykk skal tilstilles hver av partene.

Partene er aldri bundet av nevndens betraktninger av faktisk, rettslig eller annen art.

Med mindre partene avtaler noget annet, skal nevndens behandling av tvisten, med forbehold forsåvidt angår bestemmelsen i artikkel 7, 3dje ledd, være avsluttet innens seks måneder etter at tvisten er henvist til den. Hvis nevnden anser det for nødvendig å fortsette sitt arbeide utover seks måneder, skal den gi begge parter meddelelse om sine grunner herfor.

Artikkel 15.

Hvis ikke annet er særlig avtalt, fastsetter forliksnevnden selv reglene for sine forhandlinger, som i alle tilfelle skal være kontradiktoriske. Ved undersøkelser skal nevnden, med mindre den enstemmig fatter annen beslutning, følge bestemmelsene i tittel III (internasjonal undersøkelseskommissjon) i Haag-overenskomsten av 18. oktober 1907 om fredelig løsning av mellomfolkelige tvister.

Artículo 11.

Si el nombramiento de los Comisionados por designar de común acuerdo no se hace en los lapsos previstos por los artículos 8 y 10, las dos Partes conjuntamente, o una de Ellas, pedirán al Presidente de la Corte Permanente de Justicia Internacional que haga los nombramientos requeridos. Si el Presidente está impedido, o si es nacional de una de las Partes, se pedirá al Vicepresidente que haga dichos nombramientos. Si también éste se encuentra en igual caso que el Presidente, se pedirá al primero de los Jueces restantes, según el orden del cuadro de la Corte, que no sea nacional de ninguna de las Partes, que haga esos nombramientos.

Artículo 12.

La Comisión de Conciliación se avocará el conocimiento de la controversia en virtud de solicitud dirigida al Presidente con las condiciones previstas, según el caso, por los artículos 3 y 7.

La solicitud, después de exponer el objeto del litigio, contendrá la invitación a dicha Comisión para que proceda a tomar las medidas conducentes a una conciliación.

Si la solicitud emana de una sola de las Partes, ésta la notificará sin demora a la otra Parte.

Artículo 13.

Dentro de un plazo de quince días, a contar desde la fecha en que una de las Altas Partes contratantes haya llevado una controversia ante la Comisión de Conciliación, cualquiera de Ellas podrá reemplazar, para el estudio del asunto, a su Comisionado por una persona que posea competencia especial en la materia.

La Parte que haga uso de este derecho deberá notificar de ello inmediatamente a la otra Parte ; en este caso, la última tendrá el derecho de proceder del mismo modo dentro de un plazo de quince días contados desde la fecha en que reciba la notificación.

Artículo 14.

La Comisión de Conciliación tendrá por encargo dilucidar los asuntos en litigio ; recoger a este efecto todos los informes útiles por vía de investigación o de cualquier otro modo, y esforzarse en conciliar a las Partes. Después de examinar el asunto, podrá proponer a las Partes los términos del arreglo que juzgare conveniente y, si es posible, fijará un plazo para que lo acepten o lo rechacen.

Al fin de sus labores, la Comisión redactará un informe en que conste el resultado de ellas, y enviará un ejemplar de dicho informe a cada una de las Partes.

Las Partes no quedarán nunca ligadas por los considerandos de hecho, de derecho, o cualesquiera otros adoptados por la Comisión.

A reserva de lo que se dispone en el artículo 7, párrafo 3, los trabajos de la Comisión deberán terminar, siempre que las Partes no convengan en otra cosa o que la Comisión juzgue indispensable prolongar el plazo, dentro de un plazo de seis meses a contar desde el día en que la Comisión se haya avocado el conocimiento del litigio. Si la Comisión juzga indispensable continuar sus labores más allá de seis meses, comunicará los motivos a las dos Partes.

Artículo 15.

Salvo especiales estipulaciones contrarias, la Comisión de Conciliación establecerá su procedimiento, que, en todo caso, deberá ser contradictorio. En materia de investigaciones, si la Comisión no decide otra cosa por unanimidad de votos, se conformará a las disposiciones del Título III (Comisión Internacional de Investigación) de la Convención de La Haya del 18 de octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

Artikkel 16.

Forliksnevnden skal tre sammen på det sted som formannen bestemmer, med mindre partene er blitt enige om noget annet.

Artikkel 17.

Forliksnevndens forhandlinger skal ikke være offentlige med mindre nevnden med partenes samtykke fatter beslutning om det.

De høie kontraherende parter forplikter sig til ikke å offentliggjøre resultatet av nevndens arbeide uten å ha rådført sig med hverandre på forhånd.

Artikkel 18.

Partene skal være representert i forliksnevnden ved fullmektiger, som har til opgave å tjene som mellemeledd mellom partene og nevnden ; dessuten kan partene la sig bistå av rådgivere og sakkyndige som de opnevner i dette øiemed, og begjære avhørt enhver person hvis forklaring de finner vil være av betydning.

Nevnden har på sin side adgang til å innhente muntlige forklaringer av begge parters fullmektiger, rådgivere og sakkyndige og av alle personer som den med vedkommende regjerings samtykke finner det av betydning å innkalle.

Artikkel 19.

Hvis ikke annet er bestemt i denne traktat, treffes forliksnevndens beslutninger med almindelig flertall.

Nevnden kan ikke treffe beslutninger vedrørende tvistens gjenstand med mindre alle medlemmer er blitt behørig innkalt og i det minste de tre medlemmer som er opnevnt i fellesskap, er til stede.

Artikkel 20.

De høie kontraherende parter forplikter sig til å lette forliksnevndens arbeide og i særdeleshet å sikre den nødvendig bistand av deres myndigheter, å meddele den i størst mulig utstrekning alle dokumenter og opplysninger av betydning og å treffe de forholdsregler som er nødvendige for å gi nevnden anledning til innen deres område å innkalle og avhøre vidner eller sakkyndige og å foreta åstedsbefaringer.

Artikkel 21.

Så lenge forliksnevndens behandling av tvisten pågår, får hvert medlem en godtgjørelse som fastsettes ved avtale mellom de høie kontraherende parter og hvorav disse bærer hver en halvdel.

De almindelige utgifter som forårsakes ved nevndens arbeide, deles på samme måte.

Artikkel 22.

I alle tilfelle og navnlig hvis tvistespoersmålet er opstått på grunn av handlinger som allerede er foretatt eller som man står i ferd med å foreta, kan forliksnevnden, efter overenskomst mellom partene, eller den faste domstol for mellemfølgelig rettspleie i henhold til vedtektenes artikkel 41, eller i tilfelle voldgiftsretten, så snart som mulig angi hvilke foreløbige forholdsregler skal tas.

Hver av de høie kontraherende parter forplikter sig til å undlate ethvert skritt som er egnet til å øve en uheldig virkning forsåvidt angår gjennomføringen av avgjørelsen eller av den ordning

Artículo 16.

La Comisión de Conciliación se reunirá en el lugar que designe su Presidente, salvo acuerdo contrario entre las Partes.

Artículo 17.

Los trabajos de la Comisión de Conciliación no serán públicos sino en virtud de una decisión dictada por la Comisión y aceptada por las Partes.

Las Altas Partes contratantes se obligan a no publicar el resultado de los trabajos de la Comisión sin haberse previamente consultado.

Artículo 18.

Las Partes estarán representadas ante la Comisión de Conciliación por Agentes cuyo encargo consistirá en servir de intermediarios entre Ellas y la Comisión ; podrán además hacerse asistir por consejeros y expertos designados por Ellas al efecto y solicitar la audiencia de todas las personas cuyo testimonio juzguen útil.

De su parte, la Comisión tendrá la facultad de pedir explicaciones orales a los Agentes, consejeros y expertos de cada Parte, así como a todas las personas que juzgue útil hacer comparecer con el asentimiento de su respectivo Gobierno.

Artículo 19.

Salvo disposiciones contrarias del presente Tratado, las decisiones de la Comisión de Conciliación se dictarán por mayoría de votos.

La Comisión no podrá dictar ninguna decisión concerniente al fondo de la controversia sino cuando todos sus miembros hayan sido debidamente convocados y si, a lo menos, todos los miembros designados de común acuerdo, están presentes.

Artículo 20.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a facilitar los trabajos de la Comisión de Conciliación y, en particular, a asegurar a ésta el apoyo de sus autoridades competentes ; a suministrarle del modo más amplio posible todos los documentos e informaciones útiles y a adoptar las medidas adecuadas para que la Comisión pueda proceder en el respectivo territorio de Ellas, a citar y a oír a testigos y expertos y a trasladarse de un lugar a otro.

Artículo 21.

Durante los trabajos de la Comisión de Conciliación cada uno de los Comisionados recibirá un estipendio cuyo monto se fijará de común acuerdo entre las Altas Partes contratantes, las cuales costearán estos gastos por partes iguales.

Los gastos generales que ocasione el funcionamiento de la Comisión se repartirán en la misma forma predicha.

Artículo 22.

En todos los casos y, especialmente, cuando la controversia que divide a las Partes provenga de hechos ya realizados, o a punto de realizarse, la Comisión de Conciliación, previo acuerdo de las Partes, o la Corte Permanente de Justicia Internacional, procediendo de conformidad con el artículo 41 de su Estatuto, o el Tribunal arbitral, según el caso, podrá indicar, dentro del plazo más breve posible, las medidas provisionales que deban adoptarse.

Cada una de las Altas Partes contratantes se obliga a abstenerse de toda medida capaz de repercutir nocivamente en la ejecución de la sentencia, o en los arreglos que propusiere la Comisión

som måtte foreslåes av forliksnevnden, og til overhodet ikke å foreta nogen som helst handling som er egnet til å forverre eller utvide tvisten.

Artikkel 23.

Denne traktats bestemmelser skal ikke få anvendelse på tvister som berører andre staters interesser eller handlinger.

Artikkel 24.

Denne traktat skal ratifiseres. Ratifikasjonene skal utveksles i Oslo eller Haag så snart skje kan.

Artikkel 25.

Denne traktat trer i kraft ved utvekslingen av ratifikasjonene og skal gjelde for ti år regnet fra ikrafttredelsen. Den skal meddeles Folkeforbundet til innregistrering overensstemmende med Paktens artikkel 18. Hvis den ikke opsies innen seks måneder før utløpet av dette tidsrum, skall den ansees som stiltiende fornyet for et nytt tidsrum av fem år, og således videre.

Dersom ved utløpet av denne traktat en tvist av hvilken som helst art er under behandling ved forliksnevnden, den faste domstol for mellomfolkelig rettspleie eller voldgiftsretten, skal behandlingen fortsette inntil saken er avsluttet.

Til bekreftelse herav har ovennevnte befullmektigede underskrevet denne traktat, som er avfattet på norsk, fransk og spansk, idet den franske tekst skal være avgjørende i tilfelle av uoverensstemmelse, og har forsynt den med sine segl.

Utferdiget i Haag, i to eksemplarer, den 13 mai 1935.

J. RÆDER.

José Ig. CÁRDENAS.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 18 avril 1936.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

de Conciliación y, en general, a no ejecutar ningún acto, cualquiera que sea su naturaleza, capaz de agravar o extender la controversia.

Artículo 23.

Las disposiciones del presente Tratado no se aplicarán a las controversias que afecten el interés o se refieran a la acción de un tercer Estado.

Artículo 24.

El presente Tratado será ratificado. Las ratificaciones se cambiarán en Oslo o en La Haya tan pronto como sea posible.

Artículo 25.

El presente Tratado entrará en vigor desde el canje de las ratificaciones y durará diez años contados desde la fecha de dicho canje. Se comunicará para su registro a la Sociedad de las Naciones, conforme al artículo 18 del Pacto. Si no fuere denunciado seis meses antes de la expiración de dicho período, se considerará renovado tácitamente por un nuevo período de cinco años y así sucesivamente.

Si a la expiración del presente Tratado se hallare pendiente algún procedimiento promovido en aplicación de él ante la Comisión de Conciliación, o la Corte Permanente de Justicia Internacional o el Tribunal arbitral, proseguirá dicho procedimiento hasta su término.

En fe de lo cual, los prenombrados Plenipotenciarios han suscrito el presente Tratado, redactado en noruego, francés y español, haciendo fe el texto francés en caso de divergencia, y estampado en él sus respectivos sellos.

Hecho en La Haya, en doble ejemplar, el 13 de mayo de 1935.

J. RÆDER
José Ig. CÁRDENAS.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 18 avril 1936.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

N^o 3882. — TRAITÉ D'ARBITRAGE, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET DE CONCILIATION ENTRE LA NORVÈGE ET LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA. SIGNÉ A LA HAYE, LE 13 MAI 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA,

Animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Norvège et les États-Unis du Venezuela et de favoriser le règlement pacifique des divergences qui peuvent arriver à diviser les deux États,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Monsieur Johan Georg Jacob RÆDER, chargé d'Affaires de Norvège à La Haye ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA :

Monsieur José Ignacio CÁRDENAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis du Venezuela près Sa Majesté le Roi de Norvège ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à résoudre d'une manière amicale les conflits et divergences qui viendraient à s'élever entre la Norvège et les États-Unis du Venezuela et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges de nature juridique qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, y compris ceux relatifs à l'interprétation du présent traité, seront soumis soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux dispositions suivantes.

La disposition du paragraphe précédent ne s'appliquera pas aux controverses nées de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé, ni aux controverses portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États.

Les controverses pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres traités en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions desdits traités.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3882. — TREATY OF ARBITRATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND CONCILIATION BETWEEN NORWAY AND THE UNITED STATES OF VENEZUELA. SIGNED AT THE HAGUE, MAY 13TH, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA,

Being desirous of strengthening the ties of friendship which unite Norway and the United States of Venezuela and of promoting the peaceful settlement of disputes which may arise between the two States,

Have decided to conclude a Treaty for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Monsieur Johan Georg Jacob RÆDER, Chargé d'Affaires of Norway at The Hague ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA :

Monsieur José Ignacio CÁRDENAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Venezuela accredited to His Majesty the King of Norway ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle in an amicable manner any conflicts and disputes which may arise between Norway and the United States of Venezuela and which it has not been possible to settle within a reasonable period by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of a juridical character which it has not been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, including disputes relating to the interpretation of the present Treaty, shall be referred either to an Arbitral Tribunal or to the Permanent Court of International Justice, in accordance with the provisions laid down hereinafter.

The provision of the preceding paragraph shall not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past, or to disputes bearing upon questions which international law reserves for the exclusive competence of States.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided by other treaties in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of such treaties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission de conciliation permanente ou spéciale, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord, par voie de compromis, soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à la Cour permanente de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, dans le cas où elles ont choisi l'arbitrage, sur le choix des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté, après un délai d'un mois à compter de la date où la notification en sera parvenue à l'autre Partie, de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une controverse née d'une réclamation d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants contre l'autre Etat, dont l'objet d'après la législation intérieure de cette dernière Partie relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, les dispositions du présent traité ne seront applicables que dans le cas :

- a) De déni de justice, y compris retard abusif de la part des tribunaux ;
- b) D'une décision judiciaire qui n'est pas susceptible de recours et qui est incompatible avec les obligations découlant d'un traité ou avec d'autres obligations internationales de l'Etat, ou qui est manifestement injuste.

La détermination, si l'un des cas visés ci-dessus se présente, pourra être recherchée par l'arbitrage ou par la juridiction, conformément aux dispositions de l'article 4.

La divergence ne sera soumise à la procédure prévue par le présent traité qu'après épuisement des recours légaux qu'offre aux étrangers la législation de l'Etat contre lequel on réclame.

Article 6.

Si le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence arbitrale ou judiciaire, à la Partie lésée, une compensation équitable.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission de conciliation permanente

Article 3.

Prior to any procedure before the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, a dispute may by common consent of the Parties be submitted with a view to amicable settlement to a Permanent or Special Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If, in the case of a dispute of the nature described in Article 2, the two Parties have not had recourse to the Conciliation Commission, or if that Commission has not succeeded in bringing the Parties to an amicable agreement, the dispute shall be referred by common consent, by means of a special agreement, either to an Arbitral Tribunal, which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down by the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to the Permanent Court of International Justice which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute.

Should the Parties fail to agree upon the choice of the jurisdiction, the terms of the special agreement or, if they have chosen arbitral procedure, the choice of arbitrators, either Party shall be entitled, one month after notice thereof has reached the other Party, to submit the dispute direct to the Permanent Court of International Justice by means of an application.

Article 5.

In the case of a dispute arising out of a claim brought by a national of one of the two Contracting States against the other State, the subject of which according to the municipal law of the latter Party falls within the competence of the national courts of such Party, the provisions of the present Treaty shall apply only in the case of :

- (a) Denial of justice, including unconscionable delay on the part of the courts ;
- (b) A judicial decision against which no appeal lies and which is incompatible with the obligations arising from a treaty or with other international obligations of the State, or which is manifestly unjust.

The question whether any of the above cases arises may be settled by arbitration or by judicial decision, in accordance with the provisions of Article 4.

Disputes shall not be submitted to the procedure provided for in the present Treaty until the legal remedies open to foreigners under the laws of the State against which the claim is brought have been exhausted.

Article 6.

Should the Arbitral Tribunal or the Permanent Court of International Justice declare that a decision taken or a measure ordered by a judicial or other authority of one of the Parties to the dispute is entirely or partly at variance with international law, and should the constitutional law of the said Party preclude the annulment or allow of only partial annulment of the consequences of the said decision or measure, the High Contracting Parties agree that equitable compensation shall be accorded to the injured party in the arbitral or judicial award.

Article 7.

All questions on which the High Contracting Parties differ without being able to reach an amicable settlement by means of the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be attained by a judicial decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down in any other treaty or convention in force between the Parties, shall be referred to the Permanent or Special Conciliation Commission

ou spéciale, prévue dans le présent traité, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un délai d'un mois à compter de la date où la notification en sera parvenue à l'autre Partie, la question à la commission.

S'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé à l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale d'accord entre les Parties, ou, à défaut d'accord, à la requête de l'une d'entre elles.

Article 8.

Sur la demande adressée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 9.

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La commission comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers commissaires devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Parties désigneront le président de la commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leur travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

3. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 10.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une Commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la date où la demande à cet effet adressée par l'une des Parties à l'autre sera parvenue à celle-ci. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 11.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 8 et 10, le président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié par les deux Parties conjointement, ou par l'une d'elles, de procéder aux nominations requises. Si le président est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le vice-président sera prié de procéder à ces nominations. Si celui-ci se trouve dans le même cas, le premier des autres juges selon l'ordre du tableau de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties, sera prié de procéder à ces nominations.

Article 12.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues selon les cas, par les articles 3 et 7.

provided for in the present Treaty, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to submit a report to them.

If the Parties cannot agree as to the application to be made to the Commission, either Party shall be entitled, one month after notice thereof has reached the other Party, to refer the question direct to the said Commission.

If the Parties differ as to whether or not the dispute is a dispute of the nature referred to in Article 2 and therefore capable of settlement by a judicial decision, such difference shall, prior to any procedure before the Conciliation Commission, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice by agreement between the Parties or, failing an agreement, on the application of either Party.

Article 8.

On a request being made by one of the High Contracting Parties to the other, a Permanent Conciliation Commission shall be set up within a period of six months.

Article 9.

Unless otherwise agreed between the Parties, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall consist of five members. The Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals. The other three commissioners shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. These latter commissioners shall be of different nationalities and shall not be habitually resident in the territory of the Parties nor be in their service. The Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years ; their mandate shall be renewable. They shall remain in office until their replacement, and in any case until the termination of any work in hand at the time of the expiry of their mandate.

(3) Vacancies which may occur as the result of death, resignation, or any other cause shall be filled as quickly as possible in the manner fixed for appointments.

Article 10.

If, when a dispute arises, there is in existence no Permanent Conciliation Commission appointed by the Parties, a Special Commission shall be set up to examine the dispute within a period of three months from the date on which an application to this effect made by one of the Parties to the other has reached the latter. Appointments shall, unless the Parties decide otherwise, be made in accordance with the provisions of the preceding Article.

Article 11.

Should the commissioners to be chosen by mutual agreement not have been appointed within the periods laid down in Articles 8 and 10, the President of the Permanent Court of International Justice shall be requested by both Parties jointly, or by either of them, to make the necessary appointments. Should the President be prevented from doing so or should he be a national of one of the Parties, the Vice-President shall be requested to make the said appointments. Should the latter be in the same position, the judge next in seniority on the roll of the Court who is a national of neither Party shall be requested to make the said appointments.

Article 12.

The Conciliation Commission shall be informed by means of an application addressed to the President under the conditions mentioned in Article 3 or Article 7 as the case may be.

La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à ladite commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 13.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit, en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 14.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, proposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 7, alinéa 3, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment ou que la commission juge indispensable de prolonger le délai, être terminés dans les six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige. Si la commission juge indispensable de continuer ses travaux au delà de six mois, elle communiquera les motifs aux deux Parties.

Article 15.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 16.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

The application, after giving an account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the application emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 13.

Within fifteen days from the date on which one of the High Contracting Parties shall have brought a dispute before the Conciliation Commission, either Party may, for the examination of that dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party availing itself of this right shall immediately inform the other Party thereof ; the latter shall, in that case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 14.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, propose to the Parties the terms of settlement which seem to it suitable and, if necessary, lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its work, the Commission shall draw up a report stating the result thereof, a copy of which shall be transmitted to each of the Parties.

The Parties shall in no case be bound by any statements of fact or legal or other considerations upon which the Commission may have agreed.

Subject to the provisions of Article 7, paragraph 3, the proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree or the Commission considers it essential to extend the period, be terminated within six months from the date of the submission of the dispute to the Commission. Should the Commission consider it essential to continue its proceedings beyond the period of six months, it shall inform both Parties of its reasons.

Article 15.

Failing any special provisions to the contrary, the Conciliation Commission shall determine its own procedure, which must in any case provide for the hearing of both Parties. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 16.

The Conciliation Commission shall, unless the Parties agree to the contrary, meet at the place selected by its President.

Article 17.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, unless the Commission, with the assent of the Parties, so decides.

The High Contracting Parties undertake not to publish the results of the Commission's proceedings without having previously consulted one another.

Article 18.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes, qui en supporteront chacune une part égale.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation, après entente entre les Parties, ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou le Tribunal arbitral, selon le cas, pourront indiquer dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 23.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas aux différends qui affectent l'intérêt ou se rapportent à l'action d'un Etat tiers.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications seront échangées à Oslo ou à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 18.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them relevant should be heard.

The Commission for its part shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons whom it may think useful to summon to appear, subject to the consent of their Government.

Article 19.

¶ Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission may not take any decision bearing on the substance of the dispute unless all the members have been duly summoned and unless at least all those jointly appointed are present.

Article 20.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and, in particular, to secure for it the assistance of their competent authorities, to supply it as far as possible with all relevant documents and information and to take the necessary measures to enable the Commission to summon and hear witnesses or experts in their territory, and to visit the localities concerned.

Article 21.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

The miscellaneous expenses entailed by the proceedings of the Commission shall be similarly divided.

Article 22.

In all cases and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission, if the Parties so agree, or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, according to circumstances, may lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted.

Each of the High Contracting Parties undertakes to abstain from all measures which might have a prejudicial effect on the execution of the decision or on any arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any action whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 23.

The provisions of the present Treaty shall not apply to disputes which affect the interests or are connected with the acts of a third State.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Oslo or The Hague as soon as possible.

Article 25.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. Il sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si lors de l'expiration du présent traité une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité, rédigé en norvégien, en français et en espagnol, le texte français faisant foi en cas de divergence, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double expédition, le 13 mai 1935.

J. RÆDER.
José Ig. CÁRDENAS.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 18 avril 1936.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

Article 25.

The present Treaty shall come into force immediately on the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of ten years from the date of its entry into force. It shall be communicated to the League of Nations for registration in accordance with Article 18 of the Covenant. Unless denounced six months before the expiry of the above-mentioned period, it shall be deemed to be renewed by tacit agreement for further successive periods of five years.

If, at the time when the present Treaty expires, any proceedings in virtue thereof are pending before the Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, such proceedings shall be duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty, drawn up in Norwegian, French and Spanish, the French text to be authoritative in case of divergence, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, the 13th day of May, 1935.

J. RÆDER.

José Ig. CÁRDENAS.

